

**Charles Berg**  
**Stéphane Just**

# **Fronts populaires d'hier et d'aujourd'hui**

1977

## Table des matières

Introduction.....	3
Origine et « théorie » des fronts populaires .....	6
France : 1934 - juin 1936.....	16
France : juin 1936 - 30 novembre 1938.....	30
Espagne : 1935 - 1939.....	44
Chili :1967-1970.....	56
Chili : 1970-1973.....	69
Fronts populaires, fascisme, front unique ouvrier.....	85
Union de la gauche : front populaire d'aujourd'hui .....	99
« Front populaire de combat » ? Non : Front unique ouvrier .....	113

## Introduction

### **Un livre « partisan »**

Ce livre est l'œuvre de deux militants de l'Organisation communiste internationaliste pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale (O.C.I.). En l'écrivant, les auteurs poursuivent leur combat pour la révolution prolétarienne et, plus précisément, pour la construction du parti révolutionnaire et de l'Internationale, indispensables à la victoire définitive du prolétariat et à la réalisation du socialisme. Nous espérons qu'il contribuera à armer politiquement de nouvelles générations de militants, aidant les générations plus âgées à comprendre et à tirer les leçons d'événements auxquels elles ont participé, tout en les subissant, parfois douloureusement.

La méthode d'analyse utilisée est la méthode de Marx, Engels, Lénine, Trotsky, le matérialisme dialectique, celle qui a permis au parti bolchevique de diriger la première révolution prolétarienne victorieuse, la révolution russe, premier chaînon de la révolution prolétarienne mondiale. Celle qui a permis à l'Opposition de gauche, et en premier lieu à Léon Trotsky, d'engager la lutte contre la bureaucratie stalinienne en formation, de réagir contre la dégénérescence du parti bolchevique, de la révolution russe, de la III<sup>e</sup> Internationale, et de poursuivre le combat pour la révolution prolétarienne. Utilisant cette méthode, Trotsky et l'Opposition de gauche tiraient les conclusions de la capitulation sans combat bat du parti communiste allemand devant Hitler et de l'absence de réaction de l'Internationale communiste et de ses partis : la III<sup>e</sup> Internationale est irrédressable; elle est définitivement passée du côté du maintien de l'ordre bourgeois à l'échelle internationale; il faut construire la IV<sup>e</sup> Internationale. C'est toujours cette méthode qui permet à Trotsky de conclure, de l'affermissement du pouvoir de la bureaucratie du Kremlin, de l'écrasement des masses d'U.R.S.S. sous sa féroce dictature, de l'assassinat de centaines de milliers d'anciens bolcheviques : une nouvelle révolution est nécessaire en U.R.S.S., une révolution qui conservera les rapports sociaux de production nés de la révolution d'Octobre, mais qui balayera la bureaucratie parasitaire et réactionnaire ; une révolution politique qui restaurera le pouvoir des soviets, la démocratie soviétique. Enfin, c'est la méthode qui est vivante dans le programme de fondation, en 1938, de la IV<sup>e</sup> Internationale : « *L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale.* »

Ce livre est donc un livre « partisan ». Certains en conclurent : « *Voilà la preuve qu'il ne peut être objectif.* » L'opinion des auteurs est qu'au contraire, pour tout ce qui concerne la lutte des classes, la condition première de l'« objectivité » est de se situer du côté du prolétariat, de s'engager avec lui dans l'action pour la réalisation de ses tâches historiques, la révolution, le socialisme. Etre « objectif » exige une action « subjective », en concordance avec les nécessités historiques. De plus, « *ce sont les hommes qui font leur propre histoire* ». Ils la font à partir de conditions données, mais en agissant ils modifient ces conditions, donc les données « objectives ». Toute connaissance est le produit de l'activité humaine et elle ne saurait être passive.

A peine l'Opposition de gauche et Trotsky avaient ils affirmé la nécessité de construire une IV<sup>e</sup> Internationale engagé l'action politique pour en jeter les bases, qu'ils étaient confrontés à la « théorie » et à la pratique des « fronts populaires ». La « théorie » et la pratique des « fronts populaires » complètent la « théorie » et la pratique de la « construction du socialisme dans un seul pays ». C'est la réaction contre la révolution prolétarienne qui parle et agit, soi-disant au nom de la révolution d'Octobre et du socialisme. Le combat contre la « théorie » et la pratique des « fronts populaires » a le même contenu et la même importance politique que celui contre la « théorie » et la pratique du « socialisme dans un seul pays », le même contenu et la même importance politique que la lutte pour la construction du parti révolutionnaire et de la IV<sup>e</sup> Internationale. Comme on le verra, les partisans des « fronts populaires », fût-ce des « fronts populaires de combat », dressent ceux-ci contre la révolution prolétarienne et l'aspiration des masses au front unique ouvrier. Depuis 1935-1938, les prises de position à propos des « fronts populaires » délimitent très précisément les organisations et militants qui se situent sur le terrain et le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, combattent pour la révolution prolétarienne, de ceux qui capitulent devant la bourgeoisie, ses agences sociale-démocrate et stalinienne. L'histoire de la IV<sup>e</sup> Internationale, dès son origine et sa formation, éclaire lumineusement ce fait, ne laisse aucun doute à ce sujet.

*Fronts populaires d'hier et d'aujourd'hui.* Les « fronts populaires » sont à l'ordre du jour lorsque se prépare une crise révolutionnaire, que la révolution prolétarienne s'avance et surgit : ils en sont le contraire, sa négation. Jusqu'à présent, les fronts populaires ont toujours infligé de terribles défaites à la classe ouvrière, ou ont été la cause de ces défaites. A nouveau ils sont à l'ordre du jour : leur aboutissement sera-t-il nécessairement de nouvelles et écrasantes défaites infligées au prolétariat ? La question doit être posée. La réponse ne peut être donnée qu'en partant d'une analyse globale, mondiale, des rapports entre les classes et à l'intérieur des classes, notamment au sein du prolétariat, du mouvement ouvrier, et de leur expression parti. culière dans chaque pays. La division de la société en classes et groupes sociaux n'a pas varié depuis les premiers fronts populaires, mais les rapports entre les classes et à l'intérieur des classes se sont profondément modifiés. Les fronts populaires en France et en Espagne répondaient à des situations révolutionnaires - à une crise révolutionnaire, à une révolution - mais qui étaient les dernières explosions d'une période révolutionnaire que la révolution russe avait ouverte. Le prolétariat allemand était écrasé. La bureaucratie stalinienne triomphait en U.R.S.S. en déchaînant la répression contre les masses, noyait dans un bain de sang la génération d'Octobre. Elle achevait la destruction du parti bolchevique et transformait l'Internationale communiste (I.C.) en un simple instrument de sa politique de défense de ses privilèges. L'avant-garde organisée qui autour de Trotsky combattait pour la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale était extrêmement faible. Elle était peu nombreuse, très peu enracinée à l'intérieur du prolétariat, et surtout ses capacités théoriques et politiques étaient limitées. Trotsky à lui seul incarnait la continuité historique d'Octobre, du bolchevisme. Il concentrait l'acquis théorique et l'expérience pratique de trois révolutions. Et c'était d'une importance historique déterminante. Mais la calomnie stalinienne couvrait sa voix. Les pseudo-« amis de l'U.R.S.S. » embouchaient les trompettes staliniennes. La social-démocratie laissait faire. Fait majeur : les jeunes, les travailleurs qui se tournaient vers la révolution d'Octobre l'identifiaient à la bureaucratie du Kremlin au pouvoir en U.R.S.S., comme ils identifiaient les P.C. au parti bolchevique qui avait conduit le prolétariat russe à la prise du pouvoir. En Espagne, en France, les derniers obstacles dressés par le mouvement révolutionnaire des masses au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale étaient balayés. Finalement, en août 1940, Staline réussissait à faire assassiner Trotsky.

En 1977, les rapports entre les classes et à l'intérieur des classes sont bien différents. La puissance, la densité sociale et politique de la classe ouvrière à l'échelle mondiale s'est considérablement accrue. Elle a conquis internationalement de nouvelles et extrêmement fortes positions. Elle n'a subi depuis la fin de la guerre aucune défaite comparable à celles enregistrées entre 1919 et 1938. L'impérialisme atteint un degré de pourriture interne inconnu jusqu'alors, qui décompose tous ses fondements en Asie, en Afrique, en Amérique latine, en Europe et en Amérique du Nord, U.S.A. compris. La bureaucratie du Kremlin, les bureaucraties satellites de l'Europe de l'Est, sont aux prises avec des contradictions classiques mais multipliées et sont confrontées à la révolution politique dont le flux ne cesse de les mettre en cause, menaçant de les renverser. La crise de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites est intimement liée à celle de l'impérialisme dans la mesure où, en dernière analyse, ces bureaucraties incarnent la contre-révolution bourgeoise à l'intérieur des Etats ouvriers déformés et bureaucratiques, alors que la révolution est à l'ordre du jour ainsi que la dislocation du système impérialiste. *Nous sommes au tout début d'une nouvelle période de la révolution prolétarienne mondiale, dont l'ampleur et la profondeur confirmeront que l'impérialisme est le stade suprême du capitalisme, et que nous sommes à l'époque de la révolution prolétarienne mondiale.* En Europe, la concentration de ces données, l'homogénéité des rapports de la lutte des classes, atteignent leur point le plus élevé. C'est dans ces conditions, et non plus dans celles de 1935-1938, qu'il s'agit de faire barrage aux fronts populaires, de les empêcher d'atteindre leur but, la défaite du prolétariat et des masses exploitées.

Point capital : comparés à ce qu'ils étaient en 1935-1938, les rapports à l'intérieur du prolétariat présentent des différences majeures. La crise de la bureaucratie du Kremlin, des bureaucraties parasitaires a comme origine fondamentale l'antagonisme qui les oppose au prolétariat, dont les manifestations les plus actives sont les explosions révolutionnaires qui ont eu lieu en Europe de l'Est. Le même antagonisme oppose la bureaucratie du Kremlin et le prolétariat de l'U.R.S.S. Appliquant la politique de la bureaucratie du Kremlin, les P.C. occidentaux entrent également en contradiction plus ou moins ouverte avec les prolétariats de ces pays. Un phénomène d'une importance considérable doit être souligné : au Portugal, en Espagne, dans une certaine mesure en France, la politique des P.C. a puissamment contribué à renflouer les partis socialistes. Au Portugal et en Espagne, aux élections les P.C. ont subi de durs échecs. Les résultats électoraux reflètent la réaction des masses contre la politique des P.C. non seulement sur le plan électoral, mais sur tous les terrains de la lutte des classes.

Les masses, le prolétariat, ne vont pas pour autant se détourner d'un seul coup des partis staliens. Les masses, le prolétariat se mettant en mouvement, se tournent nécessairement vers leurs partis traditionnels. Ils attendent d'eux qu'ils répondent à leurs besoins et à leurs aspirations. Ils espèrent notamment que ces partis formeront des gouvernements qui satisferont leurs revendications. Tant qu'il n'existe pas un parti révolutionnaire qui influence et dirige une large partie du prolétariat, les masses en mouvement ne peuvent agir autrement. Mais le parti révolutionnaire ne se construit, ne gagne une influence décisive sur le prolétariat et les masses qu'en exprimant en termes d'action politique, leurs besoins, leurs aspirations, y compris vis-à-vis de leurs partis traditionnels. Il est indispensable de bien saisir ce mouvement dialectique. Les grandes masses, particulièrement celles qui sont dépourvues d'expérience politique, entrant en action, renforcent, au moins en un premier temps, les partis ouvriers traditionnels. En même temps, subsiste le rapport antagonique entre la politique, de ces partis et les espérances des masses qui se dirigent vers eux. L'afflux de ces couches renforce et rend plus explosives les contradictions de ces partis. Encore, une fois les rapports ne sont pas les mêmes qu'en 1936, et 1945. Si les masses affluent vers les partis traditionnels, c'est en les considérant d'un œil critique : elles n'ont plus cette confiance presque totale qu'elles avaient en eux, surtout celles qui se tournaient vers les P.C.

La constitution d'organismes de type *soviétique* sera de plus en plus ressentie comme une nécessité : ces dernières années, plus ou moins embryonnaires ou développés, des organismes de ce type se sont constitués là où les masses se sont mises en mouvement - en Pologne, à Irbid (Jordanie), au Chili, en Bolivie, au Portugal. C'est un signe des temps. D'ores et déjà, à l'intérieur de la classe ouvrière, de la jeunesse, existe la possibilité de regrouper et d'organiser - dans et pour le combat politique - une importante avant-garde. Dès que s'ouvrent des crises révolutionnaires, ces possibilités croissent. Les éléments les plus avancés commencent à être conscients du rôle des partis traditionnels et des appareils syndicaux. Ils le deviennent pleinement en rejoignant l'organisation qui construit le parti révolutionnaire. Il faut d'autant moins dévier d'une orientation qui prend en compte le mouvement du prolétariat dans son ensemble. Evidemment, une accentuation sociale des contradictions qui déchirent la bureaucratie du Kremlin, son appareil international, les bureaucraties satellites, aboutissant à des cassures, des explosions à l'intérieur de l'appareil stalinien, aurait des répercussions considérables sur le développement de tous ces rapports. Certes, les P.S. et surtout les P.C. s'adapteront formellement au mouvement des masses pour les contenir, au moins jusqu'à une limite, elle, infranchissable : la constitution d'un authentique gouvernement ouvrier et paysan. Ils ne resteront pas passifs et combattront en utilisant tous les moyens dont ils disposent contre la construction du parti révolutionnaire.

Mais le courant de l'histoire devient un torrent qui roule vers la révolution prolétarienne. Le mouvement pratique de la lutte des classes concrétise la perspective de Lénine et de Trotsky, du programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale. Nous parvenons au temps du crépuscule des fronts populaires : le prolétariat de chaque pays tend à se regrouper sur de nouveaux axes. Le grand tournant de l'histoire que Trotsky prévoyait, s'amorce.

La lutte des classes ne se développe pas de façon automatique et mécanique : « *Ce sont les hommes qui font leur propre histoire.* » Les classes et groupes sociaux ont besoin d'organismes, de partis, au moyen desquels ils expriment et défendent leurs intérêts, qui organisent et dirigent leurs actions politiques, leurs combats. Plus que pour toute autre classe, cela est vrai pour la classe ouvrière. *La défaite des « fronts populaires », c'est-à-dire la victoire de la révolution, n'est pas, malgré les circonstances historiques d'aujourd'hui, acquise à l'avance.* Elle dépendra de la construction dans chaque pays du parti révolutionnaire, parti de la IV<sup>e</sup> Internationale combattant sur son programme. Or, non seulement la IV<sup>e</sup> Internationale fondée en 1938 restait à construire, mais elle a subi en 1950-1953 une crise, qui l'a disloquée organisationnellement et politiquement : elle est à reconstruire. L'objet de ce livre n'est pas d'analyser les raisons et les conséquences de la crise qui a disloqué la IV<sup>e</sup> Internationale. Qu'il suffise d'indiquer que les organisations, les partis nés de la lutte de classe du prolétariat sont eux-mêmes tributaires de la lutte des classes. ils subissent la pression, l'influence, des autres classes et groupes sociaux. La lutte des classes, sous des formes multiples, trouve toujours des voies et des moyens de s'exprimer à l'intérieur des partis et des organisations nés de la lutte de classe du prolétariat. La social-démocratie s'est adaptée et

intégrée à la société bourgeoise. En octobre 1917, la direction du parti bolchevique s'est cassée en deux : **Zinoviev** et **Kamenev**, en s'opposant à l'insurrection et à la prise du pouvoir, cristallisaient, à l'intérieur du parti bolchevique, la pression et la réaction de la bourgeoisie. On sait comment le parti bolchevique et la III<sup>e</sup> Internationale ont dégénéré. La IV<sup>e</sup> Internationale a également subi la pression de la société bourgeoise conjuguée à celle du stalinisme, la pénétration en son sein de la réaction. Un courant révisionniste s'est développé à l'intérieur de la IV<sup>e</sup> Internationale, le pablisme. En 1953, il était à l'origine de sa crise - la IV<sup>e</sup> Internationale doit être reconstruite.

Pourquoi reconstruire la IV<sup>e</sup> Internationale et non construire une nouvelle Internationale ? C'est qu'au contraire de ses devancières, la IV<sup>e</sup> Internationale n'est pas devenue l'instrument d'une couche sociale aux intérêts spécifiques, s'adaptant, et s'intégrant à la société bourgeoise. La résistance à la destruction a surgi de l'intérieur de la IV<sup>e</sup> Internationale. La continuité de la IV<sup>e</sup> Internationale a été assurée, d'abord par la section française de 1951 à 1953, ensuite par le Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale, enfin par le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. Le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale est plus vivant et actuel qu'il ne le fut jamais. Programme de la révolution prolétarienne, tous les événements ont vérifié sa justesse : il est indispensable pour répondre aux exigences qui surgissent de la nouvelle période de la révolution mondiale ouverte en 1968. Son originalité, sa place, son programme, font que la IV<sup>e</sup> Internationale est inassimilable par la société bourgeoise et le stalinisme. La IV<sup>e</sup> Internationale ne peut être que détruite ou finalement victorieuse.

En des circonstances particulièrement difficiles et défavorables, ont surgi en son sein les forces qui ont empêché qu'elle soit détruite et ont assumé sa continuité. La IV<sup>e</sup> Internationale doit être reconstruite : elle n'a pas été détruite.

Une nouvelle période de la révolution mondiale s'ouvre. L'histoire pose pour des millions d'hommes la nécessité de construire un parti révolutionnaire, une nouvelle Internationale. Le bouillonnement des événements pendant la marche à la révolution et au cours de la révolution va sensibiliser des millions et des millions d'hommes à la politique révolutionnaire, à commencer par les jeunes. Les vieilles organisations sont confrontées à des contradictions insurmontables qui deviendront explosives. Certes, les obstacles sont nombreux. La société bourgeoise et le stalinisme donneront naissance à des organisations qui au nom du « spontanéisme », ou du « front populaire de combat » - ou d'une combinaison des deux, ou d'autres « nouvelles théories » - dresseront de nouveaux obstacles, qui devront être également renversés...

Mais toutes les raisons existent d'avoir pleinement confiance dans la possibilité de reconstruire la IV<sup>e</sup> Internationale.

La nouvelle période de la révolution sera longue, sinueuse, tourmentée. La reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale ne le sera pas moins. Mais rien ne permet d'envisager que le prolétariat ne parvienne pas à constituer les instruments indispensables à sa victoire, à son émancipation, à la construction du socialisme. La période actuelle dégage déjà des éléments de la construction du parti révolutionnaire en France et les conditions de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale à l'échelle mondiale.

La certitude de la victoire de la révolution prolétarienne, donc de la construction du parti révolutionnaire en France et de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, n'invite pas à l'attentisme. Les auteurs de ce livre, militants d'une organisation qui déjà est devenue un facteur actif de la lutte des classes en France, une force politique qui construit le parti révolutionnaire en France et agit en tant que membre du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, savent que la méthode marxiste exprime l'unité des données « objectives » et de l'activité « subjective ». Rien ne sera fait pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale que ne feront les organisations, l'O.C.I. en France, et les militants qu'elle organise, qui combattent pour sa reconstruction. C'est dire que ce livre *Fronts populaires d'hier et d'aujourd'hui* est un instrument de ce combat. Son but sera atteint s'il contribue à mieux armer ceux qui mènent déjà ce combat, s'il en convainc d'autres de le mener avec nous.

Charles BERG - Stéphane JUST

Le 17 juillet 1977.

## Origine et « théorie » des fronts populaires

### **Brusque tournant**

Le 9 octobre 1934, se tenait salle Bullier à Paris un meeting du P.C.F. **Thorez**, secrétaire général, lançait le premier appel à la constitution d'un « *front populaire du travail, de la liberté et de la paix* ». Il s'agissait, selon Thorez et la direction du P.C.F., d'élargir l'unité d'action réalisée entre le P.S. et le P.C.F. aux « classes moyennes ». Le même jour, au comité de coordination du P.S. et du P.C.F., des représentants du P.C.F. proposaient l'élaboration d'un programme susceptible de servir de base à la constitution de ce front populaire. Toujours selon les dirigeants du P.C.F., le parti radical était la représentation politique des classes moyennes. Le 24 octobre, nouveau discours de Thorez à Nantes, où allait se tenir le congrès du parti radical. Il s'adressait « *aux groupements radicaux hostiles à la réaction* », proposant un programme qui comprenait jusqu'à la défense de la Constitution de la III<sup>e</sup> République. La direction du P.C.F. s'empara du manifeste lancé fin mars 1934 par le « Comité de vigilance des intellectuels antifascistes », mais en lui donnant un contenu politique qui dépassait considérablement cet appel. Le nouveau cours politique, qui depuis quarante ans est constamment repris par les partis communistes, avait trouvé sa formule : front populaire, rassemblement populaire, union populaire, unité populaire...

Déclaration et orientation étonnantes, au moins en apparence, si on les compare à ce que le même Maurice Thorez écrivait encore quelques mois avant : les mouvements de février « *ont permis à ces mêmes prolétaires de juger et de condamner le parti socialiste dans son rôle de principal soutien social de la bourgeoisie, dans sa pratique d'auxiliaire du fascisme* » (*L'Humanité* du 20 mars 1934).

Non moins net était l'appel de l'Association républicaine des anciens combattants (A.R.A.C.) publié le 6 février 1934 par *L'Humanité* sous le titre « *Manifestez...* » : « *Tous à 20 heures au rond-point des Champs-Élysées [...]. A la fois contre les bandes fascistes, contre le gouvernement et contre la social-démocratie.* »

### **Naissance de la « théorie » du « Social-fascisme »**

C'était le dernier écho de la « théorie » du « social-fascisme ».

Nous allons revenir l'origine de cette « théorie » du « social-fascisme » et suivre ses développements. Quelques lecteurs pourraient s'étonner : formellement, en effet, les « théories » du « social-fascisme » et des « fronts populaires » sont radicalement opposées. En réalité, ainsi que nous allons le voir, l'une (celle des « fronts populaires ») est la conséquence de l'autre (celle du « social-fascisme »). Elles sont les deux faces d'une même médaille. Elles résultent d'une opposition grandissante de ceux qui les ont élaborées, en l'occurrence la bureaucratie du Kremlin et des P.C. qui font partie de son appareil international, aux intérêts du prolétariat et de la révolution. Cette continuité de contenu doit être mise en évidence, pour bien appréhender les origines et la « théorie » des « fronts populaires ».

L'Internationale communiste a commencé à élaborer la « théorie » du « social-fascisme » en fonction du cours de, la lutte des classes en Allemagne. La raison en est qu'au lendemain de la Première Guerre mondiale en Allemagne se sont concentrés tous les problèmes de la révolution prolétarienne et conjointement de la contre-révolution, que les rapports politiques à l'intérieur du mouvement ouvrier y ont atteint une sorte de pureté classique : un parti communiste qui était le plus puissant, après celui de l'U.R.S.S., de l'Internationale communiste ; un parti social-démocrate (S.P.D.) qui était encore beaucoup plus puissant que le parti communiste allemand (P.C.A.), et derrière lequel se regroupait la grande majorité de la classe ouvrière ; une centrale syndicale regroupant en son sein et derrière elle la quasi-totalité du prolétariat allemand.

Dès janvier 1924, le présidium de l'Internationale communiste affirmait : « *Les couches dirigeantes de la social-démocratie ne sont, au moment actuel, qu'une fraction du fascisme allemand sous le masque du socialisme. Entre Ebert, Secks, Ludendorff, il y a certes des nuances. Mais elles ne doivent pas faire oublier aux communistes que la tâche principale est d'amener la classe ouvrière à une conscience claire de ce qui est essentiel, à savoir que dans la lutte entre le capital et le travail, les leaders du S.P.D. sont liés à la mort aux généraux blancs... Plus dangereux encore que les leaders sociaux-démocrates de droite sont ceux de la gauche du S.P.D.* »

A la fin de l'année 1923 et au début de l'année 1924, un chapitre capital de la lutte, des classes, de l'histoire de l'U.R.S.S., du parti bolchevique et de l'Internationale communiste se fermait. En janvier 1923, Poincaré avait fait occuper la Ruhr par les troupes françaises. Il voulait imposer le paiement des fantastiques réparations infligées à l'Allemagne par le traité de Versailles. L'économie allemande délabrée, privée de ses marchés, était incapable de supporter ce fardeau. L'inflation déjà se développait. Le gouvernement Cuno décréta la résistance passive. La crise économique, sociale, politique, disloquait la société allemande. L'inflation n'avait plus de limites. Pour 1 mark en 1914, il fallait 1,4 mark-papier en 1918, 2,1 en 1919, 14,4 en 1920 le jour de rentrée des troupes françaises dans la Ruhr, 2 500 au milieu d'août 1923, 1 million le 4 octobre, 130 millions en novembre, 600 milliards le jour de la mise en circulation de la nouvelle monnaie... Evidemment, tous les rapports économiques étaient dissous. La petite bourgeoisie était totalement ruinée. C'était la famine pour des millions de travailleurs. Toutes les couches sociales se décomposaient. Seul le capital financier était gagnant.

Les masses s'orientaient résolument à gauche. En cette situation qui semblait désespérée, sans issue, par millions et par millions les prolétaires se tournaient vers le P.C.A., tandis que les ouvriers sociaux-démocrates se radicalisaient et que la dissolution même des rapports économiques rendait impuissant l'appareil de la centrale syndicale allemande.

Une crise révolutionnaire s'ouvrait.

L'avenir de la révolution russe, du parti bolchevique, de l'Internationale communiste, se jouait en Allemagne. Déjà, l'isolement de l'U.R.S.S., l'épuisement du prolétariat, la fatigue et l'usure du parti bolchevique après trois ans de guerre impérialiste et quatre ans de guerre civile, avaient de redoutables conséquences : la bureaucratie s'installait dans tous les rouages de l'Etat et du parti. Elle en prenait le contrôle, devenait omnipotente. Dès 1922, Lénine s'inquiétait de la marée montante de cette couche. En alliance avec Trotsky, il décidait de préparer et d'engager la lutte au XII<sup>e</sup> Congrès en avril 1923. Malheureusement, la maladie qui devait remporter le frappa pour la deuxième fois, l'obligeant à cesser toute activité.

Trotsky différait la bataille à l'intérieur du parti bolchevique. La crise révolutionnaire allemande revivifiait le parti bolchevique. Elle laissait espérer la fin de l'isolement de l'U.R.S.S. et la concrétisation de la perspective de la révolution victorieuse en Europe, et par suite dans le monde. Tous les dirigeants du parti bolchevique et de l'I.C. considéraient alors que la révolution russe était une composante de la révolution mondiale.

Mais la direction du parti communiste allemand fut incapable d'utiliser la crise révolutionnaire. Elle ne comprit pas le tournant de la situation quand il se produisit. Lorsqu'elle rajusta sa politique, après que le comité exécutif de l'I.C. eut pris position, des mois précieux avaient été perdus. Elle mit à l'ordre du jour la préparation de l'insurrection pour le mois d'octobre 1923, mais sans conviction et en hésitant. Finalement, elle décommanda l'action révolutionnaire. Par suite d'erreurs de transmission, seul le prolétariat de Hambourg engagea la lutte armée. Pendant plusieurs jours des combats de rue se déroulèrent avant que les communistes de Hambourg ne soient écrasés. C'était la défaite et la confusion. Le P.C.A. était interdit pendant plusieurs mois (novembre 1923-mars 1924).

Cette défaite a eu des conséquences catastrophiques pour l'U.R.S.S., le parti bolchevique et l'Internationale communiste. La démoralisation s'empara du parti et de l'I.C. L'isolement de l'U.R.S.S. était renforcé, sans espoir qu'il soit brisé avant de longues années. Le 21 janvier 1924, Lénine mourait. Les conditions politiques de la victoire de la bureaucratie montante étaient réunies. Trotsky engageait un combat devenu inéluctable. En décembre 1923, il publiait *Cours nouveau* et en octobre 1924 *Leçons d'Octobre*, qui analysent les erreurs de la direction du P.C.A. - Brandler, Thaelmann et d'autres mais aussi celles des dirigeants d'alors du bureau politique du parti bolchevique et de l'Internationale communiste : Staline, Zinoviev, Kamenev (la « troïka »).

Dès janvier 1924, Staline, Zinoviev, Kamenev, tentaient de justifier leur politique et de répondre à Trotsky. La responsabilité des fautes et des erreurs du P.C.A. était reportée entièrement sur les épaules de Brandler et de son équipe. Selon la direction de l'I.C., en Allemagne, la crise révolutionnaire n'en était encore qu'à ses débuts. Elle allait s'approfondir. En relation avec cette appréciation, la « théorie » du « social-fascisme » était pour la première fois formulée. Il s'agissait de justifier l'« optimisme » révolutionnaire, couverture d'une politique capitalarde et extérieure aux intérêts du prolétariat. Quelques mois plus tard, Staline formulait sa non moins fameuse « théorie » de la « construction du socialisme dans un seul pays ». La bureaucratie naissante se dotait empiriquement de « justifications théoriques » et mettait l'I.C. au pas.

La « bolchevisation » était imposée aux différents P.C. Au nom de la « bolchevisation », les dirigeants du Kremlin construisaient à l'intérieur de chaque P.C. un appareil à leur dévotion. Brandler était éliminé de la direction du P.C.A.

Un bloc constitué du centre et de la gauche en prenait la direction. Un texte du courant centriste du P.C.A. apportait une contribution à la nouvelle ligne. Il affirmait : « *La démocratie bourgeoise a été abandonnée par ses propres partisans. C'est ainsi que le S.P.D. est passé ouvertement du côté du fascisme... Le S.P.D. dans sa totalité s'est placé du côté de la dictature de la bourgeoisie. La social-démocratie dans sa totalité s'est ainsi démarquée si nettement qu'une collaboration même provisoire avec les leaders et les instances sociales-démocrates est exclue.* »

Cette orientation répondait au gauchisme latent à l'intérieur du P.C.A. et elle y avait de profonds échos. En effet, depuis les groupes spartakistes, le « gauchisme » a été une maladie récurrente du mouvement communiste en Allemagne. Cependant, la direction de l'I.C. jouait de cette tendance pour imposer son contrôle total sur le P.C.A. Peu de temps s'écoulait avant que l'I.C. prenne un nouveau tournant, et que le P.C.A. suive.

### **La période de « stabilisation »**

Quelques mois plus tard, une fois encore, la direction de l'I.C. modifiait son appréciation de la période : fini l'approfondissement de la crise révolutionnaire, une période de longue durée de stabilisation mondiale du capitalisme s'ouvrait. En conséquence, la tactique de l'I.C. et des P.C. devait être bouleversée. Cette nouvelle appréciation du moment se fondait sur une base réelle. La crise révolutionnaire de 1923 en Allemagne avortée, la dette publique époncée et l'endettement des grandes sociétés capitalistes liquidé par la faillite monétaire qui ruinait des millions d'épargnants, le paiement des réparations reporté, une nouvelle monnaie, le retenmark, était mise en circulation. D'un autre côté, le putsch de Ludendorff appuyé par Hitler les 8 et 9 novembre 1923 échouait lamentablement. Une certaine stabilisation politique se produisait en Allemagne. Le rôle de l'impérialisme américain s'affirmait. Il mettait au point le plan Dawes qui injectait d'importants crédits en Allemagne et qui devait garantir le paiement des réparations. Un compromis était imposé à l'Allemagne et à la France : l'Allemagne avait repris en partie ses livraisons en nature à la France et à l'Angleterre dès août 1923. Le pacte de Locarno garantissait les frontières françaises et belges. L'homme malade de l'Europe d'alors, l'Allemagne, semblait retrouver une certaine stabilité et la République de Weimar se renforçait. Aux élections présidentielles du 29 mars 1925, le social-démocrate Braun obtenait 8 millions de voix. En revanche, aux élections au Reichstag le P.C.A. ne recueillait plus que 1 872 000 voix, alors que le 4 mai 1924 il avait obtenu 3 693 000 voix. Partout en Europe, l'influence des partis sociaux-démocrates et des dirigeants réformistes des syndicats se raffermissait. En France, par exemple.

La détente internationale s'affirmait : le 8 septembre 1926, l'Allemagne entra à la S.D.N. En avril 1926, le gouvernement français invitait Stresemann à signer le pacte Briand-Kellogg qui mettait « la guerre hors la loi ». En septembre 1929, les troupes françaises évacuaient la Rhénanie.

Un boom économique mondial se développait et le redémarrage de l'économie allemande semblait impressionnant. Pendant l'inflation galopante, la production était tombée à 55 % de celle de 1913, en 1927 elle atteignait 122 %. Les chômeurs n'étaient plus que 650 000 à l'été 1928. Le pouvoir d'achat des travailleurs s'améliorait.

Le comité exécutif élargi de l'I.C. de mars 1925 rectifia officiellement l'appréciation de la situation internationale. Zinoviev était encore dirigeant du Komintern. En juillet 1925, il écrivait au X<sup>e</sup> Congrès du P.C.A. une lettre où on lisait : « *Nous avons entièrement raison quand nous caractérisons la social-démocratie en général et l'allemande en particulier de troisième parti de la bourgeoisie, d'aile du fascisme moderne.* » D'où il tirait l'étonnante, au moins à première vue, conclusion suivante : « *Le X<sup>e</sup> Congrès du P.C.A. doit reconnaître " ouvertement " que le parti avait commis une faute en refusant de suivre le conseil que le C.E. de l'Internationale nationale communiste lui avait donné après le premier tour de scrutin de s'adresser à*

*la social-démocratie pour lui proposer sous certaines conditions de retirer la candidature communiste en faveur de la candidature sociale-démocrate. »*

Rappelons qu'au deuxième tour, le S.P.D. s'était désisté pour Marx, candidat du centre, mais que c'était Hindenburg qui avait été élu. Le P.C.A. maintenait son candidat qui recueillait un peu plus de voix qu'au premier tour.

Bien que la nouvelle direction du P.C.A. ait épousé les virages de l'I.C., peu après le X<sup>e</sup> Congrès, Ruth Fischer et Maslow étaient écartés de la direction, et plus tard exclus du P.C.A. Le règne de Thaelmann commençait. L'éviction des « gauchistes » précédait de peu l'éviction par Staline de Zinoviev de la direction de l'I.C. à la suite de la rupture de la troïka. Boukharine devenait président de l'I.C. et succédait en octobre 1926 à Zinoviev. Le cours droitier de l'I.C. s'accroissait. Il allait durer jusqu'au VI<sup>e</sup> Congrès de l'I.C., en juillet 1928.

### **Un pas vers la politique des fronts populaires**

La nouvelle analyse de la période ainsi que la ligne politique suivie par l'I.C. et imposée aux P.C. n'étaient pas moins erronées que l'analyse et la ligne politique précédentes. La « stabilisation » était fondée sur le renouvellement des moyens de production, sur une politique de crédit et de prêts, la vocation de banquier du monde de l'impérialisme américain s'affirmait. Le marché mondial et la division internationale du travail restaient précaires. Les dettes des pays d'Europe aux U.S.A. croissaient. Une fois encore, l'Allemagne présentait un tableau saisissant de cette situation. Le plan Dawes aménageait le paiement des réparations imposées à l'Allemagne. Un emprunt souscrit par les banques américaines permettait au gouvernement allemand de payer une première tranche de 800 millions de mark-or.

Le reste des annuités devait être couvert par prélèvement sur les recettes des chemins de fer et sur les impôts. Entre septembre 1924 et août 1929, l'Allemagne payait ainsi 8 970 millions de mark-or. Mais, en 1927, on estimait la dette allemande à 120 milliards de mark-or.

Compte tenu du paiement des intérêts fixés à 5 %, jamais l'Allemagne ne s'acquitterait de ses dettes. Au cours d'une intervention à la Chambre des communes le 24 mars 1926, Churchill, alors chancelier de l'Echiquier, démontrait qu'il existait « *une situation extraordinaire... La pression exercée [par les U.S.A.] pour le paiement de la dette [des pays victorieux contractée aux U.S.A. pendant et après la guerre] enlèverait les réparations aux pays d'Europe dévastés et passerait en flots ininterrompus au travers de l'Atlantique à cette grande république riche et prospère* ».

Ces quelques indications démontrent suffisamment la fragilité et le caractère artificiel de cette période de boom économique. En outre, il n'empêchait pas que la lutte des classes dans le monde connaisse de nouveaux et puissants développements. En Chine, au cours des années 1924, 1925, 1926, 1927, se déroulait la Deuxième Révolution chinoise. En Angleterre, 1926 devait être l'année de la grève générale (4-12 mai) qui ébranlait la vieille puissance impérialiste. La politique suivie par l'Internationale communiste, tant en Chine qu'en Angleterre, était profondément opportuniste.

Les syndicats de l'U.R.S.S. et la direction des Trade-Unions anglais (T.U.C.) avaient conclu un accord et formé un comité pour la réunification syndicale et la défense de l'U.R.S.S. En 1926, les mineurs britanniques se mettaient en grève pour imposer la nationalisation des mines. L'épreuve de force entre les mineurs et le gouvernement mobilisa la classe ouvrière et posa le problème de la grève générale. La direction des T.U.C. manœuvra pour tenter d'éviter la grève générale. Contrainte de donner l'ordre de grève générale, elle le rapporta au bout de huit jours, laissant les mineurs isolés poursuivre leur grève qui se termina par une défaite. L'I.C. soutint entièrement la direction des T.U.C.

Naturellement, le P.C. anglais emboîta le pas à l'I.C. Ce sont les dirigeants des T.U.C. qui rompirent le comité anglo-russe sous prétexte qu'il s'immisçait dans les problèmes de la centrale syndicale anglaise. Le comité avait servi de couverture aux dirigeants opportunistes.

En Chine, l'I.C. pratiqua la politique dite du « bloc des quatre classes » : la bourgeoisie nationale, la petite bourgeoisie, la paysannerie, la classe ouvrière. La révolution était caractérisée comme nationale et anti-impérialiste.

Au début de 1927, la résolution du VI<sup>e</sup> Plénum de l'I.C. déclarait : « *Le gouvernement de Canton, en dépit de son caractère démocratique-bourgeois, contient essentiellement et objectivement l'embryon d'une dictature révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie, et de la petite bourgeoisie urbaine. Le mouvement démocratique-petit-bourgeois de Chine devient révolutionnaire parce qu'il est un mouvement anti-impérialiste. Le gouvernement de Canton est un état révolutionnaire avant tout à cause de son caractère anti-impérialiste. Etant donc avant tout anti-impérialistes, la révolution chinoise et le gouvernement qui en est issu doivent déraciner l'impérialisme en Chine.* »

Le gouvernement de Canton était le gouvernement de Tchang Kaï-chek qui déjà, le 20 mars 1926, s'était livré à un coup de force en arrêtant de nombreux communistes et en chassant la gauche de la direction du Kuomintang. Ce qui n'empêchait pas l'I.C. de qualifier ce parti de la bourgeoisie de « parlement révolutionnaire ».

En mars 1927, l'« Etat révolutionnaire » laissait massacrer à Changhaï les travailleurs par les troupes des seigneurs de la guerre. Etant entré à la tête de son armée à l'intérieur de la ville, Tchang achevait le massacre le 12 avril 1927.

L'I.C. se rabattait alors sur le « Kuomintang de gauche » qui avait formé à Hankheou un gouvernement auquel participaient les communistes. Le 15 juillet, le « Kuomintang de gauche » massacrait à son tour les communistes.

Alors, l'I.C. tournait à 180 degrés, elle décidait que la bourgeoisie avait « trahi ». Elle lançait le mot d'ordre de la constitution de soviets. Un « soviet » artificiellement constitué appelait le 10 décembre les travailleurs de Canton à l'insurrection. Le 13, l'insurrection était terminée, noyée dans le sang.

La politique de l'I.C. était évidemment reliée à la politique intérieure de Staline-Boukharine qui, de 1924 à 1928, rejetaient les plans d'industrialisation de l'Opposition de gauche. Ils prétendaient « *aller au socialisme au pas de tortue* » et « *intégrer le koulak au socialisme* » : « *Le paysan n'a que faire d'un gramophone* », affirmait Staline. La lutte contre l'Opposition de gauche battait son plein, et la « théorie » de la « construction du socialisme dans un seul pays » prenait son essor.

La politique concrétisée par le soutien des dirigeants des T.U.C. et l'alliance avec Tchang Kaï-Chek montre que l'I.C. se transformait déjà en instrument que le Kremlin maniait en fonction de la recherche d'appuis diplomatiques, d'alliances avec les dirigeants opportunistes et bourgeois. La politique dite du « bloc des quatre classes », politique d'union nationale, contenait déjà les éléments de celle du front populaire.

Certes, en Chine, se posaient des problèmes sociaux et politiques spécifiques, ceux de l'indépendance et de l'unité nationale, de l'expropriation de l'impérialisme, de la réforme agraire, de la liquidation de l'héritage féodal, communs aux pays arriérés et soumis à l'impérialisme. Mais la « théorie » du bloc des quatre classes aliénait l'indépendance de classe du prolétariat, le soumettant aux intérêts et à la direction de la bourgeoisie dite nationale. L'essence de cette théorie devait se retrouver dans la « théorie » des fronts populaires : l'heure reste celle de la bourgeoisie, le prolétariat soutient l'aile réputée démocratique et nationale. L'alliance est celle du cavalier et de sa monture. La bourgeoisie « démocratique et nationale » chevauche le prolétariat, C'est déjà, encore inachevée, la politique qui immole la révolution prolétarienne au profit de l'alliance avec la bourgeoisie. C'est déjà un barrage érigé contre la révolution prolétarienne montante et menaçante.

### **Le « social-fascisme »**

Au IX<sup>e</sup> Plénum de l'Internationale communiste, en février 1928, la théorie de la troisième période est pour la première fois avancée. C'est **Boukharine** qui présente le rapport, mais il n'est pas de son inspiration. En quoi consiste la « troisième période » ? La première période s'étendait de 1918 à 1923. Elle avait été celle d'une crise révolutionnaire aiguë. La deuxième période allait de 1923 à 1928. Elle avait été celle de la stabilisation du capitalisme et de la reconstruction des bases de l'économie de l'U.R.S.S. La troisième période était celle de la crise générale du capitalisme et de crises révolutionnaires sans précédent se succédant à un rythme rapide. En ce début d'année 1928, la réalité ne correspondait en rien à cette analyse. Le boom économique atteignait son maximum. Les dures défaites en Angleterre et en Chine pesaient sur le prolétariat mondial. Les P.C. dans le monde entier étaient en perte de vitesse. En revanche, la social-démocratie se renforçait. Le 20 mai 1928, aux élections pour le Reichstag elle remportait un succès et Hermann Müller formait un gouvernement de « grande coalition » qui s'étendait jusqu'aux catholiques et qui devait durer jusqu'en mars 1930.

Mais une fois encore, au sein de l'I.C. de plus en plus dominée par Staline et son appareil, la « théorie » et les analyses ne sont que des couvertures destinées à justifier la politique pratique et les zigzags.

La nécessité se fait sentir de couvrir les échecs et les défaites de l'Internationale communiste et de faire taire toute critique. De 1924 à 1928, la lutte a été menée contre l'Opposition de gauche en U.R.S.S. et au sein de l'I.C. Mais échecs et défaites se multiplient. Une fois encore, le nouveau cours de l'I.C. est étroitement dépendant de la situation en U.R.S.S. Au cours de l'hiver 1927-1928, c'est la crise du blé : les koulaks stockent le blé, la famine réapparaît. L'industrie est incapable de fournir la campagne en produits manufacturés, en instruments agricoles. Dans ces conditions, au lieu de « s'intégrer au socialisme », ainsi que le prévoyait Boukharine, la couche des paysans riches qui s'est formée et qui contrôle la production agricole garde son blé. A la ville, le « nepman » règne. Il est l'alter ego du koulak et contrôle une importante partie de la production et du commerce. L'économie de l'U.R.S.S. est en péril. Non sans hésitations, Staline s'engage dans un cours ultra-gauche, qui va s'affirmer en 1929. Ce sera : la collectivisation forcée, le plan quinquennal qui doit permettre de « rattraper et dépasser l'industrialisation des pays capitalistes dans les plus courts délais », et enfin « le plan quinquennal réalisé en quatre ans ». On est loin de la « réalisation du socialisme au pas de tortue ». La « théorie » et la pratique sont désormais : « feu sur le koulak et le nepman ». En réalité, des millions de paysans et d'ouvriers seront baptisés « koulaks », « nepman ».

Staline rejette sur la droite du parti bolchevique la responsabilité de la montée du koulak et du nepman, ainsi que celle des défaites des P.C. et de l'I.C. Après la gauche, la droite du parti bolchevique est écrasée.

Le Guépéou, la bureaucratie, commandent et se renforcent. Boukharine est écarté du bureau politique et de l'I.C., où Molotov le remplace. La caractérisation de la social-démocratie ainsi que social-fasciste est complémentaire à toute cette politique.

La social-démocratie étant caractérisée ainsi que l'« aile gauche du fascisme », il n'est plus question naturellement d'accords entre les dirigeants « social-fascistes » et ceux des P.C. : « *le front unique doit se réaliser à la base* ». En d'autres termes, les ouvriers sociaux-démocrates doivent se mettre sous la direction des P.C., sans quoi ce sont aussi des « social-fascistes ». Cet échafaudage reposait sur l'identification de la démocratie bourgeoise et du fascisme, car ce sont deux formes de domination de classe de la bourgeoisie. A quoi Léon Trotsky répondait :

*« Le système parlementaire démocratique et le système fasciste s'appuient sur différentes combinaisons des classes opprimées et exploitées et ils se heurtent inévitablement et d'une façon aiguë l'un contre l'autre.*

*« La social-démocratie qui, aujourd'hui, est le représentant principal du régime parlementaire bourgeois, s'appuie sur les ouvriers. Le fascisme, lui, s'appuie sur la petite bourgeoisie. La social-démocratie ne peut avoir d'influence sans les organisations ouvrières de masse. Le fascisme, lui, ne peut pas consolider son pouvoir autrement qu'en détruisant les organisations ouvrières. L'arène principale de la social-démocratie est le Parlement. Le système fasciste est fondé sur la destruction du parlementarisme. Pour la bourgeoisie monopoliste, le régime parlementaire et le régime fasciste ne représentent que différents instruments de domination : elle recourt à l'un ou à l'autre selon les conditions historiques. Mais pour la social-démocratie, de même que pour le fascisme, le choix de l'un ou de l'autre instrument a une importance propre ; bien plus, c'est une question de vie ou de mort politique. »*

Et encore : « Pendant de nombreuses décades, à l'intérieur de la démocratie bourgeoise, se servant d'elle et luttant contre elle, les ouvriers édifièrent leurs bases, leurs foyers de **démocratie prolétarienne** : syndicats, partis, clubs d'éducation, organisations sportives, coopératives, etc. Le prolétariat peut arriver au pouvoir non dans les cadres formels de la démocratie bourgeoise, mais seulement par la voie révolutionnaire, cela est démontré en même temps par la théorie et par l'expérience. Mais c'est précisément pour la voie révolutionnaire, que le prolétariat a besoin des bases d'appui de la démocratie ouvrière à l'intérieur de l'Etat bourgeois. C'est dans la création de telles bases que s'est exprimé le travail de la

*II<sup>e</sup> Internationale à l'époque où elle remplissait encore un travail historiquement progressif. Le fascisme a comme fonction essentielle et unique la destruction jusqu'à leur fondement de toutes les institutions de la démocratie prolétarienne.* » Et Trotsky pose l'amère question : « *Ce fait a-t-il une "importance de classe", oui ou non ?* » (Et maintenant.)

### **Le « social-fascisme » en action**

L'Allemagne des années 1930-1933 a été le tragique champ d'expérience de la « théorie » du « social-fascisme ». Conjugée au crétinisme parlementaire de la social-démocratie, elle allait contribuer à la paralysie de la classe ouvrière et à la venue au pouvoir d'Hitler. En 1929, c'est la fin du boom économique. Le 24 octobre, la Bourse de New York s'effondre : la pyramide spéculative, de crédits, qui avait alimenté le boom, s'effondre. Pour l'Allemagne, c'est la catastrophe. L'essor économique a été financé par des emprunts à court et moyen terme auprès des banques américaines, et reconvertis par les banques allemandes en emprunts à long terme. Le retrait des capitaux américains entraîne la crise bancaire. Le 13 juillet 1931, la *Darmstader und National Bank* suspend ses paiements, la *Dresdner Bank* est en difficulté. Le 14 juillet, le gouvernement ordonne la fermeture des guichets et vient au secours des banques privées qu'il couvre avec les réserves de la Reichbank.

Le 7 juin 1929, le plan Young avait été signé. Bien qu'il réduisît la somme des réparations, les Alliés réclamaient encore 132 milliards de mark-or à l'Allemagne. Celle-ci s'engageait à payer pendant cinquante-neuf ans 2 050 millions chaque année. Seule une formidable croissance des exportations allemandes pouvait équilibrer les échanges. Or, le marché mondial se disloquait. La production industrielle allait baisser de 42 % entre début 1930 et début 1933. En septembre 1929, il y avait 1 320 000 chômeurs. En septembre 1930, 3 millions. En septembre 1931, 4 350 000 ; en septembre 1932, 5 102 000 ; au début 1933, plus de 6 millions. A ces chiffres, il faut ajouter 2 millions de chômeurs non inscrits. A nouveau, la petite bourgeoisie, la paysannerie, étaient ruinées. Au total, il y eut près de 12 millions de sans-travail.

Les salaires de ceux qui continuaient à travailler avaient baissé du tiers. Le déficit budgétaire s'élevait en 1932 à 6,6 milliards de mark. L'Allemagne dû suspendre unilatéralement le paiement des réparations, A nouveau, tous les rapports sociaux se décomposaient.

Au gouvernement que le social-démocrate Müller dirigeait, succédait en mars 1930 le gouvernement Brüning. Mis en minorité au Reichstag sur son plan de redressement économique et financier, le gouvernement Brüning est maintenu au pouvoir par le président de la République Hindenburg au nom des pouvoirs d'urgence que lui accorde l'article 48 de la Constitution de Weimar. Le Reichstag ayant proclamé cet acte illégal, Hindenburg le dissout. Les élections de septembre marqueront la polarisation politique qui commençait : en 1928, les nazis n'obtenaient que 810 000 voix, en septembre 1930, ils obtenaient 6 409 000 voix ; le P.C.A. passa de 3 265 000 voix à 4 592 000.

Le S.P.D. reculait : de 9 millions, il descendait à 8,5 millions de voix, mais restait de loin le grand parti ouvrier et le plus grand parti d'Allemagne, d'autant que le gouvernement de Prusse, dirigé par Severing, restait aux mains du S.P.D.

Mais le score électoral n'enregistrait que faiblement l'alignement et les affrontements entre le parti nazi et les partis ouvriers dans le pays. Financé par le capital financier, Hitler montait une formidable machine de guerre civile. De quelques milliers mal organisés en 1930, les S.A. passaient à 100 000 hommes en janvier 1931 et 300 000 un an plus tard, organisés militairement. De son côté, le S.P.D. organisait le « Front de fer », mais qui n'avait ni les moyens ni la discipline des nazis, et le P.C.A. le « Front rouge ». Peu de jours se passaient sans combats qui ne fissent morts et blessés.

La politique du S.P.D. était fondée sur le respect de la Constitution de Weimar. Pendant un temps, il soutint même le gouvernement Brüning. Il comptait sur l'appareil d'Etat, la Reichswehr, la police, pour défendre la légalité. Aux élections présidentielles de 1932, il alla jusqu'à appeler à voter pour Hindenburg. L'un des bastions de la S.D. était le gouvernement de Prusse.

Face à cette politique, la « théorie » du « social-fascisme » et ses applications se déchaînaient. Thaelmann au moment de la formation du « Front de fer » tonnait : « *La création du prétendu "Front de fer" social-démocrate [...] est la tentative d'une plus grande activité fasciste.* » Il écrivait : « *Sans la victoire de notre lutte contre la social-démocratie, nous ne pourrions vaincre le fascisme.* »

Le C.C. de mai 1931 déclarait dans une résolution : « *Le fascisme ne représente nullement une contradiction de principe avec la démocratie, sous laquelle se réalise aussi la dictature du capital financier [...] uniquement un changement dans les formes, une transition organique.* » Et en février 1932 : « *Démocratie et dictature fasciste sont non seulement deux formes qui cachent le même contenu [...] mais elles se rapprochent l'une de l'autre en ce qui concerne les méthodes extérieures et s'entrelacent.* »

La pratique était au niveau de la « théorie ». Le gouvernement de Prusse, le plus important des Länder, était dirigé par le S.P.D. Au cours de l'été 1931, les nazis, les nationaux allemands, les Casques d'acier, introduisaient une demande de référendum du Landtag de Prusse. Le P.C.A. se joignit au référendum qu'il baptisa « référendum rouge ». 9,8 millions d'électeurs, soit 37 %, répondirent « oui » au référendum du 9 août 1931. Le Landtag et le gouvernement prussiens restèrent dirigés par le S.P.D. jusqu'au coup d'Etat du gouvernement von Papen de juillet 1932 qui déposa le gouvernement social-démocrate de Prusse. C'était une sanction significative de la politique légaliste du S.P.D. et de celle du « social-fascisme » du P.C.A. En 1932, le groupe communiste alla jusqu'à déposer au Landtag badois une demande de dissolution de l'organisation sociale-démocrate de combat, le « Front de fer ».

Le *Nationalsozialist* écrivait non sans une cynique ironie : « *Mais ce qui est plus comique et grotesque que toutes les injures est [...] l'hommage tout à fait injustifié fait aux sociaux-démocrates désignés comme des fascistes. Présenter la masse petite-bourgeoise de la II<sup>e</sup> Internationale, la bande juive, les ennemis mortels du fascisme italien, comme fascistes, il faut pour cela une gymnastique cérébrale peu ordinaire... Mais patience ! Communistes et socialistes, autrement dit marxistes, auront bientôt l'occasion d'apprendre ce que signifie le fascisme.* »

Tout à fait légalement appelé par Hindenburg élu un an plus tôt président de la République avec l'appui des voix social-démocrates, Hitler accédait le 30 janvier 1933 au pouvoir.

Sans discrimination, il broyait les os au P.C.A. et au S.P.D., et détruisait le mouvement ouvrier organisé.

### **Naissance de la « théorie » des fronts populaires**

Les derniers échos de la « théorie » du « social-fascisme » se faisaient encore entendre en France au début de l'année 1934. Mais ils allaient s'éteindre. La politique des « fronts populaires » leur succédait. Le VII<sup>e</sup> Congrès de l'I.C. se tenait en juillet 1935. Dimitrov, devenu à son tour président de l'I.C., allait officialiser et fourbir la nouvelle « théorie ». Au préalable, il rejetait sur le dos de la classe ouvrière allemande la responsabilité de la défaite :

*« La victoire du fascisme était-elle inévitable en Allemagne ? Non. La classe ouvrière allemande pouvait la conjurer.*

*« Mais pour cela, elle aurait dû parvenir à réaliser le front unique prolétarien antifasciste, obliger les chefs de la social-démocratie à cesser leurs campagnes contre les communistes et accepter les propositions répétées du parti communiste sur l'unité d'action contre les fascistes.*

*« Lors de l'offensive du fascisme et de la liquidation graduelle des libertés démocratiques, elle n'aurait pas dû se contenter des résolutions verbales de la social-démocratie, mais répondre par une véritable lutte de masse qui eût entravé les plans fascistes...*

*« [...] Elle aurait dû contraindre les leaders sociaux-démocrates placés à la tête du gouvernement de Prusse à prendre des mesures de défense contre le fascisme, à arrêter les chefs fascistes, à interdire leur presse, à confisquer leurs ressources matérielles et les ressources des capitalistes finançant le mouvement fasciste, à dissoudre les organisations fascistes, à leur enlever leurs armes, etc. »*

Il est impossible d'être plus cynique.

Une fois cette « autocritique » faite sur le dos du prolétariat allemand écrasé sous la botte fasciste, Dimitrov s'appuyait sur l'exemple du P.C.F. pour illustrer la politique dite de « front populaire » : *« La France est le pays où, comme on le sait, la classe ouvrière donne l'exemple à tout le prolétariat international de la façon dont il faut combattre le fascisme. Le parti communiste français donne à toutes les sections de l'Internationale l'exemple de la façon dont il faut réaliser la tactique du front unique ; les ouvriers socialistes donnent l'exemple de ce que les ouvriers sociaux-démocrates des autres pays capitalistes doivent faire aujourd'hui dans la lutte contre le fascisme. La démonstration antifasciste d'un demi-million de manifestants qui s'est déroulée le 14 juillet de cette année à Paris, et les nombreuses manifestations dans les autres villes de France ont une portée énorme. Ce n'est plus seulement le front unique ouvrier, c'est le début d'un vaste front populaire contre le fascisme en France. »*

Ainsi, après avoir pendant des années préconisé le front unique à la base, à l'exclusion des accords de sommet, c'est-à-dire la négation du front unique, l'I.C. « dépassait » le front unique qui se transformait en front populaire. Après la négation de gauche, c'était la négation de droite.

Jacques Duclos commente : *« Le choix à faire n'était pas, comme l'auraient voulu les fascistes (sic), entre le fascisme et le communisme, mais entre le fascisme et la démocratie. »*

Hier, le fascisme et la démocratie bourgeoise, c'était bonnet blanc et blanc bonnet. Désormais, seuls les « fascistes » pouvaient estimer que la démocratie bourgeoise n'était pas immortelle. Hier, la « social-démocratie » était « social-fasciste ». Désormais, le parti radical devient le parti des classes moyennes et un des remparts contre le fascisme. Les exigences de la nouvelle orientation sont clairement exprimées par le même Duclos : le 14 juillet 1935, un Comité national du rassemblement populaire était constitué à la suite du meeting de Buffalo. Il se fixait l'objectif d'élaborer un programme. Mais, écrit Duclos : *« Nous avons nettement discerné dès le début les difficultés auxquelles nous allons avoir à faire face. Ces difficultés se présentent sous la forme de propositions de nationalisation faites par le parti socialiste, moins semblait-il pour nationaliser les monopoles de fait que pour déterminer un mouvement de recul de la part du parti radical. »* Duclos poursuit : *« Une telle situation était d'autant plus dangereuse que les oligarchies financières tendaient visiblement à mettre tout en œuvre pour miner l'alliance de la classe ouvrière et des classes moyennes. »*

Le maquillage politique est un art que Duclos cultive sans vergogne. Le parti radical était, et est toujours, un des partis classiques de l'oligarchie financière. L'élimination du « programme » du Front populaire de toute nationalisation, et de toute réforme importante, n'avait d'autre raison que de subordonner la classe ouvrière à l'alliance avec le Parti de l'« oligarchie financière ».

Analysant les travaux du congrès du parti radical qui venait de confirmer la participation de ce parti au Front populaire, Duclos écrivait le 1<sup>er</sup> novembre 1935 : *« D'aucuns misaient sur la rupture de l'unité radicale, ce qui aurait eu comme conséquence de rejeter sur la droite d'importantes masses de radicaux et de modifier le rapport des forces dans la lutte pour la défense de la paix et de la liberté ; mais cette rupture a été attendue en vain. Mieux, l'unité du parti s'est affirmée avec un éclat rarement égalé. »* La conclusion dégagée par Duclos est à la hauteur de l'analyse : *« En somme, le gouvernement Laval, s'il n'était pas frappé immédiatement, était dangereusement menacé. A la rentrée parlementaire, il obtint la confiance de la Chambre des députés. »* Mais (splendeur du Front populaire, d'un « parti uni pour la défense de la paix et de la liberté ») : *« Sur 156 députés [radicaux], 56 avaient voté contre lui, et 19 s'étaient abstenus. »*

La nature du parti radical est ici « affirmée avec un éclat rarement égalé » : parti du capital financier, soutenant et participant au gouvernement Laval - le gouvernement qui diminuera les salaires des fonctionnaires de 10 % ; parti du capital financier, se préparant à s'orienter « à gauche » selon les intérêts de celui-ci et les exigences des élections législatives proches. Avec non moins d'éclat, le contenu du front populaire est ainsi démontré : le front populaire, c'est la soumission des intérêts de la classe ouvrière aux intérêts du grand capital ; c'est la défense de la société bourgeoise dans le cadre parlementaire ; c'est la théorie du bloc des « classes démocratiques » déjà mise en avant pendant la révolution chinoise de 1924-1927, à la différence, toutefois, que la bourgeoisie française est une composante importante du système impérialiste.

### **1929 : vers des affrontements décisifs entre les classes**

Il s'agit bien, en vue de défendre les mêmes intérêts, d'un tournant tactique à 180 degrés de la politique de l'Internationale communiste. Les raisons en sont profondes. La crise économique de 1929 a à nouveau mis à l'ordre du jour la révolution prolétarienne. Dans toute l'Europe, aux U.S.A., sans parler des pays économiquement arriérés, c'est un effondrement : de 1929 à 1932, le revenu national de l'Allemagne baisse de 40 %, des U.S.A. de 40%, de la France de 16 %, du Royaume-Uni de 12%. Ce sont les pays les plus développés qui supportent le choc le plus rude ; la part respective de ces pays dans la production industrielle mondiale était en 1928 de : 44,8 % pour les U.S.A. ; 11,3 % pour l'Allemagne ; 9,3% pour l'Angleterre ; 7 % pour la France.

Finalement, les conséquences de la crise sont les plus lourdes en Allemagne. Seconde puissance industrielle du monde, elle est lourdement endettée, elle est écrasée par le poids des « réparations », ses débouchés sont fragiles et pourtant, plus qu'aucun autre pays, elle dépend du marché mondial. Or, de 1929 à 1933, la valeur des importations tombait de 13 447 millions de mark à 4 204 millions, et la valeur des exportations de 13 483 millions de mark à 4 871 millions.

Cette fantastique crise économique se répercuta sur une classe ouvrière européenne et mondiale qui depuis 1919 avait subi de dures défaites, mais qui était loin d'être écrasée. Trotsky écrivait en 1928 : « *Nous ne doutons pas [...] du caractère inévitable de la crise. Nous pensons même que celle qui va se produire peut être déjà très aiguë et très profonde à cause de la puissance mondiale que possède aujourd'hui le capitalisme américain.* » Trotsky tirait la conclusion : « *Si au cours de la dernière décennie les situations révolutionnaires étaient les conséquences immédiates de la guerre impérialiste, en revanche, dans la prochaine décennie, les secousses révolutionnaires viendront surtout des rapports existants entre l'Europe et l'Amérique. Une grande crise aux U.S.A. ferait à nouveau retentir le tocsin des guerres et des révolutions. Nous le répétons, les situations révolutionnaires ne manqueront pas.* »

Et, en effet, au cours de la décennie qui suivit, les situations révolutionnaires ne manquèrent pas en Allemagne, en France, en Espagne, et jusqu'à la classe ouvrière américaine qui allait engager de puissantes luttes de classe, constituer le syndicalisme d'industrie, la centrale C.I.O. (*Congress Industrials Organisations*) en opposition au vieux syndicalisme de métier représenté par l'A.F.L. (*American Federation of Labour*) - les deux centrales ont aujourd'hui fusionné et formé le C.I.O.-A.F.L. - et conquérir le droit de cité dans les grandes entreprises américaines.

### **Le nazisme n'était pas fatal**

Malgré les défaites de 1919 et de 1923, la crise économique, sociale, politique et même culturelle qui déchirait l'Allemagne de 1929 à 1933 pouvait être transformée en crise révolutionnaire. Il suffit de considérer les résultats électoraux pour s'en convaincre. Le Reichstag a été dissous à plusieurs reprises. En dépit de la politique du S.P.D. et du P.C.A., de l'appui fantastique du capital financier allemand à Hitler, les nazis firent leur meilleur score, électoral en juillet 1932. Ils totalisèrent 13 745 000 voix, mais le S.P.D. obtenait plus de 8 millions de voix et le P.C.A. 5 370 000 ; le total S.P.D. + P.C.A. était 13 370 000 voix. Le Reichstag élu le 31 juillet siégea deux jours : le 30 août où Goering était élu président du Reichstag, et le 12 septembre où un décret du gouvernement von Papen le dissout.

Les élections du 6 novembre 1932 aboutirent à une perte de 2 millions de voix pour les nazis et à une augmentation de plus de 500 000 voix pour le P.C.A. : au total environ 11 750 000 voix pour les nazis et 14 millions de voix pour les partis ouvriers. Et encore, après qu'Hitler eut été appelé au pouvoir par Hindenburg, que la provocation de l'incendie du Reichstag eut été montée, que les troupes fascistes et l'appareil policier eurent traqué le P.C.A. et le S.P.D., truqué le scrutin, le total des voix S.P.D. + P.C.A. était de : 7 181 000 + 4 848 000 = 12 029 000. Il n'est pas vrai que le prolétariat allemand ait cédé devant les S.A. et les S.S.

Ces résultats électoraux ne donnent qu'une image déformée de la réalité. La force du prolétariat allemand était beaucoup plus considérable. Si on additionne les chômeurs de toutes origines en 1932-1933, il y avait en Allemagne 12 millions de sans-travail. Pourtant, des grèves avaient lieu. En réponse aux décrets de von Papen qui réduisaient les salaires de la mi-septembre, début octobre 1932, il y eut plus de 280 grèves ; en novembre 1932, les travailleurs des transports de Berlin faisaient grève. Rien qu'en Prusse, par exemple, en un mois les S.A. tuaient 99 militants ouvriers et en blessaient 125 grièvement.

Mais on ne peut juger sérieusement des possibilités qui existaient sans tenir compte des politiques suicidaires des dirigeants du S.P.D. et du P.C.A. qui déroutaient totalement la classe ouvrière allemande, exaspéraient par leur impuissance la petite bourgeoisie, laissaient la rue aux S.A. et à la police.

Le front unique des partis ouvriers eût bouleversé la situation en 1931-1932. Toute défaite infligée au parti nazi, que ce soit sur le terrain électoral, sur celui de la rue, ou par toute autre forme de la lutte des classes, aurait contribué à sa désagrégation. La cohésion de ce parti, formé d'aventuriers, de petits bourgeois, de mercenaires payés, n'était faite que de son impunité. Celle des partis ouvriers était faite de ce qu'ils étaient les organisations politiques du prolétariat, seule classe cohérente de la société bourgeoise par sa place dans la production. Et c'est sur cette classe que Dimitrov faisait reposer la responsabilité de la défaite !

Le parti nazi, l'appui qu'il reçut du capital financier, le pouvoir que celui-ci lui donna, prouvent a contrario la peur que la bourgeoisie allemande avait du prolétariat. Le capital financier, et la bourgeoisie en général, préfèrent un système de domination souple et huilé. Ce n'est qu'en dernier recours qu'ils abandonnent les rouages de l'Etat aux bandes armées, à la dictature de fer des partis fascistes ; car ceux-ci s'y installent et y défendent leurs intérêts de chevaliers de la politique, faussant le jeu normal à l'intérieur même des couches du capital. En Allemagne, à partir de 1930-1931-1932, un problème dominait tout : écraser la classe ouvrière et ses organisations. C'est cette tâche que la bourgeoisie a dévolue au nazisme, et c'est pour la réaliser qu'elle a appelé Hitler au pouvoir en janvier 1933. L'alternative était : ou l'écrasement du prolétariat, ou la révolution prolétarienne. En dernier ressort, et après de longues hésitations, la bourgeoisie appela Hitler au pouvoir.

## Le choix de Staline

Si, au début de ces années 1930, une situation révolutionnaire pouvait résulter de la crise de la société bourgeoise, la lutte des classes n'est pas donnée d'avance. Elle met aux prises des classes qui ont leurs partis, leurs organisations. Or, la politique et l'intervention de ces partis et organisations, fondée sur les données objectives de la situation, loin d'en être le reflet passif, modifie à leur tour la situation et change le cours des événements. L'action politique des partis ouvriers est finalement déterminante dans la lutte des classes. Trotsky, aux lignes déjà citées, ajoute : « *Leur issue [aux situations révolutionnaires] dépend du parti international du prolétariat [en l'occurrence l'I.C.], de la maturité et de la capacité de lutte de l'Internationale communiste, de la justesse de sa stratégie et de ses méthodes tactiques.* »

En combattant pour le front unique du S.P.D. et du P.C.A., la direction de l'I.C. et le P.C.A. pouvaient unifier en un même combat le prolétariat allemand, et infliger des défaites écrasantes au parti nazi dès 1930-1931. Du même coup, la dynamique de l'unité du prolétariat ouvrait la perspective d'un gouvernement des partis ouvriers appuyé sur la classe ouvrière pour des solutions ouvrières à la crise. Le prolétariat entraînait à sa suite les masses petites-bourgeoises à la recherche d'une solution que la division de la classe ouvrière ne leur ouvrait pas. L'herbe était coupée sous les pieds d'Hitler.

La politique de l'I.C. et du P.C.A. semble aberrante. Sans doute. Cependant ce « gauchisme » avait des racines, des raisons. Il n'était pas seulement le produit d'erreurs théoriques et d'incapacités politiques. Il faut bien le dire, à partir de 1924-1925, la bureaucratie prenait conscience d'elle-même. Ses intérêts se séparaient de plus en plus de ceux du prolétariat. La condition de son existence, c'était avant tout la prostration et ensuite l'écrasement politique du prolétariat d'U.R.S.S. Inconsciemment, semi-consciemment, et finalement très consciemment, elle redoutait la victoire du prolétariat allemand. Elle savait que la prise du pouvoir par le prolétariat allemand bouleverserait l'équilibre entre les classes en Europe à son désavantage et sonnerait le réveil du prolétariat de l'U.R.S.S. C'est pourquoi elle imposa à l'I.C. et au P.C.A. de tels dirigeants, et une telle politique. En résumé, sa politique, dictée par ses intérêts de caste parasitaire et contre-révolutionnaire, fut : plutôt Hitler que la révolution prolétarienne en Allemagne, en quoi elle rejoignait non seulement la bourgeoisie allemande, mais l'impérialisme mondial.

Hitler au pouvoir en Allemagne, la crise économique n'était pas résolue en Europe et dans le monde. Elle nourrissait la crise de tous les rapports sociaux, politiques, culturels, de la société bourgeoise. Combinée à la venue au pouvoir des nazis, elle avait de profondes répercussions sur les rapports entre les classes, à l'intérieur des classes, et entre les puissances européennes et mondiales.

Après Mussolini, Salazar, Pilsudski, Hitler. Dollfuss, qui avait pris le pouvoir en mai 1932, supprimé le Parlement le 4 mars 1933, dissous le *Schutzbund* (organisation paramilitaire sociale-démocrate) le 31 mars, dissous le parti communiste autrichien le 26 mai, créait les camps d'internement politique le 23 septembre, destituait les dirigeants syndicaux le 1er janvier 1934, interdisait la vente de *l'Arbeiterzeitung*, journal de la social-démocratie, le 23 janvier. Au début février, la direction de la S.D. se résignait finalement à la résistance armée. Du 1er au 16 février, les travailleurs socialistes qui formaient le *Schutzbund* de la banlieue de Vienne se battaient héroïquement, mais ils étaient écrasés par l'artillerie de Dollfuss. En réalité, ils payaient les conséquences de la politique de capitulations successives de la direction S.D. qui les avait isolés et acculés à cette résistance désespérée.

## Raisons de la politique des fronts populaires

La classe ouvrière ne pouvait plus tolérer longtemps la division des rangs du prolétariat, que celle-ci soit imposée au nom du respect de la légalité, de l'Etat bourgeois, ou du « social-fascisme ». En cette première quinzaine de février 1934, travailleurs et militants imposaient aux dirigeants du P.S. et du P.C.F., de la C.G.T. et de la C.G.T.U., le front unique en réplique à la tentative fasciste du 6 février. C'était le point de départ du profond et puissant mouvement qui allait aboutir à juin 1936. En Espagne, la crise politique de la bourgeoisie, le mouvement des masses, conduisaient à la guerre civile. Le spectre de la révolution hantait encore l'Europe...

La nouvelle politique définie par l'I.C. à l'usage des P.C., dite des « fronts populaires », était principalement appliquée en France et en Espagne. Les P.S. allaient l'adopter. La bourgeoisie, confrontée aux masses, allait l'utiliser. C'était la réponse de la bureaucratie aux nouveaux développements de la lutte des classes. Elle correspondait également aux nouveaux rapports politiques en Europe et dans le monde entre grandes puissances.

Hitler au pouvoir en Allemagne, la préparation de la Seconde Guerre mondiale commençait. Les nazis ne pouvaient garder le pouvoir que s'ils résorbaient le chômage, que s'ils ouvraient au capital allemand la perspective de briser l'étau de Versailles, que s'ils tentaient de redonner à l'impérialisme allemand la première place en Europe, une place à sa mesure dans le monde : à l'Ouest, réduire l'impérialisme français à un rôle secondaire, éliminer l'influence anglaise en Europe ; à l'Est, subordonner les petites puissances de l'Europe centrale à l'impérialisme allemand, écraser l'U.R.S.S., faire de l'Ukraine et de la Russie le *Lebensraum* du capital allemand.

Dès janvier 1933, Hitler proposait à Hindenburg un plan de quatre ans qui était le plan de réarmement de l'Allemagne ; les grands travaux s'intégraient aux exigences de la préparation à la guerre. Il déclarait en 1939 : « *Nous avons consacré 90 milliards de mark entre 1932-1937 au réarmement.* » Le 14 octobre 1933, l'Allemagne quittait la S.D.N. Les revendications sur l'Autriche, les Sudètes, le corridor de Dantzig, etc., se précisaient. Le 21 mai 1935, Hitler publiait la loi sur « *la reconstruction de la Wehrmacht* » : création d'une armée allemande unique ; institution d'un service militaire obligatoire.

La politique internationale de la bureaucratie du Kremlin devait être modifiée.

Dès avril 1934, le ministre français des Affaires étrangères Barthou a été à Prague et à Varsovie, il y retourne en juin. Il s'agit d'encercler l'Allemagne. « Coup de théâtre », le Kremlin demande l'admission de l'U.R.S.S. à la S.D.N., que Lénine considérait comme une « caverne de brigands », et, appuyée par la France, il l'obtient en septembre 1934. Litvinov déclare : « *Je tiens tout d'abord à rappeler avec reconnaissance l'initiative qui a été prise par le gouvernement français ainsi que les*

*efforts sincères qui ont été déployés par son ministre des Affaires étrangères, M. Barthou, ainsi que le président du Conseil de la S.D.N., M. Benès, pour faire admettre l'U.R.S.S. à la Société des Nations. »*

Le tournant est pris. La bureaucratie du Kremlin s'efforce de nouer une alliance politique et militaire d'abord avec la France et la Tchécoslovaquie, et ensuite avec les « pays démocratiques ». Les négociations sont engagées en vue de la conclusion d'un pacte franco-soviétique. Il est signé le 2 mai 1935 par Potemkine, ambassadeur d'U.R.S.S. en France, et Pierre Laval, qui est devenu ministre des Affaires étrangères après l'assassinat de Barthou. Ce pacte prévoit qu'« *au cas où la France ou l'U.R.S.S. serait l'objet d'une menace ou d'un danger d'agression de la part d'un Etat européen, l'U.R.S.S. et réciproquement la France s'engagent à procéder à une consultation immédiate, en vue des mesures à prendre [ ...]. L'U.R.S.S. et réciproquement la France se prêteront aide et assistance* ». La signature du pacte est assorti d'une déclaration :

*« Le devoir [des contractants] tout d'abord leur incombe, dans l'intérêt même du maintien de la paix, de ne pas laisser affaiblir en rien leur défense nationale. M. Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir ses forces armées au niveau de sa sécurité. »*

Immédiatement, le P.C.F. approuve.

Un pacte semblable est signé entre l'U.R.S.S. et la Tchécoslovaquie.

C'est un tournant radical. La position classique du P.C.F. était jusqu'alors : « *il ne peut y avoir de défense nationale en régime capitaliste* ». Désormais, il n'est plus possible de dire à la classe ouvrière que « *la démocratie bourgeoise et le fascisme, c'est bonnet blanc et blanc bonnet* », ni que « *la social-démocratie et le fascisme sont frères jumeaux* ». La classe ouvrière ne pourrait ni comprendre ni accepter. La bourgeoisie exige que le P.C.F. ne « *laisse affaiblir en rien* » son régime et les formes politiques du moment qui assurent sa domination de classe.

La politique des « fronts populaires » est devenue nécessaire. Non seulement la social-démocratie n'est plus la sœur jumelle du fascisme, mais les partis bourgeois, tel le parti radical, deviennent des partis « démocratiques » et des alliés privilégiés. Il faut les soutenir et même empêcher les ruptures en leur sein, ainsi que le dit Duclos. Les « fronts populaires » ne sont d'ailleurs qu'une transition. Dès août 1936, Maurice Thorez proposait la constitution du « *front des Français* », de Paul Reynaud à Thorez...

A la vérité, le « contenu » de la « théorie » des fronts populaires est nul sur le plan théorique proprement dit, mais par contre très concret sur celui de la pratique politique. C'est un retour aux vieilles lunes de la collaboration de classe, des vertus du parlementarisme et de la démocratie bourgeoise. La lutte des classes est niée. Le caractère de classe de l'Etat est nié. L'expérience de plus d'un siècle du mouvement ouvrier est effacé. La crise de la société bourgeoise parvenue au stade suprême du capitalisme est gommée.

## **Le Front Populaire en pratique : hier**

## France : 1934 - juin 1936

### ***Et maintenant, la France...***

1935 : Hitler parle haut et fort à toute l'Europe, ses S.S. exterminent physiquement dans les premiers camps de concentration plus d'un million de militants socialistes et communistes d'Allemagne. C'est du prix du sang que la classe ouvrière doit payer la politique de Staline de lutte contre les « social-fascistes », de refus du front unique ouvrier... A Rome, le dictateur fasciste Mussolini plastronne le mouvement ouvrier écrasé est dans l'illégalité.

Chemises brunes, Chemises noires, le fascisme montre quelles sont les « solutions » du système capitaliste.

1935 : *Le Populaire*, quotidien de la S.F.I.O., publie un dessin : des militants socialistes et communistes sont enfermés dans un camp gardé par des S.S. L'un d'entre eux déclare : « *Cette fois, l'unité est réalisée...* »

1935, la France accuse le choc de la crise mondiale déclenchée en 1929.

La production industrielle baisse de manière spectaculaire : en 1913, l'indice de la production est 100 ; en 1930, il est à 140 ; en 1935, il est à 94.

Sur une population de 41 millions d'habitants, il y a officiellement plus de 500 000 chômeurs.

Les salaires diminuent avec la durée de la semaine de travail.

En 1930, la durée moyenne du travail est de 47 heures trois quarts par semaine, en 1934, elle est de 44 heures et demie.

La semaine de travail légale est de 48 heures ; dans certaines branches d'industrie, on travaille 52 à 56 heures par semaine. Dans d'autres, c'est quasiment le chômage total. Quant aux prix, ils galopent : les prix agricoles à la production baissent, ruinant des milliers de petits paysans, et ceux des denrées alimentaires augmentent de 25 % entre août 1925 et mai 1936. Pour des millions d'ouvriers, de petits bourgeois des villes et des campagnes, la misère devient une réalité. Dans les usines, le patronat organise la chasse aux militants syndicaux, aux militants politiques. On réprime le droit de grève, licencie pour activités syndicales : le mouvement ouvrier doit s'accrocher dans une situation de semi-légalité.

Si en bas la situation du prolétariat et des classes laborieuses s'aggrave brutalement, en haut, ministres et députés bourgeois s'abîment dans le luxe insolent, la corruption : c'est la République des pots-de-vin.

L'impérialisme français est sorti « vainqueur » de la Première Guerre mondiale. Il est et restera jusqu'au réarmement allemand la plus grande puissance militaire en Europe. Mais il est sorti de la guerre exsangue : une partie du capital accumulé a dû être liquidé ; toutes les régions du Nord dévastées ; plus de 1 800 000 morts ; des millions de blessés et d'invalides. C'est toute une génération qui est saignée à blanc. Du seul point de vue de sa population, la France mettra plusieurs années pour s'en remettre.

L'impérialisme français est « victorieux », mais incapable de dominer l'Europe, et même l'Allemagne défaite, en l'absence de l'appui de ses « alliés », l'Angleterre et les U.S.A., et encore bien moins contre eux. La crise de 1923 l'a prouvé. La bourgeoisie française a dû se contenter d'une partie des énormes réparations de guerre qu'elle voulait imposer à l'Allemagne. Elle a dû laisser l'industrie allemande, bénéficiant entre 1923 et 1929 de crédits américains massifs, redevenir la première d'Europe, envahir les marchés. Elle se réfugie dans les limites de son empire. Le capital financier français est plus que jamais un capital de rentiers, de « tondeurs de coupons », bien que la masse et l'importance de ceux-ci ne soient plus ce qu'elles étaient sur le plan international, si la dette d'Etat s'est considérablement accrue. Le renouvellement et la concentration de l'appareil de production, malgré l'apport de l'Alsace-Lorraine, le charbon de la Ruhr, la reconstruction du Nord dévasté, dont pas eu lieu, et de loin, à la dimension où il s'est renouvelé et concentré en Allemagne. L'impérialisme français est irrémédiablement le plus décadent des grandes puissances impérialistes d'Europe.

En même temps, il garde le statut et le rôle d'une grande puissance impérialiste à l'échelle mondiale, celui de la plus grande puissance impérialiste sur le continent européen, gardien vigilant et jaloux de l'« ordre » européen que le traité de Versailles et les traités annexes ont institué en amputant l'Allemagne et en morcelant l'Europe. Cette charge, il doit la porter et elle l'écrase. Inéluctablement, les échéances devront être honorées. La classe ouvrière, la petite paysannerie, la petite bourgeoisie, devront les acquitter. Inéluctablement, l'impérialisme français devra être réduit à sa juste place en Europe et dans le monde. La crise économique n'a pas en France la même acuité qu'en Allemagne, en raison du caractère relativement arriéré de l'économie française, et de son isolement du marché mondial. Mais ses conséquences, surtout à partir de 1933, seront néanmoins très lourdes à supporter pour les masses. De plus, elle annonce de nouveaux bouleversements internationaux qui, obligatoirement, révéleront la faiblesse organique, la décadence très avancée de l'impérialisme français, et qui le mettront à sa juste place.

La venue d'Hitler au pouvoir, jouant de la politique d'équilibre de l'impérialisme anglais en Europe, de la distance, à ce moment, de l'impérialisme U.S. aux prises avec une crise économique saine précédent, par rapport à l'Europe, va révéler ces données. Il dénoue en se jouant l'étreinte de l'impérialisme français sur l'Allemagne, met en échec la politique d'encerclement, et s'engage dans une course aux armements que l'impérialisme français n'est pas en mesure ni politiquement ni économiquement de soutenir.

Alors que s'exaspèrent les contradictions entre les classes, s'ouvre une crise interne de la bourgeoisie française. La République parlementaire, que le parti radical incarne, entre en convulsions. Elle louvoie et recule devant les ligues fascistes, se révèle incapable d'écraser la classe ouvrière, d'ouvrir à la bourgeoisie comme classe une quelconque perspective internationale qui puisse préserver ses positions de première puissance impérialiste sur le continent européen, et de grande puissance mondiale. La France, « vainqueur de la Première Guerre mondiale », est incapable de tenir tête à l'expansionnisme de la bourgeoisie allemande, à la vitalité de son industrie : la bourgeoisie française qui n'a pu « faire payer l'Allemagne » tente de faire payer aux travailleurs les conséquences de la crise économique et financière.

Alors que s'exacerbent les contradictions entre les classes, la République parlementaire agonise.

## **L'affaire Stavisky**

En 1934, l'affaire Stavisky éclate, et éclabousse l'ensemble du système parlementaire, révélant au grand jour la corruption du personnel politique de la bourgeoisie française.

Maintes fois condamné, le petit escroc Stavisky va en quelques années faire fortune, achetant « relations » politiques et policières. Armé de l'impunité, il fait éditer des bons du Crédit municipal de Bayonne pour plusieurs dizaines de millions... sans couverture.

Dix-neuf fois inscrit au rôle, le procès est dix neuf fois remis. Le 7 janvier 1934, le député-maire radical de Bayonne, Garat, est arrêté. Députés, ministres, préfets, hommes de cabinets, policiers, sont impliqués dans cette gigantesque affaire d'escroquerie qui masque toutes les autres.

L'affaire Stavisky démontre l'affairisme du personnel politique au service du grand capital. C'est trop, c'est trop dangereux. Stavisky ne parlera pas.

Le 8 janvier, le corps de Stavisky est découvert. *Le Canard enchaîné* titre : « *Stavisky a été suicidé d'une balle tirée à bout portant !* » ; *Le Figaro* enregistre le « *trépas opportun* » de Stavisky...

Durant tout le mois de janvier, inculpations et arrestations se poursuivent, mettant en cause députés et journalistes en majorité membres du parti radical. Le gouvernement est atteint : Dalimier, ministre radical, démissionne. Il est intervenu à plusieurs reprises pour faire ajourner le procès... Le président du Conseil, le radical Chautemps, s'oppose farouchement à la constitution d'une commission parlementaire d'enquête. Mais l'indignation est à son comble dans le pays. Le 27 janvier, le cabinet Chautemps démissionne collectivement : le leader de « l'aile gauche » du parti radical, Daladier, constitue immédiatement un nouveau ministère : le parti radical, toujours lui...

Mais la crise politique ouverte par l'affaire Stavisky mobilise les lignes fascistes contre le « parlementarisme » et la « République pourrie ».

## **Les ligues**

Les ligues fascistes en France sont à la mesure de l'impérialisme français. Elles vivent sur la grandeur passée, la « Victoire ». L'impérialisme français ne peut ouvrir aux « anciens combattants », à la petite bourgeoisie déclassée, de « grandes perspectives ». -C'est une des données fondamentales qui différenciera les ligues fascistes françaises du fascisme brun, des hordes hitlériennes. Bien que les ligues soient organisées militairement et qu'elles regroupent peut-être plusieurs dizaines de milliers d'hommes plus ou moins bien armés que finance le grand capital, ce ne sont pas les S.A. et les S.S. Mais il est vrai également que le mouvement ouvrier français n'est pas comparable à son homologue allemand, avec ses millions de combattants regroupés au sein du S.P.D., du P.C.A., de la centrale syndicale.

Parmi ces ligues : l'Action française avec Charles Maurras et Léon Daudet ; la Solidarité française du parfumeur Coty ; les Jeunesses patriotes de Pierre Taittinger ; et surtout, organisant une partie des anciens combattants, les Croix-de-Feu dirigés par le colonel de La Rocque, homme de confiance d'Ernest Mercier, directeur de la Compagnie générale d'électricité. En exergue de leur journal *Le Flambeau*, Un slogan : « *Ni blanc ni rouge : bleu, blanc, rouge* » Leur programme : « *L'ordre français a toujours reposé sur trois éléments : travail, famille, patrie.* » Leur objectif : chasser la « Gueuse » et instaurer en France un Etat fasciste corporatiste à l'image de l'Italie ou de l'Allemagne. « *S'il le faut, nous prendrons des fouets et des bâtons pour balayer cette Chambre d'incapables* » (28 janvier 1933, meeting de la Fédérations des Contribuables).

Les ligues rassemblent anciens combattants, à qui l'Allemagne « n'a rien payé », aventuriers fascistes, petits bourgeois déclassés qui défilent béret sur la tête et drapeaux tricolores au vent, à la manière des S.A. d'Allemagne, des Fascis de Mussolini.

Financées par les grandes banques, soutenues par l'Eglise, les ligues vomissent l'antisémitisme, la lutte contre les « rouges », contre les ouvriers, contre leurs partis.

Mais leur nationalisme est étrié, conservateur et sans envergure. Elles sont incapables d'offrir autre chose que les « *fruits de la victoire* », or ceux-ci sont d'ores et déjà pourris ! Cela va donner un certain côté lamentable aux ligues, à l'image de la bourgeoisie française. Le danger n'en est pas moins considérable. La férocité des ligues contre le mouvement ouvrier et la classe ouvrière, si elles parvenaient au pouvoir, ne serait pas moins grande que dans tous les pays où le fascisme a vaincu (cf. l'Espagne).

A la suite du scandale Stavisky, le Préfet de Police de Paris, Chiappe, est déplacé. C'est un ami des bandes fascistes, c'est surtout une occasion.

Le 6 février, les ligues appellent leurs adhérents à manifester contre cette décision sur le Palais-Bourbon.

Le 6 au matin, *L'Humanité* annonce que le parti communiste et l'A.R.A.C. seront également présents : « *Tous à 20 heures rond-point des Champs-Élysées pour manifester aujourd'hui vigoureusement à la fois contre les bandes fascistes et contre le gouvernement qui les protège et les développe, contre la social-démocratie qui par sa division de la classe ouvrière s'efforce de l'affaiblir.* »

Pour les dirigeants du P.C.F., la ligne est claire : coude à coude avec les ligues, contre les fascistes et la social-démocratie. C'est l'émeute.

Les bandes fascistes tirent, la police réplique, la place de la Concorde est un véritable champ de bataille. Croix-de-Feu et militants communistes manifestent, et *La Marseillaise* se mêle à *L'Internationale* !

Le 7 février au matin, le pays apprend avec stupeur que cette nuit de violences a fait vingt morts et plusieurs centaines de blessés.

*L'Humanité* du 7 février écrit : « Contre les fascistes, contre la démocratie qui se fascise, Paris ouvrier a riposté ; tandis que les balles des gardes mobiles couchaient douze morts et près de deux cents blessés sur le pavé, le parti socialiste donne sa confiance au gouvernement. »

Trotsky écrit : « C'est maintenant le tour de la France, le 6 février 1934 y constitua la première répétition du banditisme fasciste. »

Morts de peur, les députés des partis bourgeois refusent de dissoudre les ligues, de défendre les libertés, d'écraser la vermine fasciste.

Le 7 février à 14 heures, Daladier qui vient d'obtenir la confiance de la Chambre... démissionne immédiatement pour laisser la place à un « sauveur », à un homme fort : Gaston Doumergue. Ce dernier accourt de sa retraite et forme un gouvernement de combat avec Pétain, Tardieu, Laval, Herriot, Adrien Marquet.

Un régime politique bâtard s'établit de fait. Le Parlement se dessaisit au profit du gouvernement d'une partie importante de ses pouvoirs : Doumergue et ses successeurs gouvernent par décrets-lois. Le capital financier l'exige, le Parlement obéit. L'axe du gouvernement se déplace, de plus en plus constitué par l'appareil d'Etat, la police, l'armée, tandis que le capital financier utilise les bandes fascistes en tant que moyens de pression. La Chambre des députés s'efface devant l'exécutif. Le gouvernement a un caractère bonapartiste, mais à la mesure d'un impérialisme décadent et dont l'orientation est hésitante, zigzagante. Le président de la République confie le soin de former le gouvernement à un homme déterminé, mais c'est le Parlement qui investit ou désavoue le gouvernement. Mis en minorité à la Chambre, celui-ci doit démissionner.

Le parlementarisme moribond s'efface devant un gouvernement de type bonapartiste qui obtient les pleins pouvoirs, laisse au second plan l'Assemblée, s'appuie sur l'armée et la police. Appuyé par le parti radical, Doumergue va gouverner par décrets-lois. Le parti radical, toujours lui...

Mais la classe ouvrière réagit.

### **Le 12 février 1934 : la réplique de la classe ouvrière**

Au lendemain du 6 février, militants et travailleurs se mobilisent spontanément, exigeant des dirigeants des partis et des syndicats qu'ils agissent, qu'ils réagissent. Le 9 février, le parti communiste français, qui a « oublié » son appel à la manifestation du 6, organise à la République une manifestation contre les ligues fascistes. Des milliers de militants socialistes s'y joignent. Toute la nuit, du faubourg du Temple aux rues de Belleville, quelques dizaines de milliers de militants s'accrochent au terrain et font face à la police.

La police a hésité devant les ligues, elle charge et tire sans sommation contre les militants ouvriers. Cette nuit, le sang des travailleurs va couler.

Les manifestants descendent des quartiers nord et est de Paris, de la banlieue. Un puissant contingent vient du rayon de Saint-Denis que dirige alors Jacques Doriot, partisan de l'unité avec la S.F.I.O. et qui n'est pas encore exclu du P.C.F. Ce sont principalement les militants qui descendent de Saint-Denis et de la banlieue nord qui tentent de forcer les barrages des forces de police à la hauteur de la gare du Nord et de celle de l'Est pour descendre le boulevard Magenta, sur la place de la République: neuf morts, des dizaines de blessés.

Dans tout le pays, militants socialistes et communistes exigent vengeance, harcèlent leurs dirigeants, pour que s'organise la riposte unitaire aux ligues fascistes soutenues par Doumergue.

Le 7 février au matin, la commission administrative de la C.G.T. se réunit. Elle décide d'appeler à une grève générale de 24 heures pour le lundi 12 février. Dans la soirée, elle convoque les organisations suivantes : la S.F.I.O., le parti socialiste de France (néo-socialiste), le parti républicain socialiste, le parti d'unité prolétarienne (né d'une rupture au sein du P.C.F.), l'Union anarchiste, la Ligne des droits de l'homme, la Fédération ouvrière et paysanne (anciens combattants). Elle leur demande d'appuyer la grève du 12.

De leur côté, les fédérations S.F.I.O. de la Seine et de la Seine-et-Oise se prononcent dans la nuit du 6 au 7 février pour l'unité d'action avec le P.C.F. et la C.G.T.U. Une délégation que conduisent Zyromski, Pivert, Descourtieu, a été proposer dans la nuit du 6 au 7 après minuit une manifestation commune dès le 7 février. Elle n'est pas reçue. La lettre qu'elle dépose à la C.G.T.U. et au P.C.F. dit notamment :

« Nous vous demandons une entrevue, afin de fixer les bases d'un accord loyal et de réaliser l'unité d'action des travailleurs. Prière de nous répondre au plus tôt. Nous nous tiendrons dans notre permanence jusqu'à minuit.

« Toutes les organisations du prolétariat doivent former une barricade infranchissable au péril fasciste. »

La réponse du P.C.F. à l'offre des fédérations S.F.I.O. de la Seine et de la Seine-et-Oise est publiée le 8, en même temps que le P.C.F. convoque la manifestation du 9. C'est une fin de non-recevoir sous prétexte que : « Votre parti a voté la confiance à Daladier. Vos chefs Léon Blum et Frossard ont conseillé la démission à Daladier pour faire venir un gouvernement de trêve des partis. » Assertion absolument fausse : Léon Blum a au contraire demandé expressément à Daladier de ne pas démissionner.

Et c'est l'appel classique aux ouvriers socialistes, par-dessus la tête des dirigeants S.F.I.O. accusés de trahison, à se joindre à la manifestation du 9.

La volonté des militants, l'écho que rencontre Doriot, alors pour le front unique du P.S. et du P.C.F., de la C.G.T.U. et de la C.G.T., contraignent les dirigeants de la C.G.T.U. et du P.C.F. à appeler de leur côté à la grève du 12 février. Mais *L'Humanité* du 11 février titrait : « Le parti socialiste avec la République des fusilleurs », et écrivait : « La classe ouvrière

*condamnera et rejettera avec dégoût les chefs socialistes qui ont le cynisme et l'audace de prétendre entraîner les ouvriers à la lutte contre le fascisme au chant de La Marseillaise et de L'Internationale<sup>1</sup>.* »

La C.G.T. et la C.G.T.U. ayant donné toutes deux le mot d'ordre de grève générale pour le 12 février, la grève est massive.

A Paris, deux manifestations sont convoquées. La première à l'appel de la S.F.I.O. et de la C.G.T., la seconde, par le P.C.F. et la C.G.T.U.

Les deux cortèges, forts de plusieurs dizaines de milliers de travailleurs s'avancent... l'un vers l'autre. Qui va l'emporter ? Les dirigeants du P.C.F. et de la S.F.I.O. qui refusent l'unité d'action contre le fascisme, ou la grande masse des militants qui exigent le front unique ouvrier contre les fascistes et contre le capitalisme ? De part et d'autre, un cri jaillit : « *Unité ! Unité !* » Les deux cortèges fusionnent dans l'enthousiasme et une gigantesque manifestation rassemble au coude à coude ouvriers socialistes, communistes, militants de la C.G.T. et de la C.G.T.U. et travailleurs inorganisés.

Dans tout le pays, la grève générale est suivie et les manifestations sont imposantes. Le 12 février 1934, la classe ouvrière a imposé à ses chefs, et notamment à ceux du P.C.F., le front unique ouvrier. Cette action donne la mesure de la disponibilité au combat de la classe ouvrière contre la bourgeoisie et son Etat, et révèle cette « *ardente aspiration à l'unité des ouvriers* » (Lénine) qui se reflète dans la S.F.I.O. et dans le parti communiste.

La réplique du 12 février tourne une page de l'histoire du mouvement ouvrier et des rapports entre les classes en France. Un nouveau chapitre s'ouvre, militants et masses ont réussi à imposer aux dirigeants, pour un moment, le front unique ouvrier. Partant de là, le mouvement ouvrier français, la lutte de classe du prolétariat, vont connaître une véritable renaissance. Jamais depuis la Commune un mouvement ouvrier de masse n'était parvenu à se construire en France. La S.F.I.O. avait certes, dès avant la guerre, une grande surface parlementaire : aux élections du printemps 1914 il y avait eu plus de cent députés socialistes élus. Mais les militants de la S.F.I.O. étaient tout au plus quelques dizaines de milliers. Quant à la C.G.T. d'avant la guerre de 1914, elle organisait seulement - et c'était déjà une puissance - dans ses syndicats quelques centaines de milliers de travailleurs. Dans l'immédiat après-guerre un puissant flux de militants entrainé à la S.F.I.O., des centaines de milliers de travailleurs se syndiquaient à la C.G.T. dont les effectifs dépassaient le million. La scission syndicale de 1920, la scission au sein de la S.F.I.O., allaient briser et faire reculer très loin en arrière ce mouvement. La politique du P.C.F. et de la C.G.T.U. passant du plus plat opportunisme au « social-fascisme » ramenait à quelques milliers de militants les effectifs du P.C.F., et à quelques dizaines de milliers de syndiqués ceux de la C.G.T.U. La S.F.I.O. et la C.G.T. étaient beaucoup plus fortes, mais leurs effectifs ne dépassaient pas quelques dizaines de milliers de militants pour l'une, quelques centaines de milliers pour l'autre.

Le 12 février commence la constitution d'un mouvement ouvrier de masse en France. Rapidement, la S.F.I.O. va dépasser la centaine de milliers de militants, le P.C.F. approcher de la centaine de milliers, les deux centrales syndicales bénéficient d'un afflux de centaines de milliers de nouveaux syndiqués, avant que la réunification en 1936 et juin 36 n'apportent à la C.G.T. réunifiée des millions de syndiqués. Et, ce qui va de pair, la disponibilité de la classe ouvrière en tant que classe, sa volonté d'action, sa fermentation politique faisaient un saut qualitatif. Le prolétariat dans son ensemble se rassemblait et se levait. Ainsi s'annonçaient de grands affrontements de classes. La situation posait encore confusément la question à la classe ouvrière : fascisme ou socialisme ? bourgeoisie ou prolétariat ?

### **Le rôle du parti radical**

Mais arrêtons-nous sur le parti radical, ses relations avec le grand capital, les « classes moyennes », sa politique, en 1934.

Le parti radical se définit en 1907, lors de son congrès de Nancy, comme « *résolument attaché aux principes de la propriété individuelle dont il ne veut ni commencer ni même préparer la suppression* ».

Disposant d'une influence dans les couches de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes, il entretient l'anticommunisme, les ressentiments à l'égard de la classe ouvrière, et ce, au compte du grand capital. Ainsi, ses représentants, toujours partisans de l'expansion coloniale et de la rapine impérialiste, obtiendront en retour quelques miettes en faveur des classes moyennes. Depuis 1885, il a fait partie de toutes les combinaisons gouvernementales de la III<sup>e</sup> République.

La crise de 1929 aura pour conséquence de précipiter à la faillite et à la ruine des centaines de milliers de petits commerçants, de petits paysans, de petits épargnants.

Cette couche sociale ne peut avoir de politique et de perspective propre. Elle est coincée entre le prolétariat et la grande bourgeoisie. Elle est stable seulement dans les moments de stabilité économique et politique. Mais les périodes de crise la bouleversent, font qu'elle passe à une instabilité totale, fiévreuse, capable de positions les plus extrêmes.

Quoi qu'il apparaisse, elle est toujours à la remorque d'une des classes fondamentales : prolétariat et grande bourgeoisie. En 1934, les « classes moyennes » amorcent un mouvement contradictoire : la plus grande partie délaisse le parti radical et se tourne vers les partis ouvriers, le P.C.F. et le P.S. ; une autre partie délaisse le parti radical, mais pour s'orienter à droite.

Ruinée par le grand capital, la grande industrie, les gros propriétaires terriens, une grande partie de la clientèle du parti radical se retrouve dans les faits poussée vers la classe ouvrière et ses organisations. Dès les années 1930, écrasés par la crise, des secteurs entiers de la petite bourgeoisie commencent à se détourner du parti radical. Mais celui-ci s'adapte aux situations politiques et à la crise économique naissante. C'est le parti à l'aide duquel la grande bourgeoisie entretenait les espoirs de la petite bourgeoisie en une amélioration de sa situation. Les radicaux dont pu jouer ce rôle qu'aussi longtemps que la situation économique restait supportable pour la petite bourgeoisie. A partir du moment où le grand capital subit les conséquences de la crise mondiale de 1929, la petite bourgeoisie cherche d'autres voies, alors que le parti radical reste fidèle à ses liens avec le grand capital, avec la Bourse, les conseils d'administration, l'appareil d'Etat. Parti du grand capital,

---

<sup>1</sup> G. Lefranc, *Histoire du Front Populaire*.

exerçant une influence dans la petite bourgeoisie, le parti radical voit sa force et sa réalité électorale décroître au fur et à mesure que la crise se développe. C'est dans cette situation que Daladier va devenir au sein du parti radical leader d'une « aile gauche ». Mais l'aile gauche d'un parti attaché au maintien de la propriété privée des moyens de production, à la défense de l'Etat, n'a de gauche que le nom. Le rôle du parti radical ira en diminuant avec le développement de la lutte des classes, mais, nous le verrons plus loin, la politique de front populaire prônée par les dirigeants du P.C.F. et de la S.F.I.O. permettra à ce parti d'éviter la débâcle totale en le présentant comme le parti représentatif des « classes moyennes », défendant leurs intérêts. En réalité, la grande bourgeoisie, dont le parti radical est un instrument, ne peut en période de crise que ruiner davantage les classes moyennes, la petite bourgeoisie des villes et des campagnes, et le Daladier « de gauche » de 1936 se retrouvera en 1938 avec Reynaud pour s'engager à fond dans une politique de lutte contre la classe ouvrière et la petite bourgeoisie, toujours au compte du grand capital.

La politique du parti radical en ces journées de février 1934 éclaire de façon éblouissante la nature et la fonction de ce parti. Donc, le 7 février, Daladier qui a obtenu la confiance le 6 démissionne, et le 7, le président de la République fait appel à un sauveur, Doumergue. En se remettant au « sauveur » Doumergue, la bourgeoisie française démontre qu'elle est prête à se défaire du parlementarisme si les circonstances l'exigent... et le permettent. En obéissant servilement aux ordres du capital financier, en reculant devant les bandes fascistes, le Parlement, ses députés, ses partis, et notamment son parti, le parti radical, ont démontré leur incapacité à défendre y compris la démocratie bourgeoise, les libertés qu'elle suppose, et que les liges fascistes menacent. Tous craignent cependant un prolétariat qui se regroupe et se lève, ce qui a des conséquences contradictoires : il faut en finir avec les libertés et en même temps temporiser par peur de la réplique des masses. Les partis bourgeois, et d'abord le parti radical, administrent la preuve qu'ils placent les intérêts du capital au-dessus de la démocratie bourgeoise et du parlementarisme. Ils craignent un prolétariat qui pourtant ne s'est pas encore regroupé et unifié pour combattre, même si cela ne va pas tarder. Le 9 février, le ministère Doumergue est formé et obtient la confiance à la Chambre, dont celle des parlementaires radicaux.

Trotsky écrira : « *En la personne de Doumergue, nous avons le bonapartisme sénile à l'époque du déclin capitaliste. Le gouvernement Doumergue est le premier degré du passage du parlementarisme. Pour maintenir son équilibre, il lui faut à sa droite les bandes fascistes et autres qui l'ont porté au pouvoir. Réclamer de lui qu'il dissolve - non sur le papier, mais dans la réalité, les Jeunesses patriotes, les Croix-de-Feu, les Camelots du roy et autres, c'est réclamer qu'il coupe la branche sur laquelle il se tient. Des oscillations temporaires d'un côté ou de l'autre restent, bien entendu, possibles. Ainsi, une offensive prématurée du fascisme pourrait provoquer dans les sommets gouvernementaux un "écart" à gauche. Doumergue ferait place pour un temps, non à Tardieu, mais à Herriot. Mais il n'est d'abord pas dit que les fascistes feront une tentative prématurée, et ensuite un écart temporaire à gauche dans les sommets ne modifierait pas la direction générale du développement et hâterait plutôt le dénouement. Il n'existe aucune voie pour retourner à la démocratie pacifique. Le développement conduit inévitablement, infailliblement, à un conflit entre le prolétariat et le fascisme.* » (Octobre 1934, Où va la France ?)

### **La politique du P.C.F.**

Le 12 février, la grève générale, la manifestation du cours de Vincennes, la fusion des deux cortèges aux cris de « *Unité !* », ont engagé un processus politique. Le mouvement de la classe ouvrière s'ordonne sur un axe, qui mène inévitablement à l'affrontement. Dans des délais rapides mais que nul ne peut déterminer, les masses exigeront par l'action satisfaction à leurs revendications. Pourtant il faut que le processus politique se développe, ce qui n'est pas donné d'avance.

Sans aucun doute, au cours de l'année 1934, on assiste à une remontée des luttes ouvrières, et ce sont là des signes indéniables de la volonté des travailleurs d'obtenir satisfaction à leurs revendications. Pourtant, le développement de l'action gréviste reste difficile et délicat : d'abord, en raison de la situation économique. Alors qu'en 1930-1931-1932 les conséquences de la crise économique mondiale ne se sont pas faites pleinement sentir en France, c'est seulement durant les années 1933-1934-1935 que la France est touchée. Les chômeurs commencent à se compter par millions dans un pays qui reste alors un pays principalement rural. Cela pèse lourdement pour engager des luttes revendicatives. Là n'est pas néanmoins l'essentiel : la bourgeoisie n'a pas perdu pied et c'est elle qui continue à la surface des choses de mener l'offensive ; le problème n'est pas celui de la lutte gréviste d'abord et avant tout, mais d'un processus politique qui permette de réaliser les conditions du combat de classe.

Polémiquant avec les staliniens, Trotsky écrit en 1934 :

« *Le comité central du parti communiste accuse de cette stagnation tout le monde, sauf lui. Nous ne nous disposons à blanchir personne. Nos points de vue sont connus. Mais nous pensons que le principal obstacle sur la voie du développement de la lutte révolutionnaire est actuellement le programme unilatéral, contredisant toute la situation, presque maniaque, des « revendications immédiates ». Nous voulons ici faire la lumière sur les considérations et les arguments du comité central du parti communiste avec toute l'ampleur nécessaire. Non pas que ces arguments soient sérieux et profonds : au contraire, ils sont misérables. Mais il s'agit d'une question dont dépend le sort du prolétariat français.*

### **La résolution du comité central du parti communiste sur les « revendications immédiates »**

Le document le plus autorisé sur la question des « revendications immédiates » est la résolution programmatique du comité central du parti communiste. (Voir *L'Humanité* du 24 février.) Nous nous arrêtons à ce document.

L'énoncé des revendications immédiates est fait très généralement : défense des salaires, amélioration des assurances sociales, conventions collectives, « contre la vie chère », etc. On ne dit pas un mot sur le caractère que peut et doit prendre dans les conditions de crise sociale actuelle la lutte pour ces revendications. Pourtant, tout ouvrier comprend qu'avec deux millions de chômeurs complets ou partiels, la lutte syndicale ordinaire pour des conventions collectives est une utopie. Pour contraindre dans les conditions actuelles les capitalistes à faire des concessions sérieuses, il faut briser leur volonté ; on ne peut y parvenir que par une offensive révolutionnaire.

*Mais une offensive révolutionnaire qui oppose une classe à une classe ne peut se développer uniquement sous des mots d'ordre économiques partiels. On tombe dans un cercle vicieux. C'est là qu'est la principale cause de la stagnation du front unique.*

*La thèse marxiste générale : les réformes sociales ne sont que sous-produits de la lutte révolutionnaire, prend à l'époque du déclin capitaliste l'importance la plus immédiate et la plus brûlante. Les capitalistes ne peuvent céder aux ouvriers quelque chose que s'ils sont menacés du danger de perdre tout.*

*Mais même les plus grandes « concessions » dont est capable le capitalisme contemporain, lui-même acculé dans l'impasse, resteront absolument insignifiantes en comparaison avec la misère des masses et la profondeur de la crise sociale. Voilà pourquoi la plus immédiate de toutes les revendications doit être de revendiquer l'expropriation des capitalistes et la nationalisation (socialisation) des moyens de production. Cette revendication est irréalisable sous la domination de la bourgeoisie ? Evidemment. C'est pourquoi il faut conquérir le pouvoir.*

#### **Pourquoi les masses ne font-elles pas écho aux appels du parti communiste ?**

*La résolution du comité central reconnaît en passant que « le parti n'a pas encore réussi à organiser et à développer la résistance à l'offensive du capital ». Mais la résolution ne s'arrête pas du tout sur la question de savoir pourquoi donc, malgré les efforts du P.C. et de la C.G.T.U., les succès dans le domaine de la lutte économique défensive sont absolument insignifiants. A la grève générale du 12 février, qui ne poursuivait aucune « revendication immédiate », participèrent des millions d'ouvriers et d'employés. Cependant, à la défense contre l'offensive du capital n'a participé jusqu'à maintenant qu'une fraction infime de ce même chiffre. Est-ce que ce fait étonnamment clair ne conduit les « chefs » du parti communiste à aucune conclusion ? Pourquoi des millions d'ouvriers se risquent-ils à participer à la grève générale, à des manifestations de rue agitées, à des conflits avec les bandes fascistes, mais se refusent-ils à participer à des grèves économiques dispersées ?*

*« Il faut comprendre - dit la résolution - les sentiments qui agitent les ouvriers désireux de passer à l'action. » Il faut comprendre... Mais le malheur est que les auteurs eux-mêmes de la résolution ne comprennent rien. Quiconque fréquente les réunions ouvrières sait comme nous que les discours généraux sur les « revendications immédiates » laissent le plus souvent les auditeurs dans un état d'indifférence renfrognée ; par contre, les mots d'ordre révolutionnaires clairs et précis provoquent en réponse une vague de sympathie. Cette différence de réaction de la masse caractérise de la façon la plus claire la situation politique de votre pays.*

*« Dans la période présente - remarque inopinément la résolution - la lutte économique nécessite de la part des ouvriers de lourds sacrifices. » Il faudrait encore ajouter : et ce n'est que par exception qu'elle promet des résultats positifs. Et, pourtant, la lutte, pour les revendications immédiates a pour tâche d'améliorer la situation des ouvriers. En mettant cette lutte au premier plan, en renonçant pour elle aux mots d'ordre révolutionnaires, les stalinien considèrent, sans doute, que c'est précisément la lutte économique partielle qui est la plus capable de soulever de larges masses. Il s'avère justement le contraire : les masses ne font presque aucun écho aux appels pour des grèves économiques. Comment peut-on donc en politique ne pas tenir compte des faits ? Les masses comprennent ou sentent que dans les conditions de la crise et du chômage des conflits économiques partiels exigent des sacrifices inouïs, que ne justifieront en aucun cas les résultats obtenus. Les masses attendent et réclament d'autres méthodes, plus efficaces. Messieurs les stratèges, apprenez chez les masses : elles sont guidées par un sûr instinct révolutionnaire.*

#### **La conjoncture économique et la lutte gréviste**

*S'appuyant sur des citations mal assimilées de Lénine, les stalinien répètent : « La lutte gréviste est possible même en temps de crise. » Ils ne comprennent pas qu'il y a crise et crise. A l'époque du capitalisme ascendant, à la fois industriels et ouvriers, même pendant une crise aiguë, regardent en avant, vers la nouvelle réanimation prochaine. La crise actuelle est la règle, non l'exception. Dans le domaine purement économique, le prolétariat, par la terrible pression de la catastrophe économique, est rejeté dans une retraite désordonnée. D'autre part, le déclin du capitalisme pousse de tout son poids le prolétariat sur la voie de la lutte politique révolutionnaire de masse. Pourtant, la direction du parti communiste tend, de toutes ses forces à barrer cette voie. Ainsi, dans les mains des stalinien, le programme des « revendications immédiates » devient un instrument de désorientation et de désorganisation du prolétariat. Cependant, une offensive politique (lutte pour le pouvoir) avec une défense armée active (milice) renverserait d'un seul coup le rapport des forces des classes, et, chemin faisant, ouvrirait, pour les couches ouvrières les plus retardataires, la possibilité d'une lutte économique victorieuse. »*

#### **1934 : Le pacte d'unité d'action**

La tendance des masses et des militants va dans ce sens. L'aspiration des masses et des militants au front unique des organisations ouvrières, partis et syndicats, devient irrépressible. Les dirigeants de la S.F.I.O., mais surtout ceux du P.C.F., s'y opposent encore pendant quelques mois après le 12 février 1934.

Qu'on en juge : le 7 février 1934, L'Humanité écrit :

*« Travailleurs ! Camarades !*

*« Le gouvernement sanglant Daladier-Frot, soutenu par le parti socialiste, a préparé la venue au pouvoir de l'union nationale. Il vient de lui céder la place. C'est ainsi que parti radical et parti socialiste font le lit du fascisme !*

*« [...] A bas l'union nationale réactionnaire et fasciste préparée par le parti radical et le parti socialiste. Vive le gouvernement ouvrier et paysan ! »*

La résolution du C.C. du P.C.F. du 15 mars se prononce toujours pour l'« unité à la base » sur le terrain « de la lutte révolutionnaire », en d'autres termes, derrière le P.C.F. et son appareil dirigeant. Le 11 mars, le conseil national de la

S.F.I.O. avait affirmé : « *La lutte contre le fascisme ne peut être conduite que sous l'action socialiste et dans le sens de la doctrine socialiste.* »

Un article paru dans *La Vérité* en juillet 1934 témoigne :

« Depuis le 6 février, l'unité d'action a été la revendication fondamentale des travailleurs qui y voyaient une des conditions préalables du succès de leurs luttes. Sous toutes les formes, et dans les différents partis et organisations centristes et démocratiques, une pression dans ce sens s'est exercée, venue des profondeurs de la masse populaire. L'expérience allemande n'avait pas été vaine.

« Dans le parti socialiste, le mouvement à gauche s'amplifia, domina entièrement dans la Seine et dans une série de fédérations de province (Est, Midi, surtout). Dans le P.C., la lutte de Doriot refléta le même état d'esprit. Dans les syndicats, un mouvement tout aussi large se fit sentir en faveur de l'unité organique. D'autre part, les multiples comités de vigilance, d'alliance ouvrière, etc., virent le jour. Dans des millions de localités, ils maintinrent la liaison entre les diverses organisations qui s'étaient trouvées littéralement jetées les unes contre les autres le 12 février. Le mouvement d'Amsterdam fut lui-même contraint d'envisager une modification de structure.

« Pendant des semaines et des mois (particulièrement en avril et en mai) l'action des bureaucrates dirigeants s'exerça contre la réalisation du front unique des organisations, c'est-à-dire contre les masses. Avec plus ou moins d'habileté, l'action était la même, à la tête des organisations centristes qui n'ont de communiste ou de socialiste que le nom. Mais l'action à la base ne cessait de rapprocher contre le fascisme les combattants des différentes tendances et couches sociales. En juin, ces manifestations se firent plus amples, plus serrées, plus fréquentes : l'heure était proche où les bureaucrates devraient céder<sup>1</sup>. »

Bientôt, la pression se fait si forte qu'il est difficile aux dirigeants de résister. Les premiers à « tourner » seront les dirigeants du P.C.F. après que l'autorisation en fut venue du Kremlin.

Le 30 mai, Maurice Thorez écrit dans *L'Humanité* : « *Nous avons toujours exprimé notre désir d'action commune et immédiate [avec les socialistes]. Nous voulons lutter au coude à coude tout de suite contre l'ennemi capitaliste et ses bandes fascistes.* »

Le lendemain, pour la première fois, *L'Humanité* s'adresse, non pas à la « base » du parti socialiste, « *trompée par ses chefs* », mais à la direction de la S.F.I.O. pour lui proposer un accord de parti à parti pour défendre Thaelmann emprisonné par les nazis.

Dans leur ouvrage *Juin 36*, Danos et Gibelin citent *L'Humanité* du 31 mai qui reproduit un article de la *Pravda* : « *L'I.C. estime que rappel au front unique devant la menace fasciste [...] est nécessaire dans certaines conditions [...]. Un pareil appel est possible dans un pays comme la France où la social-démocratie n'a pas encore été au pouvoir, où [...] les ouvriers socialistes pensent que leur parti ne suivra pas le chemin de la social-démocratie allemande.* »

Le P.C.F. réunit une « conférence nationale » le 23 juin, en vue de prendre le « tournant » et de mandater le C.C. et le B.P. afin qu'ils proposent à la direction de la S.F.I.O. un pacte d'unité d'action contre le fascisme et la guerre. Le 25, le bureau politique du P.C.F. propose à la commission administrative permanente de la S.F.I.O. un tel pacte d'unité d'action. La direction de la S.F.I.O. tente de maintenir sa position anti-unitaire. Mais les masses et les militants veulent ardemment l'unité des deux partis :

« Le 2 juillet, les fédérations socialistes de la Seine et de la Seine-et-Oise et la région parisienne du P.C. organisent en commun un grand meeting. La profonde volonté des travailleurs socialistes et communistes s'y manifeste puissamment. En effet, la salle Bullier, prévue pour le meeting, n'est pas assez grande pour contenir les auditeurs, qui se pressent à la porte, et il faut improviser une deuxième réunion au gymnase Huyghens. Des applaudissements enthousiastes ponctuent les discours des orateurs : Jacques Duclos, Cachin, Maurice Lampe (secrétaire de la région parisienne) pour le parti communiste ; Zyromski, Claude Just, Farinet (secrétaire de la fédération de la Seine) pour le parti socialiste. " Voilà douze ans que j'attends cette soirée, s'écrie Claude Just, et maintenant j'espère qu'elle ne sera pas sans lendemain. " Maurice Lampe lui fait écho : " Ce que nous avons réalisé régionalement sera réalisé demain sur le plan national. »

« La gauche de la S.F.I.O. mène campagne pour l'acceptation des propositions communistes, et à la veille du conseil national, Marceau Pivert écrit : " Nous souhaitons que le conseil national dise avec le maximum de netteté : camarades du parti communiste, pour l'action commune à l'échelle nationale, voici notre signature, voici nos mains fraternelles. " Le 16 juillet 1934, le conseil national de la S.F.I.O. décide à une écrasante majorité d'accepter le pacte d'unité d'action qui est signé par les représentants des deux partis le 27. Dès le mois d'août, une première manifestation réunit socialistes et communistes pour l'anniversaire de la mort de Jaurès.<sup>2</sup> »

Léon Blum écrira le 25 février 1935 dans *Le Populaire* : « *Nous nous serions refusés à cette première unification des forces prolétariennes au moment où l'intérêt et la volonté populaire l'exigeaient [...] une mésintelligence, une désaffection populaire se seraient développées autour de nous.* »

On ne saurait dire plus clairement que ce sont les masses et les militants qui ont imposé l'unité entre la S.F.I.O. et le P.C.F.

Quelles sont les principales dispositions du pacte ?

- désarmement et dissolution des ligues fascistes ;
- défense des libertés démocratiques ;
- dissolution de la Chambre et représentation proportionnelle ;

---

<sup>1</sup> Extrait du recueil publié par Pierre Naville : *L'entre-deux-deux-guerres*. Ed. Edi.

<sup>2</sup> Danos et Gibelin, *Juin 36*.

- lutte contre les préparatifs de guerre ;
- lutte contre les décrets-lois ;
- contre la terreur fasciste en Allemagne et en Autriche ;
- libération de tous les antifascistes emprisonnés.

Le pacte d'unité d'action entre le P.S. et le P.C.F. est un fait d'une considérable portée politique en soi, et qui répondait aux aspirations irrépressibles des masses et des militants. Son contenu n'en a pas moins une signification politique tout aussi importante : les dirigeants du P.S. et du P.C.F. ont fait l'unité, mais déjà ils dressent une digue contre le mouvement des masses pour le contenir dans le cadre de l'ordre, de la société bourgeoise, le contraindre à respecter la propriété privée des moyens de production, l'Etat bourgeois.

C'est au gouvernement, à l'Etat bourgeois, de dissoudre et de désarmer les ligues fascistes que le capital financier organise, subventionne et arme. La défense des libertés démocratiques s'entend comme défense du système parlementaire. La dissolution de la Chambre et la représentation proportionnelle sont les revendications les plus audacieuses de ce pacte, mais elles restent néanmoins dans le cadre précis du parlementarisme, et de toute façon, elles ne feront l'objet d'aucune action politique et resteront des clauses de style. « *Lutte contre les préparatifs de guerre* » est une formule évasive qui en soi ne veut rien dire. « *Lutte contre les décrets-lois* » est une formule tout aussi platonique, et le reste est à l'avenant.

Il n'est absolument pas question de chasser le gouvernement Doumergue. Mais celui-ci, pendant ce temps, publie décret-loi sur décret-loi qui font reporter sur les masses le poids de la crise qui s'aggrave, et multiplie contre les masses les actes répressifs en juillet 1934, 5 000 instituteurs sont mis d'office à la retraite pour fait de grève. Paul Faure, secrétaire général de la S.F.I.O., se déclare « *étreint d'anxiété* ». Jean Longuet, lui, conclut à « *l'impossibilité de s'abstenir sans se condamner à mort* ».

Le contenu du pacte d'unité d'action ne fait pas de doute, ce n'est qu'une transition de la politique du « social-fascisme » à une autre, celle des « fronts populaires ». Désormais, le P.C.F. va tout faire pour mettre sur pied cette nouvelle politique. Il devient l'aile marchante de l'Internationale communiste et du Kremlin.

Une des clauses les plus importantes du pacte d'unité d'action consiste dans le renoncement à toute critique entre les deux partis. Les divergences seront examinées par les représentants des deux partis qui formeront une commission bipartite spéciale. Ainsi chacune des directions des deux partis laisse les mains libres à l'autre par rapport aux masses et aux militants.

La volonté des masses est de chasser Doumergue, défenseur du grand capital, protecteur des ligues fascistes. C'est pour cela qu'elles veulent l'unité de la S.F.I.O. et du P.C.F. Le pacte d'unité d'action répond à cette aspiration des masses qui subissent la politique réactionnaire du gouvernement. Mais les dirigeants de ces partis se mettent d'accord pour interdire aux masses le combat pour chasser Doumergue, ce qui inéluctablement poserait la question : quel gouvernement sinon un gouvernement des partis ouvriers signataires du pacte d'unité d'action, du P.S. et du P.C.F., un gouvernement Blum-Cachin, comme Trotsky le dira ?

### **La marche du Front populaire**

La contradiction n'en subsiste pas moins. Indépendamment du contenu de ce pacte, la simple réalisation du front unique du P.C.F. et du P.S., en unifiant les masses ouvrières, alors que la crise s'accroît, a une dynamique révolutionnaire. Objectivement et subjectivement, la question du pouvoir, du gouvernement, se trouve posée : quel gouvernement porter au pouvoir, sinon un gouvernement du P.S. et du P.C.F., un gouvernement des partis ouvriers sans représentants des organisations et partis bourgeois ?

Trotsky écrit en octobre 1934 : « *Dès que les deux partis ouvriers qui se concurrençaient vivement dans le passé ont renoncé à se critiquer l'un l'autre, et à se conquérir l'un à l'autre des adhérents, par cela même ils ont cessé d'exister en tant que partis distincts... Le front unique agit comme un parti inachevé, construit sur le principe fédéraliste [...]. Le bloc défensif contre le fascisme ne pourrait être suffisant que si pour tout le reste les deux partis conservaient une complète indépendance. Mais non, nous avons un front unique qui embrasse presque toute l'activité publique des deux partis et exclut leur lutte réciproque pour conquérir la majorité du prolétariat. De cette situation, il faut tirer toutes les conséquences. La première et la plus importante, c'est la lutte pour le pouvoir. Le but de ce front unique ne peut être qu'un gouvernement socialiste-communiste, un ministère Blum-Cachin. Il faut le dire ouvertement, si le front unique se prend au sérieux - et c'est à cette seule condition que les masses populaires le prendront au sérieux - il ne peut se dérober au mot d'ordre de conquête du pouvoir. Par quels moyens ? Par tous les moyens qui mènent au but. »*

Les masses prennent au sérieux le front unique : le front unique du P.S. et du P.C.F. est une invite à l'action politique, à l'action contre le capital, le gouvernement, les bandes fascistes, et au combat pour porter au pouvoir un gouvernement des partis du front unique.

A tout prix, il faut éviter que se crée une situation semblable. D'autant plus qu'en conséquence de la venue au pouvoir d'Hitler - écrasement du P.C.A., menace que constitue une Allemagne écrasée sous la botte nazie, où Hitler prépare ouvertement la guerre contre l'U.R.S.S. - la bureaucratie du Kremlin est obligée de chercher à nouer des alliances avec d'autres puissances impérialistes dites « démocratiques ». Il faut tourner à 180 degrés. Le P.C.F. va devenir le héraut du « front populaire ». Il va tout faire pour noyer l'unité d'action entre les partis ouvriers en un rassemblement intégrant le parti radical qui reste au gouvernement.

Ainsi, à la veille des élections cantonales, Marcel Cachin écrit dans *L'Humanité* du 10 octobre 1934 :

« *Dans l'état où la défaite électorale tant avoué ou masqué du fascisme obtenue par le désistement naturel communiste et du candidat socialiste d'un représentant avoué ou masqué du fascisme ne peut être obtenue par le désistement du candidat communiste et du candidat socialiste, le parti communiste est même prêt à envisager le désistement en faveur d'un candidat radical. A la condition qu'il se prononce nettement contre le fascisme, contre sa préparation, contre les décrets-lois et contre la politique gouvernementale de préfascisme.* »

Les résultats des élections cantonales du 14 octobre 1934 sont significatifs du profond mouvement politique qui a commencé. Le P.C.F. gagne 100 000 voix, ses élus passent de 10 à 28. Le P.S. maintient ses suffrages, mais le jeu des désistements porte ses élus, de 105 à 109. Déjà, le parti radical perd considérablement de voix, et 21 élus. Dès le 7 octobre, Maurice Thorez a lancé la fameuse formule du « front populaire » au cours d'un grand meeting à la salle Bullier, qui sera suivi de la proposition faite au comité de coordination du P.S. et du P.C.F. d'élaborer un programme qui permette d'inclure au sein d'un front populaire le parti radical. Le 24 octobre à Nantes où se tient le congrès du parti radical, nouveau discours. Bien que le parti radical continue à participer au gouvernement Doumergue, Maurice Thorez, au C.C. du P.C.F. de novembre, se déclare satisfait de l'évolution de ce parti.

Ce virage à droite surprend la S.F.I.O. qui hésite avant de se rallier au front populaire que propose le P.C.F. Le gouvernement Doumergue tombe le 8 novembre, la Chambre refusant d'adopter son projet de réforme de la Constitution. La situation économique ne cesse de s'aggraver. Mais la situation n'est pas telle qu'il apparaisse nécessaire au capital financier de liquider le parlementarisme, ainsi que le proposait Doumergue. Le tournant du P.C.F. vers le front populaire lui donne la garantie que celui-ci se dressera contre les masses au cas où celles-ci deviendraient menaçantes. De son côté, la S.F.I.O., si elle hésite à se prononcer clairement pour le front populaire, n'en montre pas moins ses dispositions à adopter cette politique. La commission administrative permanente vote une résolution où on lit : « *Si devant le péril couru par les libertés publiques et les libertés ouvrières, devant le ravage de plus en plus douloureux exercé par le chômage et la détresse paysanne, des républicains, sentant à leur tour le caractère exceptionnel des circonstances, se déterminent à opposer à la violence fasciste la force républicaine et constituent un gouvernement de combat pour la sauvegarde des libertés démocratiques et contre la crise, elle déclare ne poser d'avance aucune limite au concours que leur apporterait le parti.* »

Il est impossible de dire mieux. C'est à juste titre que Trotsky écrira : « *L'Humanité répète que c'est le front unique qui a chassé Doumergue. Mais c'est pour parler modérément une fanfaronnade creuse. Au contraire, si le grand capital a jugé raisonnable, possible, de remplacer Doumergue par Flandrin, c'est uniquement parce que le front unique, comme la bourgeoisie s'en est convaincue par l'expérience, ne représente pas encore un danger révolutionnaire immédiat... Les véritables maîtres de la situation [...] maintiennent l'union nationale et ses décrets bonapartistes, ils mettent le Parlement dans la terreur, mais ils laissent se reposer Doumergue. Les chefs du capital ont apporté une certaine correction à leur appréciation primitive, en reconnaissant que la situation n'est pas révolutionnaire, mais pré-révolutionnaire.* »

Le gouvernement Flandrin constitué le 8 novembre continue la politique de Doumergue au point de vue économique et social.

Le mouvement politique de regroupement des masses derrière les partis ouvriers ne s'en poursuit pas moins. Une fois encore, les élections vont traduire ce mouvement et permettre aux masses une expression nationale. L'avance du P.C.F. aux élections municipales est impressionnante :

*« Ces élections qui eurent lieu le 5 et le 12 mai (1935) furent un grand succès pour notre parti. Huit conseillers municipaux communistes étaient élus à Paris, alors que précédemment il n'y en avait qu'un seul. Dans la banlieue (département de la Seine), le nombre des municipalités communistes passaient de 9 à 26 et parmi elles on comptait de grandes villes comme Montreuil, Drancy, Issy-les-Moulineaux, Aubervilliers, etc. »*

*« En Seine-et-Oise le nombre des municipalités communistes passait de 6 à 29, parmi lesquelles la grande cité industrielle d'Argenteuil, et Villeneuve-Saint-Georges. »*

*« Dans le Nord et le Pas-de-Calais, les municipalités communistes passaient de 17 à plus de 50, tandis qu'une vingtaine de municipalités communistes étaient élues dans le Gard, une trentaine dans l'Allier et beaucoup d'autres dans la Corrèze, la Creuse, le Lot-et-Garonne, la Haute-Vienne. Dans la banlieue de Lyon, nous enlevions Villeurbanne. De même nous gagnions Concarneau sur la côte bretonne. Le nombre de nos municipalités dans les communes de plus de 5 000 habitants était passé de 38 à 90 », écrit Jacques Duclos<sup>1</sup>.*

Plus loin : « *Dans les communes de banlieue du département de la Seine, les élections municipales avaient été suivies des élections cantonales qui donnèrent au parti 25 sièges sur 50, alors qu'il n'en avait que 4 auparavant.* »

Le nombre de voix qui se portent sur la S.F.I.O. se maintient, ainsi que le nombre de ses élus. Le grand perdant est encore le parti radical.

Duclos écrit encore : « *A Aubervilliers, Laval fut battu par une liste qui avait à sa tête les camarades Charles Tillon et Emile Dubois.* »

Ironie de l'histoire : le 2 mai, le même Laval, alors ministre des Affaires étrangères, signait le pacte franco-soviétique et le 15 mai, à l'issue d'un entretien à Moscou avec Staline, il obtenait la fameuse déclaration de ce dernier : « M. Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité. »

Immédiatement, le P.C.F. emboîte le pas et publie une affiche où on lit :

*« Pour faire face au danger menaçant, l'Union soviétique, dont l'intérêt permanent est la paix, a raison d'agir de concert avec les puissances qui ont un intérêt momentané à maintenir la paix. »*

*« Ainsi s'exprime la politique réaliste des communistes qui veulent de toutes leurs forces : la sauvegarde de la paix. »*

Désormais, le P.C.F. devient tricolore et ses dirigeants entonneront *La Marseillaise* à tout propos et hors de propos. Finie la politique des « gueules de vaches », du « drapeau dans le fumier », de l'affirmation d'Aragon : « *Je conchie l'armée* »

<sup>1</sup> Mémoires, 1935-1939, « Aux jours ensoleillés du Front Populaire ».

*française* » ; la déclaration de Staline a réussi une magnifique métamorphose : l'armée française, son corps d'officiers, sont devenus l'« armée républicaine ». La politique de front populaire prend son plein essor.

Pourtant, le pacte franco-soviétique, la déclaration de Staline, n'ont pu sauver de la faillite le gouvernement Flandrin-Laval : l'inflation commence, la fuite de l'or également, le chômage continue à s'accroître. Flandrin ne peut obtenir les pleins pouvoirs le 31 mai à la Chambre. Les élections municipales lui ont porté un coup fatal.

Laval, l'homme des accords avec Mussolini, et qui vient d'obtenir la magique déclaration de Staline, après l'intermède d'un gouvernement Bouisson qui dure deux jours, obtient l'investiture de la Chambre le 7 juin, assortie de « pouvoirs exceptionnels ». Les radicaux dont Herriot participent à ce gouvernement.

Mais le front populaire ne peut vraiment naître et prendre son essor que si la S.F.I.O. donne son accord et y participe. De ce point de vue, le congrès de Mulhouse va avoir une importance décisive. Il se tient du 9 au 12 juin 1935. La situation à la S.F.I.O. est bien particulière. A l'instigation de Trotsky, les trotskystes sont entrés en août 1934 à l'intérieur de la S.F.I.O. ouvertement, en y défendant leur programme. Le mode de fonctionnement, le droit de tendance reconnu à la S.F.I.O. donnent cette possibilité. L'appréciation de Trotsky est qu'après la capitulation de l'I.C. en Allemagne et la politique de la troisième période, dans les pays où se produira une nouvelle montée des masses, cela se traduira en un premier temps par un afflux de travailleurs révolutionnaires à l'intérieur des partis sociaux-démocrates. Se constitueront alors de puissants courants cherchant la voie de la révolution, cherchant un programme révolutionnaire, cherchant à constituer un parti révolutionnaire. Il faut être avec eux, dégager, armer politiquement, organiser ces courants qui deviendront alors l'élément premier du parti révolutionnaire qu'il faut construire et que ne peuvent prétendre être, ni même ne peuvent construire indépendamment de ces militants, les faibles organisations trotskystes. Aucune illusion cependant les partis sociaux-démocrates sont et resteront des partis ouvriers-bourgeois, à un certain stade la rupture avec eux ne sera pas moins indispensable que ne l'a été l'entrée en leur sein.

Les trotskystes ont rapidement obtenu dans la fédération de la Seine, parmi les jeunesses socialistes, et en province, d'importants succès. Ils vont combattre au congrès de Mulhouse contre la politique du front populaire.

De son côté, Marceau Pivert amorce sa rupture avec la « Bataille socialiste » que dirige Zyromski. Cette tendance est depuis plusieurs années considérée comme l'aile gauche de la S.F.I.O., partisan de l'unité d'action avec le P.C.F. En cette année 1935, Zyromski l'aligne entièrement sur les positions du P.C.F. - du front populaire au soutien à la défense nationale.

Marceau Pivert repousse la défense nationale mais ne s'oppose pas au front populaire. Plus tard, il adoptera le mot d'ordre de « front populaire de combat ». Il ne mènera pas bataille au congrès de Mulhouse contre la politique de « front populaire ».

Les résultats du congrès de Mulhouse seront les suivants : la résolution Molinier-Rous qui préconise la lutte pour le pouvoir, un gouvernement du P.S. et du P.C.F., un programme de revendications transitoires, obtient 105 mandats ; celle de la « Bataille socialiste » (à laquelle Pivert s'est rallié) obtient 777 mandats. Celle de Blum obtient 2025 mandats. Les deux dernières motions se situent sur l'orientation de la politique de front populaire. Aucun obstacle n'existe plus sur la voie qui mène au Front populaire, il suffira que le parti radical s'y rallie en temps opportun.

Le 17 juin se constitue le « Comité du rassemblement populaire ». Sa tâche immédiate sera de préparer les manifestations populaires du 14 juillet 1935. La date de la « fête nationale » est évidemment politiquement significative. Le matin se tient au stade Buffalo un immense meeting où parlent les représentants des organisations et partis qui constituent le Comité du rassemblement populaire. Duclos nous apprend que « le serment que les manifestants prêteront dans la matinée du 14 juillet 1935 au stade Buffalo, après qu'Octave Rabaté en eut donné lecture, était ainsi formulé :

*« Au nom de tous les partis et groupements de liberté et des organisations ouvrières et paysannes,  
Au nom du peuple de France rassemblé aujourd'hui sur toute l'étendue du territoire,  
Nous, représentants mandatés ou membres du Rassemblement populaire du 14 juillet 1935,  
Animés de la même volonté de donner du pain aux travailleurs, du travail à la jeunesse et la paix au monde,  
Nous faisons le serment solennel de rester unis pour désarmer et dissoudre les ligues factieuses, pour défendre et développer les libertés démocratiques et pour assurer la grande paix humaine. »*

Toujours selon la même source : « En conclusion, les manifestants déclaraient :

*« Dans cette journée du 14 juillet, ils saluent dans les armées de Terre, de Mer, de l'Air - officiers, sous-officiers, soldats et marins les forces nationales constituées pour la défense des libertés. »*

Jacques Duclos, ce même 14 juillet, déclare au nom du parti communiste : « Nous voyons dans le drapeau tricolore le symbole des luttes du passé et dans notre drapeau rouge le symbole des luttes et des victoires futures. Et si l'immense foule chante notre hymne d'espérance et de lutte, L'Internationale, mais aussi La Marseillaise, nous n'oublierons pas que La Marseillaise est un chant révolutionnaire dont nous reprenons volontiers l'appel vibrant : Liberté, liberté chérie, combats avec tes défenseurs. » L'après-midi, des centaines de milliers de travailleurs défilent de la Bastille à la Nation derrière Thorez, Léon Blum et Daladier venu à titre personnel.

Lors des premières négociations pour définir le programme du Front populaire, les dirigeants de la S.F.I.O. n'en croient pas leurs oreilles : le parti communiste refuse toutes mesures qui peuvent sembler porter atteinte au capital et que met en avant l'aile gauche du parti socialiste, telle la nationalisation des banques, des chemins de fer et des mines, en expliquant que de telles exigences ne pourraient qu'épouvanter le parti radical, défenseur de la propriété privée.

Et pourtant, les nationalisations, comme l'explique Léon Blum, « ce n'est pas la révolution » : « Les nationalisations sont aux socialisations ce que l'exercice du pouvoir est à sa conquête. Les nationalisations se placent dans le cadre du régime capitaliste. Elles sont exécutables sans conquête préalable de l'appareil politique de la bourgeoisie. Elles sont un moment de l'évolution capitaliste et non pas un moment de la révolution sociale. »

Qu'importe ! Les dirigeants du P.C.F. entendent dresser un barrage contre la montée des masses. Démonstrativement, ils s'allient au parti parlementaire classique de la bourgeoisie française : ils veulent élargir sans limites à droite le Rassemblement Populaire. Leur objectif est de défendre la propriété privée des moyens de production et, bien sûr, l'Etat bourgeois instrument politique de la domination de classe de la bourgeoisie sur la société.

Après la manifestation du 14 juillet 1935, Jacques Duclos explique devant les militants communistes de la région parisienne la signification de cette politique: « *Nous ne repoussons pas les hommes qui sont à la droite du parti radical, qui veulent avec nous défendre la liberté. Pour notre part, nous n'avons jamais demandé au parti radical d'accepter nos mots d'ordre et notre Programme. Mieux, nous avons eu l'occasion, aussi bien dans le comité d'action à Paris qu'à Lyon, de nous élever contre certaines exigences mises en avant par d'aucuns pour amener la rupture avec les radicaux.* »

La lutte des classes s'aiguise. Expulsés du processus de production, travailleurs et jeunes manifestent. Les heurts avec la police se multiplient. Le cabinet Laval au sein duquel siègent six ministres du parti radical, dont Edouard Herriot, son président, se livre à une attaque forcenée contre la classe ouvrière et les masses au moyen des décrets-lois.

Le 15 juillet 1934, décrets-lois qui réduisent de 10% toutes les dépenses Publiques (sauf les pensions militaires) de l'Etat et des collectivités locales (dont les salaires des fonctionnaires et assimilés) ; réduction des prestations des assurances sociales et des rentes, majoration de 20 à 25 % de l'impôt sur le revenu, baisse de 10 % sur le prix de l'électricité, du gaz et des loyers professionnels. La somme des économies devait permettre, de retirer 11 milliards de l'époque de la circulation. Le 8 août, nouvelle série de décrets-lois, et encore le 30 octobre

La classe ouvrière subit toujours les attaques du capital, mais elle se prépare incontestablement à prendre l'offensive. Dès lors et jusqu'à la grève générale de juin 1936, le mouvement va se préparer, mettre ses conditions en place. De puissantes manifestations toujours plus impressionnantes se succèdent. Les militants des partis ouvriers, et singulièrement ceux du parti socialiste, encadrés par le service d'ordre des T.P.P.S. que dirige Marceau Pivert, vont chasser des quartiers ouvriers les ligues fascistes. Ils mettent en fuite Camelots du roy, Volontaires nationaux, Croix-de-Feu. Ceux-ci s'accrochent : ils organisent de grandes manifestations paramilitaires le jour de la fête de Jeanne d'Arc à Paris par exemple. Ils organisent également d'imposants rallyes au cours desquels des centaines d'automobiles convergent vers une ville de province où les « chefs » viennent inspecter leurs troupes. A différentes occasions, la parade motorisée se termine en déroute.

Ainsi à Limoges où les T.P.P.S. leur organisent une « chaleureuse réception ». Le prolétariat utilise l'ensemble des formes de lutte politique dont il dispose malgré l'entrave des appareils. La marée monte, et les masses s'ordonnent politiquement. Depuis la grève générale du 12 février et plus encore la conclusion du pacte d'unité d'action entre la S.F.I.O. et le P.C.F., inéluctable : se pose la question de l'unité syndicale, d'une centrale unique.

En octobre 1934, les dirigeants de la C.G.T., Jouhaux, Dumoulin, Bothereau, etc., modifient leur position : jusqu'alors ils exigeaient des dirigeants de la C.G.T.U. qu'ils rentrent à la C.G.T. en dissolvant la C.G.T.U. et ses syndicats. Ils acceptent que des discussions s'engagent sur la réalisation de l'unité organique des deux centrales. Mais les « unitaires » ne tiennent pas à l'unité organique, et les « confédéraux » exigent la dissolution des fractions au sein des confédérations. Lefranc signale un article que *Les Cahiers du communisme* publient le 1er novembre, où on lit : « *L'unité du mouvement syndical assure la possibilité au parti communiste d'exercer son influence sur des masses plus larges que ce n'est le cas actuellement. C'est pourquoi les camarades français ont agi avec juste raison en ne faisant pas dépendre la question de l'unité de la question de l'indépendance du mouvement syndical. Que signifie cette indépendance ? Les communistes renoncent-ils à avoir des fractions communistes dans les syndicats ? Renoncent-ils à y poursuivre leur politique ? Bien entendu que non.* »

Le 19 mars 1935, les comités confédéraux nationaux avaient constaté l'échec des pourparlers sur l'unité organique. Après le pacte franco-soviétique, brusque tournant du P.C.F. Le 6 juin, Gitton dans *L'Humanité* annonce que le P.C.F. renonce aux fractions dans les syndicats. Les pourparlers sont repris. Le 27 septembre 1935, les congrès de la C.G.T. et de la C.G.T.U. fixent une procédure de réunification syndicale : au sommet, une commission mixte ; fusion des syndicats, des fédérations et des unions départementales ; un comité confédéral national enregistrera ces fusions et désignera un bureau national provisoire ; réunion d'un congrès confédéral national qui se tint à Toulouse du 2 au 5 mars 1936.

A la vérité, l'unification syndicale était devenue inévitable, bien avant que l'unité soit décidée de nombreux syndicats fusionnaient.

Les ex-confédérés étaient largement majoritaires au congrès de Toulouse, 5 500 mandats contre 2 500 environ. En juillet 1935, les effectifs de la C.G.T. étaient évalués à 700 000 membres, ceux de la C.G.T.U. à 200 000. En 1937, le nombre de cartes placées sera de 4 936 025 !

Au mois d'août 1935, les travailleurs des arsenaux réagissent contre les conséquences des décrets Laval qui les frappent durement. A Brest et à Toulon, les ouvriers font grève. Ils hissent le drapeau rouge sur les arsenaux de ces deux villes. Du 5 au 9 août se déroulent de violentes manifestations au cours desquelles il y a trois morts.

Quelque temps après, Léon Trotsky écrit : « *Le danger immédiat en France consiste en ce que l'énergie révolutionnaire des masses, dépensée morceau par morceau dans des explosions isolées comme à Toulon, à Brest, à Limoges, fasse place à l'apathie... La tâche des partis prolétariens consiste non pas à freiner et à paralyser ces mouvements, mais à les unifier et à leur donner la plus grande place.* » (Où va la France ?)

Les résultats des élections municipales sont significatifs, des batailles de classe comme celles de Brest et de Toulon ne le sont pas moins, l'unification syndicale que la base impose l'est également. Manifestement, une crise révolutionnaire se prépare. A tout prix, il faut dresser un barrage qui endigue la montée des masses et les détourne de leurs objectifs de classe. L'alliance ouverte, proclamée, au nom de la défense de la démocratie contre le fascisme, est indispensable pour que les masses sachent bien qu'au moment les plus extrêmes de la crise, il faut, il faudra respecter le système capitaliste et l'Etat bourgeois.

Le Kremlin et les dirigeants du P.C.F. ont élaboré contre le mouvement des masses qui monte la politique du front populaire.

Jacques Duclos ne s'y trompe pas, dans le discours déjà cité du 23 juillet 1935, il déclare : « *La secte des trotskystes qui s'intitule bolchevique-léniniste, alors qu'ils sont aussi éloignés du bolchevisme-léninisme que le socialisme national de Jean Hennessy du socialisme, n'a qu'un objectif : consommer la rupture entre les masses populaires groupées derrière le parti radical et celles qui suivent les autres groupements du Front populaire.* »

Le front populaire exige la chasse aux trotskystes. mais tenter de contenir et de faire refluer le mouvement des masses exige qu'à la S.F.I.O. aussi s'organise la chasse aux sorcières. Déjà, au congrès de Mulhouse, Blum a annoncé qu'il faudrait en finir avec la tendance trotskyste des bolcheviques-léninistes. Ce sont d'abord les militants dans les J.S. qui sont frappés. A la conférence nationale de Lille, le 29 juillet, douze membres de la commission exécutive de la Seine des J.S., trotskystes et sympathisants trotskystes, sont exclus. Le 1er octobre, ce sont quinze dirigeants trotskystes que la commission administrative permanente exclura. C'est au même moment que Marceau Pivert rompt définitivement avec la « Bataille socialiste » de Zyromski. Le 26 septembre, la 15<sup>e</sup> section du P.S., qui est la section de Pivert, organise une réunion de militants socialistes de gauche de la Seine, à laquelle mille militants participent. Le 30 septembre, la « Gauche révolutionnaire » est constituée : l'orientation affirmée est celle de la lutte des classes, elle démarque souvent l'orientation que Trotsky défend dans ses écrits, mais elle se prononce (point 1) pour le front populaire en le gauchissant sous l'appellation de « *front populaire de combat* » ; et elle se conclut ainsi au point 7 : « *Notre but est de gagner la majorité des militants S.F.I.O. à ces points de vue.* »

il est difficile de ne pas voir que la constitution de, la « Gauche révolutionnaire » survient à propos pour couper les militants révolutionnaires de la S.F.I.O. des « bolcheviques-léninistes » qui viennent d'en être exclus.

Du côté du capital financier, une politique complexe contre la montée du mouvement des masses s'élabore. D'un côté, les ligues continuent à être généreusement arrosées financièrement, le gouvernement Laval poursuit ses attaques contre les masses ; de l'autre, le parti radical va accepter, tout en continuant à être au gouvernement Laval et à le soutenir au Parlement, de participer au Front populaire. L'opération se réalise en octobre 1935 où le congrès du parti radical qui se tient à la salle Wagram décide d'adhérer au Front populaire.

Le gouvernement Laval tiendra jusqu'au 22 janvier. Auparavant, un épisode significatif a éclairé le sens de la politique de front populaire. Le 6 décembre, Ibarriagaray déclare à la Chambre que les Croix-de-Feu consentiraient à leur désarmement. Par sa bouche, c'est le grand capital, lequel arme et entretient les ligues fascistes, qui parle. Le désarmement réel est une chose. L'opération politique en est une autre. Immédiatement Blum et Thorez prennent, l'un au nom de la S.F.I.O., l'autre du P.C.F., un engagement parallèle. Le gouvernement dépose trois projets de loi qui renvoient devant une juridiction criminelle les auteurs de provocations au meurtre, prononcent la dissolution des milices privées, édictent des peines de prison pour ceux qui seront trouvés porteurs d'armes prohibées. Tout cela n'aura pas d'efficacité pratique. Léon Blum lui-même sera le jeudi 13 février 1936 victime d'une agression fasciste. Ce qui importe, c'est l'opération politique qui se prépare.

A la suite de divergences au comité exécutif du parti radical, Herriot, ministre du gouvernement Laval, démissionne de la présidence du parti. La politique étrangère de Laval est mise en cause à la Chambre, car il a soutenu l'Italie fasciste qui a occupé l'Ethiopie en torpillant les sanctions. Le 10 janvier 1936, l'accord sur le programme de Front populaire se réalise entre le P.C.F., la S.F.I.O., le parti radical. Le 18 janvier, 88 députés du parti radical votent contre la confiance au gouvernement Laval, 45 ont voté pour, 10 se sont abstenus. Le 19 janvier, Daladier est élu président du parti radical. Les ministres radicaux vont démissionner du gouvernement Laval, qui à son tour démissionne.

Sarraut, radical « de droite », forme le nouveau gouvernement. Un gouvernement de transition jusqu'aux élections législatives. De nombreux radicaux occupent d'importants ministères, mais Régnier, ministre des Finances de Laval, garde son poste. Les députés S.F.I.O. votent pour la confiance, ceux du P.C.F. s'abstiennent. C'est certainement le premier gouvernement de front populaire, et même, au-delà, il anticipe sur le « front des Français » de « Thorez à Paul Reynaud ».

Le décor est posé. Le programme de Front populaire, dont l'objectif est « la défense de la République », exclut toute atteinte à la propriété privée des moyens de production, assure la défense des institutions, de la Police, du corps des magistrats, des hauts fonctionnaires : de l'Etat.

Il s'agit d'une alliance qui subordonne les intérêts de la classe ouvrière au maintien du système capitaliste à un moment extrême de crise.

Le ralliement du parti radical s'explique aisément : la radicalisation des « classes moyennes » jetées dans la misère par la crise du système capitaliste aboutit à une polarisation classe contre classe dont la première conséquence serait la liquidation quasi totale sur le plan électoral du parti radical. Pour sa propre défense comme parti bourgeois, le parti radical, porté aux nues par les dirigeants du P.C.F., adhère sur sa politique comme parti de la grande bourgeoisie au Front populaire.

Mais la participation du parti radical au Front populaire doit être analysée plus fondamentalement. Y compris en Allemagne, le capital financier a longtemps hésité avant de confier le pouvoir à Hitler et à ses séides. Longtemps, il les a utilisés pour attaquer le prolétariat, faire contrepoids à la classe ouvrière. Ce n'est qu'avec l'éclatement de la crise économique qu'il a procuré aux nazis les moyens qui leur ont permis de développer leur propagande, leur agitation, leur organisation, de payer des dizaines de milliers de S.A., de S.S., de fonctionnaires, de s'appuyer sur l'appareil d'Etat, la police, l'armée, etc. Ce n'est que devant l'impossibilité de résoudre la crise économique, autrement qu'au moyen d'un vaste plan de réarmement, et la certitude qu'en fin de compte s'ouvrirait une crise révolutionnaire si une solution n'était pas apportée aux crises politiques et économiques, que le capital financier a confié le pouvoir à Hitler. Le capital financier allemand pouvait avoir de tout autres perspectives que son homologue français pendant ces années 30. Jouant de la division des puissances impérialistes européennes « victorieuses » en 1918, de la crise qui secouait l'impérialisme, U.S., en raison de sa puissance et de sa place en Europe, le capital financier allemand peut tenter l'aventure de l'hitlérisme : subordonner l'Europe au cours d'une seconde guerre mondiale. Le risque est énorme, mais l'impérialisme allemand a les moyens de cette fuite en avant, et ne

pas la pratiquer est pour lui tout aussi aventureux. Il en va tout autrement du capital financier français. Tout conserver, maintenir les choses en l'état, c'est son credo. Pour le reste, il est poussé par l'événement. Trotsky souligne qu'en février 1934 le capital financier français n'a pas voulu aller plus loin.

La montée des masses, la faiblesse des ligues, conjuguées à son incapacité à ouvrir à la façon hitlérienne de « grandes perspectives », la difficulté de « radicaliser », d'« électriser » dans ces conditions la petite bourgeoisie désespérée, la peur du lendemain, de l'« aventure », amènent le capital financier à pratiquer une politique d'équilibre : d'un côté, appui aux ligues fascistes, à la « droite » de l'autre, par parti radical interposé, appui à la politique de Front populaire qui dresse un barrage contre la montée révolutionnaire des masses. Le choix du parti radical est fondamentalement celui que le capital financier fait pour lui, le rôle qu'il lui dicte. Trois ans plus tard, ce même parti sera celui qui en terminera avec le Front populaire pour passer à une politique de répression ouverte contre les masses et leurs organisations, de remise en cause des conquêtes sociales de la grève générale de juin 1936.

### **Les élections d'avril 1936**

La campagne électorale s'ouvre le 7 avril. Les élections législatives auront lieu au scrutin uninominal à deux tours. Le premier tour le 26 avril, le second le 3 mai.

Innovation : pour la première fois, les principaux partis pourront utiliser les ondes de la radiodiffusion.

Le chômage s'est développé, la situation internationale fait peser sur les masses le risque de la guerre.

Les candidats socialistes font campagne sur le thème : « *Imposition des deux cents familles, organisation de grands travaux pour résorber le chômage, réduction de la semaine de travail à quarante heures.* »

Les communistes, eux, proposent d'élargir le front populaire en front national.

Maurice Thorez déclare à la radio le 7 avril :

*« Nous te tendons la main, catholique, ouvrier, employé, artisan, paysan, nous qui sommes des laïques, parce que tu es notre frère et que tu es comme nous accablé par les mêmes soucis. »*

*« Nous te tendons la main, volontaire national, ancien combattant devenu Croix-de-Feu, parce que tu es fils de notre peuple, que tu souffres comme nous du désordre et de la corruption, parce que tu veux comme nous éviter que le pays ne glisse à la ruine et à la catastrophe. »*

François Mauriac, étonné par les propos de Thorez, les commente en ces termes dans *Le Figaro* : « *Or, dans ce vieux salon où j'étais seul, attentif à la voix du rossignol qui essayait de chanter bien que la nuit fût froide, une autre voix s'éleva, presque aussi douce, une voix tendre et bëlante, plus persuasive que celle de Philomène, la voix du communiste Thorez.* »

Daladier, s'appuyant sur les déclarations de Maurice Thorez, assure à la grande bourgeoisie que la victoire du Front populaire, c'est la victoire de la France et de la « sécurité ».

La droite, elle, va à la bataille en ordre dispersé. Un argument domine tous les autres : l'anticommunisme.

Le premier tour exprime dans ses résultats une formidable poussée à gauche.

Très forte participation d'électeurs (84%), 174 élus, 424 ballottages. Communistes et socialiste progressent, quant aux radicaux, ils s'effondrent.

N'oublions pas qu'en 1936 la classe ouvrière est numériquement beaucoup moins nombreuse en France qu'elle ne l'est aujourd'hui, que la population des campagnes reste supérieure à celle des villes, que le nombre et la proportion des salariés sont beaucoup plus faibles. La force organisée, les positions que la classe ouvrière occupe en tant que classe à l'intérieur même de la société bourgeoise sont également bien moindres que celles d'aujourd'hui. Mais le rôle politique du prolétariat, lui, est le même qu'aujourd'hui. Bien que minoritaire, mal organisée, n'occupant que de faibles positions, la classe ouvrière entraîne dans son mouvement la population laborieuse, jusqu'à des fractions importantes de la petite bourgeoisie, et de la petite et moyenne paysannerie.

Dès le lundi 27, Daladier, au nom du parti radical, Séverac pour la S.F.I.O., et Thorez au nom du parti communiste, lancent un appel commun de désistement en faveur du candidat « de la gauche » le mieux placé. Cette politique va sauver le parti radical du désastre : dès le premier tour, une partie des petits bourgeois des villes et des campagnes, des paysans, bref, de la clientèle électorale du parti radical, a voté pour les candidats de la S.F.I.O. et du P.C.F.

Dans les usines et les entreprises, on sent que la victoire est à la portée de la main. Bien que le 1er Mai ne soit pas chômé, des débrayages importants et spontanés ont lieu : les résultats du second tour donnent la victoire absolue en majorité et en sièges au Front populaire.

Les résultats électoraux sont les suivants<sup>1</sup> :

Nombre de voix (premier tour)	1932	1936
Radicaux et apparentés	2 315 000	1 745 000
Socialistes et apparentés	2 094 000	2 206 000
Communistes et apparentés	783 000	1 468 000

<sup>1</sup> Lefranc, *Histoire du Front populaire*, Payot.

Les partis appelés « de droite » n'avaient déjà en 1932 recueilli que 37,5 % des suffrages. Ils tombent à seulement 35,38 %. Le grand perdant est le parti radical. Le, P.C.F. d'abord, la S.F.I.O. ensuite, sont en voix comme en sièges les grands gagnants. Les sièges, les pertes et les gains se répartissent ainsi :

Partis du Front populaire	1932	1936	
PCF	10	72	+62
PUP	11	10	-1
SFIO	97	146	+49
USR (scission SFIO 1933)	45	26	-19
Radicaux	159	116	-43
TOTAL	322	370	+48
TOTAL partis non-membres du FP		222	

Ces résultats expriment la polarisation, la division de la société : d'un côté, les masses s'alignent derrière le P.C.F. et le P.S. et les poussent en avant ; de l'autre, tous ceux qui redoutent la révolution s'alignent et s'abritent derrière les partis bourgeois les plus réactionnaires. Ajoutons que même sur le plan électoral, l'effondrement en voix et en élus du parti radical devait être infiniment plus considérable s'il n'avait bénéficié de la couverture des partis ouvriers, du manteau de Noé que le Front Populaire a jeté sur lui.

Résultats impressionnants. Pourtant, ils ne transcrivent pas les rapports de force réels. Premièrement, le poids social d'un électeur n'égale pas le poids social d'un autre électeur. Les producteurs sont la force sociale déterminante d'une société, et non les douairières du XVI<sup>e</sup> arrondissement, les bonnes sœurs, les curés, les patrons, les parasites sociaux de toutes origines. Mais même les producteurs n'ont pas tous le même poids social : la classe ouvrière exerce les fonctions productives vitales de la société capitaliste. Les élections atomisent la société : chaque électeur n'est plus qu'un individu. Or, ce sont les classes sociales qui fondamentalement s'affrontent

Enfin, l'image du rapport entre les classes que donnent les élections est une image déformée, elle ne montre pas la dynamique de ces rapports. La victoire de la classe ouvrière dans sa lutte contre le capital, la société bourgeoise, l'Etat bourgeois, dépend uniquement de la conscience qu'elle acquiert de sa puissance sociale, et que seuls les rapports politiques permettent d'exprimer vraiment et pleinement. Les résultats des élections de 1936 doivent être interprétés comme un moment du mouvement politique de la classe ouvrière contre la société et l'Etat bourgeois. La classe ouvrière, s'appuyant sur ces résultats qui lui permettent de vérifier sa force politique, va aller plus loin.

*Le Populaire* en date du 5 mai titre : « *Après le triomphe électoral de dimanche, le parti socialiste est prêt à former le gouvernement de Front Populaire.* »

Et, immédiatement, dirigeants socialistes, communistes et radicaux de rassurer la bourgeoisie sur la signification de la victoire du Front populaire. Waldeck Rochet écrit dans *L'Humanité* : « *Les électeurs ne se sont pas prononcés pour la révolution. Nous ne sommes ni des putschistes ni des partisans du tout ou rien.* »

Maurice Thorez, interrogé le 6 mai lors d'une conférence de presse par un journaliste :

« *Que ferez-vous de la Banque de France ?*

- *Nous, rien. Ce sera l'affaire du gouvernement.* »

Blum constate : « *Il n'y a pas de majorité socialiste, il n'y a pas de majorité prolétarienne, il y a la majorité du Front populaire dont le programme de Front populaire est le lieu géométrique. Notre mandat, notre devoir, c'est d'accomplir et d'exécuter ce programme.* »

Doucement, constitutionnellement, le Front populaire s'apprête à former un gouvernement.

## France : juin 1936 - 30 novembre 1938

### C'est la grève

La classe ouvrière, elle, n'attend pas. Prenant appui sur sa victoire électorale, elle exige immédiatement et dans un mouvement spontané que ses revendications, que dégage son propre mouvement et qu'aucun programme n'a antérieurement formulées, soient satisfaites. A cet égard, le programme du Front populaire est entièrement vide, il ne contient pas grand-chose et surtout pas les revendications de la classe ouvrière. Mais la classe ouvrière a voté P.C.F.-P.S. pour des raisons précises : en finir avec les gouvernements du capital et que ses revendications soient satisfaites.

En effet, ce qu'il est convenu d'appeler le « programme social du Front populaire » est très modeste et très abstrait. Il se réduit en tout et pour tout à cela :

#### *« 1. - RESTAURATION DE LA CAPACITÉ D'ACHAT SUPPRIMÉE OU RÉDUITE PAR LA CRISE*

##### *Contre le chômage et la crise industrielle :*

- *Institution d'un fonds national de chômage.*
- *Réduction de la semaine de travail sans réduction du salaire hebdomadaire.*
- *Appel des jeunes au travail par l'établissement d'un régime de retraites suffisantes pour les vieux travailleurs.*
- *Exécution rapide d'un plan de grands travaux d'utilité publique, citadine et rurale, en associant à l'effort de l'Etat et des collectivités l'effort de l'épargne locale.*

##### *Contre la crise agricole et commerciale :*

- *Revalorisation des produits de la terre, combinée avec une lutte contre la spéculation et la vie chère, de manière à réduire l'écart entre les prix de gros et les prix de détail.*
- *Pour supprimer la dîme prélevée par la spéculation sur les producteurs et les consommateurs : création d'un office national interprofessionnel des céréales.*
- *Soutien aux coopératives agricoles, livraison des engrais au prix de revient par les offices nationaux de l'azote et des potasses, contrôle et ratification de la vente des superphosphates et autres engrais, développement du crédit agricole, réduction des baux à ferme.*
- *Suspension des saisies et aménagement des dettes. Mise au point de la révision des billets de fonds de commerce.*

*En attendant l'abolition complète et aussi rapide que possible de toutes les injustices que les décrets-lois comportent, suppression immédiate des mesures frappant les catégories les plus touchées dans leurs conditions d'existence par ces décrets. »*

La classe ouvrière ne respecte pas le programme du Front populaire. Elle engage rapidement le combat pour ses revendications qui vont se préciser.

Le lundi 11 mai, la grève éclate à l'usine Bréguet du Havre : les travailleurs exigent qu'on revienne sur le licenciement de deux ouvriers qui ont fait grève le 1er Mai. La direction refuse de négocier : les travailleurs occupent l'usine, organisent un service de ravitaillement. Le lendemain, la direction cède : le droit de grève du 1er Mai est admis, les deux ouvriers réintégrés, les jours de grève payés. Pour les mêmes motifs, une grève éclate aux usines Latécoère de Toulouse : là aussi, les ateliers sont occupés, et les travailleurs obtiennent satisfaction sur toutes les revendications. Le 14 mai, grève avec occupation des locaux aux usines Bloch à Courbevoie : la direction avait refusé d'examiner un cahier de revendications comportant un relèvement des salaires et l'aménagement des horaires de travail. Le lendemain, elle cède.

*L'Humanité* comme *Le Populaire* minimisent ces événements.

Au Comité du rassemblement populaire, l'idée d'une grande manifestation célébrant la victoire du Front populaire est retenue. Mais les radicaux s'opposent à ce que la date retenue soit le 24 mai et le lieu le mur des Fédérés. La « Commune de Paris » et le « Front populaire », ce sont en effet deux termes qui s'excluent l'un l'autre. La S.F.I.O. et le P.C.F. le reconnaissent pleinement : la manifestation est donc prévue pour le 14 juin.

Mais la tradition des partis ouvriers ne leur permet pas d'annuler la manifestation du 24 mai.

Exprimant les véritables rapports de force, le 24 mai, au Père-Lachaise, des centaines de milliers de travailleurs manifestent pour commémorer la Commune. La classe ouvrière se sent forte : un formidable mouvement d'une ampleur inconnue commence.

Le 28 mai, les 33 000 ouvriers de chez Renault partent en grève, occupent l'usine, hissent le drapeau rouge. Dans les heures qui suivent, la grève fait tache d'huile dans toute la métallurgie parisienne : Fiat, Chausson, Talbot, Citroën, Gnome et Rhône...

M. Lehideux, administrateur de chez Renault, commente en ces termes la signification de ce mouvement : « *La grève est le résultat d'une contagion qui a pour déterminante un problème politique.* »

Intervenant au Sénat, pour s'expliquer sur son action, Sarraut, président du Conseil, décrira en ces termes la réponse des patrons à une éventuelle intervention de la troupe pour faire évacuer les usines : « *Non, surtout pas cela... Pas d'usage*

de la police... Nous risquons le conflit sanglant... C'est du sang qui rejaillira sur nous et cela nous interdira peut-être de reprendre la direction de nos usines. » (Sénat, 7 juillet 1936.)

Le 27 mai, Marceau Pivert écrit dans Le Populaire son célèbre article : « *Tout est possible.* »

« *Tout est possible.* » Quoi, tout ? La satisfaction des revendications, un gouvernement des partis ouvriers, l'expropriation du capital ? Marceau Pivert est extrêmement vague. Tout est possible, certes, mais à quelques conditions cependant. Briser le carcan du Front populaire, s'orienter vers la construction d'un parti révolutionnaire, ne distiller nulle illusion tant à l'égard de la S.F.I.O. que du P.C.F. Ce n'est pas l'orientation de la « Gauche révolutionnaire » et de Marceau Pivert. Il affirme :

*« TOUT EST POSSIBLE*

*Qu'on ne vienne pas nous chanter des airs de berceuse : tout un peuple est désormais en marche, d'un pas assuré, vers un magnifique destin.*

*Dans l'atmosphère de victoire, de confiance et de discipline qui s'étend sur le pays, oui TOUT EST POSSIBLE aux audacieux !*

*Tout est possible, et notre parti a ce privilège et cette responsabilité, tout à la fois, d'être porté à la pointe du mouvement.*

*Qu'il marche ! Qu'il entraîne ! Qu'il tranche ! Qu'il exécute ! Qu'il entreprenne ! Et aucun obstacle ne lui résistera !*

*Il n'est pas vrai que nos amis radicaux puissent, ou même désirent s'opposer à certaines revendications d'ordre économique, comme la nationalisation du crédit, de l'énergie électrique ou des trusts. Il n'est pas vrai qu'ils soient destinés à servir de terre-neuve aux compagnies d'assurances ! Le goût du suicide politique n'est pas tellement développé sous la pression croissante des masses vigilantes.*

*Il n'est pas vrai que nos frères communistes puissent, ou même désirent retarder l'heure de la révolution sociale en France pour répondre à des considérations diplomatiques d'ailleurs dignes d'examen. On ne freinera pas, on ne trahira pas la poussée invincible du Front populaire de combat.*

*[...]*

*Si, par hasard, des personnes trop prudentes voulaient nous mettre en garde, sous prétexte de ne pas gêner le gouvernement, nous leur répondrions que c'est là méconnaître la volonté de combat qui inspire le parti, depuis le plus modeste militant jusqu'à ses chefs les plus éminents. Cette volonté de combat, à elle seule, est un élément dynamique dans la bataille qui s'engage ; il faudra que le congrès l'exprime en termes catégoriques et concrets. Les mauvais serviteurs du socialisme ne seraient pas ceux qui, quoi qu'il arrive, entendent conserver leur franc-parler, mais ceux qui voudraient transformer en couvent silencieux un grand parti de démocratie prolétarienne ouvert à toutes les idées, et tout entier dressé dans un décisif combat de classe.*

*CAR TOUT EST POSSIBLE, avec un tel parti fidèle à son objet, à sa structure et à ses principes. »*

Quant à Jouhaux, Frachon, Blum et Thorez, ils ne veulent absolument pas que tout ce qui est possible soit fait, que soit porté au pouvoir un gouvernement des partis ouvriers sans ministre représentant les partis bourgeois, que toutes les revendications soient satisfaites, que le capital soit exproprié.

Le 2 juin, plus de 100 000 métallos parisiens sont en grève, le mouvement se développe en province. De nouvelles corporations entrent dans l'action : travailleurs de l'Exposition universelle, mineurs, ouvriers boulangers, chauffeurs de taxi. Le 4 juin, les vendeurs de journaux entrent à leur tour dans la grève et décident de ne diffuser que *Le Populaire*, *L'Humanité* et *L'Œuvre*, quotidien du parti radical...

Les dirigeants de la C.G.T. réformistes et staliniens sont submergés par la grève générale, mais l'appareil n'est pas ébranlé. La grève par son ampleur et son contenu soulève les questions politiques du gouvernement, du pouvoir, de qui est le maître, dans le pays, dans les entreprises, sans pourtant leur donner une claire réponse et encore moins les résoudre. La digue des appareils syndicaux submergée par la vague sert néanmoins de brise-lames.

Jouhaux reconnaît que l'appareil a été débordé, lorsque, faisant l'historique de la grève, il déclarera le 16 juin devant le C.N. de la C.G.T. : « *Le mouvement s'est déclenché sans qu'on sût ni comment ni où...* »

François Lerbettes, leader de droite, écrit : « *Ce qui est à nos portes, c'est la révolution communiste dont les tentatives d'installation en France ont déjà fait couler des flots de sang, dans les trois printemps tragiques de 1794, 1848 et 1871.* »

En effet, pour la première fois depuis la Commune de Paris, la classe ouvrière entre nationalement et dans tous les secteurs dans l'action, avec ses revendications, ses délégués, ses comités de grève.

Le paysage politique vire au rouge.

Le 4 juin, on dénombre plus de 12 000 grèves, dont 9 000 avec occupation d'usine...

La grève est calme et ordonnée. Elle est aussi « fraîche et joyeuse ». La bourgeoisie est, quant à elle, plus qu'inquiète, angoissée. La grève, son ampleur, l'ont surprise. La classe ouvrière, en cessant le travail, paralyse le pays. Les travailleurs occupent les usines. Les militants ouvriers chassent les vendeurs de journaux d'extrême droite. L'ordre bourgeois est remis en cause. Un nouvel ordre ne va-t-il pas surgir : l'ordre ouvrier ?

« *C'est la grève, c'est le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs, c'est le début classique de la révolution* » a écrit Trotsky.

Des milliers d'ouvriers « anonymes » sortent du rang, élus par leurs camarades, ils se font organisateurs, orateurs, parlent haut et fort au patron.

En quelques jours, tout a changé : les opprimés prennent conscience de leur force, de la puissance de l'unité.

Mais la grève est aussi pleine d'illusions : illusions dans les dirigeants ouvriers, illusions dans le fait que la puissance du mouvement, l'occupation des usines, suffisent... La victoire est au bout, contre les patrons et leur gouvernement.

La C.G.T. s'efforce de reprendre le contrôle du mouvement. Elle appelle à la grève générale là où elle est déjà déclenchée : dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais ; dans le bâtiment. Les dirigeants de la C.G.T. courent après le mouvement pour tenter de le « coiffer », de le canaliser.

C'est en ces termes que le comité régional du Nord et du Pas-de-Calais des mineurs appelle à la grève : « *Pour maintenir l'ordre et le calme, et faciliter la tâche du gouvernement...* »

Le gouvernement ? Quel gouvernement ?

Légalement, le gouvernement Sarraut doit continuer son « action » jusqu'à ce que la Chambre ait accordé l'investiture au gouvernement que doit former Léon Blum.

Le 4 juin, Sarraut remet sa démission au président de la République, Lebrun, qui immédiatement supplie Léon Blum de constituer son gouvernement pour se mettre au travail. Blum proteste : il faut respecter les usages et la Constitution, et convoquer la Chambre pour obtenir l'investiture...

Mais Lebrun insiste : l'heure n'est pas à ce légalisme. Le 4 juin à 18 h 15, le ministère Blum est constitué. Salengro, ministre de l'Intérieur, et Lebas, ministre du Travail, entrent immédiatement en fonctions.

*« A ce moment, dans la bourgeoisie et en particulier dans le monde patronal, on me considérait, on m'attendait comme un sauveur. Les circonstances étaient si angoissantes, on était si près de quelque chose qui ressemblait à la guerre civile, qu'on n'espérait plus que dans une sorte d'intervention providentielle, je veux dire l'arrivée au pouvoir de l'homme auquel on attribuait sur la classe ouvrière un pouvoir suffisant de persuasion pour qu'il lui fit entendre raison et qu'il la décidât à ne pas user, à ne pas abuser de sa force. » (Léon Blum au procès de Riom.)*

Dès la présentation du gouvernement, Lebrun entraîne Léon Blum à l'écart et lui demande d'intervenir immédiatement à la radio : « *Dites-leur que le Parlement va se réunir, que dès qu'il sera réuni vous allez lui demander le vote rapide et sans délai de lois sociales... Ils vous croiront et alors peut-être le mouvement s'arrêtera-t-il ?* » (Léon Blum au procès de Riom.)

Le 5 juin, Blum s'adresse par trois fois aux grévistes : le gouvernement n'a toujours pas « eu le temps » d'obtenir l'investiture de la Chambre. C'est l'illégalité au service des intérêts de... la légalité du profit.

Les 6 et 7 juin, la grève gagne la plupart des villes de province, les « cols blancs » se joignent aux travailleurs manuels.

La panique du grand patronat est directement proportionnelle avec l'ampleur du mouvement ; oui, Trotsky a raison : la révolution française a commencé.

Sur ce point, Lebrun, Blum, Thorez, Daladier, Jouhaux, sont d'accord.

Il faut donc enrayer le processus, faire rentrer la grève, faire accepter à la classe ouvrière qu'elle reprenne la vie quotidienne, respecte la propriété, la légalité, l'ordre bourgeois. En un mot, céder quelque chose pour éviter le pire.

### **Les accords Matignon**

La Confédération générale de la production française (ancêtre du C.N.P.F.) n'y va pas par quatre chemins. Vendredi 5 au matin, Alexandre Lambert-Ribot, délégué général du Comité des Forges, collègue de Blum au Conseil d'Etat, le fait prévenir qu'il souhaite lui parler. Lambert-Ribot déclare au chef du gouvernement que la C.G.P.F. désire que « sans perdre une minute » soit organisée une rencontre entre représentants des syndicats et ceux du patronat.

Tout va aller très vite. Le 7 juin, à 15 heures, Léon Blum, Jouhaux, Frachon, Belin, Serrat, Cordier, Milain pour la C.G.T. Duchemin, Richemond, Dalbonge, Lambert-Ribot pour la C.G.P.F. s'assoient à la table des négociations.

La première discussion dure jusqu'à 20 heures. Puis reprend à 23 heures. A 0h40, l'« accord Matignon » est signé et communiqué à la presse.

« *Ils ont cédé sur tous les points* », dira Frachon.

Non. Mais pour maintenir la propriété privée des moyens de production, pour maintenir l'Etat, pour éviter l'explosion, l'affrontement direct à un niveau supérieur entre les masses ouvrières et le grand capital, le patronat « lâche » en cette journée plus qu'en trente ans.

Les résultats sont loin d'être négligeables :

- établissement immédiat de contrats collectifs de travail ;
- reconnaissance du droit de se syndiquer - majoration des salaires de 7 à 15 %

Les revendications arrachées n'ont rien de commun avec les formules creuses du programme de Front populaire.

Le patronat concède des revendications considérables pour conserver l'essentiel : la propriété privée des moyens de production. Les tendances fondamentales du mouvement des masses vont vers l'appropriation des moyens de production. Spontanées mais confuses, elles trouvent çà et là une expression plus claire. Les métallos sont à l'avant-garde du mouvement. C'est eux qui dégagent le plus clairement la tendance du mouvement. Un délégué de Râteau déclare : « *Les camarades sauront bien organiser le travail sans les patrons.* »

Les ouvriers de l'aéronautique proposent à Cot, ministre de l'Air, de nationaliser les usines d'armement et d'en prendre le contrôle direct.

Les grévistes se tournent vers « leurs » ministres du Front populaire en disant : « *Nous sommes prêts ! Donnez les consignes, les directives, nous agissons.* »

Usines occupées, grands magasins, banques, compagnies d'assurances, le temple du profit, la Bourse elle-même, est menacée par la grève...

Signe de la profondeur de la crise : la police est atteinte dans son « moral ». L'Etat bourgeois dont elle est une composante va-t-il tenir ? Comme toujours en ces cas-là, elle perd sa superbe, son assurance, sa certitude d'être la force, donc le droit. Elle se sent « *plus près du peuple* ».

Les accords Matignon sont salués par la presse des organisations et partis ouvriers comme une formidable victoire.

*L'Humanité* titre : « *La victoire est acquise.* » *Le Populaire* écrit : « *Victoire ! Victoire ! Les patrons ont capitulé !... Les patrons ? Quels patrons ? Tous ! [...] Victorieux, les ouvriers peuvent reprendre le travail...* »

Le 8, Jouhaux déclare à la radio, après avoir analysé la portée des « accords » : « *Dans chaque entreprise la grève doit cesser si le patron déclare adhérer à l'accord du 7 juin [...]. La C.G.T. s'est formellement engagée à favoriser ce processus d'apaisement.* »

Les travailleurs en grève comprennent que ce que le patronat lâche témoigne de sa peur de perdre beaucoup plus, sinon tout. Mais les accords Matignon sont l'accord de la trahison, le nœud coulant que l'on veut passer autour de la gorge de la classe ouvrière pour faire cesser la grève. Les travailleurs en ont l'intuition : ils refusent de cesser la grève, de reprendre le travail, la vie quotidienne de l'exploitation.

Non seulement la grève ne cesse pas, mais de nouvelles corporations vont entre le 7 et le 12 juin entrer dans l'action, encouragées par les accords signés à Matignon. Dans le Nord, le Midi, en Afrique du Nord, des centaines de milliers de prolétaires faites passent à l'action, « relevant » ceux qui rentrent dans la région parisienne.

Dans la banlieue, les métallos renâclent. Confusément, la classe ouvrière sent qu'elle peut aller plus loin. Le mardi 9 juin, 700 délégués des usines en grève se réunissent salle Mathurin-Moreau. Les dirigeants de la C.G.T. demandent aux travailleurs de se prononcer sur la fin de la grève : les délégués interviennent et exigent que toutes leurs revendications - dépassant l'accord de Matignon - soient honorées !

Les métallos ne reprendront pas le travail : la C.G.T. s'incline.

Le 10 juin, après avoir enregistré le refus de, patrons, la C.G.T. fait son compte rendu devant une nouvelle assemblée de délégués : la colère gronde et les travailleurs commencent à envisager une manifestation de rue...

Ils décident de continuer la grève : la CGT s'incline à nouveau...

Le 11, après de nouvelles négociations, où le patronat recule, nouvelle assemblée présidée par Frachon. Malgré les concessions enregistrées, les délégués exigent au nom de leurs camarades que toutes les traites soient payées. Les métallos ne cèdent pas, malgré les appels de Frachon et d'**Henaff**. Certains délégués reprennent les propositions d'organiser une manifestation pour « descendre sur Paris ».

Le 12, le patronat cède sur tous les points.

Ainsi, malgré les illusions, les incertitudes de la classe ouvrière, Trotsky a-t-il raison d'écrire : « *La révolution française a commencé.* »

### **Thorez : « Il faut savoir terminer une grève »**

Depuis sa fondation en 1921, le parti communiste français a connu jusqu'en 1934 bien des vicissitudes, Au moment de la scission, il était largement majoritaire et comptait plus de 100 000 membres. En revanche, la C.G.T.U., née de la scission que l'appareil réformiste avait imposée afin le courant révolutionnaire ne devienne majoritaire, était restée minoritaire. La politique tour à tour opportuniste, puis sectaire et aventuriste, que l'I.C. stalinisée devait imposer jusqu'en 1934 au P.C.F. l'avait réduit à quelque dix à vingt mille adhérents en 1933, la C.G.T.U. n'étant plus qu'un squelette. 1934 va voir se modifier cette tendance. Si la grande masse des travailleurs regarde du côté de la S.F.I.O., si celle-ci voit croître ses effectifs, si par milliers les ouvriers d'avant-garde y entrent et cherchent à se constituer en courant révolutionnaire, aux yeux des masses l'U.R.S.S. reste le pays de la révolution d'Octobre, l'I.C. et le P.C.F. ses représentants.

Au fur et à mesure où de 1934 à 1936 s'affirme la marche à la crise révolutionnaire, les masses et les militants se tournent de plus en plus nombreux vers le parti qui leur semble être celui de la révolution. De 1934 à 1936, le P.C.F. reconstitue son cadre militant. Il reste minoritaire par rapport au P.S., mais ce sont déjà plusieurs dizaines de milliers de militants qui le rejoignent. Ils vont être les cadres organisateurs des couches profondes et décisives du prolétariat en mouvement en juin 1936.

Selon Lefranc, les effectifs du P.S. et du P.C.F. évoluent de la façon suivante : « *En avril 1936, les effectifs de la S.F.I.O. dépassent ceux de la S.F.I.C. (114 000 contre 106 000). En mai 1936, la S.F.I.O. est distancé : elle compte 127 000 adhérents contre 131 000 au parti communiste.* »

Dans les mois suivants, la S.F.I.O. atteindra 200 000 adhérents environ. Au comité central du 22 février 1937, la direction du P.C.F. affirme son parti est passé de 80 000 adhérents au congrès de Villeurbanne en janvier 1936 à 220 000.

Une grande masse de travailleurs adhèrent à la section française de la III<sup>e</sup> Internationale, voyant dans le P.C.F. le parti héritier de la révolution d'Octobre, de Lénine, du combat pour le socialisme. Les masses le chargent de leurs espoirs, de leurs espérances.

La nature du P.C.F. n'est pas identique à celle de la S.F.I.O. L'un et l'autre sont des partis ouvriers, bourgeois contre-révolutionnaires. Mais la S.F.I.O. est directement liée à sa bourgeoisie, au système impérialiste. Le P.C.F. dépend entièrement de la bureaucratie du Kremlin : il est un rouage de son appareil international, et c'est par sa médiation qu'il est lié à l'impérialisme au maintien du capitalisme, de l'ordre bourgeois international. Les masses, malgré sa politique, sentent que ce parti n'est pas identique à la vieille S.F.I.O.

Le P.C.F. ne participe pas au gouvernement de Léon Blum, il se borne à le soutenir. Ce qui contribue à le faire apparaître comme un parti « différent » de la S.F.I.O. passée depuis 1914 du côté de l'ordre bourgeois avec toute la social-démocratie internationale.

Mais, en réalité, c'est le P.C.F. qui va en 1936 s'opposer le plus féroce, le plus directement, et déjà le plus efficacement, au mouvement des masses, à leurs aspirations révolutionnaires.

Thorez prononce en 1936 toute une série de discours au cours desquels il « *tend la main aux catholiques et aux Croix-de-Feu* ». Le 6 août, il concrétise au cours d'un discours au gymnase Huyghens ce que cela signifie, il appelle à la « *constitution du Front des Français* » de Thorez à Paul Reynaud.

« *Malheureusement, nos partenaires du Front populaire n'acceptèrent pas nos propositions du Front des Français, et il fallut les retirer* », écrit Jacques Duclos.

C'est encore Thorez qui mène l'offensive, au premier rang, contre le processus révolutionnaire en cours ; c'est que la poussée des masses place les militants du P.C.F. dans les entreprises dans une situation contradictoire : suivre le bureau politique qui freine les grèves et les occupations, ou les masses qui combattent et cherchent une direction, et se tournent naturellement vers les militants du P.C.F., considérés comme des militants d'un parti révolutionnaire. A. Ferrat, ancien dirigeant des J.C., membre du C.C., proteste contre la politique suivie depuis le pacte d'unité d'action de 1934 et propose au C.C. que le P.C.F. prenne la tête des mouvements pour dépasser le Front populaire.

Ferrat ne fait qu'exprimer de manière assez confuse la position de nombreux militants du rang qui espèrent que le processus révolutionnaire engagé par des millions d'ouvriers ira jusqu'à son terme : la prise du pouvoir.

A. Ferrat est immédiatement exclu du P.C.F. Thorez, Duclos, Frachon, Gitton, ne badinent pas avec la défense de l'« ordre social », c'est-à-dire l'ordre du profit.

En réponse au célèbre article de Marceau Pivert « *Tout est possible* », Marcel Gitton écrit dans *L'Humanité* du 26 mai : « *Tout n'est pas possible [...]. Il n'est nullement question de chambardement ni d'anarchie [...]. Non ! Non ! Marceau Pivert, il n'est pas question pour le gouvernement de demain d'« opérations chirurgicales ».* »

Les positions sont claires, la puissance du mouvement, le débordement de la C.G.T. conduisent Maurice Thorez, lors du rassemblement des militants du P.C.F. au gymnase Jean-Jaurès à Paris, à préciser la politique contre-révolutionnaire dictée par Moscou : « *Notre but reste le pouvoir des soviets, mais ce n'est pas pour ce soir, ni pour demain matin [...]. Alors, il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue. Il faut même savoir consentir un compromis si toutes les revendications n'ont pas encore été acceptées, mais que l'on a obtenu la victoire sur les plus essentielles des revendications.* »

Reprenant « en main » les militants qui se laissent aller aux « tendances gauchistes », Thorez prend l'exemple des métallos parisiens. Il jette toute la force du P.C.F., auréolé de la gloire du parti de la révolution victorieuse en U.R.S.S. dans la lutte contre la révolution montante.

Dès le lendemain de ce célèbre discours, un mot d'ordre, revient dans tous les discours, toutes les interventions des dirigeants du P.C.F. : « *Il faut savoir terminer une grève...* »

L'offensive contre les masses est menée par les dirigeants du P.C.F., en liaison avec le gouvernement de Front populaire, qui le 12 juin au soir fait saisir à l'imprimerie le journal des trotskystes *Lutte ouvrière* qui titre : « *Dans les usines et dans les rues, le pouvoir aux ouvriers.* »

Le 12 juin, le groupe parlementaire radical fait savoir par Daladier qu'il est « très inquiet » devant les événements. Le gouvernement enregistre, et engage des poursuites contre les dirigeants trotskystes. Salengro affirme que le cas échéant, l'ordre sera maintenu par la force.

Les radicaux sont inquiets ?

Jacques Duclos, qui est partisan du langage clair, les rassure dans un article publié le 27 juin dans *L'Humanité*, sous le titre « *Les radicaux ont raison* ».

La citation suivante exprime le véritable contenu du Front populaire, comme programme et comme alliance au service des intérêts du grand capital. En lisant ces lignes, on s'étonne même du cynisme de Duclos qui, au mépris des plus élémentaires principes d'indépendance de classe du prolétariat, crie à tue-tête : « *Nous sommes là pour maintenir l'ordre !* »

« *Les radicaux ont raison, quand ils proclament que ce qu'ils ont voulu en prenant place dans les rangs du Front populaire, c'est faire cesser le chômage démoralisant, assurer aux ouvriers dans la sécurité qui garantit l'avenir un salaire suffisant pour mener une vie digne, calme et heureuse.*

« *Les radicaux ont raison, quand ils déclarent avoir voulu, en adhérant au Front populaire, réaliser une union nationale capable de faire face à la menace que fait peser sur nous l'ardeur guerrière des dirigeants d'un grand pays voisin. Cette préoccupation est en somme identique à celle qui nous a poussés, nous, communistes, à lutter pour l'union du peuple français, pour une France libre, forte et heureuse, dont le destin sera digne de son passé glorieux.*

*« Les radicaux ont raison quand ils déclarent n'accepter aucune menace contre la propriété privée et nous n'hésitons pas, nous, communistes, à proclamer que c'est là également notre souci en ajoutant que ce qui menace aujourd'hui la propriété, c'est la puissante domination économique des deux cents familles contre laquelle nous nous dressons de toutes nos forces.*

*« En résumé, les radicaux ont raison de rappeler que les réformes sur lesquelles se sont mis d'accord les partis du Front populaire ne sont, somme toute, en gros, que la reproduction du vieux Programme du Parti radical-socialiste<sup>1</sup> »*

### **La classe ouvrière résiste**

Malgré ce matraquage politique, cette mobilisation forcenée des dirigeants du P.C.F. et de la S.F.I.O. le mouvement de grève connaît encore de redoutables flambées. Si la grève décroît dans la métallurgie parisienne et dans les grands centres industriels, elle s'étend dans les campagnes : les ouvriers agricoles de, grosses fermes occupent les propriétés des hobereaux et montent le drapeau rouge. Au Sénat, c'est l'indignation ; Salengro, socialiste, ministre de l'Intérieur, vient faire amende honorable et rassurer les « pairs » de la République : *« Si demain, des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines, de fermes, étaient tentées, le gouvernement, par tous les moyens appropriés, saurait y mettre un terme. »* (Sénat, 7 juillet 1936.)

Grâce à la politique du P.C.F. et de la S.F.I.O., la droite relève la tête et commence, notamment, au Sénat, à se manifester. L'année précédente, les « B.L. » (bolcheviques-léninistes) ayant été exclus de la S.F.I.O., la « Gauche révolutionnaire » avait canalisé les aspirations révolutionnaires de milliers d'adhérents de ce parti. Marceau Pivert était devenu collaborateur du gouvernement Léon Blum en tant que délégué à l'Information à la présidence du Conseil.

Dans le même temps, à la S.F.I.O., les courants gauche commençaient à être menacés de sanction pour leurs prises de position.

Le mois de juillet voit la grève s'étioler, se diviser, se fragmenter. Le patronat respire : le pire a été évité. Au moment où *« tout était possible »*, les dirigeants du P.C.F. et de la S.F.I.O. ont mobilisé leurs énergies pour faire appliquer le *« vieux programme du parti radical-socialiste »*.

Nous l'avons vu, le Comité du rassemblement populaire avait prévu une manifestation le 14 juin pour célébrer la victoire du Front populaire. Mais, à cette date, la grève générale est au plus fort.

*« A l'initiative du comité de grève des usines Hotchkiss se sont réunis une première fois des délégués de 33, puis de 250 entreprises de la région parisienne : les 350 présents à la réunion du 12 juin " jugent très utile de former un comité d'entente entre les usines qui permette d'envisager demain de nouvelles victoires ". Qu'est-ce donc sinon l'embryon d'un soviet<sup>2</sup> »*

Ce sont les métallos de la région parisienne qui devant le refus du patronat d'accorder satisfaction à leurs revendications, qui dépassent de beaucoup les « accords Matignon », parlent de « marcher sur Paris ». Dans ces conditions, la manifestation est reportée au 14 juillet.

Le 14 juillet 1936, des centaines de milliers de travailleurs défilent devant la tribune dressée place de la Nation.

Ils sont submergés par leurs illusions, ils croient « à la victoire ». Alors que cette tribune est la tribune où siège l'état-major du Front populaire, barrage à la révolution. Daladier déclare : *« Le parti radical-socialiste m'a donné mandat de déclarer ici qu'aucune réforme ne saurait l'inquiéter. »*

C'est le moins qu'on puisse dire.

### **L'Espagne**

Le vendredi 17 juillet, une rébellion militaire éclate au Maroc espagnol. Le gouvernement Blum, soutenu par le P.C.F., va montrer son « sens des responsabilités ».

Le coup d'Etat fasciste est préparé et réalisé pour tenter de prévenir la révolution qui monte, renverser le gouvernement de Front populaire, jugé incapable de la juguler, et instaurer une dictature militaire. Il va provoquer la révolution et disloquer l'Etat bourgeois espagnol. Le prolétariat, les masses paysannes d'Espagne font échouer le coup d'Etat.

La guerre civile commence. Les masses espagnoles appellent à l'aide. En un premier temps, Blum va livrer quelques armes au gouvernement républicain déliquescant.

Le gouvernement anglais proteste immédiatement, alors que l'Allemagne et l'Italie commencent à acheminer ouvertement armes et troupes pour aider Franco dans sa croisade anticommuniste. L'Eglise se mobilise contre les « rouges ».

Les ministres radicaux menacent de démissionner.

*« Le Front populaire osera-t-il armer le Front populaire espagnol ? »* demande Raymond Cartier - déjà lui... - dans *L'Echo de Paris*.

---

<sup>1</sup> C'est nous qui soulignons.

<sup>2</sup> Article de Pierre Broué et Nicole Dorey dans *Le Mouvement social en France*, janvier-mars 1966.

Non, malgré les cris qui fusent des rassemblements populaires, le 7 août le gouvernement fait savoir qu'il se rallie à la thèse de la « non-intervention », à une attitude de neutralité.

Maurras exulte dans *L'Action française* : « *Blum-la-guerre a reculé.* »

La non-intervention est à n'en pas douter une machination bourgeoise internationale contre la révolution prolétarienne que le coup d'Etat militaire de Franco a déclenchée en réaction. Certes, les gouvernements républicains en place et qui vont se succéder sont des gouvernements bourgeois, mais ils sont par rapport aux masses d'une extrême faiblesse ; l'Etat bourgeois est disloqué, partout ont surgi des embryons plus ou moins développés d'un pouvoir ouvrier, le gouvernement républicain ne tient que directement appuyé sur les appareils des organisations syndicales U.G.T., C.N.T., et des partis ouvriers P.S.O.E., P.C.E., de la F.A.I., du P.O.U.M., etc.

Les gouvernements des partis bourgeois « démocratiques » d'Europe n'ont aucune confiance dans la capacité des gouvernements républicains à rétablir et à assurer l'ordre bourgeois en Espagne en cas de victoire sur Franco. Malgré les rapport de Franco, Hitler et Mussolini, ils préfèrent la victoire de Franco, garantie certaine du maintien de l'ordre bourgeois en Espagne à partir de l'écrasement du prolétariat et des masses d'Espagne. Les gouvernements « démocratiques » qui ont inventé la « non-intervention » laissent Hitler et Mussolini, qui ont signé le pacte de non-intervention, accroître leur aide militaire à Franco.

En un premier temps, la bureaucratie du Kremlin approuve la non-intervention. La chaîne de la contre-révolution enserme l'Espagne révolutionnaire. Comment le gouvernement de Front populaire n'aurait-il pas été un des maillons de cette chaîne ? Secondairement, l'Espagne sera un terrain d'expérience du matériel militaire que mettent au point Hitler et Mussolini, une occasion de roder les troupes fascistes. Il en est ainsi d'ailleurs pour le matériel militaire de l'U.R.S.S.

Les dirigeants du P.C.F., après avoir mollement protesté lorsque le Kremlin participait à la non-intervention, vont par la suite mener grand tapage sur les mots d'ordre : « *Des canons, des avions pour l'Espagne.* » Ce ne sera qu'une couverture « gauche » qui les aidera à mieux étouffer la crise révolution en France et à faire taire les voix qui s'élèvent contre l'assassinat légal des dirigeants de la révolution d'Octobre.

Le 19 août, s'ouvre à Moscou le premier procès des dirigeants bolcheviques. Ils sont 16, parmi lesquels Zinoviev et Kamenev. Tous les accusés, révolutionnaires chevronnés, vont s'accuser des pires crimes contre-révolutionnaires, des complots les plus invraisemblables. La technique stalinienne pour obtenir les « aveux » est désormais parfaitement rodée. Les glapissements de Vichinsky sont repris par *L'Humanité*. A travers les accusés, la bureaucratie stalinienne juge et condamne la révolution d'Octobre, le parti bolchevique, l'internationalisme prolétarien, et Trotsky qui symbolise par son action politique cet héritage que Staline doit détruire. Le 23 août, les 16 accusés sont condamnés à mort. La droite exulte. Thorez et Duclos approuvent. Pivert proteste, Trotsky dénonce Thermidor et ses assassinats. C'est dans cette situation internationale que Thorez lance l'idée du « *Front des Français* », de « *Thorez à Paul Reynaud* », des communistes aux Croix-de-Feu... La signification politique de cette prise de position est de viser à réaliser l'« union nationale » par-delà les classes...

### **La contre-offensive**

Septembre 1936. Les masses sont rentrées ; la grève n'a pu déboucher politiquement grâce aux chefs de la S.F.I.O. et du P.C.F. La classe ouvrière a conquis des droits et des positions, mais l'ordre social n'est pas modifié. Le canon tonne en Espagne, et les masses françaises sont désarmées devant cette situation. Le désenchantement est perceptible. Si elles ne savent pas où elles veulent aller, en l'absence d'un parti révolutionnaire qui exprime en un programme leurs aspirations et leurs besoins, et le traduise en termes d'action et d'organisation politiques, les masses sentent que l'essentiel leur a échappé. La droite recommence à agir. La Cagoule se manifeste. Les patrons s'organisent pour la contre-offensive. La hausse des prix réduit jour après jour les « conquêtes » des accords Matignon. La fuite des capitaux organisée par le grand capital aggrave les conséquences du déficit de la balance du commerce extérieur. Le 25 septembre, le franc est dévalué. Le gouvernement de Front populaire refuse de mobiliser les masses, d'instituer le contrôle des changes et des mouvements de capitaux. Il s'aligne sur les intérêts de la classe dominante.

Blum propose l'échelle mobile des salaires pour lutter contre les conséquences de la dévaluation. Mais l'opposition se déchaîne, soutenue par de nombreux députés radicaux. Le Front populaire se désagrège. Blum recule. Finalement, cette capitulation est sanctionnée par un vote, les radicaux « de droite » votent contre le gouvernement, les communistes acceptent de voter le texte gouvernemental...

Le patronat qui s'est organisé lance le mot d'ordre : « *Patrons, soyez des patrons.* »

Des fonds importants sont mis à la disposition des journaux, des partis de droite, pour orchestrer une campagne dans tout le pays contre la classe ouvrière et la C.G.T.

A chaque occasion, Blum tergiverse, louvoie et donne finalement gain de cause au patronat. La hiérarchie catholique entre en scène, les cinq cardinaux français déclarent le 31 octobre :

« *Notre pays, il faut l'avouer, a connu peu d'heures aussi graves [...]. Les principes naturels du droit à la propriété, du droit à la liberté, du respect de la parole donnée et des contrats consentis qui constituent les fondements de la civilisation, nous les voyons aujourd'hui systématiquement violés, et, ce qui est plus grave encore, on les regarde comme des préjugés qu'il faut définitivement écarter [...].*

« *La vraie cause, nous ne le redisons jamais assez, c'est l'athéisme pratique auquel notre pays semblait s'être résigné pour la vie nationale. Car, Dieu, chassé officiellement de partout, est devenu pour les masses le " Dieu inconnu ", et du même coup l'ordre moral et social dont il est le nécessaire fondement devait chanceler et tomber [...].*

« *Oui, il faut chasser de nos écoles ces virus révolutionnaires [...]* »

L'Eglise et la droite, main dans la main, entretiennent une campagne de haine, dénonçant la guerre civile que selon elles le Front populaire veut provoquer, alors que toute la France bourgeoise applaudit aux victoires de la soldatesque fasciste de Franco.

Le 7 octobre, pour la première fois, une entreprise - la Chocolaterie des Gourmets - occupée par des grévistes est « libérée » par la police.

Avec stupeur, les masses voient le gouvernement qu'elles considéraient comme le « leur », après avoir limité et contenu leurs revendications, finalement s'y opposer brutalement.

Au congrès des radicaux, à Biarritz, les délégués condamnent « *l'occupation des usines, des magasins et des fermes qui constitue une atteinte à la liberté* ».

De toutes leurs forces, les radicaux invitent le gouvernement de Front populaire, les partis ouvriers du Front populaire, le P.S. et le P.C.F., à réaliser la politique du Front populaire et de passer de la phase où le mouvement des masses a été contenu à celle où il faut le faire reculer et commencer à le réprimer. Ils se préparent dès cet instant, lorsque le Front populaire aura rempli sa fonction, à le liquider.

Maurice Thorez continue à souhaiter un gouvernement « *de tous les Français* », alors que les 40 heures, votées par la Chambre, ne sont toujours pas appliquées et que le chômage n'est toujours pas résorbé.

Enfermées dans le carcan du Front populaire, les masses ouvrières, la jeunesse, sont neutralisées, bloquées, sans initiative, sans parti en mesure de leur ouvrir la voie de la solution ouvrière, alors que la bourgeoisie attaque dans tous les domaines et cherche à reconquérir politiquement le terrain gagné par l'action du prolétariat.

La presse bourgeoise et fasciste tire à boulets rouges sur les ministres socialistes.

Blum est le « You-pain-cher » pour *L'Action française*, et mange dans de la vaisselle d'or. Mais l'attaque se concentre contre Roger Salengro, ministre de l'Intérieur, accusé par *L'Action française* d'avoir déserté en 1914-1918.

Le matin du 18 novembre, Salengro est trouvé mort dans son appartement : il s'est suicidé. Une foule énorme assiste à son enterrement ; le gouvernement envisage de... réprimer la diffamation par voie de presse. Léon Blum avait été plus rapide à faire saisir *Lutte ouvrière*...

L'année 1936 s'achève dans la grisaille. La classe ouvrière résiste à l'offensive de la bourgeoisie, qui n'a été rendue possible que par la politique de collaboration des partis ouvriers avec le parti radical et les autres partis bourgeois du Front populaire sur un accord de défense de la propriété privée et de l'Etat.

En janvier 1937, à la conférence nationale du parti communiste à Montreuil, Maurice Thorez célèbre les vertus du Front populaire et affirme : « *Nous resterons les animateurs et les meilleurs défenseurs du Front populaire. Le mot d'ordre des communistes a été, reste et restera : tout pour le Front populaire, tout par le Front populaire.* »

En clair, et ce langage nous rappelle d'autres formules - « *Tout pour le programme commun, tout par le programme commun !* » - Thorez réaffirme : tout pour la défense de la propriété privée et du grand capital, tout pour la défense de l'Etat...

### **La « pause »**

L'année commence bien pour le patronat. Le 24 février 1937, le bulletin quotidien du Comité des Forges écrit : « *La production a continué, dans les dernières semaines, à bénéficier du regain d'activité qui depuis l'automne s'est manifesté dans les branches essentielles...* »

La dévaluation favorise la reprise, donc le patronat, mais rend plus difficile les conditions d'existence des masses laborieuses, alors que les capitalistes continuent à exporter les capitaux, spéculant contre le franc.

La bourgeoisie sent son heure venir, de toutes parts, les « économistes » du grand capital « expliquent » la nécessité de restreindre la consommation intérieure, d'accroître la productivité, de remettre en cause les 40 heures...

Le 13 février, Léon Blum s'adresse aux fonctionnaires, il admet que leurs revendications sont légitimes, mais estime qu'« *un temps de pause est nécessaire* ».

Au conseil national de la S.F.I.O., Blum s'explique plus clairement : « *Nous sommes obligés d'agir avec prudence, d'avancer pas à pas. Désormais s'affirme la nécessité d'une pause ; nous allons traverser la période la plus difficile, au bout de laquelle nous repartirons, s'il y a lieu, avec un nouveau programme.* »

La « pause », c'est la mise au rancart des revendications des travailleurs des villes et des campagnes, la « pause », c'est tout simplement l'arrêt des mesures minimales que le programme du Front populaire s'était engagé à réaliser pour les vieux et contre le chômage.

Les dirigeants du P.C.F. appuient, avec des réserves de forme, cette politique, et proposent qu'à l'occasion de la « pause », on élargisse le gouvernement vers la droite.

Pivert refuse cette politique et démissionne de ses fonctions au secrétariat général à la présidence du Conseil.

Dans l'organe de la « Gauche révolutionnaire » qu'il anime, Marceau Pivert écrit : « *Le rassemblement populaire n'a pas été créé pour faire avaler la pilule des crédits militaires et de l'union nationale. Non ! Je ne serai pas un complice silencieux et timoré. Non ! Je n'accepte pas de capituler devant le militarisme et les banques. Non ! Je ne consens ni à la paix sociale ni à l'union sacrée.* »

*Eh bien, si* : le rassemblement populaire a été créé pour faire avaler la pilule des crédits militaires et de l'union nationale, pour faire barrage à la révolution sociale, la faire refluer, et l'écraser. Il faudrait rompre avec la bourgeoisie, la politique des fronts populaires, ouvrir la perspective d'un gouvernement des partis ouvriers sans représentants des organisations et partis bourgeois, et Pivert maintient le cordon ombilical qui l'attache au Front populaire et à sa politique.

Ainsi, Marceau Pivert s'indigne des résultats d'une politique, sans aller aux origines extirper ses racines, et contribue de cette façon à sa poursuite. On ne peut cautionner comme courant révolutionnaire une politique qui vise à maintenir la « paix sociale », la paix du capital. Cautionner même de façon « critique », le Front populaire, c'est finalement le renforcer.

Les prix grimpent en flèche, les salaires ne suivent pas. A Moscou, les procès se suivent et se ressemblent - la lutte contre le « centre trotskyste anti-soviétique » bat son plein.

Mais la classe ouvrière tente de préserver les positions acquises.

Les travailleurs de l'Exposition des arts et des techniques se mettent en grève.

Léon Blum, Léon Jouhaux et Marcel Gitton secrétaire du P.C.F. se rendent sur le chantier, pour convaincre les ouvriers de reprendre le travail.

Ces derniers les reçoivent aux cris de : « Nos 15 % ! »

Léon Blum déclare : « *L'Exposition sera le triomphe de la classe ouvrière, du Front populaire et de la liberté ; elle démontrera que le régime de la liberté est supérieur à la dictature [...]. Ni le retard ni encore moins l'échec ! La bonne renommée du Front populaire est en jeu. Et, maintenant, je vous le dis franchement : le travail du samedi et du dimanche est nécessaire.* »

Cris dans la foule : « Non ! Non ! Nos 15 % ! »

Le 5 mars, Léon Blum place à la tête du Fonds d'égalisation des changes le gouverneur de la Banque de France, Emile Labeyrie, qui réduit les crédits consacrés aux grands travaux, décide de financer les dépenses d'armement par un emprunt spécial de la Défense nationale.

Ainsi, les capitaux seront à l'abri des fluctuations de la monnaie, alors que l'échelle mobile des salaires a été refusée aux travailleurs.

*Le Temps* commente : « On ne peut qu'approuver. »

Paul Reynaud jubile : « *Le gouvernement sacrifie la théorie du pouvoir d'achat à l'équilibre budgétaire.* »

### **Le massacre de Clichy**

Le 16 mars 1937, le parti social français (ex-Croix-de-Feu) décide d'organiser une réunion à Clichy. Le gouvernement de Front populaire se refuse à l'interdire.

A l'appel du maire S.F.I.O. de Clichy, Charles Auffray, du conseiller général Naile, communiste, et du député également communiste Honel, une contre-manifestation est organisée. La police du ministre socialiste Marx Dormoy ouvre le feu. *Bilan : 5 morts et des centaines de blessés.*

Quatrième Internationale de mars 1937 rapporte :

*« Dormoy et Blum accourus en smoking du gala de l'Opéra sont conspués avec violence par les travailleurs : "Dormoy assassin ! Dormoy démission !" Des dizaines de barricades ont été dressées, puis décimées par la garde mobile de Dormoy et Daladier. Thorez, accouru à l'appel du député de Clichy Honel, n'ose dire mot. "Sales trotskystes", lance-t-il seulement aux travailleurs qui se défendent avec acharnement.*

*« A Asnières, tout proche, des mouvements analogues se produisent. Sous les coups de feu des fascistes et de la police deux travailleurs sont grièvement blessés. Dans la nuit même du 16 au 17, la nouvelle se répand dans le prolétariat. Une émotion profonde souleva tout le prolétariat parisien à l'annonce par les journaux du massacre de Clichy. Il comprit que c'était son avant-garde, son corps même qui avait été mitraillé par l'ordre de M. Blum. Dans la journée du mercredi 17 une série d'entreprises commencèrent la grève. Dans une série d'usines (Renault, entre autres), les ouvriers arrêtés arrêtaient le travail, préparaient des réunions pour le midi et le soir, exigeaient la grève générale et commençaient à chasser les fascistes (surtout des contremaîtres et des chefs de service). Les directions syndicales d'usine se réunirent d'urgence. Dans la soirée, l'union régionale du bureau confédéral était saisie de centaines de résolutions exigeant une réponse foudroyante. Mais l'objectif de la grève restait incertain. Et c'est là-dessus que jouèrent les chefs réformistes pour briser le mouvement.<sup>1</sup> »*

Léon Blum prend la défense du ministre de l'Intérieur : il argumente. Le gouvernement défend les libertés, il a protégé la réunion du P.S.F., il condamne l'initiative des élus du Front populaire de Clichy.

Aucune sanction ne sera prise contre les responsables de la fusillade.

L'émotion dans la classe ouvrière est immense

*« Comment est-il possible que le gouvernement de Front populaire puisse faire tirer sur les travailleurs que les élus du P.S. et du P.C.F. ont mobilisée pour protester sinon empêcher la tenue d'une réunion fasciste dans une ville ouvrière ? »* L'union des syndicats de la région parisienne décide une grève qui est limitée à la matinée du jeudi 18 mars. Le 21 mars, un

---

<sup>1</sup> Cité par Pierre Naville, in *L'Entre-deux-guerres*, éd. EDI..

immense cortège suit les corps des victimes de la fusillade dans la plus pure réconciliation, sous l'égide du Front populaire qui les a assassinées. Mais l'U.D. C.G.T. de la région parisienne, que dirigent les militants du P.C.F., laisse déployer le drapeau de la **IV<sup>e</sup> Internationale**.

À la Chambre, Jacques Duclos, le 23 mars, propose un ordre du jour de confiance. Les députés communistes sont bien sûr parmi les 362 députés qui votent la confiance au gouvernement des fusilleurs de Clichy !

Seuls les pivertistes et les trotskystes dénoncent les « assassins de Clichy ». La *Jeune Garde*, organe des jeunes S.F.I.O. dirigées par des militants gagnés en partie au trotskysme, sort un numéro spécial sous le titre : « *Huit milliards pour l'emprunt - Cinq morts à Clichy - L'argent de la bourgeoisie se paie avec le sang des ouvriers.* »

Vingt-deux militants dirigeants des J.S. sont exclus, et l'organisation de jeunesse dissoute. Quant à la « Gauche révolutionnaire », elle est dissoute lors du conseil national du 18 avril.

Les dirigeants du P.C.F. continuent leur travail de matraquage politique, avec cynisme et obstination. Alors que le capital, utilisant les élus de droite qui se regroupent, se prépare à frapper, Thorez conforte, réconforte la bourgeoisie, démobilisant le prolétariat :

*« Nous sommes les partisans décidés de la tranquillité et de la concorde. Nous l'avons montré dans des circonstances où personne n'a osé prendre les responsabilités que nous avons prises. Nous avons eu le courage de dire, nous, aux ouvriers en grève tout n'est pas possible ! »*

*« Nous nous refusons, surtout en considérant les événements d'Espagne, à accepter la perspective de deux blocs dressés irréductiblement l'un contre l'autre et aboutissant à une guerre civile dans des conditions qui seraient pour notre pays encore plus redoutables que pour l'Espagne, ne serait-ce qu'en raison des menaces d'Hitler. »*

*« Nous aimons la France. »*

*« Nous le déclarons très nettement : la plupart des dirigeants des ligues fascistes sont devenus les hommes de l'étranger. En eux, revit l'esprit de Coblenz. »*

*« Le parti communiste a quelques titres, en effet, à la reconnaissance des classes moyennes. »*

*« Le front unique, c'était le rassemblement des forces du prolétariat. C'est le parti communiste qui a lancé, à Ivry, le mot d'ordre d'élargissement du front unique antifasciste afin que celui-ci englobe les classes moyennes. »*

Le stalinien Maurice Thorez a raison : s'opposant au front unique ouvrier - l'unité des partis ouvriers contre les partis bourgeois - le P.C.F. a dressé le front populaire opposé aux intérêts des masses, obstacle à la marche de la révolution socialiste.

## **La chute**

Malgré la résistance confuse mais farouche des masses, en l'absence d'un parti révolutionnaire, la politique des chefs, de la S.F.I.O. et du P.C.F. a sauvé la bourgeoisie et désarmé la classe ouvrière. La révolution n'a pas été vaincue par la bourgeoisie, mais *disloquée de l'intérieur du mouvement ouvrier par les Blum et les Thorez*. La classe ouvrière a cherché obstinément une voie pour changer la société. Elle s'est, naturellement, tournée vers les partis se réclamant du socialisme, du communisme. Ces partis l'ont conduite, de recul en recul, jusqu'à la démoralisation.

Le 21 juin, le gouvernement Blum tombe, battu, mis en minorité au Sénat.

Le gouvernement Blum va-t-il faire appel aux masses pour chasser le Sénat réactionnaire ?

Non. Le gouvernement démissionne dans une relative indifférence.

Le radical Chautemps - membre du gouvernement Blum - forme un nouveau gouvernement de Front populaire. Le P.C.F. qui avait refusé d'entrer dans le gouvernement Blum offre cette fois d'y participer... Chautemps refuse. Son cabinet est constitué par des radicaux et par des socialistes.

Le mouvement qui a explosé en juin 36 reste cependant vivant à la fin 1937, et début 1938 il va resurgir, mais bien différent de ce qu'il était en juin 36. C'est, après quelques mouvements en septembre, la grève de décembre 1937. Voici quelques extraits d'un rapport fait par Marceau Pivert sur la grève de l'entreprise Goodrich :

*« La goutte d'eau... »*

*Le 9 décembre, on chasse, pour « faute professionnelle », un ouvrier électricien (communiste) sous prétexte qu'un brouillage sur une ligne téléphonique n'a pas été réparé. La section syndicale réagit vigoureusement et obtient, le vendredi, l'assurance que la sanction ne serait pas appliquée.*

*Mais, entre le vendredi et le lundi, on trouve un autre prétexte : l'ingénieur-conseil Gaestel, fasciste forcené, obtient et annonce le maintien du licenciement.*

*Alors, le 15 décembre, les ouvriers occupent l'entreprise. Ils sont appuyés par la section syndicale, par la fédération des produits chimiques, par l'union des syndicats. Les ouvriers ont raison à cent pour cent. Ils marchent à cent pour cent pendant huit jours, on ne prête guère attention à cette occupation dans la presse ouvrière. Une nouvelle erreur de calcul en résulte pour le gouvernement. C'est ici que l'affaire révèle très exactement, comme un réactif sensible et sûr, la position réelle des forces sociales antagonistes.*

*La journée du 23 : les gardes mobiles*

Les grévistes se sont parfaitement organisés les trente membres du comité de grève se partagent les tâches ; le contrôle du roulement des équipes est rigoureux : chacun passe deux nuits sur trois chez lui, mais revient à 6 heures à l'usine. Cartes blanches, cartes jaunes, cartes roses, états de pointage, services de garde, etc.

A 5 heures, ce matin-là (une heure avant le retour des équipes extérieures), cent gardes mobiles entourent l'usine. Aussitôt, les sirènes sont actionnées : elles appelleront, deux heures durant, à l'aide, et la solidarité ouvrière sera immédiate et formidable. Toutes les usines qui tournent jour et nuit, celles qui commencent à ouvrir, toutes, sans exception, débraient dans toute la région et envoient des délégations. Comme les gardes mobiles empêchent tout contact avec les grévistes, les équipes extérieures (accourues dès le premier signal) passent dans les usines voisines, Alsthom, Erikson, Gnome et Rhône, Lobstein, Lorraine, et, par-dessus les murs, regagnent leur poste de combat au milieu de l'usine Goodrich. Celle-ci est mise en état de défense, jets de vapeur prêts, et tout ce qu'on peut imaginer... Les délégations arrivent bientôt de chez Renault, Nieuport, Lioré-Ollivier... toute la métallurgie est sous pression. L'évacuation par la force devait avoir lieu à midi : elle est retardée à 5 heures ; 30 000 personnes sont sur les lieux et l'opération s'avère difficile.

#### Politique syndicale (suite)

Un mot... et toute la région parisienne est dressée... un autre mot et tout le territoire se met à l'unisson... et cette fois il est possible de parler clair au patronat provocateur, d'en finir avec les trusts spoliateurs, de reprendre la suite du mouvement de juin 36...

Non. L'esprit d'offensive et la volonté de victoires révolutionnaire sont absents (du moins chez les « responsables », quant aux masses, elles n'ont pas dit leur dernier mot). Les autorités syndicales donnent l'ordre de reprendre le travail dans les usines occupées par solidarité, cela sans même demander le retrait préalable des forces de police hors de la ville...

Les délégations auprès du gouvernement se multiplient. On sait la suite : il faut toute l'autorité des responsables syndicaux pour arracher la décision de l'évacuation. La neutralisation de l'usine est obtenue jusqu'au règlement du conflit. Mais quel sera le résultat de l'arbitrage Chautemps ?

#### L'attitude du parti communiste

La direction des syndicats est sous l'influence du parti communiste (fédération et union des syndicats) ; la solidarité dans la lutte joue incontestablement au départ : le déclenchement s'effectue en plein accord avec les militants communistes. Mais les ouvriers observent avec amertume qu'au moment où l'extension du conflit devenait considérable, au moment où la contagion analogue à celle de juin 1936 allait se développer à une allure vertigineuse, le coup de frein brutal a été donné. Il est apparu avec la proposition d'évacuation : « Prenez la responsabilité de ce qui arrivera ensuite, a-t-on dit au comité de grève, nous, nous ne le pouvons pas. »

Or, une bataille de classe ne peut pas s'engager victorieusement dans de telles conditions. La ligne générale du P.C. est à la pause, à la main tendue et à la défense de la démocratie... capitaliste... Tout le reste s'explique facilement !

#### L'attitude du gouvernement dit de Front populaire

Les ministres socialistes ont promis aux délégations de ne pas utiliser la force contre les ouvriers. Mais comment les gardes mobiles sont-ils venus ? Il y a un préfet de police, un ministre de l'Intérieur responsables de ce « contact » possible, et particulièrement insupportable aux militants, entre la police et les ouvriers.

A-t-on mesuré, du côté des ministres socialistes, les répercussions d'une attitude de compromis à l'égard d'un conflit de cet ordre ? Sans doute, ils ont dû mettre en garde leurs collègues radicaux, mais dans quel langage ? Il n'y en a qu'un qui soit efficace : « Ou bien la police restera hors de cause, ou bien les ministres socialistes s'en iront. » Nous avons le droit d'affirmer que ce langage n'a pas été tenu ; qu'on a accepté volontiers tiers de « passer la main » au président Chautemps pour prendre les mesures impopulaires et prononcer les menaces les plus graves.

Observons qu'on n'a pas hésité à demander des camions militaires à Daladier pour briser la grève des transports ! D'ailleurs, les délégations ouvrières qui ont vu Chautemps et Février en audience n'ont à aucun moment eu l'impression que le ministre socialiste défendait la position des ouvriers... il était au contraire utilisé par Chautemps pour faire admettre par les ouvriers la position « d'arbitrage et de respect de la légalité » du président du Conseil. Celui-ci invoqua naturellement la « paix sociale ». les pertes énormes causées au Trésor public... il accusa les ouvriers de « poignarder la patrie » (!). Le gouvernement chargé des intérêts de la classe dirigeante était dans son rôle. NOS CAMARADES MINISTRES ÉTAIENT-ILS DANS LE LEUR ?

#### L'attitude du parti socialiste

Elle souligne d'abord le rôle essentiel que devrait avoir le secrétaire à la coordination pour les Amicales rattachées à une section. Aucune liaison, en effet, n'a été établie avec la fédération avant le jeudi après-midi, et encore par un de nos camarades, G.R., sans mandat. Pourtant, Boyer, adjoint socialiste au maire de Colombes, et Daniel Mayer, du Populaire, étaient dans l'usine dès le matin. Mieux - dès que Just, envoyé par la fédération, arrive sur les lieux, les ouvriers lui refusent l'entrée... Nous ne commentons pas : ce geste mesure le degré de considération des travailleurs à l'égard du permanent des Amicales. On imagine les commentaires qui peuvent circuler au sein des entreprises contre le parti socialiste associé à une telle politique : derrière les gardes mobiles on voit nos ministres ! Et la propagande antisocialiste en est singulièrement renforcée ; d'où la difficulté de développer notre organisation dans de telles conditions... On ne peut pas tout avoir - les « avantages » ( ? ! ) des délégations au gouvernement et les avantages, réels ceux-ci, d'une position de classe devant la prolétariat en lutte.

*Comprendra-t-on maintenant un peu mieux pourquoi nous voulons dégager notre parti d'une coalition ministérielle de plus en plus au service du sauvetage du régime ? Et pourquoi aussi nous voulons prendre en main la direction d'une fédération où peut se jouer l'avenir du parti et du prolétariat, selon que nous y déploierons largement le rouge drapeau du socialisme ou que celui-ci sera bafoué et ridiculisé par les radicaux « nationaux » et les forces capitalistes tirant les ficelles de Georges Bonnet ?<sup>1</sup> »*

*Le 9 janvier, les dirigeants de l'U.D. de la région parisienne imposent aux grévistes une instance arbitrale qui rejette la plupart de leurs revendications : « Le licenciement prévu est confirmé. La question des cadences et du système Bedeau est renvoyée à un arbitrage ultérieur.<sup>2</sup> »*

La mort dans l'âme, les travailleurs de chez Goodrich reprennent le travail le 10.

Ce n'est pas le seul conflit. Le 29 décembre, se déclenche à l'improviste la grève des services publics qui ne sont pas entrés en grève en juin 36 : Paris est privé de gaz, d'eau, d'électricité, de transports. Ce mouvement est condamné par le gouvernement qui affirme sa volonté de « remplir son devoir et d'assurer en dépit de toute résistance la reprise des services publics et le maintien de l'ordre ». Daniel Mayer dans *Le Populaire* condamne également le mouvement. Mais le gouvernement recule et accorde l'indemnité de vie chère de 1200 F que les travailleurs des services publics réclament ; le travail reprend.

Mais le premier gouvernement Chautemps est en crise. Le P.C.F. décide de s'abstenir au Parlement. Chautemps réplique : « *M. Ramette demande sa liberté. C'est son droit. Quant à moi, je la lui donne.* »

Le groupe socialiste décide dans ces conditions de retirer ses ministres ; le gouvernement démissionne. La S.F.I.O. refusera de participer à un gouvernement que Georges Bonnet aurait présidé.

Blum va s'efforcer de répondre aux vœux du P.C.F. en constituant un gouvernement d'« union nationale », sinon sous sa direction, au moins sous celle d'Herriot. Le projet échoue. Paul Reynaud veut qu'il s'étende encore plus loin... à droite, jusqu'aux fascistes avérés. Chautemps forme alors un nouveau gouvernement auquel la S.F.I.O. ne participe pas. Au conseil national de la S.F.I.O., la proposition Blum-Paul Faure d'y participer a été rejetée. A la chute de ce gouvernement, Blum fera une nouvelle tentative pour constituer un gouvernement d'union nationale qui échouera. Pour répondre à l'Anschluss, il constitue alors un gouvernement qui ne durera que vingt-six jours, du 13 mars au 10 avril 1938.

Une nouvelle vague de grèves prend naissance dans la métallurgie. Elle débute le 24 mars aux usines Citroën, elle va s'étendre, à l'initiative des cellules du P.C.F., à de nombreuses entreprises de la métallurgie parisienne au cours de la fin du mois de mars. Mais bientôt, la direction du P.C.F. freine. L'article de Pierre Broué et Nicole Dorey qui rapporte ces informations cite : « *André Blumel dit aux responsables des amicales socialistes d'entreprise :*

*« Si lundi 28 mars la grève n'est pas terminée, Blum s'en va et vous aurez Pétain » ; Doury et Timbaud, dirigeants communistes des métaux, répondent à la section d'Alstom-Lecourbe qu'ils tiennent de Vincent Auriol que le gouvernement démissionnerait si la fédération des métaux lançait elle-même la grève. »*

Les mêmes rapportent : « *Le 7 avril, sous la signature de Marceau Vigny, militant du P.C.F. et secrétaire de la section C.G.T. Renault, L'Humanité affirme : Les ouvriers sentent nettement la volonté du patronat d'imposer la grève chez Renault. Des milliers et des milliers de tracts signés de la IV<sup>e</sup> Internationale appelant les ouvriers à l'action sont distribués chaque jour aux portes de l'usine. Et de conclure que la section "fera le maximum pour lutter contre la démagogie fasciste" et que ses délégués ont demandé au gouvernement de prendre, les mesures nécessaires. »*

Lorsque le mouvement commence à refluer, après chute du gouvernement Blum, la section syndicale fera débrayer le 13 avril Renault pour bien prendre le mouvement en main. Très rapidement, morceau par morceau, la grève est liquidée sans obtenir de revendications substantielles : quelques rajustements du taux horaire.

La classe ouvrière politiquement battue par le Front populaire assiste impuissante à l'irrésistible montée de la réaction. L'Espagne républicaine agonise, les armées allemandes sont entrées à Vienne, la Cagoule multiplie les attentats et les complots. A Moscou, Staline continue à briser le parti de Lénine.

Blum est accueilli au Sénat aux cris de « *à bas les juifs, la France aux Français.* » Les radicaux dénoncent le P.C.F., qui n'est plus un parti national... C'est l'hallali. Le 8 avril, Blum démissionne mis en minorité au Sénat.

### ***Mais le Front populaire continue...***

Le 10 avril, Daladier constitue un gouvernement de radicaux, de centristes catholiques et de « modérés ». La présence de Paul Reynaud, Sarraut, Ramadier, a une signification politique précise : c'est le ministère de la « revanche » sur la classe ouvrière. Faire payer à la classe ouvrière la « grande peur » de mai-juin 1936, voilà l'objectif de ce gouvernement qui se présente avec un programme bien défini :

- augmenter la production
- bloquer les salaires
- restaurer l'ordre.

Le Front populaire continue : fait sans précédent, le gouvernement Daladier-Reynaud est investi par 575 voix contre 5. Les groupes S.F.I.O. et P.C.F. ont voté la confiance...

---

<sup>1</sup> Marceau Pivert, sur observations directes des militants socialistes de Goodrich, *Les Cahiers rouges*, janvier 1938.

<sup>2</sup> P. Broué et N. Dorey, *op. cit.*

Nouvelle dévaluation, retour à la politique des décrets-lois, blocage des salaires, augmentation des impôts atteintes au droit de grève et à l'exercice de l'activité syndicale. Daladier ne lève plus le poing, il l'abat, contre la classe ouvrière, au nom du Front populaire...

La S.F.I.O. s'épure. La fédération de la Seine est dirigée par la « Gauche révolutionnaire » qui y a gagné la majorité. Elle distribue en mars un tract qui soutient les grévistes contre *Le Populaire* et la direction du parti. Le 18 mars, elle envoie aux autres fédérations un texte qui déclare « le parti en danger ». Le 11 avril, la commission des conflits suspend pour trois ans Marceau Pivert, pour deux ans tous les autres membres du bureau fédéral. La direction de la fédération de la Seine se maintient et ses militants occupent ses locaux. La scission est inévitable. Le congrès de Royan (4-7 juin) exclut la « Gauche révolutionnaire » qui constituera le parti socialiste ouvrier et paysan (P.S.O.P.).

Au P.C.F., c'est également l'épuration. A la vérité, l'épuration est permanente depuis les années 1924-1925 dites de la « bolchevisation », c'est-à-dire de l'asservissement du P.C.F. au Kremlin par la construction et la sélection d'un appareil entièrement subordonné à Moscou. L'histoire de ces épurations ne rentre pas dans le cadre de cet ouvrage. Depuis 1934, après Doriot et le rayon de Saint-Denis qui allaient complètement dégénérer pour finir par constituer le Parti Populaire français, mais qui en 1934 se prononçaient pour le front unique du P.C. et du P.S., jusqu'à Ferrat exclu du C.C. du P.C. F. en juin 1936 pour s'être opposé à la politique de liquidation de la grève générale, pour aboutir en 1938 à l'exclusion de nombreux militants de la métallurgie qui n'acceptent pas la liquidation de la grève de mars-avril. Le 19 mai, *L'Humanité* publie une lettre du député de Clichy Honel, lequel fait écho au malaise des militants du P.C.F. de l'usine Citroën qui réclament un « front ouvrier », ou un « front révolutionnaire ». C'est l'abcès de fixation qui va permettre l'épuration.

Cependant, tout n'est pas encore dit. En septembre, Daladier tente, sans succès, d'obtenir l'accord de la fédération des métaux C.G.T. et du bureau confédéral pour en finir officiellement avec les 40 heures. Il décide de passer outre, mais Frossard et Ramadier (U.S.R.) y sont hostiles, ils démissionnent. Anatole de Monzie et Pomaret les remplacent. La crise qu'Hitler a ouverte en exigeant l'incorporation des Sudètes au III<sup>e</sup> Reich évolue vers son dénouement : Munich.

Les accords de Munich sont signés entre Hitler, Mussolini, Chamberlain et Daladier le 30 septembre : le territoire des Sudètes, dont la population est allemande est rattaché à l'Allemagne. Les accords de Munich laissent les mains libres à Hitler contre la Tchécoslovaquie. Un jeu politique s'affirme qui va se poursuivre jusqu'à la « drôle de guerre » : les impérialismes français et anglais s'efforcent d'engager Hitler sur la voie d'une guerre contre l'U.R.S.S., de rester en dehors de la guerre pour finalement arbitrer. A son retour, Daladier obtient la confiance de la Chambre : 535 voix pour, les 78 députés du P.C.F. votent contre. L'orientation de la politique de l'impérialisme français devient inacceptable pour le P.C.F.

Le gouvernement Daladier demande les pleins pouvoirs : il n'obtient plus que 331 voix contre 78, celles des députés du P.C.F. Il y a 203 abstentions, dont celles des députés S.F.I.O. La majorité gouvernementale n'a donc plus rien à voir avec celle de juin 1936. Le congrès annuel du parti radical se tient le 28 octobre à Marseille, il vote la résolution suivante : « *Le parti communiste, par l'agitation qu'il entretient à travers le pays, par les difficultés qu'il a créées aux gouvernements qui se sont succédés depuis 1936, par son opposition agressive et injurieuse de ces derniers mois, a rompu la solidarité qui l'unissait aux autres partis du Rassemblement populaire. Le parti radical donne mandat à ses délégués au comité national de prendre acte de cette rupture, dont le parti communiste porte seul la responsabilité, et d'indiquer sa volonté de continuer sa collaboration avec les partis de la démocratie.* »

Le 1<sup>er</sup> novembre, Paul Reynaud est devenu ministre des Finances à la place de Marchandeau. Le 13 novembre, il publie une première série de décrets-lois. Il déclare : « *C'en est fini de la semaine des deux dimanches.* »

La classe ouvrière doit produire le plus de jours possible, le plus d'heures qui soient. Les cheminots sont tenus d'effectuer des travaux relevant de la Défense nationale. Paul Reynaud commente : « *Le régime capitaliste étant ce qu'il est, pour qu'il fonctionne, il faut obéir aux lois.* »

Pour bien se faire comprendre, le gouvernement recrute 1500 gendarmes...

Tout n'est cependant pas joué. En septembre et octobre, des grèves ont eu lieu. La classe ouvrière reste disponible et mobilisable. Justement, le congrès de la C.G.T. se tient du 14 au 17 novembre à Nantes. Ce congrès ne décide d'aucune riposte, ne lance aucun mot d'ordre d'action. Il donne seulement mandat à la C.A. et au bureau confédéral « *de préparer sans retard toute l'action nécessaire, y compris la cessation collective du travail dans le cas où celle-ci s'avérerait indispensable à la défense des réformes sociales* ».

Dirigeants ex-confédérés et ex-C.G.T.U. se mettent d'accord sur toutes les résolutions. Le fait démontre que les uns et les autres mènent par rapport à la classe ouvrière la même politique.

Mais, dès le 21 novembre, des grèves se produisent, surtout dans la région parisienne. Le 23, les travailleurs de chez Renault débraient, occupent les usines de Billancourt qu'ils organisent militairement. Le maire S.F.I.O. Morizot et le député du P.C.F. Costes les appellent à évacuer l'usine. Le gouvernement a massé d'énormes forces de police autour de chez Renault : 200 pelotons de gardes mobiles, plus de 1500 policiers. Profitant des flottements, la police attaque l'usine et la fait évacuer : 285 ouvriers sont condamnés pour « violences ». Ce n'est que le 25 novembre que le bureau confédéral décide une grève de 24 heures... pour le 30, sans occupations d'usine ni manifestation. Le travail, précise le communiqué, devra reprendre le 1<sup>er</sup> décembre. Lefranc affirme que le bureau de la C.G.T. estimait que « *des conversations demeuraient possibles. Elles s'engageront entre un membre du bureau confédéral et les deux ministres U.S.R. de Monzie et Pomaret qui eux-mêmes agissaient près de Daladier. Un compromis était en vue. Le mardi soir 29 novembre, il fut abandonné devant le refus de Paul Reynaud d'y consentir.* »

En fait, le gouvernement amusait la galerie tandis qu'il mettait au point toutes les mesures pour casser la grève. Les fonctionnaires et les travailleurs des services publics sont réquisitionnés. Paris est mis en état de siège.

### **La grève du 30 novembre : les masses sont responsables**

Le combat demeure possible. Il faut mobiliser, galvaniser, organiser. Mais dirigeants réformistes et staliniens tergiversent, reculent, zigzaguent. Ils donnent l'impression à la classe ouvrière de ne pas vouloir combattre tout en donnant l'ordre de grève. Les soldats occupent les carrefours, baïonnettes au canon, le gouvernement a massé à Paris des troupes considérables, et cherche l'affrontement avec la classe ouvrière.

La grève est inégalement suivie. Mais militants et travailleurs, dans les secteurs décisifs du prolétariat, combattent.

Le patronat et le gouvernement frappent : les militants sont licenciés, arrêtés, pourchassés. La répression est extrêmement dure : des milliers et des milliers de licenciements. L'ordre patronal règne à nouveau dans les usines et les entreprises, comme en 1934-1935.

### **CETTE DEFAITE, LA CLASSE OUVRIÈRE N'EN PORTE PAS LA RESPONSABILITÉ.**

Les chefs du P.C.F. et de la S.F.I.O. sont responsables de cette situation. C'est la conclusion classique et normale des fronts populaires, alliance des partis ouvriers et des partis bourgeois contre la révolution prolétarienne.

Les radicaux ont parfaitement tenu leur rôle. Garantie dans le Front populaire que l'ordre serait respecté, ils constituent le relais, le pont entre la collaboration avec les partis ouvriers, quand les conditions l'exigent, et l'instrument de lutte contre les partis ouvriers quand les conditions le permettent.

Après le *Frente Popular* en Espagne, la révolution française est frappée par le Front populaire.

Le 26 septembre 1939, Daladier, qui défilait le 14 juillet 1936 aux côtés de Maurice Thorez et de Léon Blum, décide la dissolution du parti communiste français.

Le 10 juillet 1940, la Chambre de Front populaire amputée des députés communistes vote avec le Sénat les pleins pouvoirs à Pétain, par 569 voix pour, 80 contre et 17 abstentions : bien sûr, les deux tiers des radicaux ont voté pour Pétain.

Tirant le bilan de son action à la tête du gouvernement, Léon Blum déclarera au procès de Riom intenté par le régime de Vichy : « J'ai été le gérant loyal des intérêts de la bourgeoisie. »

Terminé par la défaite du 30 novembre 1938, le Front populaire de 1935 prend aujourd'hui sa véritable signification - non pas politique, mais historique : c'est la première fois que dirigeants de la S.F.I.O et du P.C.F s'unissent avec des partis bourgeois, sur un programme bourgeois, contre la classe ouvrière, qui ouvre par son action les conditions de la révolution prolétarienne.

La question n'est pas de savoir si « la révolution était possible ». La crise révolutionnaire était ouverte - il fallait tout mettre en œuvre pour qu'elle aboutisse.

S'adressant en 1935 aux bolcheviques-léninistes, Trotsky écrit à propos du Front populaire :

*« Il est parfaitement explicable qu'au cours des premières semaines, certaines oscillations se soient également manifestées dans nos propres rangs : la situation est complexe, le Front populaire était pour beaucoup d'entre nous un phénomène nouveau et par conséquent un problème nouveau. Mais le fait que certains camarades, aujourd'hui encore, après une expérience relativement importante du Front populaire et les importants articles qui ont été publiés dans notre presse, se révèlent partisans de la politique du Front populaire, me paraît un symptôme extrêmement inquiétant. Sur cette question, il faut élever à temps la protestation la plus sévère, car il ne s'agit ni plus ni moins que de la ligne de clivage entre le bolchevisme et le menchevisme. »*

*« On dit qu'il serait faux d'exiger l'élimination des radicaux du Front populaire : les masses devraient d'abord faire leur expérience des radicaux. C'est pourquoi il serait préférable d'exiger la prise du pouvoir par le Front populaire dont la seule carence inciterait les masses à accepter nos enseignements, etc. Cette façon de penser est intégralement mencheviste. »*

Menchevisme ou bolchevisme, socialisme ou barbarie, tels sont les problèmes posés par la politique de front populaire.

## Espagne : 1935 - 1939

L'histoire du Front populaire en Espagne s'étend de 1935 à 1939. Précédée d'une situation de crise politique de la bourgeoisie, qui débouche sur une situation révolutionnaire, elle comprend : une crise révolutionnaire, un coup d'Etat militaire qui échoue, une révolution, la guerre civile, l'étranglement de la révolution à l'intérieur du camp républicain, la défaite et l'écrasement des masses, enfin la victoire du franquisme. Ce sont là des événements d'une richesse immense dont les enseignements sont inépuisables. Il faudrait écrire des volumes pour en restituer la richesse. De nombreux ouvrages déjà ont été écrits, d'autres paraîtront encore... Nous avons de façon déterminée pris le parti inverse : dégager les traits essentiels du Front populaire en Espagne. La raison en est simple : le Front populaire en Espagne est une épure de la politique des fronts populaires. Nous espérons que cette méthode la dégagera dans sa tragique pureté.

### **Accord de Front Populaire pour les élections de février 1936**

Le 15 janvier 1936, la Gauche républicaine, l'Union républicaine, le parti socialiste, l'Union générale des travailleurs, le parti communiste espagnol, la Fédération nationale des jeunesses socialistes, le parti syndicaliste, le parti ouvrier d'unification marxiste, signaient le Programme de l'alliance électorale qu'ils contractaient en vue des élections aux Cortes du 16 février. Cet accord électorale était le document de base du Front populaire qu'il constituait. A défaut d'autre chose, ce texte a au moins l'avantage de définir précisément le contenu du Front populaire. Il s'agissait « d'un plan politique commun servant de base et de charte de coalition de leurs forces respectives dans la compétition électorale prochaine et de normes de gouvernement que devraient appliquer les partis républicains avec l'appui des forces ouvrières en cas de victoire ».

Le premier point prévoyait « une large amnistie des délits politiques commis antérieurement à novembre 1935, même s'ils n'ont pas été considérés comme tels par les tribunaux ».

Point capital pour l'immense masse des travailleurs. Après l'écrasement du mouvement révolutionnaire des Asturies et l'échec du mot d'ordre de grève générale d'octobre 1934, la répression avait été féroce : 5 000 morts, 10 000 blessés, 40 000 emprisonnés. Malgré la chute en septembre 1935 du gouvernement Lerroux composé de catholiques, de monarchistes et de profascistes, quelque 30 000 travailleurs et militants restaient emprisonnés.

Le deuxième point s'engageait à « défendre la liberté et la justice comme mission spéciale de l'Etat républicain et de son régime constitutionnel », et il définissait dans quel cadre : « le règne de la Constitution ». Aucune équivoque n'existait : « liberté », « démocratie », peut-être, mais dans le respect de l'ordre, des institutions, de l'Etat, du gouvernement bourgeois.

Une constante revenait sans cesse dans cet accord, l'affirmation de la défense de l'ordre, de l'Etat, de la propriété.

Point 3 : « Les républicains n'acceptent pas le principe de la nationalisation de la terre et de sa remise gratuite aux paysans demandée par les délégués du parti socialiste. Ils considèrent comme concevables les mesures [...] qui proposent le rachat de la terre par le paysan et le cultivateur moyen et petit, non seulement pour faire œuvre de justice mais parce qu'elles constituent la base la plus solide de la reconstruction économique nationale. »

Point 5 : « Les républicains n'acceptent pas l'allocation de chômage demandée par les représentants ouvriers. »

Point 6 : « Les partis républicains n'acceptent pas les mesures de nationalisation des banques proposées par les partis ouvriers. »

Le point 7 enregistrait que « la République telle que la conçoivent les partis républicains n'est pas une République dirigée par des motifs sociaux ou économiques de classe, mais un régime démocratique animé par des motifs d'intérêts publics et de progrès social ». L'intérêt public est toujours bien sûr celui du mode de production existant, le mode de production capitaliste, et ce sont les classes dominantes de ce système de production qui représentent cet intérêt. En conséquence, la République des républicains ne saurait être dirigée par les motifs sociaux et économiques des classes exploitées. Et le point 7 ajoutait : « Les Partis républicains n'acceptent pas le contrôle ouvrier demandé par la délégation du parti socialiste. »

Doucereux, Jacques **Duclos** estime que « le grand défaut de ce programme résidait dans le fait qu'il ne posait pas le problème de la réforme agraire ».

De son côté, le **parti ouvrier d'unification marxiste** (P.O.U.M.) a justifié sa signature au bas de cet accord et sa participation au Front populaire en invoquant la loi électorale et le mouvement des masses qui, selon le P.O.U.M., était si fort qu'il ne pouvait que se rallier. La loi électorale, en effet, était au plus haut point antidémocratique. En d'énormes circonscriptions, il fallait présenter une liste de candidats. La liste ayant recueilli le plus de voix au premier et unique tour des élections obtenait automatiquement 80 % des députés. Le but de la loi électorale était d'empêcher ou de réduire la représentation des partis ouvriers aux Cortes. Elle était un des fleurons de la légalité républicaine espagnole. Voulant l'amnistie, espérant un profond changement, le 16 février, les masses votèrent pour les listes du Front populaire. La loi électorale joua au profit de ces listes qui, avec quelques centaines de milliers de voix d'écart, obtenaient une confortable majorité de députés aux Cortes : 287 sièges contre 132 à la droite et 32 au centre. Mais là encore, le véritable contenu du Front populaire apparaissait. En raison du scrutin de listes, les listes ont été constituées avant les élections par les états-majors et reflétaient l'esprit du Front populaire que les résultats traduisaient : 84 députés à la Gauche républicaine d'Azana, 37 à l'Union républicaine de Martinez Barrio, 38 à l'Esquerra de Companys, 90 au partissocialiste, 16 au P.C.E., 1 au P.O.U.M., 1 au parti syndicaliste de Pestana.

Certes, au nombre de suffrages, 4 838 449 voix contre 4 446 251, la majorité des listes Front populaire était faible, mais elle signifiait une extraordinaire poussée politique des masses.

Le suffrage universel, les institutions et les formes politiques bourgeoises, affaiblissent et déforment toujours la force véritable du prolétariat et des masses populaires : un citoyen est formellement égal à un autre citoyen. La loi électorale espagnole était faite sur mesure pour permettre à la bourgeoisie et à ses instruments politiques de fausser la représentation des masses. Le trucage et la violence aidaient la loi et se surajoutaient aux pressions de toutes sortes, administratives, religieuses, etc. Pour surmonter les obstacles classiques du suffrage universel, ceux propres à la « démocratie espagnole », et ceux qui résultaient de la position classique des anarchistes (la Fédération anarchiste ibérique et la Confédération

nationale du travail, sans appeler au boycott selon leurs traditions, n'avaient pas appelé à voter pour les listes Front populaire), il fallait que les masses soient d'ores et déjà engagées en un puissant mouvement de radicalisation politique. Ce mouvement était également affaibli, truqué, vidé de son contenu, si l'on considère la répartition des sièges. Les partis bourgeois d'Azana et Barrio, étaient surreprésentés. Les masses se tournaient vers les partis ouvriers et non vers « *les partis républicains qui n'acceptaient pas la nationalisation de la terre et sa remise gratuite aux paysans, l'allocation de chômage, la nationalisation des banques, la République sociale, le contrôle ouvrier* », etc.

Les partis bourgeois confortaient la République bourgeoise, les partis de la classe ouvrière confortaient les partis bourgeois, et tout ce beau monde était à cheval sur le dos des masses qu'il écrasait

### **Une République aux abois dès sa naissance**

En réalité, la révolution prolétarienne dont l'Espagne était grosse depuis des années venait à son terme. Depuis la chute du dictateur Primo de Rivera en 1930, congédié par le roi Alphonse XIII et les oligarques, la crise du régime ne cessait de s'approfondir. Le 12 avril 1931, les élections municipales provoquées et préparées pourtant par le successeur de Primo de Rivera, Berenguer, donnèrent une majorité écrasante aux partis républicains. Le roi Alphonse XIII, sans abdiquer pour autant, s'enfuyait,

La II<sup>e</sup> République espagnole était proclamée.. Les élections aux Cortes constituants du 28 juin confirmèrent les résultats des élections municipale.. Le gouvernement provisoire était présidé par Zamora, catholique, conservateur et centralisateur. Il s'étendait jusqu'aux socialistes Prieto et Largo Caballero, secrétaire de l'Union générale des travailleurs. Bientôt, Zamora, Opposé à la séparation de l'Eglise et de l'Etat et aux lois sur le, congrégations, démissionnait du gouvernement. Le républicain Azana lui succédait. Zamora n'en devenait pas moins président de la République après l'adoption de la Constitution le 9 décembre 1931. La politique du gouvernement républicain-socialiste d'Azana combinait des concessions extrêmement limitées aux masses, la lutte contre l'Eglise, et la répression.

Pierre Broué écrit : « *Cette politique de répression brutale, l'arsenal juridique que le gouvernement se donne (comprend) avec la loi d'avril 1932 sur le contrôle des syndicats la loi sur l'ordre public de juillet 1933, la loi sur les vagabonds permettant de poursuivre et de frapper en même temps chômeurs et militants professionnels, l'obligation d'un préavis de huit jours pour toute grève, la multiplication des arrestations préventives, la protection accordée par la police aux commandos anti-anarchistes.* »

Les élections municipales d'avril 1933 traduisaient la désaffection des masses à l'égard des partis républicains. Le ministère Azana tombait. Un gouvernement dirigé par Lerroux lui succédait, Zamora dissolvait les Cortes. Les abstentions furent massives : plus de 40 % dans les provinces de Barcelone, Saragosse, Huesca, Tarragone, Séville, Malaga, Cadix. La C.N.T. et la F.A.I. avaient appelé à ne pas voter. Les socialistes conservaient leurs voix. Mais ils avaient présenté leurs propres listes et la loi électorale jouant, le nombre de leurs députés aux Cortes était réduit de moitié. Les républicains étaient battus. Le nouveau gouvernement liquide les réformes des premières années de la République.

Le 10 avril 1932, le général Sanjurjo avait tenté à Séville un pronunciamiento. A l'initiative de la C.N.T., les travailleurs de Séville avaient répliqué par la grève générale et brisé cette tentative de coup d'Etat. Sanjurjo avait été condamné à mort et ensuite gracié. Le nouveau gouvernement amnistiait Sanjurjo et les putschistes.

Mais l'extrême droite classique, inspirée par Mussolini et impulsée par l'Eglise, s'était regroupée. Elle avait formé l'Action populaire dirigée par Gil Robles. En même temps se constituait, dirigée également par Gil Robles, la C.E.D.A. (Confédération espagnole des droites autonomes). La C.E.D.A. était devenue le groupe politique le plus important aux Cortes. Longtemps, la C.E.D.A. resta néanmoins écartée du gouvernement. Gil Robles exigea d'entrer au gouvernement. Le 1<sup>er</sup> octobre 1934, un nouveau gouvernement était formé, dirigé par Lerroux, il comprenait trois ministres de la C.E.D.A.

La marche à l'Etat corporatiste et fasciste était ouverte. Le 4 octobre, l'U.G.T. donna l'ordre de grève générale. Mais la C.N.T., sur le plan national, n'était pas d'accord. A Barcelone, le mouvement fut rapidement liquidé. A Madrid, la grève fut effective. Mais les dirigeants de l'U.G.T. voulaient que cette grève soit pacifique. La grève se poursuivit jusqu'au 12 octobre. En revanche, dans les Asturies, la C.N.T., et en dernière minute le P.C.E., appelaient à la grève générale aux côtés du P.S. et de l'U.G.T. La grève générale fut effective le 4. Le 5, dans toutes les Asturies, les grévistes désarmaient la police. Le 6, ils s'emparaient d'Oviedo. Ils constituaient le Comité révolutionnaire qui prit le contrôle des Asturies. L'échec du mouvement sur le plan national devait permettre au gouvernement de concentrer ses troupes sur les Asturies. Il les lança à l'assaut, troupes marocaines et légion étrangère en tête. Oviedo tomba le 12 octobre. Les combats se poursuivirent jusqu'au 18 octobre.

La crise politique de la bourgeoisie n'était pas résolue pour autant. Le gouvernement Lerroux restait instable. La C.E.D.A. était minoritaire au sein du gouvernement. Zamora refusa de donner à Gil Robles, qui l'exigeait, la direction du gouvernement. Mais les scandales discréditèrent bientôt complètement le gouvernement, que quittent les ministres de la C.E.D.A. En septembre 1935, le gouvernement Lerroux était contraint de démissionner. Les Cortes devenaient ingouvernables. Zamora se résigna à les dissoudre. La République parlementaire agonisait. Les élections de février 1936 marquèrent un tournant décisif.

### **Contradictions de classes et axe du pouvoir en Espagne**

Lorsque Alphonse XIII s'enfuit et que la II<sup>e</sup> République fut proclamée, républicains et socialistes qui composaient le gouvernement se déclarèrent fiers de la « *glorieuse exception d'une révolution pacifique* ». En fait, la fuite d'Alphonse XIII était la conséquence de la chute de Primo de Rivera à propos de laquelle Trotsky écrivait : « *La dictature de Primo de Rivera est tombée sans révolution.* »

« *En d'autres termes, cette première étape est le résultat des maladies de la vieille société, et non des forces révolutionnaires d'une société nouvelle. Ce n'est pas par hasard. Le régime de la dictature qui ne se justifiait plus aux yeux des classes bourgeoises par la nécessité d'écraser immédiatement les masses révolutionnaires, représentait en même*

*temps un obstacle aux besoins de, la bourgeoisie dans les domaines économique, financier, politique et culturel. Mais la bourgeoisie a évité jusqu'au bout la lutte : elle a laissé la dictature pourrir et tomber comme un fruit gâté. »*

L'Espagne, de 1930 était dans une impasse totale. L'histoire lui léguait un lourd passif. La décadence espagnole a touché dès sa formation la bourgeoisie naissante. Malgré les barrières douanières, elle est intégrée au marché mondial et à la division internationale, mais sa part dans le marché mondial n'était avant 1914 que de 1,2%, et elle était tombée après guerre à 1,1%. Les investissements étrangers sont considérables dans les mines, les transports, l'industrie électrique, etc. Mais la faible base économique, les échanges insuffisants, le marché intérieur trop étroit, ont eu comme conséquence d'arrêter le processus d'unification nationale. Les nationalismes locaux catalan, basque, castillan, loin de s'affaiblir, de disparaître, se maintiennent, s'ils ne se renforcent pas. La langue espagnole parlée dans le monde par des dizaines de millions de femmes et d'hommes, c'est le « castillan ». Elle n'est pas celle de toute l'Espagne. Soixante-dix pour cent de la population sont agraires : *« 50 000 hobereaux possèdent la moitié du sol, 10 000 plus de 100 hectares... Le duc de Medinaceli 79 000 hectares, le duc de Penaranda 51 000 »,* écrit Broué. Dans le Centre et le Nord, en revanche, ce sont des millions de paysans qui, propriétaires de petits lopins ou métayers, sont néanmoins écrasés. Broué donne quelques autres exemples significatifs : 45 % d'illettrés, mais 80 000 prêtres, nonnes ou religieux, deux fois et demie l'effectif des étudiants. L'enseignement aux mains de l'Eglise ; 11 000 domaines ; le cardinal Segura, primat d'Espagne, avait un revenu de 600 000 pesetas et affirmait : *« Le bain est une invention de païens, sinon du diable lui-même. »*

La question agraire est une question centrale : sans sa solution, il est impossible de constituer un marché national important, indispensable au développement de l'économie capitaliste.

Et pourtant, le développement industriel a été suffisant pour que se constitue un prolétariat d'un million et demi d'ouvriers, employés dans l'industrie, le commerce, les transports, sans compter les fonctionnaires, sur 21 millions d'habitants.

La 1<sup>re</sup> République espagnole (11 février 1873 - janvier 1874) avait révélé l'irréparable impuissance de la bourgeoisie. Le radicalisme des masses populaires et petites-bourgeoises en France, en 1789-1794, a brisé l'Ancien Régime et ouvert la voie à la bourgeoisie. En Espagne, la bourgeoisie à peine au pouvoir entraînait directement et ouvertement en contradiction avec les masses, brisait le mouvement cantonaliste qui lui-même n'avait ni programme national ni perspective unifiant l'ensemble de l'Espagne. Le 3 janvier 1874, un coup d'Etat militaire du général Pavía mit fin à la République démocratique. Il fut suivi d'un autre coup d'Etat militaire le 29 décembre 1874 qui mit Alphonse XII sur le trône. Trotsky écrit : *« Dans le pays du particularisme et du séparatisme, l'armée a pris par la force des choses une importance énorme comme force de centralisation. Elle est devenue non seulement l'appui de la monarchie, mais aussi le conducteur du mécontentement des classes dominantes, et avant tout de son propre mécontentement. »*

Pendant la guerre de 1914-1918, l'Espagne resta neutre. Sans avoir à se moderniser, l'économie espagnole profita de la guerre et connut un moment de grand essor, surtout les industries nécessaires à la guerre : mines, métallurgie, textiles. Le prolétariat s'accrut en nombre et en puissance. La guerre terminée, le contrecoup fut d'autant plus dur que le développement avait été rapide et réalisé en fonction d'un marché artificiel qui absorbait les marchandises espagnoles à n'importe quelles conditions. Toutes les classes sociales furent touchées, mais le prolétariat espagnol, dont la puissance s'était considérablement accrue, plus que toute autre classe.

Quoique la classe ouvrière espagnole ait été longtemps peu nombreuse et peu concentrée, le mouvement ouvrier est très ancien. Influencée par Bakounine, la Fédération régionale espagnole de l'Internationale comptait plusieurs dizaines de milliers de membres au cours des années 1870-1880. En juillet 1879, le parti socialiste ouvrier espagnol était constitué. Il fonda en août 1888 la centrale syndicale Union générale des travailleurs (U.G.T.). Les 30 et 31 octobre et 1er novembre 1910 à Barcelone, la Confédération nationale du travail (C.N.T.) était constituée sous l'influence des anarcho-syndicalistes, au cours d'un congrès auquel participaient plus de 120 délégués. En juillet 1909, en réplique à un décret de mobilisation des réservistes pour les envoyer combattre au Maroc, les travailleurs de Barcelone s'insurgeaient. Les syndicalistes appelèrent à la grève générale révolutionnaire le 26 juillet. Barcelone se couvrit de barricades. L'insurrection gagna l'ensemble de la Catalogne, et dura jusqu'au 31 juillet.

Le 18 décembre 1916, l'U.G.T. et la C.N.T. donnaient ensemble un ordre de grève générale de 24 heures. A partir de 1917, le souffle de la révolution russe attisait le feu révolutionnaire du jeune prolétariat espagnol. Du 12 au 19, grève générale nationale à l'appel de l'U.G.T. et de la C.N.T., que l'armée réprimait dans le sang. De 1919 à 1923, ce fut une suite de grands mouvements, de batailles parfois sanglantes. La C.N.T. comptait plus d'un million d'adhérents et l'U.G.T. plusieurs centaines de milliers. La seule solution bourgeoise, ce fut une fois encore : la dictature, la répression, le pouvoir de l'armée. Le 23 septembre 1923, un coup d'Etat militaire portait au pouvoir le général Primo de Rivera, que les contradictions entre les classes dominantes allaient conduire à l'impasse et faire tomber en janvier 1930 ainsi qu'un fruit pourri.

### **De la crise de la bourgeoisie à une situation révolutionnaire**

La chute de Primo de Rivera et ensuite la fuite d'Alphonse XIII furent ainsi appréciées par l'I.C. : *« Il faut se rendre compte nettement qu'en dépit des formes de guerre civile auxquelles donne issue l'essor révolutionnaire d'Espagne, la classe ouvrière ne joue qu'un rôle infime dans ce mouvement. De ce fait, les mouvements de cet ordre défilent sur l'écran historique comme un simple épisode qui ne laisse pas de traces profondes dans l'esprit des masses travailleuses et n'enrichit pas leur expérience de la lutte des classes. »* (Manoulski, secrétaire du C.E. de l'I.C., X<sup>e</sup> Plénum, 1930.)

En revanche, de la chute du dictateur, Trotsky écrivait : *« La suite du développement de la crise espagnole signifie le réveil révolutionnaire de millions d'hommes dans les masses laborieuses »* (13 juin 1930).

De la proclamation de la République à la répression sanglante de la grève générale et de l'insurrection des Asturies, le bouillonnement dans le prolétariat, la petite paysannerie, ne cessa pas. Répondant à la *Pravda*, Trotsky écrivait le 28 mai 1931 : *« Que la révolution socialiste ne soit pas en Espagne la "tâche immédiate", c'est incontestable. Il serait plus exact de dire que l'insurrection armée dans le but de la prise du pouvoir du prolétariat n'est pas en Espagne une "tâche immédiate". Pourquoi ? Parce que l'avant-garde morcelée du prolétariat n'entraîne pas encore derrière elle les masses paysannes opprimées. Dans ces conditions, la lutte pour le pouvoir serait une entreprise d'aventuriers. »*

Cela allait être confirmé a contrario par les actions putschistes des anarchistes et notamment les tentatives de janvier 1933 et de décembre 1933 qui décimèrent la C.N.T.

Au printemps 1933, une première ébauche de front unique ouvrier s'esquissait à Barcelone : l'Alliance ouvrière (A.O.). Elle comprenait le Bloc ouvrier et paysan, la Gauche communiste, l'U.G.T. catalane, l'Union socialiste, les syndicats minoritaires au sein de la C.N.T., l'Union des rabassaires (petits paysans), le petit parti communiste de Catalogne (P.S.E.). Avec l'appui de Largo Caballero, déçu par sa participation au gouvernement Azana-Prieto, l'Alliance ouvrière s'étendait en Catalogne, à Madrid, à Valence. Dans les Asturies, la direction de la C.N.T. se déclarait d'accord avec la constitution d'une Alliance ouvrière. L'Alliance ouvrière sera donc réalisée et elle comprendra l'U.G.T. et la C.N.T. Mais la direction nationale de cette dernière était contre le front unique des organisations ouvrières que matérialisait l'Alliance ouvrière.

Quant à la direction du P.C.E. en 1933 et au début de 1934, elle étendait sa caractérisation de social-fasciste du P.S.O.E. à l'Alliance ouvrière. Dans les Asturies, ce n'est qu'au moment de l'insurrection d'octobre 1934 que le P.C.E. se rallia à l'A.O. C'est l'A.O. qui donna sa puissance à l'insurrection d'octobre 1934 dans les Asturies. En revanche, la division des rangs ouvriers dans l'ensemble de l'Espagne, le refus des dirigeants nationaux de la C.N.T. de se joindre au mouvement, alors que les dirigeants de la C.N.T. des Asturies y participaient, entraînera la défaite de la grève générale d'octobre 1934, l'isolement et l'écrasement des Asturies.

La situation, les courants et tendances du mouvement ouvrier espagnol se comprennent en mettant en relation diverses données. Premièrement, l'anarchisme qui reflète la difficulté de la classe ouvrière à se dégager de l'état arriéré, inachevé, de tout en Espagne, le particularisme, le localisme petit-bourgeois. Mais cela n'explique pas tout. Dès leur formation, la P.S.O.P. et l'U.G.T. sont timorés et subissent l'influence des grands partis de la II<sup>e</sup> Internationale. Ils sont parlementaristes sans qu'en Espagne existe le cadre politique parlementaire. L'anarchisme trouve une nouvelle forme en organisant des syndicats révolutionnaires. L'anarcho-syndicalisme est le prix à payer pour l'opportunisme du P.S.O.E. et de l'U.G.T. Les anarchistes pénétrèrent dans certains syndicats dirigés par des réformistes et en prirent la direction. Ils fondèrent la C.N.T. qui se proclama pour la grève générale, le boycott des élections, le sabotage, l'émeute, l'apolitisme, le refus des chefs, l'hostilité à tous les partis politiques et à tous les gouvernements.

C'était l'anarcho-syndicalisme. Bientôt, l'influence de la C.N.T. dépassa celle de l'U.G.T. Un dernier élément contribuera à donner au mouvement ouvrier espagnol sa physionomie. Les militants de la C.N.T. ont été très influencés par la révolution russe. Cependant, le parti communiste espagnol naît de la scission du P.S.O.E. en 1921. Il est formé de la J.S., de la minorité du P.S., de dirigeants de la C.N.T. Trotsky et Lénine estiment cependant que la C.N.T. rassemble le meilleur des militants révolutionnaires. Hélas ! la dégénérescence gangrène bientôt la III<sup>e</sup> Internationale. Le P.C.E. devient un repoussoir. Le 24 juillet 1927, les libertaires constituèrent la Fédération anarchiste ibérique (F.A.I.). Trois mille militants de la fédération de Catalogne et des Baléares allaient quitter le P.C.P. et rejoindre le Bloc ouvrier et paysan dirigé par un des fondateurs du P.C.E., **Maurin**, et l'ancien fonctionnaire de l'I.C. **Gorkin**. **Andrés Nin**, autre fondateur du P.C.E. et secrétaire de l'Internationale syndicale rouge, partisan de Trotsky, était exclu du P.C.E. Le P.C.E., aux élections de 1933, n'aura qu'un seul élu, à Malaga.

Ultérieurement, **Nin** et **Andrade**, le 25 septembre 1934, rejoignaient les dirigeants du Bloc ouvrier et paysan et formaient avec eux le parti ouvrier d'unité marxiste. Le P.S.O.E. et l'U.G.T. ont cours des années 1931-1936, une croissance importante, et ont connu des processus politiques plus importants encore. C'est d'abord la formation d'une aile gauche, après 1933, sous la direction de Largo Caballero en opposition à l'aile droite de Prieto. L'aile gauche se formait en réaction à la politique de participation au gouvernement Azana qui avait conduit à de durs échecs, foulant aux pieds les intérêts des masses. L'aile gauche exprimait non sans faiblesse la radicalisation du prolétariat. Prieto contrôlait l'appareil du P.S.O.E., mais Caballero avait une influence prépondérante sur l'U.G.T. Phénomène d'une portée aussi grande : les Jeunesses socialistes évoluaient à gauche. Sous la direction de Santiago Carrillo, elles cherchaient leur voie. Après avoir regardé du côté du trotskysme, les J.S. vont se rallier au stalinisme, fusionner avec les J.C. et former en avril 1936 les Jeunesses socialistes unifiées. Trotsky, dès le début 1934, invitait ses partisans espagnols à pénétrer à l'intérieur du P.S.O.E. et des J.S., à y développer un courant. Il se fondait sur la perspective qu'après la défaite en Allemagne, après la politique du social-fascisme pratiquée par les P.C., à un premier stade la radicalisation des masses se manifesterait au travers des P.S. Il estimait qu'il s'y formerait des ailes gauches cherchant la voie et le programme de la révolution, que ces forces seraient décisives et qu'il fallait les capter pour construire le parti révolutionnaire.

Mais les trotskystes espagnols se refusèrent à suivre cette orientation. **Nin** préférait former le P.O.U.M. avec le Bloc ouvrier et paysan. Le P.O.U.M., rappelons-le, devait signer l'accord électoral de Front populaire. Trotsky rompit politiquement avec **Nin**. Le faible groupe trotskyste qui restait n'a eu que peu d'impact sur les événements.

Le mouvement ouvrier, hétérogène et confus, subissait en outre la pression des mouvements nationalistes : notamment basque, et de l'Esquerra de Companys en Catalogne.

C'est ce mouvement ouvrier, tel qu'il est, que les masses ouvrières et paysannes vont utiliser pour traduire leurs besoins et aspirations. L'impasse politique et la crise de la bourgeoisie vont ouvrir les vannes et les contradictions sociales explosives seront avivées par la crise économique des années 30. Lénine avait défini trois conditions constitutives d'une situation révolutionnaire :

« 1. - *Impossibilité pour les classes dominantes de conserver leur domination sous une forme non modifiée ; telle ou telle crise du "sommet" crise de la politique de la classe dominante, qui crée une fissure par laquelle le mécontentement et l'indignation des classes opprimées se fraient un chemin. Pour que la révolution éclate, il ne suffit pas d'ordinaire que "la base ne veuille plus" vivre comme auparavant, mais il importe encore plus que "le sommet ne le puisse plus".*

« 2. - *Aggravation, plus qu'à l'ordinaire, de la misère et de la détresse des classes opprimées.*

*« 3. - Accentuation marquée, pour les raisons indiquées plus haut, de l'activité des masses, qui, en période de " paix " se laissent piller tranquillement, mais qui, en période orageuse, sont appelées, tant par l'ensemble de la crise que par le "sommet" lui-même, vers une action historique indépendante. »*

Auxquelles il ajoute : *« ... La capacité de la classe révolutionnaire de mener des actions révolutionnaires de masses assez vigoureuses pour briser (ou " entamer ") l'ancien gouvernement qui ne "tombera" jamais, même à l'époque des crises, si on ne le " fait choir ". »*

Ces trois conditions étaient pleinement réunies dans les années 1930 en Espagne. D'une étonnante clairvoyance, Trotsky estimait cependant que la marche vers la révolution serait sans doute lente, mais qu'elle était inéluctable. Mais la marche à la révolution et la révolution elle-même allaient être traduites et orientées par le mouvement ouvrier et les organisations qui le composaient ; et, finalement, elles dépendaient de ces organisations.

### **La crise révolutionnaire... le coup d'Etat militaire**

Au lendemain des élections du 16 février 36, Zamora rappela au pouvoir Azana qui formait un gouvernement. Les socialistes, sous la pression de Largo Caballero et de l'U.G.T., refusaient d'y participer. Le P.S.O.E. soutient le gouvernement républicain bourgeois dont la tâche, dit Caballero, est d'appliquer le programme bourgeois de Front populaire.

En mai, Zamora est destitué par les Cortes qui élisent Azana à la présidence de la République. Le nouveau gouvernement formé par Quiroga ne comprend pas non plus de socialistes, bien que Prieto se soit prononcé pour un gouvernement à l'image du Front populaire. Le gouvernement est débordé. Il court après les masses pour les contenir. L'amnistie est votée. Les conseils municipaux sont rétablis, ainsi que le statut d'autonomie de la Catalogne, un statut d'autonomie basque est mis à l'étude. Une « réforme agraire » dans les cadres définis par le pacte de Front populaire est également mise à l'étude. Mais, dès le lendemain des élections, les masses ont ouvert les prisons. Les paysans commencent à s'emparer des terres et à se les partager. Les masses imposent les libertés démocratiques. Les grèves s'étendent. Eglises et couvents flambent (il faut se souvenir de la position sociale et politique de l'Eglise en Espagne). Les employés des tramways de Madrid décident de gérer eux-mêmes la compagnie. Le 1er juin, les 70 000 travailleurs du bâtiment de Madrid débraient. Le 4 juillet, le gouvernement impose aux patrons qu'ils satisfassent partiellement les revendications. L'U.G.T. donne l'ordre de reprise, mais la C.N.T. appelle à la poursuite de la grève. Des affrontements ont lieu entre militants U.G.T. et C.N.T. La classe ouvrière, la paysannerie, ne sont pas unifiées, elles n'ont pas de perspective politique qui les rassemble et ordonne leur mouvement. Au contraire.

Les affrontements armés entre militants ouvriers, travailleurs, paysans et bandes fascistes prennent de l'ampleur. En octobre 1933, José Antonio Primo de Rivera, fils du dictateur, a fondé la Phalange, qui fusionnera en février 1934 avec les Juntas offensives nationales syndicalistes. Tandis que les chefs militaires organisés dans l'Union militaire espagnole, appuyés par l'Eglise et les carlistes préparent le soulèvement, la Phalange engage déjà la guerre civile. Elle assassine les militants ouvriers, elle s'efforce de répandre la terreur dans les quartiers ouvriers. En riposte à l'assassinat d'un lieutenant des gardes d'assaut qui instruisait les milices socialistes, une quinzaine de gardes d'assaut s'emparent du leader monarchiste Calvo Sotelo et l'exécutent.

Le gouvernement et les dirigeants des organisations et partis ouvriers savent que les généraux préparent un soulèvement, mais le gouvernement de Front populaire cautionne le corps des officiers, sa loyauté vis-à-vis de la République. Les staliniens et le P.S.O.E., dont l'appareil est entre les mains de Prieto, cautionnent le gouvernement. Les dirigeants de la C.N.T. et de l'U.G.T. sont incapables de définir une orientation, de tracer une ligne politique qui organise et mobilise les masses face au soulèvement qui se prépare. Largo Caballero se contente de demander au gouvernement d'« armer le peuple ».

Le 17 juillet, le soulèvement militaire éclate au Maroc. D'abord, toute la journée du 17, le gouvernement nie. Ce n'est que le 18 qu'il admet qu'« une partie de l'armée s'est soulevée ». Alors que l'armée se soulève à Malaga et à Séville, il affirme : *« Dans la péninsule personne n'a adhéré à une entreprise aussi absurde. »*

A 15 heures, il répond aux partis et aux syndicats ouvriers *« Le gouvernement prend acte des offres d'aide [...]. Grâce aux mesures préventives prises par le gouvernement, on peut dire qu'un vaste mouvement antirépublicain a été étouffé. Il n'a trouvé aucune assistance dans la péninsule et a seulement réussi à recruter quelques partisans dans une fraction de l'armée. »*

Largo Caballero demande toujours au gouvernement de distribuer des armes aux organisations ouvrières. Une fois encore, le gouvernement s'y refuse. Une fois encore, le P.S.O.E. et le P.C.E. appuient le gouvernement. Un communiqué commun déclare : *« Le moment est difficile, non désespéré. Le gouvernement est sûr de posséder les moyens suffisants pour écraser cette tentative criminelle. Au cas où les moyens seraient insuffisants, la République a la promesse solennelle du Front populaire. Il est prêt à intervenir dans la lutte à partir du moment où l'on réclamera son aide. Le gouvernement commande et le Front populaire obéit. »* Et que fait le gouvernement ? Il abandonne sans combattre l'Espagne à la clique militaire-fasciste et le 19, à 4 heures du matin, il démissionne.

Ce n'est qu'au soir du 18 que la C.N.T. et l'U.G.T. donnent l'ordre de grève générale et une fois encore, sans ouvrir de perspectives politiques, sans centralisation, sans plan.

### **La révolution**

C'est dans ces conditions que les masses, que les dirigeants régionaux et locaux vont réagir et combattre. Rien n'est plus prodigieux et significatif que cette réaction des cadres régionaux et locaux et des masses. Sans perspective, sans organisation, sans armes, en ayant à leur tête un gouvernement formé en hâte, que dirige Martinez Barrio, qui est élargi sur la droite et dont l'objectif est de négocier avec les généraux rebelles, les masses font échouer le coup d'Etat militaire. Car c'est un échec. Echec à Barcelone, Madrid, Valence, Malaga. La flotte passe du côté des masses. Echec au Pays basque,

dans les Asturies. En bien des endroits, si la clique militaro-fasciste prend le contrôle de la situation, c'est en raison des atermoiements imposés aux masses. A Saragosse, ce sont les dirigeants de la C.N.T. qui invitent les travailleurs à rentrer chez eux les 17 et 18, sur les instances du gouverneur, lequel a des assurances de loyauté du général commandant la place. Le 19, les militaires passent à l'action : c'est le massacre. Dans de nombreuses villes, il en est ainsi. Oviedo est prise de cette façon. Au mois de juillet, les franquistes n'occupent encore qu'une partie de l'Andalousie au Sud, la Galicie, une partie des Asturies, la Navarre, la Vieille Castille, une partie de l'Aragon. Ils sont coupés en deux. Ils ne feront leur jonction qu'à la mi-août en conquérant l'Estrémadure.

L'action révolutionnaire des masses a mis en échec le pronunciamiento. A Barcelone, les travailleurs dirigés par les militants de la C.N.T., du P.O.U.M., combattent pendant trois jours, et prennent d'assaut les casernes. A Madrid également. Partout, les « colonnes » partent à l'attaque des troupes rebelles et reprennent nombre de villes que celles-ci semblaient devoir contrôler. Bien que les « colonnes », en l'absence d'armement, d'un plan d'ensemble, de centralisation, d'organisation, d'expérience, ne puissent rivaliser sur le plan purement militaire, aux premiers jours, avec l'armée encadrée par le corps des officiers, qui a un plan, possède les moyens techniques, a un objectif politique précis. L'ensemble de ces données démontre la profondeur, la puissance élémentaire du mouvement révolutionnaire des masses qui malgré tout met en échec le coup d'Etat.

L'Etat bourgeois, sa police, ses administrations, ont volé en éclats dans l'ensemble du pays. Dans les zones occupées par les rebelles, l'armée constitue le pouvoir autour duquel s'agglomèrent les autres organismes de l'Etat bourgeois. Partout ailleurs, se sont constitués des comités issus directement des masses ou rassemblant les représentants des organisations ouvrières. A côté du gouvernement de la Généralité de Catalogne, s'organise à Barcelone le Comité central des milices de Catalogne qui siège en présence de délégués de la Généralité et est constitué de représentants des syndicats et de partis ouvriers. En Aragon, libéré en partie par les « colonnes », le Conseil d'Aragon que la C.N.T. dirige, a été constitué en septembre 1936. A peu près dans toutes les villes et provinces où la rébellion est battue, des comités, des juntas, formés de militants des partis et syndicats ouvriers se sont constitués : à Valence, c'est le Comité exécutif populaire qui étend son autorité sur l'ensemble de la province du Levant ; dans les Asturies, à Gijón, s'est constitué un Comité de guerre, et un Comité populaire à Sama de Langria, qui fusionnent en septembre. A Malaga, c'est un Comité de salut public. A Badajoz, c'est le Conseil provincial. A Madrid, la situation est plus confuse. Une situation de double pouvoir s'est établie. Dans la journée du 19 juillet, à peine constitué, le gouvernement de Martinez Barrio doit laisser la place, devant le soulèvement des masses, à un nouveau gouvernement : le gouvernement Giral. Ce gouvernement décrète ce qui est un état de fait : la dissolution de l'armée, l'armement des milices ouvrières formées par les partis et les syndicats ouvriers.

Du même mouvement où ils s'emparaient localement et régionalement du pouvoir politique, les masses et les militants s'emparaient des usines et des terres, sans autre forme de procès. Ils faisaient fonctionner les usines, constituaient des communautés agraires ou se partageaient les terres.

### **La question du pouvoir**

Ce profond mouvement de masse, c'est la révolution. Mais la victoire de la révolution exige beaucoup plus : liquider l'ancien pouvoir, les débris de l'Etat bourgeois, constituer un pouvoir central, construire un Etat ouvrier, agir en fonction d'une perspective et selon un plan. Cette perspective, ce plan, seul un parti révolutionnaire lié aux masses ainsi que l'était le parti bolchevique en 1917 peut les fournir. En Espagne, un tel parti n'existe pas. L'U.G.T. n'est pas un parti. De plus, Largo Caballero qui la dirige ne veut pas appliquer lui-même le programme de Front populaire qu'il qualifie de bourgeois, mais il appuie les gouvernements qui s'engagent à l'appliquer. Pour le reste, il peut à l'occasion être très radical en paroles. Le P.O.U.M. a signé l'accord de Front populaire et est une organisation hétérogène implantée surtout en Catalogne. La C.N.T.-F.A.I. est en principe contre tout pouvoir politique. *« Les hommes de la C.N.T., aguerris, audacieux, énergiques, allaient devenir les grandes vedettes du drame. Pourtant, à cause du récent congrès de Saragosse, ils ne pouvaient débiter dans de pires conditions idéologiques. Ils n'avaient pas de plan de combat, pas d'orientation, pas de doctrine claire, pas de vue sur ce qu'il fallait faire ou ne pas faire en période révolutionnaire. Le "concept confédéral du communisme libertaire" dépourvu du moindre réalisme, extra-temporel et muet sur le chemin à suivre, les laissait désarmés.<sup>1</sup> »*

Le gouvernement Giral n'avait pas de forces. L'Etat bourgeois n'était plus que morceaux épars. Le pouvoir n'était plus qu'une ombre. Mais le gouvernement Giral restait le gouvernement « légitime », le gouvernement central, et le Front populaire, le P.S.O.E., le P.C.E., l'étaient politiquement. Ils étaient ses relais et affirmaient sa souveraineté. Ils s'activaient à reconstruire l'Etat bourgeois démantelé. Ils agissaient ainsi que des forces centralisées, sur une ligne politique précise et nationale, centralisant l'action gouvernementale, reconstruisant un Etat central. Leur force venait d'abord de ce que la situation ne pouvait s'éterniser ainsi. Il fallait un pouvoir central, une politique d'ensemble, et ce d'autant plus que la guerre civile ne permettait pas de ruser avec la question : soit un gouvernement ouvrier et paysan, un Etat ouvrier ou... un gouvernement bourgeois reconstruisant l'Etat bourgeois.

### **Reconstruction de l'Etat bourgeois**

Le 4 septembre, Giral démissionne, Largo Caballero forme le nouveau gouvernement. C'est un tournant. Pour la première fois, un dirigeant socialiste et de l'U.G.T. dirige un gouvernement. Qui plus est, Largo Caballero a, au cours des mois qui ont précédé le soulèvement militaire, parlé de la dictature du prolétariat ; en août, il a été question de balayer le gouvernement Giral et de constituer, sous sa direction, un gouvernement U.G.T.-C.N.T.-P.S.-P.C.E.-F.A.I., dont seraient exclus les partis bourgeois. Mais Largo Caballero forme un gouvernement de Front populaire auquel participent le P.S., le P.C.E., l'U.G.T., et six ministres des partis bourgeois.

Son programme : d'abord gagner la guerre et... la révolution viendra après. Tout d'abord, la C.N.T. ne participe pas au nouveau gouvernement, mais elle reconnaît son « autorité ».

<sup>1</sup> Cesar M. Lorenzo, *Les Anarchistes et le pouvoir*.

A Valence, le Comité exécutif populaire apporte son soutien au nouveau gouvernement et à son programme. La dissolution du Comité central des milices à Barcelone, la formation d'un gouvernement de la Généralité de Catalogne présidé par Companys, dirigeant du parti catalan bourgeois, l'Esquerra, devenu fantomatique, la participation de tous les partis à ce gouvernement, y compris le P.O.U.M., signifient la subordination et la destruction des organismes de pouvoir ouvrier et la reconstruction de l'appareil d'Etat bourgeois. Le 31 octobre c'est au tour du Conseil d'Aragon de reconnaître l'autorité du gouvernement central. Finalement, le 4 novembre, la C.N.T. entre au gouvernement. La capitulation est complète... au nom, bien sûr, des circonstances exceptionnelles.

Le P.C.E. a une ligne et s'y tient : le Front populaire. En Espagne, il la justifie d'un double point de vue : « *La révolution qui se déroule dans notre pays est la révolution démocratique bourgeoise... En cette heure historique, le P.C. fidèle à ses principes révolutionnaires et respectueux de la volonté du peuple se place aux côtés du gouvernement qui exprime cette volonté, aux côtés de la République, aux côtés de la démocratie. Le gouvernement espagnol est un gouvernement issu du triomphe électoral du 16 février et nous le soutenons et le défendons parce qu'il est le représentant légal du peuple en lutte pour la démocratie et la liberté.* » (Dolores Ibarruri, *Mundo Obrero*, 30 juillet 1936.)

Et ensuite : « *Nous combattons sincèrement pour la République démocratique, parce que nous savons que si nous commettons l'erreur de combattre pour la révolution socialiste dans notre pays – et même pour une période relativement éloignée après la victoire – nous donnerions la victoire au fascisme : nous verrions dans notre pays non seulement les envahisseurs fascistes, mais à leurs côtés les gouvernements démocratiques du monde, qui ont déjà dit explicitement que dans la situation européenne actuelle, ils ne toléreraient pas une dictature du prolétariat dans notre pays.* » (Santiago Carrillo, discours à la conférence des J.S.U., janvier 1937.)

En outre, le P.C.E. bénéficie politiquement de l'aide matérielle et en cadres de l'U.R.S.S., les brigades internationales sont politiquement contrôlées par l'Internationale communiste. Il contribue puissamment à la défense de Madrid. Son influence grandit, de 30 000 ses effectifs sont passés (selon ses dirigeants) à plus de 1 million, d'autant qu'il est le refuge de tout ce qui s'oppose résolument à la révolution.

Au printemps 1937, la situation politique n'est plus la même qu'en juillet et septembre 1936. L'Etat est en pleine reconstruction. Une armée républicaine est reconstituée, la police fonctionne à nouveau. Les conseils municipaux ont repris leurs fonctions et les masses sont refoulées par le gouvernement. Le pouvoir judiciaire est rétabli, etc.

Déjà, le P.O.U.M. a été exclu du gouvernement de la Généralité de Catalogne. Le gouvernement Caballero a rempli sa fonction : gouvernement « gauche » de Front populaire, permettant la participation de toutes les organisations ouvrières, inspirant confiance aux masses, qui le prennent pour leur gouvernement, mais instrument de reconstruction de l'Etat bourgeois. Une nouvelle étape doit être franchie. Le P.C.E. va jouer pleinement son rôle.

Au printemps 1937, les masses sont à nouveau en fermentation au Levant et en Catalogne en particulier. Une nouvelle explosion révolutionnaire due au désappointement causé par la politique du gouvernement Caballero, tant en ce qui concerne la conduite de la guerre que par son impéritie économique, que par les coups portés aux organismes de masse, se prépare. Le P.C.E. veut aller jusqu'au bout. Son terrain d'attaque sera Barcelone, la capitale révolutionnaire de la Catalogne. C'est ainsi que les incidents se multiplient : le lundi 3 mai, sous les ordres de Rodriguez Salas, commissaire à l'ordre public, membre du parti socialiste unifié de Catalogne (appellation en Catalogne du P.C.E.), trois camions de gardes d'assaut pénètrent à l'intérieur du central téléphonique et veulent s'en emparer. Le central téléphonique est sous le contrôle d'un comité U.G.T.-C.N.T., il est gardé par la C.N.T. Le feu est mis aux poudres. A l'initiative des comités et militants locaux, la classe ouvrière se mobilise. Le prolétariat se soulève et contrôle pratiquement la ville. Immédiatement, les dirigeants de la C.N.T. interviennent. Ils négocient un « compromis » avec Companys. La C.N.T. et les gardes se retirent du central téléphonique. La C.N.T. appelle les travailleurs à abandonner les barricades, à retourner au travail. Ses dirigeants dénoncent le groupe des « Amis de Durruti » qui veulent poursuivre la lutte. Leur capitulation est complète. Ils arrêtent les colonnes du P.O.U.M. et de la C.N.T. qui descendent sur Barcelone pour aider les ouvriers. En revanche, le gouvernement central, s'il envoie les ministres de la C.N.T. Garcia Oliver et Federica Montseny appeler au calme les travailleurs de Barcelone, fait croiser devant le port une partie de la marine de guerre, et détache du front de Jarama une colonne motorisée de 5000 gardes d'assaut. Il nomme le général Pozas, ancien chef de la garde du P.C.E., commandant des troupes de Barcelone. Le P.S.U.C. Poursuit son offensive. Il assassine les militants de la C.N.T. et de la F.A.I., tels Berneri et son collaborateur Barbieri. Il occupe, en chassant la C.N.T., la principale gare de Barcelone. Dans toute la Catalogne, l'offensive contre-révolutionnaire se développe. C'en était fait de l'autonomie de la Catalogne. Une nouvelle étape de la reconstruction et de la centralisation de l'Etat bourgeois s'ouvrait.

### **Du gouvernement de l'Etat fort... à la défaite**

Le gouvernement Caballero n'était plus adapté aux tâches nouvelles du Front populaire qui sont désormais la répression, porter des coups mortels aux masses. Il démissionne le 14 mai.

Le nouveau gouvernement est dirigé par Juan Negrin du P.S.O.E. Son cabinet comprend des ministres P.S.O.E., du P.C.E., des partis républicains, de l'Esquerra catalane. L'U.G.T. et la C.N.T. ne participent plus. Le gouvernement Negrin écrase tout ce qui subsiste de la révolution. Le P.O.U.M. est interdit. Ses militants sont arrêtés. Nin est enlevé et assassiné par le N.K.V.D. Le Conseil de défense de l'Aragon est dissout. Tous les comités nés de juillet 1936 et qui subsistent encore sont détruits. L'autonomie de la Catalogne n'est plus qu'une illusion vide de contenu.

La F.A.I. est mise au pas. Les dirigeants de la C.N.T. s'inclinent devant le nouveau gouvernement. Un moment Largo Caballero résiste : il n'accepte pas que l'U.G.T. applique la politique que le gouvernement Negrin exige d'elle. Un comité P.S.O.E.-P.C.E. est mis alors debout. Par de véritables coups de force appuyés directement sur l'appareil d'Etat, il brise la résistance de l'U.G.T. à la politique du gouvernement. La censure est établie. Le gouvernement monopolise les émetteurs radio. Une police spéciale est constituée : le Service des investigations militaires (S.I.M.), que contrôlent le P.C.E. et le N.K.V.D. Il n'y a plus de milices mais une armée nationale. Des tribunaux spéciaux sont institués.

En Espagne, plus qu'ailleurs, le pouvoir bourgeois est fondé sur l'unité du sabre et du goupillon. L'Eglise est une puissance politique et sociale réactionnaire, en outre, elle est propriétaire foncier et joue un rôle économique important. La révolution a obligatoirement balayé cette institution, cette force politique, sociale, économique, réactionnaire. Le gouvernement Negrin rétablit la liberté du culte et dispense les prêtres de service armé. En revanche, le 14 août 1937, une circulaire interdit toute critique à l'égard du gouvernement d'U.R.S.S.

Réaction sociale et réaction politique vont ensemble.

En juillet 1936, les travailleurs se sont emparés des grosses entreprises capitalistes et en assument la gestion. En attendant de les rendre à leurs « légitimes propriétaires », le gouvernement prend directement en main leur gestion.

Les terres avaient été occupées en juillet 1936 par les paysans pauvres et sans terre, sous l'impulsion des militants de la C.N.T., de la F.A.I., du P.O.U.M. En Aragon, en Catalogne, au Levant, les propriétaires terriens réclament et recouvrent « leurs terres ». Ils sont appuyés par le gouvernement. En Catalogne, le décret sur la collectivisation n'est pas appliqué, le gouvernement Negrin le considère comme illégal.

A la fin 1937, début 1938, les gouvernements de Front populaire ont porté des coups décisifs au prolétariat, aux paysans pauvres, à la jeunesse. L'appareil d'Etat bourgeois est reconstruit. Les masses sont politiquement mortellement frappées.

L'Espagne était grosse d'une révolution. L'ensemble des contradictions politiques et sociales y conduisaient. La crise politique de dislocation du vieux système de domination politique derrière lequel s'alignait la bourgeoisie, avaient ouvert de larges brèches dans l'édifice de l'ordre social et politique, et dans ces brèches, les masses s'étaient engouffrées. A partir de décembre 1935, janvier 1936, la révolution frappait à la porte. Elle se précisait après les élections de février 1936. C'est pour mettre fin à cette situation que le soulèvement militaro-fasciste avait eu lieu. Mais au contraire, il avait précipité le processus. La révolution avait déferlé.

L'Espagne était un nœud de contradictions sociales et politiques. La crise politique était la conséquence et la manifestation de l'impuissance de la bourgeoisie à les résoudre. Aux paysans affamés de terre, ou voulant se libérer du fardeau du métayage, aux nationalités étouffant dans le carcan d'une unité nationale inachevée, il fallait une direction qui les entraîne sur la voie de la solution à leurs problèmes : on ne pouvait être que le prolétariat. Lui seul pouvait, à la tête des masses exploitées d'Espagne, exproprier les grands propriétaires terriens, résoudre les problèmes des métayers, assurer les droits des nationalités en constituant une Espagne unifiée, prendre en charge les libertés démocratiques, toutes les tâches que, plus d'un siècle de l'histoire de l'Espagne le démontrait la bourgeoisie espagnole était incapable d'assumer. Seul le prolétariat pouvait à la fois rompre les liens de subordination de l'Espagne exploitée par de grandes sociétés capitalistes étrangères, et libérer le Maroc colonisé par l'impérialisme croupion espagnol. Mais il ne pouvait se mettre à la tête des masses exploitées qu'en accomplissant ses propres tâches, en résolvant ses propres questions politiques et sociales : prendre le pouvoir, exproprier le capital, planifier l'économie. Tout se résumait à cela : quel Etat ? quel gouvernement ?

Un gouvernement des organisations et partis ouvriers, balayant les débris de l'Etat bourgeois disloqué, s'appuyant sur les comités ouvriers et paysans, les centralisant et en faisant la base et l'armature de l'Etat ouvrier ; ou un gouvernement des organisations et partis ouvriers alliés à l'« ombre politique » de la bourgeoisie, mais respectant cette ombre, tentant de lui insuffler vie et réalité, reconstituant pièce par pièce et globalement l'Etat bourgeois disloqué et détruisant les organismes ouvriers et paysans nés aux jours de juillet 1936.

Rappelons-le. Le Front populaire était un choix : « *les républicains n'acceptent pas la nationalisation et la remise gratuite des terres aux paysans, respectent la Constitution* ». Le Front populaire allait à l'encontre des besoins et aspirations des masses. Le soulèvement militaro-fasciste s'était produit en vue de briser la révolution montante. Il la précipita. Le Front populaire l'écrasa. Dès lors, la suite était inévitable au gré des relations internationales entre les grandes puissances impérialistes et la bureaucratie du Kremlin.

Aux premières heures du soulèvement, la révolution pouvait balayer Franco. Plus tard, le programme de la révolution pouvait encore permettre de vaincre et y compris de décomposer les troupes de Franco. L'œuvre des gouvernements de Front populaire, ce fut essentiellement de détruire les instruments révolutionnaires et de démoraliser par là même les combattants et l'arrière républicains.

Le paysan voulait la terre, les ouvriers les usines, tous voulaient les libertés ; le prolétariat construisait les éléments d'un nouveau pouvoir : les gouvernements de Front populaire foulaient aux pieds tout cela ou le détruisait. Les Maures formaient les troupes de choc de l'armée de Franco. Les gouvernements de Front populaire pouvaient disloquer cette armée : il leur suffisait de proclamer l'indépendance sans conditions du Maroc espagnol. Cette arme non plus, ils ne l'utilisaient pas et ne pouvaient l'utiliser. La bourgeoisie espagnole à cette période ne pouvait l'accepter. De plus, donner l'indépendance au Maroc espagnol, c'était dénoncer les puissances colonialistes, la France en particulier, qui avait colonisé tout le Maghreb. Or, les gouvernements de Front populaire se réclamaient de la croisade des « démocraties » contre le fascisme.

La guerre est la prolongation de la politique par d'autres moyens. La guerre civile est une lutte de classes poussée à ses limites ultimes. La contre-révolution victorieuse entraînait la défaite de l'Espagne républicaine. L'écrasement du prolétariat de Barcelone, de la paysannerie de Catalogne, d'Aragon, du Levant, la mise au pas des nationalités, la liquidation des libertés prélevaient et annonçaient la victoire de Franco. De façon limitée et épisodique la bureaucratie du Kremlin a fourni des armes à la République espagnole. Elle les lui a fait payer en se faisant livrer les réserves d'or de la Banque d'Espagne. Mais la fourniture de matériels militaires, l'envoi de techniciens, l'encadrement des brigades internationales, ont été de puissants moyens de pression sur les gouvernements espagnols. Negrin devenait un instrument du P.C.E. Le N.K.V.D. s'installait en Espagne. Parallèlement, aux procès de Moscou, la répression se développait selon les moyens, les méthodes et les buts de la bureaucratie du Kremlin. Finalement, d'ailleurs, les spécialistes russes, les cadres militaires et politique envoyés en Espagne, furent en grande partie exterminés à leur retour en U.R.S.S. L'aide russe dépendait des intérêts et des combinaisons diplomatiques du Kremlin. Alors que la politique du P.C.E. brisait les armes révolutionnaires, cassait le ressort des masses exploitées espagnoles, les armes proprement dites n'étaient jamais suffisantes pour vaincre uniquement sur le plan militaire. Jusqu'à l'automne 1936, l'U.R.S.S. ne livra pratiquement pas d'armes. De l'automne 1936

au printemps 1937, les envois d'armes sont relativement importants. Ensuite, les envois d'armes vont diminuer et finalement cesser au milieu de l'année 1938 les brigades internationales seront dissoutes.

A cette époque, la bureaucratie du Kremlin est engagée en des manœuvres diplomatiques complexes afin d'obtenir des engagements précis de la France et de l'Angleterre en cas de guerre de l'Allemagne contre l'U.R.S.S. ; en même temps qu'elle cherche à réaliser un accord avec l'Allemagne hitlérienne. Elle se désintéresse de l'Espagne, qui dans un cas comme dans l'autre ne peut plus être qu'une gêne dans son jeu. Le sort de l'Espagne est définitivement scellé. Au cours de l'année 1938 et au début 1939, c'est l'effondrement. Le 28 mars 1939, les troupes fascistes entrent à Madrid.

Sur la pierre tombale du Front populaire espagnol, on peut écrire son bilan : un million de morts, et depuis, quarante ans d'exploitation des masses, des années et des années de misère et d'atroce répression.

Dans l'esprit où nous avons rédigé ce chapitre, pour le conclure, nous laissons la parole à Trotsky. Ce serait affadir, affaiblir, cette rigoureuse conclusion que de la paraphraser. Or, la fin que nous poursuivons est d'éclairer le mieux qu'il nous est possible les militants et travailleurs sur le contenu de la politique des fronts populaires.

---

### **TROTSKY - « LEÇON D'ESPAGNE : DERNIER AVERTISSEMENT » 17 décembre 1937 (Extraits)**

#### **« La théorie du front populaire »**

Il serait pourtant naïf de penser qu'à la base de la politique du Komintern en Espagne se trouvaient quelques « erreurs » théoriques. Le stalinisme ne se guide pas sur la théorie marxiste, ni sur quelque théorie que ce soit, mais, empiriquement, sur les intérêts de la bureaucratie soviétique. Entre eux, les cyniques de Moscou se moquent bien de la « philosophie » du front populaire à la Dimitrov. Mais ils ont à leur disposition, pour tromper les masses, des cadres nombreux de propagandistes de cette formule sacrée, sincères ou filous, naïfs ou charlatans. Louis Fischer avec son ignorance et sa suffisance, son état d'esprit de raisonneur provincial organiquement sourd à la révolution, est le représentant le plus répugnant de cette confrérie peu attrayante. L'« union des forces progressistes », le « triomphe des idées du front populaire », l'« atteinte portée par les trotskystes à l'unité des rangs antifascistes »... Qui croirait qu'il y a quatre-vingt-six ans que le **Manifeste communiste** a été écrit ?

Les théoriciens du front populaire ne vont pas plus loin que la celle de la première règle d'arithmétique, celle de l'addition : la somme des communistes, des socialistes, des anarchistes et des libéraux est supérieure à chacun de ses termes. Pourtant, l'arithmétique ne suffit pas dans l'affaire. Il faut au moins la mécanique : la loi du parallélogramme des forces se vérifie, même en politique. La résultante est, comme on sait, d'autant plus courte que les forces divergent entre elles. Quand les alliés politiques tirent dans des directions opposées, la résultante est égale à zéro. Le bloc des différents groupements politiques de la classe ouvrière est absolument nécessaire pour résoudre les tâches communes. Dans certaines circonstances historiques, où un tel bloc est capable d'attirer à lui les masses petites-bourgeoises opprimées dont les intérêts sont proches de ceux du prolétariat, la force commune d'un tel bloc peut se trouver beaucoup plus grande que la résultante des forces constituantes. Au contraire, l'alliance du prolétariat avec la bourgeoisie, dont les intérêts, à l'heure actuelle, dans les questions fondamentales, font un angle de 180 degrés, ne peut, en règle générale, que paralyser la force révolutionnaire du prolétariat.

La guerre civile, où la force de la seule violence a peu d'action, exige de ses participants un dévouement suprême. Les ouvriers et les paysans ne sont capables d'assurer la victoire que quand ils mènent la lutte pour leur propre émancipation. Les soumettre dans ces conditions à la direction de la bourgeoisie, c'est assurer d'avance leur défaite dans la guerre civile.

Ces vérités ne sont d'aucune manière le fruit d'une analyse purement théorique. Au contraire, elles représentent la conclusion irréfutable de toute l'expérience historique, au moins à partir de 1848. L'histoire moderne des sociétés bourgeoises est pleine de fronts populaires de toutes sortes, c'est-à-dire de combinaisons politiques les plus diverses pour tromper les travailleurs. L'expérience espagnole n'est qu'un nouvel anneau tragique de cette chaîne de crimes et de trahisons. L'alliance avec l'ombre de la bourgeoisie

Le fait le plus étonnant politiquement est que, dans le Front populaire espagnol, il n'y avait pas au fond de parallélogramme des forces : la place de la bourgeoisie était prise par son ombre. Par l'intermédiaire des staliniens, des socialistes et des anarchistes, la bourgeoisie espagnole s'est subordonné le prolétariat sans même se donner la peine de participer au Front populaire : la majorité écrasée des exploités de toutes nuances politiques était passée dans le camp de Franco. Sans aucune théorie de la révolution permanente, la bourgeoisie espagnole a compris, dès le début du mouvement révolutionnaire des masses, que, quel que soit son point de départ, ce mouvement était dirigé contre la propriété privée de la terre et des moyens de production, et qu'il était absolument impossible d'en venir à bout par les moyens de la démocratie.

C'est pourquoi il n'est resté dans le camp républicain que des débris insignifiants de la classe possédante. MM. Azana, Companys et leurs semblables, avocats politiques de la bourgeoisie, mais nullement la bourgeoisie elle-même. Ayant tout misé sur la dictature militaire, les classes possédantes surent en même temps utiliser leurs représentants politiques de la veille pour paralyser, désagréger, puis étouffer le mouvement socialiste des masses sur le territoire « républicain ».

Ne représentant plus à aucun titre la bourgeoisie espagnole, les républicains de gauche représentaient bien moins encore les ouvriers et les paysans : ils ne représentaient rien en dehors d'eux-mêmes. Pourtant, grâce à leurs alliés socialistes, staliniens et anarchistes, ces fantômes politiques ont joué dans la révolution un rôle décisif.

Comment ? Très simplement en tant qu'incarnation du principe de la révolution démocratique, c'est-à-dire de l'inviolabilité de la propriété privée.

#### **Les staliniens dans le Front populaire**

Les causes de l'apparition du Front populaire espagnol et sa mécanique interne sont parfaitement claires. La tâche des chefs en retraite de l'aile gauche de la bourgeoisie consistait à stopper la révolution des masses et à regagner la confiance perdue des exploités : pourquoi Franco si nous, les républicains, pouvons faire la même chose ? Sur ce plan essentiel, les

intérêts d'Azana et de Companys coïncidaient pleinement avec ceux de Staline, pour lequel il était nécessaire de gagner la confiance des bourgeoisies anglaise et française en montrant qu'il était capable de protéger l'ordre contre l'anarchie. Azana et Companys servaient nécessairement de couverture à Staline face aux ouvriers : lui-même, Staline, est évidemment pour le socialisme, mais il ne peut pas repousser la bourgeoisie républicaine. Staline est nécessaire à Azana et Companys en tant que bourreau expérimenté jouissant d'une autorité de révolutionnaire. Sans lui réduits à être un ramassis de zéros, ils n'auraient pu, ni osé attaquer les ouvriers.

Les réformistes traditionnels de la II<sup>e</sup> Internationale, depuis longtemps affolés par le cours de la lutte de classe, reçurent un regain d'assurance du fait du soutien de Moscou. Ce soutien fut d'ailleurs accordé non à tous les réformistes, mais seulement aux plus réactionnaires : Caballero représentait la face du parti socialiste tournée vers l'aristocratie ouvrière, tandis que Negrin et Prieto tournaient toujours leur regard vers la bourgeoisie. Negrin a vaincu Caballero grâce à l'aide de Moscou. Les socialistes de gauche et les anarchistes, prisonniers du Front populaire, se sont efforcés, il est vrai, de sauver de la démocratie ce qui pouvait en être sauvé. Mais comme ils n'ont pas su mobiliser les masses contre les gendarmes du Front populaire, leurs efforts se sont en fin de compte réduits à de pitoyables lamentations. Les staliniens se sont ainsi trouvés alliés à l'aile la plus droitière, la plus ouvertement bourgeoise du parti socialiste. Ils ont dirigé leurs coups à gauche, contre le P.O.U.M., les anarchistes et les socialistes de gauche, c'est-à-dire contre les groupements centristes qui, quoique imparfaitement, reflétaient la pression des masses révolutionnaires.

Ce fait politique, significatif en lui-même, donne aussi la mesure de la dégénérescence du Komintern au cours des dernières années. Nous avions autrefois défini le stalinisme comme un centrisme bureaucratique ; les événements ont donné un certain nombre de preuves de la justesse de cette affirmation, mais elle est actuellement dépassée. Les intérêts de la bureaucratie bonapartiste ne correspondent plus au caractère hybride du centrisme. Dans sa recherche d'accommodements avec la bourgeoisie, la clique stalinienne est capable de s'allier seulement aux éléments les plus conservateurs de l'aristocratie ouvrière dans le monde par là, le caractère contre-révolutionnaire du stalinisme dans l'arène mondiale est définitivement établi.

### **Les avantages contre-révolutionnaires du stalinisme**

Nous arrivons là au cœur de la solution de l'énigme : comment et pourquoi le parti communiste espagnol, insignifiant tant par son nombre que par ses dirigeants, a-t-il été capable de concentrer entre ses mains tous les leviers du pouvoir, en dépit de la présence d'organisations socialistes et anarchistes incomparablement plus puissantes ? L'explication courante suivant laquelle les staliniens ont tout simplement troqué le pouvoir en échange des armes soviétiques reste superficielle. Pour prix de ses armes, Moscou a reçu de l'or espagnol. Cela suffisait, selon les lois du marché capitaliste. Comment Staline a-t-il réussi à obtenir également le pouvoir dans ce marché ? A cela, on répond d'ordinaire : en accroissant son autorité aux yeux des masses par des fournitures militaires, le gouvernement soviétique a pu exiger, comme condition de son aide, des mesures décisives contre les révolutionnaires et écarter ainsi de sa route de dangereux adversaires. C'est indiscutable, mais c'est seulement un aspect de la question, et le moins important. En dépit de l'« autorité » acquise grâce aux fournitures soviétiques, le parti communiste espagnol est demeuré une petite minorité, et il a rencontré, de la part des ouvriers, une haine toujours plus grande<sup>1</sup>. Il ne suffisait pas d'autre part que Moscou posât des conditions : encore fallait-il que Valence les acceptât. C'est là le fond du problème. Car non seulement Companys et Negrin, mais aussi Caballero, quand il était président du Conseil, tous sont allés, de plus ou moins bon gré, au-devant des exigences de Moscou. Pourquoi ? Parce que ces messieurs eux-mêmes voulaient maintenir la révolution dans le cadre bourgeois.

Ni les socialistes, ni même les anarchistes, ne se sont sérieusement opposés au programme stalinien. Ils avaient eux-mêmes peur de la rupture avec la bourgeoisie. Ils étaient mortellement effrayés devant chaque offensive révolutionnaire des ouvriers. Grâce à ses armes et à son ultimatum contre-révolutionnaire, Staline a été pour tous ces groupes le sauveur. Il leur assurait en effet ce qu'ils espéraient, la victoire militaire sur Franco, et, en même temps, les affranchissait de toute responsabilité pour le cours de la révolution. Ils se sont donc empressés de mettre au rancart leurs masques socialistes et anarchistes, avec l'espoir de les utiliser de nouveau quand Moscou aurait rétabli pour eux la démocratie bourgeoise. Pour comble de commodité, ces messieurs pouvaient justifier leur trahison envers le prolétariat par la nécessité de l'entente militaire avec Staline ; de son côté, ce dernier justifiait sa politique contre-révolutionnaire par la nécessité de l'entente avec la bourgeoisie républicaine.

C'est seulement de ce point de vue plus large que devient claire pour nous l'angélique patience dont ont fait preuve, vis-à-vis des représentants du G.P.U., ces champions du droit et de la liberté que sont Azana, Companys, Negrin, Caballero, Garcia Oliver et autres. S'ils n'ont pas eu le choix, comme ils l'ont affirmé, ce n'est nullement parce qu'ils n'avaient pas les moyens de payer avions et tanks autrement que par des « têtes » révolutionnaires et les droits des ouvriers, c'est parce qu'il leur était impossible de réaliser leur propre programme « purement démocratique », c'est-à-dire antisocialiste, autrement que par la terreur. Quand les ouvriers et les paysans s'engagent dans la voie de la révolution, c'est-à-dire s'emparent des usines, des grandes propriétés, et chassent les anciens propriétaires, prennent localement le pouvoir, alors, la contre-révolution, bourgeoise-démocratique, stalinienne ou fasciste - tout se tient - n'a plus d'autre moyen d'arrêter le mouvement que par la violence sanglante, le mensonge et la tromperie. L'avantage de la clique stalinienne dans cette voie consistait en ce qu'elle a immédiatement entrepris d'appliquer des méthodes qui dépassaient Azana, Companys, Negrin et leurs autres alliés de « gauche ».

---

<sup>1</sup> Dans un ouvrage paru en 1971, G. Hermet, sur la base des sources du P.C.E., écrit que « le parti compte en mars 37, 55 % de paysans, dont une majorité de petits exploitants, et près de 10 % de membres des classes moyennes et des professions libérales, contre seulement 35 % d'ouvriers d'industrie ».

Il ajoute que « 53 % des membres se trouvent dans l'armée », et parle de « ruralisation » et d' « embourgeoisement des effectifs communistes » pendant la guerre civile (*Les Communistes en Espagne*, p. 46-49).

Il semble incontestable que le P.C.E. devenu « parti de l'ordre » servit de refuge aux partisans de l' « ordre » qui ne se recrutaient pas particulièrement en milieu ouvrier.

### **Staline confirme à sa manière la théorie de la révolution permanente**

Ainsi, sur le territoire de l'Espagne, se sont affrontés deux programmes. D'une part, celui de la sauvegarde à tout prix de la propriété privée contre le prolétariat, et, si possible, de la sauvegarde de la démocratie contre Franco. De l'autre, le programme d'abolition de la propriété privée grâce à la conquête du pouvoir par le prolétariat. Le premier exprimait le programme du capital par l'intermédiaire de l'aristocratie ouvrière, des sommets de la petite bourgeoisie et surtout de la bureaucratie soviétique. Le second traduisait, en langage marxiste, les tendances, pas pleinement conscientes, mais puissantes, du mouvement révolutionnaires des masses. Pour le malheur de la révolution, il y avait, entre la poignée des bolcheviques et le prolétariat révolutionnaire, la cloison contre-révolutionnaire du Front populaire.

La politique du Front populaire, à son tour, ne fut nullement déterminée par le chantage de Staline en tant que fournisseur d'armes. Assurément, le chantage est compris dans les conditions internes de la révolution elle-même. Le fonds social de celle-ci avait été, au cours des six dernières années, l'offensive croissante des masses contre la propriété semi-féodale et bourgeoise. C'est précisément la nécessité de défendre cette propriété qui a jeté la bourgeoisie dans les bras de Franco. Le gouvernement républicain avait promis à la bourgeoisie de défendre la propriété par des mesures « démocratiques », mais il enregistra, surtout en juillet 1936, une faillite complète. Quand la situation sur le front de la propriété devint encore plus menaçante que sur le front militaire, les démocrates de tout poil, y compris les anarchistes, s'inclinèrent devant Staline, et ce dernier n'a trouvé dans son arsenal d'autres méthodes que celles de Franco.

Sans les persécutions contre les trotskystes, les poumistes, les anarchistes révolutionnaires et les socialistes de gauche, les calomnies fangeuses, les documents forgés, les tortures dans les prisons stalinienne, les assassinats dans le dos, sans tout cela, le drapeau bourgeois, sous le drapeau républicain, ne se serait pas maintenu deux mois. Le G.P.U. ne s'est trouvé maître de la situation que parce qu'il a défendu de façon plus conséquente que d'autres, c'est-à-dire avec plus de fourberie et de cruauté, les intérêts de la bourgeoisie contre le prolétariat.

Au cours de sa lutte contre la révolution socialiste, le démocrate Kerensky avait d'abord cherché un appui dans la dictature de Kornilov, puis il avait tenté de rentrer à Petrograd dans les fourgons du général monarchiste Krasnov ; d'autre part, les bolcheviques, pour mener la révolution démocratique jusqu'au bout, ont été contraints de renverser le gouvernement des charlatans et des bavards démocratiques. Ce faisant, ils ont mis fin en passant à toutes les tentatives de dictature militaire ou fasciste.

La révolution espagnole montre une nouvelle fois qu'il est impossible de défendre la démocratie contre les masses révolutionnaires autrement que par des méthodes de la réaction fasciste. Et, inversement, il est impossible de mener une véritable lutte contre le fascisme autrement que par les méthodes de la révolution prolétarienne. Staline a lutté contre le trotskysme (la révolution prolétarienne) en détruisant la démocratie par les mesures bonapartistes et le G.P.U. Cela réfute une nouvelle fois, et définitivement, la vieille théorie menchevique que s'est appropriée le Komintern, théorie qui fait de la révolution socialiste deux chapitres historiques indépendants, séparés l'un de l'autre dans le temps. L'œuvre, des bourreaux de Moscou confirme à sa manière la justesse de la théorie de la révolution permanente.

## **Le Front Populaire en pratique : aujourd'hui**

## Chili : 1967-1970

### *A qui la faute ?*

Le 4 septembre 1970, Salvador Allende remporte la victoire aux élections présidentielles chiliennes, avec 36,3 % des voix contre 34,98 % à Tomic, candidat de la démocratie chrétienne (D.C.), et 27,9 % à Alessandri, candidat de la droite classique.

L'écart entre les candidats n'est pas considérable : pourtant, ce résultat n'exprime que bien imparfaitement, de manière déformée, le véritable rapport politique entre les classes à ce moment du développement de la situation.

L'élection de Salvador Allende à la présidence du Chili concrétise une profonde et gigantesque mobilisation de la classe ouvrière entraînant dans son sillage petits paysans, ouvriers agricoles, petites gens des villes, artisans, commerçants, petits propriétaires. Cinquante jours plus tard, malgré les mises en garde d'une partie de l'impérialisme américain et de la bourgeoisie chilienne, lors de la réunion du Congrès, conformément à la « Constitution et à la tradition », la D.C. investit officiellement Allende de la charge de premier magistrat de l'Etat.

Précisément, c'est de l'Etat qu'il s'agit. Or, ce 4 septembre 1970, l'Etat bourgeois chilien est en danger : la classe ouvrière, les masses laborieuses des villes et des campagnes, sont en mouvement, alors que la bourgeoisie et ses partis sont divisés. En haut on ne peut plus, en bas on ne veut plus. Le schéma classique de toutes les révolutions prolétariennes se dessine...

Trente et un ans après avoir été ministre de la Santé du premier gouvernement de front populaire chilien, Salvador Allende entre au palais de la Moneda, siège de la présidence de la République, au nom d'une nouvelle coalition de front populaire.

Dans le pays, une ovation salue cette victoire, qui fait naître pour les ouvriers et les paysans sans terre du Chili l'espoir d'une autre vie, d'une victoire définitive sur la bourgeoisie compradore, les latifundiaires et l'impérialisme U.S.

Le 4 septembre 1973, troisième anniversaire de l'élection d'Allende, une formidable manifestation paralyse Santiago : 800 000 travailleurs et jeunes défilent devant le palais de la Moneda. Les manifestants réclament des armes pour lutter contre les fascistes. Le président refuse, en invoquant la légalité...

Le 11 septembre 1973, la marine occupe Valparaíso dans les premières heures de la matinée. Chars et soldats cernent le palais présidentiel d'où Allende refuse de se rendre. L'aviation donne alors l'assaut : Allende sera retrouvé sous les décombres, mort, tombé les armes à la main.

La répression massive et sauvage commence. On tue, arrête, parque, torture : le général Pinochet entre dans l'histoire.

L'histoire du front populaire chilien, dernier « exemple » d'actualité de cette criminelle politique, exige qu'on s'y arrête.

Les acteurs qui ont contribué à ce dénouement tragique ne nous sont pas inconnus.

François, Mitterrand, Jacques Duclos, Etienne Fajon, Fidel Castro, pour ne citer que les plus prestigieux, iront à Santiago soutenir la politique contre-révolutionnaire de l'Union populaire, critiquant ses « faiblesses », c'est-à-dire les concessions faites aux masses en lutte...

Le 10 novembre 1970, Fidel Castro entreprend une visite officielle au Chili.

La révolution chilienne est dans sa phase ascendante ; les dirigeants de l'U.P. ont affaire à forte partie : occupations d'usine, grève des mineurs de cuivre qui refusent de produire d'abord et revendiquer ensuite, occupations sauvages des grands domaines des latifundiaires. Fidel Castro, à la demande d'Allende et des dirigeants du P.C., auréolé du prestige de la révolution cubaine, vient apporter son aide à la contre-révolution.

Dans son discours d'« adieux » prononcé au stade « Chile », Fidel Castro définit en ces termes la situation politique : « On nous a demandé à quelques occasions, sur un ton académique, si nous considérons que nous étions ici en face d'un processus révolutionnaire. Et nous avons dit sans hésitation : oui. Mais quand un processus révolutionnaire commence ou quand arrive le moment où, dans un pays, se produit ce que nous pouvons appeler une crise révolutionnaire, c'est alors que les luttes et les combats s'intensifient effroyablement. Les lois de l'histoire jouent pleinement. »

Et Castro poursuit : « Eh bien, la question qui se pose évidemment au visiteur, c'est celle de savoir si va jouer ou non la loi historique de la résistance et de la violence des exploités. Car nous avons dit qu'il n'y a pas un seul cas dans l'histoire où les réactionnaires et les privilégiés d'un système social se résignent pacifiquement aux changements. De sorte que c'est une question essentielle, un aspect qui a attiré tout notre intérêt, et un thème au sujet duquel nous avons beaucoup appris au cours de notre séjour. »

Et plus loin :

« Mais on dit aussi que rien n'apprend plus de choses à un peuple qu'un processus révolutionnaire. Tout processus révolutionnaire enseigne aux peuples en quelques mois ce qui peut prendre des années en d'autres circonstances.

« Il y a une question :

« Qui apprendra plus et plus vite ? Qui prendra plus conscience et plus vite ? Les exploités ou les exploités ?

« Qui apprendra le plus vite dans le courant du processus, le peuple ou les ennemis du peuple ?

« Et êtes-vous complètement certains, vous qui êtes protagonistes, acteurs de la page qu'écrit votre patrie, êtes-vous tout à fait sûrs d'avoir plus appris que vos exploités ?

(Cris dans la foule : Oui ! Oui !)

« Permettez-moi donc d'être d'un avis contraire, dans ce cas, non pas contraire à l'avis du président, mais contraire à l'avis des masses. Demain les agences de presse diront, quelque part dans le monde : Castro n'est pas d'accord avec les masses. Nous ne sommes pas d'accord sur l'appréciation de la situation. Et dans cette

*espèce de dialogue sur des questions scientifiques et historiques, nous pouvons dire que nous ne sommes pas complètement certains, que dans ce processus singulier, le peuple, le peuple humble, qui est l'immense majorité du peuple, ait réellement appris plus vite que les réactionnaires et les anciens exploiters.*

*« Mais il y a encore quelque chose de plus. Les systèmes sociaux que les révolutions bouleversent ont beaucoup d'années d'expérience, des années d'expérience. Ils ont accumulé des expériences, ils ont accumulé des cultures, ils ont accumulé des techniques, ils ont accumulé des trucs de toute espèce pour agir face aux processus révolutionnaires : et en face de ça se présente la masse du peuple qui n'a pas cette expérience, qui n'a pas ces connaissances, qui n'a pas ces techniques, et elle aborde l'affrontement avec toute l'expérience et les techniques accumulées de l'autre côté.*

*« Et si vous désirez que nous soyons francs - et nous avons dit que nous ne pouvions pas mentir, nous pouvons seulement nous tromper, faire une erreur d'appréciation, mais jamais nous ne dirons quelque chose que nous ne croyons pas – et nous croyons, nous, sincèrement, que l'apprentissage de la partie opposée, l'apprentissage des réactionnaires a été plus rapide que l'apprentissage des masses. »*

Ainsi, pour Fidel Castro venu soutenir sur place la politique des dirigeants de l'U.P., si « la contre-révolution l'emporte », et lui Castro pense et cyniquement annonce qu'elle l'emportera, c'est la faute... aux masses qui n'ont pas « appris », assez et assez vite.

Pour Castro, l'issue fatale de la révolution chilienne n'aura pas été étonnante : et pour cause, il a enseigné aux masses la défaite, la démoralisation en leur vantant les mérites de la politique de front populaire. Pour le « révolutionnaire » Fidel Castro la cause est entendue ; sans appel. La victoire de Pinochet, c'est la faute des travailleurs, des paysans chiliens.

Arrêtons-nous à cet « argument ». En toutes circonstances, les bureaucrates stalinien et réformistes agissent de la sorte. La forme change, le fond lui reste le même. Remercions Fidel Castro d'être aussi franc, aussi cynique. Pour ces « chefs », conduire les masses à la défaite, et leur en attribuer ensuite la paternité, la responsabilité, est devenu un « classique » dans l'arsenal des explications contre-révolutionnaires.

A cette explication, nous allons opposer une démonstration fondée sur le marxisme. Toutes les opportunités étaient ouvertes pour le prolétariat et les masses chiliennes engagés dans une véritable révolution. Ouvriers et paysans ont combattu jusqu'à la dernière minute, avec la plus grande énergie ; mais ils ne « savaient pas » - eh oui, monsieur Castro - que les chefs de leurs partis avaient un objectif à l'inverse du processus révolutionnaire : défendre avec tout leur « savoir-faire » l'Etat bourgeois chilien.

Reprenons maintenant le fil des événements.

### **Aperçu sur l'histoire du mouvement ouvrier chilien**

Avant d'étudier le cours de la révolution chilienne, examinons de quels outils dispose le prolétariat révolutionnaire chilien pour abattre l'Etat bourgeois.

Le prolétariat chilien, par ses syndicats, ses partis, ses traditions, son apprentissage politique, est au même niveau politique que les prolétariats des pays hautement industrialisés et organisés de l'Europe occidentale, bien que pays économiquement arriéré soumis à l'impérialisme, où se posent les tâches de l'indépendance nationale, de la réforme agraire.

En un mot comme en mille, la situation est-elle non seulement « objectivement » révolutionnaire, mais encore le prolétariat chilien dispose-t-il d'organisations, de partis de classe, dont ne disposent pas toujours les prolétariats des pays économiquement arriérés, même lorsque ces pays viennent d'accéder à l'indépendance politique, organisations de classe dont la tâche devrait être de conduire la révolution et de la mener à la victoire ?

Oui et non : une, chose manque, le parti révolutionnaire.

Dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le prolétariat chilien s'engage dans une série de grèves et de manifestations, luttant au travers desquelles il se constitue comme classe nationale en bâtissant ses organisations : sociétés de solidarité ouvrière, mutuelles, à l'image des premières « fraternelles » du mouvement ouvrier français.

Ces luttes aboutiront à la constitution de deux grandes organisations syndicales : l'I.W.W. dominée par les anarchistes et la Fédération ouvrière du Chili (F.O.C.), dirigée par un militant ouvrier dont l'activité domine la formation de la classe ouvrière chilienne, Emilio Recabaren.

A l'époque où la F.O.C. impulse le front unique de toutes les organisations syndicales et ouvrières, en organisant grèves et manifestations pour arracher droits et revendications élémentaires à la classe ouvrière, Recabaren généralise théoriquement et organisationnellement l'expérience pratique de la classe ouvrière en fondant en 1882 le P.O.S.C. : parti ouvrier socialiste chilien. Ainsi dès cette époque, la classe ouvrière chilienne sera la locomotive du mouvement ouvrier dans l'ensemble de l'Amérique latine. S'inspirant de la **II<sup>e</sup> Internationale**, Recabaren engagera le P.O.S.C. dans la lutte sur tous les plans : grèves, manifestations, participation aux élections législatives et présidentielles. En 1920 le candidat du P.O.S.C., Recabaren, s'opposera à tous les candidats des partis bourgeois, dressant ainsi sur le plan électoral le Front unique ouvrier contre les candidats de la bourgeoisie. De sorte que très tôt la classe ouvrière chilienne rompra le cordon ombilical avec les libéraux bourgeois, ou les secteurs « progressistes » de la bourgeoisie, pour s'affirmer sur une position claire et indépendante, classe contre classe.

En janvier 1922, le P.O.S.C. adhère en bloc lors de son **IV<sup>e</sup> Congrès** à la **III<sup>e</sup> Internationale** et se transforme en P.C.C. Sous l'impulsion des militants du P.O.S.C., la F.O.C. avait dès 1921 demandé son adhésion à l'Internationale syndicale rouge, en ces termes : « *Tout mouvement de classe qui s'inspire d'une action révolutionnaire doit marcher étroitement lié au prolétariat international organisé.* » Mais la bourgeoisie chilienne, soutenue par l'impérialisme U.S., mesure le danger que représente la F.O.C. et le P.C.C. : de 1924 à 1931, les nombreux gouvernements militaires qui se succèdent organisent une répression d'une extraordinaire férocité contre le mouvement ouvrier chilien. Pratiquement réduites à la clandestinité, les organisations de la classe ouvrière reprendront leur second souffle à partir des luttes de juin 1932, qui aboutiront à la constitution de

l'éphémère « république socialiste » de Marmaduke Grove, épisode particulièrement significatif du développement de la lutte des classes au Chili, puisque des soviets furent pendant ces quelques jours constitués, comme produits du mouvement du prolétariat. Cette expérience de courte durée devait permettre au prolétariat d'opérer sa reconstruction et d'aboutir en particulier à la fondation de la C.U.T., ou Fédération des travailleurs du Chili.

La « stalinisation », c'est-à-dire la transformation de l'I.C. d'état-major de la révolution mondiale en instrument du maintien du pouvoir de la bureaucratie soviétique par la politique du socialisme dans un seul pays, n'épargnera pas le Chili.

Les traditions d'indépendance du prolétariat chilien, le passage quasiment en bloc du P.O.S.C. à la III<sup>e</sup> Internationale, les liens tissés entre les militants chiliens et les dirigeants bolcheviques et en particulier avec Trotsky, autant d'éléments objectifs et subjectifs qui aboutissent au sein du P.C.C. comme de la C.U.T. à une forte résistance à Staline et à sa politique dans sa lutte pour « russifier » le mouvement ouvrier chilien. Le compromis est impossible pour Staline : fin 1932 la moitié des cadres et des militants sont exclus pour « trotskysme ». C'est dans ces conditions que va se constituer la Gauche communiste, section chilienne de l'Opposition de gauche, à l'époque l'une des plus puissantes - après naturellement celle d'U.R.S.S. Notons d'ailleurs que la richesse de la vie politique chilienne, son rayonnement, aboutiront à la formation de dirigeants marxistes pour de nombreux pays d'Amérique latine ; c'est dans les rangs de la Gauche communiste que J. Aguirre Gainsbourg, fondateur du P.O.R. bolivien, sera formé, sélectionné.

La campagne de violence stalinienne contre le trotskysme, la destruction du P.C.C. par voie d'exclusions, la remise en cause de la politique impulsée par Recabaren (front unique ouvrier) au profit de la théorie du front populaire, le développement d'un puissant appareil lié à Moscou, telles sont les conditions qui vont permettre en 1933, en 1933 seulement, au P.S. chilien de se constituer en recueillant en réaction à la politique stalinienne une audience réelle dans la classe ouvrière et l'intelligentsia.

Le front populaire au Chili va s'appliquer dès...1938. Cette « expérience » durera jusqu'en 1947. C'est probablement l'expérience de front populaire la plus longue : il faudra près de neuf ans à la coalition contre-révolutionnaire vertébrée par le P.C.C. pour défaire dans le sang le prolétariat.

De 1933 à 1941, le P.C. « soutiendra » le gouvernement radical-P.S. présidé par Pedro Aguirre Cerda. De 1942 à 1946, il « soutiendra » le gouvernement présidé par Juan Antonio Ríos. Enfin, de 1946 à 1947, Gonzales Videla, candidat du P.C. et des radicaux, formera un gouvernement auquel participeront des ministres « communistes », le temps comme en France... de faire face à la poussée révolutionnaire des masses.

En octobre 1947 une grève générale des mineurs de charbon éclate : elle durera quarante jours. Le temps pour Videla de faire tirer sur la classe ouvrière, d'expulser les « communistes » du gouvernement, de dissoudre et de déclarer hors la loi le P.C.C., de suspendre le droit de grève, d'interdire les libertés syndicales et démocratiques, de susciter sur la base de cette défaite la scission de la C.U.T. qui va disparaître sous les coups conjugués de la répression et de la division. La classe ouvrière paie cette politique au prix fort : des milliers de militants sont arrêtés, emprisonnés. C'est le prix de la politique de front populaire.

Mais les lois de l'histoire sont plus fortes que les appareils bureaucratiques. De 1947 à 1953, dans l'ombre, dans l'illégalité, la classe ouvrière refait ses forces, panse ses blessures ; en 1953, la C.U.T., Centrale syndicale unique, est fondée. Il n'est pas inutile de citer cet extrait de sa déclaration de fondation : « *Le régime capitaliste actuel, fondé sur la propriété privée de la terre, des instruments et moyens de production et sur l'exploitation de l'homme par l'homme, qui divise la société en classes antagonistes : exploités et exploités, doit être remplacé par un régime économique et social qui liquide la propriété privée, et parvienne à la société sans classes, qui assure à l'homme et à l'humanité leur plein développement.* »

Nous n'avons pas ici l'intention d'écrire l'histoire des organisations prolétariennes du Chili : simplement, nous voulons éclairer les aspects les plus significatifs de leur construction qui de 1970 à 1973 vont amener le prolétariat chilien à occuper le devant de la scène mondiale dans ce long épisode révolutionnaire. Et à ce propos il est essentiel de souligner que la C.U.T. fut fondée, proclamée sur un terrain de classe par une équipe de militants anarcho-syndicalistes et trotskystes. Il faudra - hélas ! - que ces militants, rassemblés dans le P.O.R. chilien, passent à l'initiative du centre révisionniste, de la **IV<sup>e</sup> Internationale (Franck-Mandel)** sur les positions foquistes-castristes, pour que les staliniens puissent les expulser de la direction de la C.U.T.

Et pourtant, et malgré cela... la C.U.T. restera jusqu'au bout une centrale unique avec droit de tendance garanti par les statuts de la confédération. Le militant révolutionnaire français, à la lecture de ces lignes, mesure quelle signification concrète pour la construction du parti révolutionnaire a une telle conquête, une telle position. Et on imagine quel crime la disparition du P.O.R. chilien, dans ces conditions, a signifié pour la révolution chilienne tout entière.

### **Une bourgeoisie compradore**

Le 4 décembre 1971, François Mitterrand, de retour du Chili déclare : « *Le régime chilien constitue l'expérience la plus proche de ce qui pourrait être réalisé en France.* »

Avant d'étudier le contenu politique de cette « expérience » dont le premier secrétaire du P.S. se réclame pour mener la politique d'union de la gauche en France, indiquons brièvement à quel ennemi la classe ouvrière se heurte depuis sa constitution définitive comme classe au XIX<sup>e</sup> siècle.

Etienne Laurent, analysant la structure économique chilienne, écrit dans **La Vérité**<sup>1</sup> : « *Au même titre que les autres pays d'Amérique latine, le Chili a été intégré dans l'économie capitaliste mondiale sans qu'une révolution démocratique bourgeoise soit préalablement venue liquider les formes sociales de la propriété et de la production datant des phases antérieures du développement économique. La subordination au capital étranger qui a rapidement caractérisé le Chili ne peut être suivie qu'en relation avec le maintien et même la consolidation de la grande propriété foncière latifundiste en tant*

---

<sup>1</sup> *La Vérité*, organe du comité central de l'O.C.I. n° 559.

*que clef de voûte de l'ordre social semi-colonial : c'est par le biais de l'alliance nouée entre les bourgeoisies anglaise puis nord-américaine et les classes possédantes locales (bourgeoisie commerciale et aristocratie financière) que le Chili s'est vu assigner au sein de l'économie capitaliste mondiale un rôle de producteur de matières premières d'origines agricole et minière. »*

Quelques chiffres empruntés au livre d'Alain Labrousse : *L'Expérience chilienne, réformisme ou révolution ?*, illustrent parfaitement cette analyse.

Le recensement organisé en 1965 fait apparaître que 700 familles « latifundistes », c'est-à-dire propriétaires d'immenses domaines inexploités ou sous-exploités, possèdent 55 % des terres pour l'agriculture et l'élevage ; ainsi, 54 exploitations disposent de 87 % du sol, alors qu'à l'opposé 120 000 familles possèdent en moyenne moins de deux hectares, soit 0.7 % de la surface exploitable. La moitié de ces petits paysans ne peuvent, soulignait cette enquête, vivre du revenu de leur exploitation. Le recensement faisait apparaître que 185 000 familles d'ouvriers agricoles étaient sans terre, alors que 170 000 de ces ouvriers connaissaient le chômage permanent.

Le parasitisme de la grande propriété foncière : c'est l'une des caractéristiques de la bourgeoisie chilienne. Exportateur de blé et de produits agricoles jusqu'en 1930, le Chili va avec l'essor de la production céréalière nord-américaine passer à la situation d'importateur, alors que 4 millions d'hectares restent en friche ou sous-exploités. Domination écrasante des grands propriétaires fonciers, chômage permanent et sous-nutrition chronique de centaines de milliers de familles de paysans sans terre, voilà dans quelle situation vont se nouer les événements révolutionnaires au Chili.

La bourgeoisie chilienne tire sa position et ses profits d'une situation bien particulière : celle d'entremetteur. Dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, elle s'engage sur une voie dont elle ne s'écartera plus jamais, celle de bourgeoisie compradore, c'est-à-dire d'une classe dominante vendue au capital étranger, tirant profit et ressources de fonctions totalement parasitaires : celles de courtier pour l'impérialisme mondial, essentiellement l'impérialisme américain. Incapable d'assumer le développement de l'économie nationale, la bourgeoisie chilienne livre le pays au pillage - il n'y a pas d'autre mot - des grands groupes financiers internationaux, prélevant au passage sa « commission », substantielle il est vrai : 5 % de la population, grands propriétaires, actionnaires des grands trusts étrangers et des principales firmes chiliennes, disposent officiellement de 40 % du revenu global national du pays, indique une enquête établie en 1967 ; les hauts fonctionnaires, la bourgeoisie commerçante et agraire moyenne, les professions libérales, représentent 20 % de la population et s'adjugent 40 % du revenu national ; le prolétariat industriel et des services, les employés et les petits fonctionnaires, c'est-à-dire 50 % de la population, disposent de 20 % des revenus, alors que les ouvriers agricoles et la paysannerie pauvre qui constituent 25 % de la population disposent de miettes : 5 % du revenu national... Rarement l'appréciation de Marx : « à un pôle la misère, à l'autre la richesse », aura plus violemment été éclairée.

Le pillage du sous-sol chilien rapporte aux impérialistes américains des profits immenses ; entre 1922 et 1970, les sociétés nord-américaines qui contrôlent le cuivre capitalisent un bénéfice officiel de 4,5 milliards de dollars, alors que l'Etat bourgeois compradore prélève 2,3 milliards de dollars : une véritable mine d'or.

Cette situation n'est pas limitée à l'industrie du cuivre. A partir de 1962, l'impérialisme U.S., avec l'aide de son valet la bourgeoisie chilienne, va prendre le contrôle majoritaire des principaux secteurs industriels : acier, salpêtre, ciments, pneumatiques, pétrole, chemins de fer, construction automobile... Cette mise en coupe réglée de l'industrie s'appuie sur un réseau bancaire dont directement ou par des participations l'impérialisme U.S. est le maître d'œuvre.

Pour mesurer à quel point la bourgeoisie compradore joue le rôle de valet du grand capital nord-américain, il suffit de citer les intéressés. Lorsqu'en 1965 le président Frei décide de « chiliniser » l'industrie du cuivre, donc de la « racheter » aux sociétés U.S. majoritaires, les conditions de cette opération sont telles que dans le *Hanson's American Letter*, sous une plume autorisée, les banquiers nord-américains laissent éclater leur joie, presque écoeurés d'une telle servilité : « *Aucun gouvernement d'extrême droite n'aurait traité les entreprises américaines avec la générosité dont Frei a fait preuve en signant les accords. Ses conditions, exagérément favorables, révélèrent une telle absence d'équilibre et de jugement et furent tellement contraires aux intérêts du Chili qu'elles provoquèrent presque l'hilarité à Washington.* »

On ne peut être plus clair : le Chili est un paradis pour le capital U.S. Quant à la bourgeoisie chilienne, elle ne vit pas mal, merci pour elle ! Si le chômage chronique règne à la campagne et à la ville, le luxe et le raffinement de la « gentry society » de Santiago lui valent la renommée dans toute l'Amérique latine.

Résumons le tableau économique et social de la société chilienne à la veille de la victoire électorale de Salvador Allende.

La campagne entièrement dominée par l'oligarchie des propriétaires fonciers, laissant en friche l'essentiel du potentiel agricole du pays, maintient des centaines de milliers de familles paysannes dans une situation de détresse complète. Malnutrition chronique, rachitisme, effroyable taux de mortalité infantile, analphabétisme, tel est le lot du paysan chilien sans terre...

L'industrie se limite aux secteurs directement rentables pour l'impérialisme américain, qui exporte bénéfices et matières premières, réduisant l'industrie de transformation aux produits de première nécessité et aux biens de consommation destinés essentiellement aux couches supérieures de la société. Mais la nature compradore de la bourgeoisie chilienne, son parasitisme, se manifestent par l'ampleur de la dette contractée sur le marché financier international, livrant par là même le pays à la pénétration, puis à la domination du capital financier international. Cette pratique de l'usure à l'échelle d'un pays a naturellement des conséquences catastrophiques. Exploitée dans les conditions que l'on sait, la classe ouvrière et les paysans pauvres doivent s'acquitter - à travers l'extraction de la plus-value - des dettes contractées par une bourgeoisie incapable de réaliser les tâches démocratiques nationales élémentaires : rupture du joug de l'impérialisme américain, indépendance économique, développement des forces productives, réforme agraire... Ainsi, on le voit, la vitalité du prolétariat chilien, le développement de ses organisations, ses traditions de lutte, n'ont d'égal que le parasitisme, l'incompétence, la vénalité de la bourgeoisie chilienne, véritable « agent » de l'impérialisme nord-américain.

C'est dans ce Chili qu'à partir de 1967 la classe ouvrière s'engage dans de grandioses luttes de classe qui vont se solder, comme un premier résultat, comme un tremplin, par l'élection de Salvador Allende ; c'est dans cette situation qu'à partir de

1970, la classe ouvrière pose directement - sans disposer, nous y reviendrons, des moyens pour le résoudre - le problème clef de toute situation révolutionnaire : que faire pour changer cette situation ? Question qui se résume à celles-ci : qui doit diriger la société pour exproprier sans indemnités ni rachat la grande et moyenne propriété foncière, et mettre à la disposition des travailleurs des campagnes les moyens de production mécaniques et chimiques dont ils ont besoin ?

Qui doit diriger la société pour exproprier sans indemnités ni rachat les grands groupes industriels dominés par le capital étranger dans l'industrie comme dans les banques et les services ? Qui doit diriger la société pour se dégager de l'emprise de l'impérialisme qui en 1970 réclame 4 milliards de dollars de « dette » au Chili - c'est-à-dire pour prononcer un moratoire définitif de la dette extérieure, et redéfinir en fonction des intérêts des masses laborieuses l'ensemble des accords commerciaux avec l'étranger ?

Pour réaliser ces « réformes » profondes, efficaces, des partis authentiquement socialiste, communiste, devraient, s'appuyant sur la mobilisation révolutionnaire des ouvriers et des paysans, s'attaquer à la propriété privée, à sa représentation, à son garant, l'Etat bourgeois.

Bref, pour s'acquitter des mesures anticapitalistes, anti-impérialistes, anti-latifundiaires, indispensables, la constitution d'un gouvernement des partis ouvriers sans représentants des organisations et partis bourgeois était la condition première, sinon suffisante. En accomplissant ces tâches, en détruisant l'Etat bourgeois, en s'appuyant sur les ouvriers et paysans organisés dans leurs comités, un tel gouvernement aurait accompli le programme d'un gouvernement ouvrier et paysan. Seul un tel gouvernement pouvait s'opposer victorieusement à la guerre civile que la bourgeoisie chilienne, comme toute classe dominante défendant ses intérêts, n'allait pas manquer de déclencher.

Pour une telle politique les masses étaient disponibles. Nous le verrons, c'est instinctivement, et malgré le P.C. et le P.S., vers une telle solution que le combat des masses s'orientera dans ces trois années de révolution ouverte, vers cette politique que la III<sup>e</sup> Internationale définissait de la manière la plus actuelle qui soit :

*« La tâche majeure du gouvernement ouvrier doit consister à armer le prolétariat, à désarmer les organisations bourgeoises, contre-révolutionnaires, à instaurer le contrôle de la production, à transférer sur les épaules des riches le principal fardeau des impôts, et à briser la résistance de la bourgeoisie contre-révolutionnaire.*

*« Un gouvernement ouvrier de cette sorte n'est possible que s'il naît dans la lutte des masses et s'appuie sur des organismes ouvriers qui soient aptes au combat, des organismes créés par les couches les plus opprimées des masses travailleuses. Même un gouvernement ouvrier qui est issu de la tournure prise par les événements au Parlement, qui a donc une origine purement parlementaire, peut fournir l'occasion de fortifier le mouvement ouvrier révolutionnaire. Il va de soi que la constitution d'un véritable gouvernement ouvrier et le maintien d'un gouvernement faisant une politique révolutionnaire doivent aboutir à une lutte acharnée, et finalement à la guerre civile contre la bourgeoisie. La seule tentative, de la part du prolétariat, de former un gouvernement ouvrier de cette sorte, se heurtera dès le début à la résistance la plus violente de la bourgeoisie. Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier est donc susceptible de concentrer le prolétariat et de déchaîner des luttes révolutionnaires. »*

C'est cette politique que l'U.P. va combattre de toutes ses forces.

### **Montée des masses... vers l'Unité populaire**

Amorcée en 1967, la lutte des travailleurs, des jeunes et des paysans contre le gouvernement de démocratie chrétienne de Frei va s'intensifier pour déboucher en 1970 sur le succès électoral, qui loin de calmer la lutte des classes du prolétariat, la porte à un niveau qualitativement supérieur. Nous disposons de deux éléments d'appréciation sur la dégradation de la situation à cette époque.

Frei est élu président en 1964 avec le plus haut chiffre, de toute l'histoire électorale du Chili : 55,7 %. La Démocratie chrétienne promet la « réforme agraire » et la « chilinisation » des ressources du sous-sol et des principaux secteurs de l'industrie. A ce programme électoral prometteur et démagogique s'oppose la soumission à l'impérialisme U.S., comme nous l'avons vu à propos de l'exemple du « rachat » des mines de cuivre, le refus de la réforme agraire, et, *in fine*, la hausse galopante des prix, du chômage et de... la répression.

Aux élections parlementaires, qui se déroulent six mois après les présidentielles en 1965, l'euphorie n'est plus de mise : la D.C. n'obtient que 42,3 % des voix. Aux municipales de 1967 : 35,6 % ; aux élections parlementaires de 1969 : 29 % à peine...

Ainsi, en moins de trois ans, reflet déformé des nouveaux rapports entre les classes, le principal parti de l'impérialisme, de l'Eglise et de la bourgeoisie chilienne perd près de 50 % de son électorat : dans les campagnes essentiellement. Les paysans veulent la terre.

Le deuxième graphique est tout aussi parlant à partir de 1968, grèves ouvrières et occupations de domaines appartenant à l'oligarchie latifundiaire se développent crescendo. Les grèves sont longues, dures. Trente-huit jours dans les postes, deux mois à la Compagnie nationale aérienne, cinquante-huit jours pour les professeurs, etc. Les principales corporations du secteur industriel s'engagent : mineurs, sidérurgistes, ouvriers des papiers et cartons, équipages de la flotte commerciale, des compagnies aériennes, les postiers, les enseignants, employés de chemins de fer, étudiants...

Nous ne disposons que d'un chiffre, mais il est significatif :

	Grèves	Grévistes	Journées de travail perdues
1966	718	88 498	793 448
1967	2177	386 801	2 252 478

A la ville comme à la campagne, la police tire, la police tue.

L'un des premiers et « célèbres » massacres de travailleurs - de cette époque - aura lieu le 11 mars 1966 ; l'armée tire contre les ouvriers de la mine de cuivre « El Salvador ». Bilan : huit morts, soixante blessés. Au fait, nous allions l'oublier, le colonel dirigeant les opérations d'assassinat s'appelle - déjà - Pinochet.

Les ouvriers agricoles entrent les premiers dans la bataille, les paysans sans terre les suivent et procèdent à une réforme agraire « sauvage » en occupant les grands domaines.

Les propriétaires, organisés en ligues armées, s'opposent par la violence à ces mouvements qui malgré répression et assassinats se développent.

Ainsi, de 1967 à 1970, alors que la crise de la démocratie chrétienne divise la bourgeoisie, la lutte des masses laborieuses tend spontanément à s'organiser autour de la classe ouvrière qui, à de nombreuses reprises, vient à la rescousse des étudiants, des lycéens en lutte contre les « réformes » universitaires, comme des ouvriers agricoles ou des paysans sans terre.

Mais la montée des luttes du prolétariat ne se mesure pas seulement au nombre des grèves et de manifestations ; les masses opprimées cherchent spontanément, appuyées sur l'expérience historique comme sur leurs organisations, à réaliser l'unité dans l'action, pour les revendications, posant objectivement, puis plus consciemment, le problème du combat contre le gouvernement de la D.C., donc du pouvoir. Cette recherche de la classe ouvrière se mesure dans la C.U.T., dont la direction est contrainte de déclencher grèves générales et manifestations ; mais cette pression croissante des masses se reflète également dans le P.S. comme dans le P.C. Les masses cherchent une issue. Les militants socialistes et communistes véhiculent cette action de la classe ouvrière. Mais, contrairement à une légende que de nombreux ouvrages ont tenté d'accréditer, dirigeants du P.S. et surtout du P.C. ne modifient pas fondamentalement leur politique de soutien implicite et explicite au système capitaliste. Les dirigeants du P.S. gauchisent discours et résolutions, mais s'alignent sur le P.C.C. qui, lui, reste fidèle au soutien « critique » au gouvernement Frei. Interrogé par lettre publique par les dirigeants du P.S. sur les rapports du P.C.C. avec le gouvernement Frei, Corvalan, secrétaire général du parti stalinien, répond le plus nettement qui soit : « Quelle est la base de cette interprétation ? Notre appui à la réforme agraire, à la création d'un ministère du Logement, à la syndicalisation paysanne, à la modification du droit de propriété et autres initiatives similaires du régime ? Nous avons appuyé le principe de ces réformes en critiquant leurs défauts et luttant pour les améliorer. »

Mais, sous l'impact de la lutte du prolétariat, le gouvernement Frei se disloque, perdant, comme nous l'avons vu, peu à peu sa base électorale. Majoritaire au Parlement, il est, du point de vue même de la démocratie bourgeoise dont se réclament dirigeants du P.S. et du P.C., minoritaire dans le pays. La pression des militants se fait plus forte. A partir de 1968, les dirigeants du P.C., devant la menace pour l'Etat bourgeois que représente la mobilisation de la classe ouvrière, ouvrent la perspective d'un « gouvernement populaire ».

S'agit-il d'un changement d'orientation ? Non.

Un nouveau rapport politique entre les classes s'instaure, et les dirigeants du P.C., suivis par ceux du P.S., essaient de coiffer ce processus pour préparer son étranglement. Les masses cherchent l'unité des ouvriers et des paysans, l'unité de leurs partis et syndicats. Le P.C.C. propose l'unité des organisations ouvrières avec les partis bourgeois jusques et y compris avec la démocratie chrétienne, où l'on se charge de trouver une « aile gauche », une « tendance progressiste ».

Corvalan déclare : *« Nous avons besoin d'un gouvernement qui s'appuie sur toutes les forces de la société et n'ait seulement contre lui que les secteurs les plus réactionnaires. »*

En bon Chilien, comme en bon Français, le secrétaire général du P.C.C. propose une alliance des partis ouvriers « élargie » - c'est-à-dire subordonnée - aux secteurs les « moins » réactionnaires de la bourgeoisie...

L'Union populaire va voir le jour le 17 décembre 1969, par la signature de son programme où figurent pêle-mêle le P.C.C., le P.S., le parti radical, le parti social-démocrate, le M.A.P.U. et l'Action populaire indépendante (A.P.I.).

Regardons -y de plus près.

Le M.A.P.U. s'est constitué le 17 mai 1969, sur la base d'une scission de la démocratie chrétienne : à sa tête Jacques Chonchol, ancien directeur de la Réforme agraire dans le gouvernement Frei. Voilà les chrétiens. Le parti radical, lui, est un vieux parti bourgeois réactionnaire, lié aux secteurs de la bourgeoisie nationale, à la bourgeoisie compradore, compromis avec l'impérialisme et l'oligarchie financière. Qu'importe ! Le parti radical va se refaire une - toute relative - virginité pour parapher l'acte de mariage de l'U.P. : le congrès de juin 1969 expulse la « droite », métamorphosant le parti radical en « parti de gauche ».

L'A.P.I. sera fondée en avril 1969 - mais laissons Alain Labrousse nous présenter cette formation : *« Le premier candidat à briguer le soutien de la gauche unie avait été cependant le sénateur Rafael Tarud. Il s'agissait d'un ex-ministre de l'Economie du général Carlos Ibarguren (1952-1958), commerçant et propriétaire terrien qui, entouré d'un certain nombre de survivants du gouvernement populiste, ex-ministres, ex-militants, de quelques officiers des forces armées et de carabiniers à la retraite, avait fondé le 29 avril 1969 l'A.P.I. »*

Les présentations sont terminées. En avril, l'A.P.I., en mai le M.A.P.U., en juin le congrès du parti radical, voilà des conversions bouleversantes par leur rapidité.

### ***L'Unité populaire : barrage contre la montée des masses***

Mais l'éclosion de ces partis bourgeois a une évidente signification : ce sont ces formations - indépendamment de leur représentativité - qui définissent, garantissent, le contenu de l'U.P. L'eau monte, la démocratie chrétienne est submergée, il faut vite bâtir une digue pour résister à la submersion qui menace l'Etat bourgeois. L'Union populaire a cette fonction, ce contenu théorique et pratique. Et les partis bourgeois anciens ou suscités et créés de toutes pièces grâce au P.C. - avec l'appui dit P.S. - sont invités par les dirigeants des partis ouvriers à constituer l'Unité populaire en formation. Mais la

manœuvre visant à élargir l'union populaire-front populaire à droite le plus loin qui soit ne s'arrête pas là. Le ralliement du parti radical, du M.A.P.U. et de l'A.P.I. ne sera pas honteux. Au contraire ! Les dirigeants du P.C. vont manœuvrer ouvertement pour tenter de faire désigner - comme candidat de la « gauche unie » aux élections présidentielles - un leader d'une de ces formations bourgeoises. Si bien que le 1er octobre 1969, il n'y a pas moins de cinq candidats en présence, prétendant être le représentant de la gauche unie aux élections présidentielles, et naturellement, parmi eux, trois candidats des partis bourgeois, placés sur un pied d'égalité avec le P.S et le P.C. !

Laissons encore la parole à Alain Labrousse, sympathisant de l'U.P., qui décrit parfaitement la situation créée par cette pléthore de candidatures :

*« Les positions des différents partis étaient les suivantes : le parti socialiste appuyant fermement Allende, tout en considérant comme possible de lui substituer Aniceto Rodriguez ; il mettait son veto à la candidature du radical Baltra, à celle de l' "apiste" Tarud et à l'éventualité de celle de Rafael Gumucio.*

*« Les communistes pensaient que, quelle que fût la solution, elle devait réunir au moins l'appui de leur parti, des socialistes et des radicaux. Ils se déclaraient prêts à soutenir toute candidature réunissant les faveurs de quatre des six partis de l'Unité populaire. Le M.A.P.U. mettait, comme les socialistes, son veto aux candidatures de Baltra et de Tarud. Il proposait la candidature de Chonchol ou celle de Gumucio. Sans enthousiasme à l'égard d'Allende, il se déclarait prêt à appuyer au cas où un accord se ferait sur son nom. Les radicaux soutenaient le candidat Baltra et refusaient tout autre postulant que ceux qui étaient déjà en lice. Même attitude de la part du parti social-démocrate et de l'A.P.I. qui soutenaient leur candidat Tarud et s'opposaient également à l'apparition de noms nouveaux. »*

Mais ces manœuvres ne parviennent pas à bloquer la classe ouvrière, comme c'était l'objectif de leurs initiateurs. Sa mobilisation s'accroît ; cette pression politique se manifeste dans tout le pays, dans les conditions que Labrousse décrit : *« Cependant, une certaine impatience se manifestait chez les militants de base, qui se traduisait par des pressions - pétitions, manifestations, etc. - sur les états-majors. Le 20 janvier, le radical Baltra, avec l'accord de son parti, retira sa candidature. Il fut, quelques heures plus tard, imité par Pablo Neruda. Restaient face à face Allende et Tarud. Le parti social-démocrate se décidant à appuyer le candidat socialiste, le jeudi 22 janvier, Tarud s'inclinait, et Chonchol, au nom du comité de coordination de l'Unité populaire, proclamait la candidature de Salvador Allende. »*

Si nous avons volontairement insisté sur les manœuvres qui précéderent la désignation de Salvador Allende à l'élection présidentielle, c'est que, de toute évidence, il ne s'agit ni de simples péripéties ni d'anecdotes. Les coulisses de l'Unité populaire révèlent l'action, menée en particulier par les dirigeants du P.C., pour empêcher que la classe ouvrière et les masses chiliennes puissent émettre un vote de classe aux élections présidentielles, tentant de la sorte d'éviter sur le terrain électoral une mobilisation de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre sur un candidat membre d'un parti ouvrier.

Ce qui illustre ces événements, c'est la lutte acharnée, pied à pied, que les directions du P.C. et du P.S. ont menée pour éviter que se constitue sur le terrain de la lutte des classes comme sur celui des élections le front unique ouvrier de la classe ouvrière contre la bourgeoisie en crise et divisée.

Voter Allende, c'est voter pour le dirigeant du parti socialiste, c'est se prononcer pour le candidat d'un parti ouvrier, c'est émettre un vote de classe, cela, malgré le programme. Voter pour le dirigeant d'un parti bourgeois membre de l'Unité populaire, c'est au contraire effacer les frontières de classes.

Toute la politique du P.C. en particulier, poursuivie avec opiniâtreté, vise à opposer à la mobilisation classe contre classe le front populaire comme ultime rempart au développement de l'action révolutionnaire des masses. Lorsque les dirigeants du P.C. mesurent que la crise de la bourgeoisie ne peut être enrayée, et que le processus à partir de 1969 se dirige vers une explosion révolutionnaire, leur politique va consister à éviter que les élections présidentielles permettent une expression politique centralisée de la classe ouvrière et des masses exploitées des villes et des campagnes. Corvalan, dans un discours devant le comité central en avril 1969, indique l'ordre des priorités : *« Il convient d'abord de donner une impulsion aux luttes populaires qui permettront, à travers l'action, de sceller l'union de toutes les forces avancées, où qu'elles se situent dans la conjoncture actuelle. Ensuite, de nous mettre d'accord sur le programme clair, concret et résolu, convenant au type de gouvernement populaire que nous devons constituer. La désignation du candidat viendra après. »*

Chaque mot a son importance, chaque formule est pesée. *« Donner une impulsion aux luttes populaires »* : la formule n'est pas choisie au hasard, la classe ouvrière, les masses paysannes pauvres et sans terre, les masses exploitées, sont déjà en lutte, mais le mot « populaires » évite de caractériser les classes qui sont en lutte et contre quelles autres classes. Ce ne sont plus des luttes de classe, mais des « luttes populaires », du peuple entier, contre une poignée de sujets de l'impérialisme. Les menottes de l'Unité populaire sont ainsi, en utilisant un langage « radical », passées aux luttes de classe du prolétariat.

Réaliser l'union de « toutes les forces avancées », c'est-à-dire, nous l'avons vu, des secteurs les « moins » réactionnaires de la bourgeoisie, *« où qu'elles se situent dans la conjoncture actuelle »*, c'est-à-dire si possible jusqu'à la démocratie chrétienne, revient à définir en une abstraction raisonnée le caractère « large », vaste, sans limites, de l'U.P. en constitution ; puis « ensuite » le programme dont la définition anticapitaliste laisse songeur : clair, concret, résolu. Et dans un ordre scientifiquement établi, la conclusion : la désignation du candidat viendra « après ». Ce sera un candidat à l'image de cette politique, donc d'un parti bourgeois.

La rédaction d'un programme « clair, concret, résolu » venant, lui, après (« ensuite ») le rassemblement du maximum de partis et groupes bourgeois pour ligoter à travers le P.S. et le P.C. la mobilisation de la classe ouvrière.

La nature du programme commun pour lequel il s'agit de lutter s'oppose en principe à la désignation d'un candidat ouvrier.

La constitution de l'unité populaire-front populaire prend toute sa signification, toute sa dimension : s'opposer par tous les moyens à l'action révolutionnaire du prolétariat, seule en mesure de résoudre la crise de la société chilienne. Mais la classe ouvrière va imposer, malgré le P.C. et le P.S., la candidature « unique » de Salvador Allende ; la bourgeoisie, elle, se divise

: la crise politique du régime entre en 1969 dans sa dernière phase. Tomic et Alessandri, candidats bourgeois, donnent le spectacle d'une bourgeoisie déchirée par la révolution qui vient, effrayée par l'héritage du gouvernement Frei, incapable de s'émanciper de l'impérialisme U.S. Tomic sera le candidat de la D.C., Alessandri celui de la droite classique. La bourgeoisie se déchire car le système politique en place ne suffit plus à la protéger comme classe, à défendre ses intérêts. En même temps, quelques-uns de ses partis participent à l'opération barrage aux masses que constitue l'Unité populaire. Il faut éviter à tout prix que les élections présidentielles, que la campagne électorale, n'opposent frontalement la classe ouvrière à l'Etat bourgeois.

### **Le programme de l'U.P. et la question de l'Etat**

Le décor posé, penchons-nous maintenant sur le programme de l'Union populaire, promulgué en décembre 1969.

Précisons : pour les marxistes un programme d'action de la classe ouvrière se juge en fonction de sa correspondance avec le processus qui, en fonction des rapports sociaux et politiques, conduit les masses de la lutte pour leurs revendications, leurs aspirations, à leur mobilisation révolutionnaire pour détruire l'Etat bourgeois, garant de la propriété privée des moyens de production, pour la prise du pouvoir, la construction de l'Etat ouvrier, l'institution de la dictature du prolétariat et l'expropriation des capitalistes. Le programme d'action, parce qu'il est l'expression consciente du processus inconscient, devient élément constitutif et finalement déterminant du processus révolutionnaire par la médiation du parti révolutionnaire. Toute lutte de classe d'ampleur pose le problème du pouvoir ; concrètement, en période de révolution ouverte, la classe ouvrière se heurte à la bourgeoisie, à son Etat : le rôle du parti révolutionnaire est donc d'armer politiquement la classe ouvrière pour affronter dans les meilleures conditions l'ennemi de classe dont le pouvoir est concentré dans l'appareil d'Etat. En conséquence, un programme assurant l'émancipation de la société des rets de la propriété privée des moyens de production, du capital, a pour objectif, pour centre de gravité la question des questions : la destruction de l'Etat bourgeois, la construction de l'Etat ouvrier. C'est à partir de cet objectif que les mots d'ordre, les propositions, les revendications peuvent être jugés, appréciés, discutés, critiqués. Cela implique ceci : un programme peut comporter des mesures étendues de nationalisation, de réformes agraires, etc. Son véritable contenu est déterminé par sa position par rapport à la question de l'Etat. Etat bourgeois ou Etat ouvrier, destruction de l'Etat bourgeois et construction de l'Etat ouvrier, ou défense de l'Etat bourgeois. C'est ce qui détermine son contenu anti-impérialiste et anti-capitaliste, ou de défense de l'impérialisme et de la bourgeoisie.

L'une des raisons pour lesquelles la Commune de Paris, première tentative d'Etat ouvrier, fut écrasée, a été qu'elle n'avait pas marché sur Versailles, capitale provisoire de l'Etat bourgeois. La révolution allemande de 1919 n'a pu abattre l'Etat bourgeois, centre vital du capital. La bourgeoisie, avec l'aide et le soutien de l'appareil social-démocrate, allait prendre sa revanche. Et nous pourrions multiplier les exemples.

L'Etat ouvrier, c'est-à-dire « le prolétariat organisé en classe dominante », tel est selon Marx l'objectif de la lutte de classe du prolétariat, qui seul permet de révolutionner les rapports sociaux de production, et de garantir ces conquêtes.

Et Lénine, consacrant *L'Etat et la Révolution* à la définition scientifique de cette question, écrit, après avoir fait référence au *18 Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte* : « Dans ce remarquable aperçu, le marxisme accomplit un très grand pas en avant par rapport au *Manifeste communiste*, où la question de l'Etat était encore posée d'une manière très abstraite dans les notions et termes les plus généraux. Ici, la question est posée de façon concrète et la déduction est éminemment précise, définie, pratiquement tangible : toutes les révolutions antérieures ont perfectionné la machine de l'Etat : or, il faut la briser, la démolir. Cette déduction est le principal, l'essentiel, dans la doctrine marxiste de l'Etat. Et c'est cette chose essentielle qui a été non seulement tout à fait "oubliée" par les partis sociaux-démocrates officiels dominants, mais franchement "dénaturée" (comme nous le verrons plus loin) par le théoricien le plus en vue de la *II<sup>e</sup> Internationale*, K. Kautsky. »

En citant ce « classique » léniniste, nous voulons permettre au lecteur d'apprécier le programme de l'U.P., par rapport à la conception marxiste de l'Etat., dont nous nous réclamons pour la victoire du socialisme.

Dans sa partie introductive, le programme de l'U.P. dresse un impitoyable réquisitoire contre les conséquences du pouvoir de la bourgeoisie compradore au Chili. Cette situation se caractérise par « la pauvreté généralisée, par les iniquités de tous ordres dont sont victimes ouvriers, paysans et autres couches exploitées, également par les difficultés croissantes auxquelles se heurtent employés, intellectuels, petits et moyens chefs d'entreprise, enfin par le peu de perspectives offertes à la femme et à la jeunesse [...].

« Un demi-million de familles n'ont pas de logement et un nombre égal ou supérieur d'entre elles vivent dans les pires conditions, en ce qui concerne le tout-à-l'égout, l'eau potable, l'électricité, la salubrité :

- les besoins de la population en matière d'éducation et de santé ne sont pas suffisamment pris en considération ;
- plus de la moitié des travailleurs chiliens reçoivent des salaires insuffisants pour satisfaire leurs besoins vitaux minimum. Chaque famille souffre du chômage ou de l'instabilité de l'emploi. Pour un grand nombre de jeunes, trouver un emploi est difficile et aléatoire.

« Le capital impérialiste et un groupe de privilégiés qui ne représentent pas plus de 10 % de la population accaparent la moitié du revenu national. Cela signifie que sur 100 écus produits par les Chiliens, 50 se retrouvent dans les poches de 10 représentants de l'oligarchie et les 50 autres doivent être répartis entre 90 Chiliens du peuple ou de la classe moyenne.

« La hausse du coût de la vie est un enfer pour les familles du peuple et, tout particulièrement, pour la maîtresse de maison. Durant ces dix dernières années, selon des chiffres officiels, le coût de la vie a augmenté de presque mille pour cent.

« Cela signifie qu'on vole quotidiennement aux Chiliens qui vivent de leur travail une partie de leur salaire. C'est ce qui arrive aussi aux retraités et aux pensionnés, au travailleur indépendant, à l'artisan, au petit producteur, dont les petits revenus, ont rognés continuellement par l'inflation

*« Un grand nombre de Chiliens souffrent de malnutrition. Selon des statistiques officielles, 50 % des enfants de moins de quinze ans sont sous-alimentés. Cette sous-alimentation affecte leur croissance et limite leur capacité à apprendre, à s'instruire.*

*« Cela démontre que l'économie chilienne en général et le système agricole en particulier, sont incapables de nourrir les Chiliens, alors que le Chili pourrait faire vivre dès à présent 30 millions de personnes, trois fois plus que la population actuelle<sup>1</sup>. »*

Et, concluant cette description de la réalité vécue quotidiennement par l'immense majorité des 10 millions de Chiliens, le programme fixe l'objectif de la mobilisation des masses : *« L'unique alternative vraiment populaire et, par conséquent, la tâche fondamentale qui attend le gouvernement du peuple, est d'en finir avec la domination des impérialistes, des monopoles, de l'oligarchie terrienne et de commencer l'édification du socialisme au Chili. »*

Nous reviendrons dans un prochain chapitre sur le programme commun français de gouvernement ; mais à la lecture de cette citation, le lecteur constatera d'emblée la différence de ton, de teneur, entre deux documents : à l'inverse du programme commun français qui précise textuellement que l'objectif n'est pas d'instaurer le socialisme, le programme de l'U.P. précise, au contraire, tout aussi clairement, qu'il convient de *« commencer l'édification du socialisme au Chili »*.

Avant d'aller plus loin dans l'appréciation du programme, constatons que dans le préambule il n'y a pas un mot pour définir l'objectif politique par lequel il est possible de commencer l'« édification du socialisme au Chili », c'est-à-dire la « démolition » de l'appareil d'Etat, donc la formation d'un gouvernement ouvrier et paysan s'engageant dans cette voie.

Mais le programme aborde le problème de l'Etat, sous le titre *« Le pouvoir populaire »* : *« Le peuple chilien a conquis, à travers un large processus de lutte, certaines libertés et garanties démocratiques. Pour les conserver, il doit rester en alerte et lutter sans cesse. Mais le pouvoir lui-même lui échappe. »* Et quelques lignes plus loin, non sans quelques contorsions, mais nettement, les points sont mis sur les « i » :

*« En matière de structure politique, le gouvernement populaire a la double tâche de :*

- préserver et rendre plus réels et authentiques les droits démocratiques et les conquêtes des travailleurs ;*
- transformer les actuelles institutions afin d'instaurer un nouvel Etat où les travailleurs et le peuple exerceront réellement le pouvoir. »*

C'est volontairement que nous infligeons au lecteur ces longs extraits du programme ; mais là, l'essentiel est dit ; ci-gît le cœur du programme du front populaire-unité populaire : *« transformer les actuelles institutions afin d'instaurer un nouvel Etat »* signifie évidemment qu'il est possible, en « élargissant ces institutions - sans les abroger - d'aller vers le socialisme. Non. Mille fois non. On ne peut pas « élargir », « transformer », « réformer » l'Etat bourgeois, pas plus qu'on ne peut transformer ou élargir le front populaire qui garantit - comme nous le démontrons - l'Etat bourgeois, pièce maîtresse, clef de voûte du système capitaliste. Il ne s'agit pas là d'une querelle de linguiste. C'est du sort de la révolution chilienne et mondiale qu'il s'agit. Et les considérations qui suivent éclairent avec quel cynisme les rédacteurs du programme de front populaire chilien utilisent les aspirations légitimes des masses pour protéger et perfectionner - telle est la signification réelle, nous allons le voir, du terme « démocratisation » - l'appareil d'Etat bourgeois.

En effet, si radical que soit le programme de l'U.P., dans les phrases et dans les mots, la ligne directrice en est nettement définie : *« transformer les actuelles institutions »*, c'est-à-dire garantir la légitimité de la Constitution, expression politique, institutionnelle, de décennies de domination de l'impérialisme, réaction sur toute la ligne. La main mise dans l'engrenage, tout y passe, avec une impitoyable logique : police, magistrature, bureaucratie d'Etat, armée...

C'est ainsi que *« la police doit être réorganisée afin qu'on ne puisse plus l'utiliser comme un organe de répression contre le peuple et qu'elle serve, au contraire, à défendre la population des actions sociales »*.

Cela signifie-t-il sous la plume du rédacteur du programme que groupes mobiles et carabiniers, responsables de centaines de morts d'ouvriers, d'étudiants et de paysans, seront dissous comme « groupes spéciaux », comme bandes armées du capital ? Non.

La réponse est là, nette, sans bavure : *« Les méthodes de la police seront humanisées de manière à garantir effectivement le plein respect de la dignité et de l'intégrité physique de l'être humain. »*

Pour « transformer l'Etat », il faudra donc « réorganiser » et « humaniser » la police.

La justice ? *« Pour le gouvernement populaire, une nouvelle conception de la magistrature devra remplacer l'actuelle conception, individualiste et bourgeoise. »*

Et, enfin, car le programme entend dans le détail évoquer chaque élément de l'appareil politique de la bourgeoisie, vient le tour de l'armée :

*« [...] Il est nécessaire d'assurer aux forces armées les moyens matériels et techniques et un système de rémunération, promotion et retraite juste et démocratique qui garantissent aux officiers, sous-officiers et hommes de troupe :*

- la sécurité matérielle pendant leur temps d'activité et pendant leur retraite ;*
- la possibilité effective pour tous de monter en grade en ne tenant compte que des mérites de chacun. »*

Une « nouvelle conception » de la magistrature, « garantie » par une police *« réorganisée et aux méthodes plus humaines »*, appuyée sur une armée « modernisée » et naturellement « démocratisée » (!) dans le système des rémunérations, tels sont les traits saillants du « nouvel Etat » qui n'a rien de neuf pour les masses.

---

<sup>1</sup> Tiré de la traduction française du programme de l'U.P. publiée par A. Acquaviva, G. Fournial et autres : *Chili de l'Unité populaire*, Paris, Editions sociales, 1971, p. 145-175.

Résumant l'ensemble de ces dispositions, le programme, sous le titre : « *Un nouvel ordre institutionnel, l'Etat populaire* », précise : « *Une nouvelle Constitution politique institutionnalisera l'incorporation massive du peuple au pouvoir de l'Etat.* »

La rédaction est laborieuse, mais édifiante : le « nouvel Etat » dans la marche au socialisme chilien incorporera donc, massivement, le peuple au pouvoir d'Etat, qui n'est, nous l'avons vu, ni l'armée, ni la police, ni la magistrature, ni l'administration... Où donc le peuple s'incorporera-t-il ?

Après avoir défini le caractère parlementaire de la nouvelle Constitution envisagée, le programme précise ces vues grandioses : « *A chaque niveau de l'Etat populaire, prendront place les organisations sociales avec leurs attributions spécifiques. Il leur appartiendra de se partager les responsabilités et de développer leur initiative dans leurs rayons d'action respectifs, et également d'examiner et de résoudre les problèmes de leur compétence.* »

La boucle est bouclée, et le lecteur sait maintenant de quel bois est bâti le programme de l'U.P. Chaque ligne, chaque mot établit la légitimité de l'Etat bourgeois, dont, en fonction des circonstances exceptionnelles - révolution qui monte - les rédacteurs envisagent, avec déférence et politesse, l'« humanisation », l'« élargissement », la « démocratisation », la « modernisation », le tout arrosé d'une bonne dose d'« incorporation populaire », donnant un Etat dont la « nouveauté » ressemble à un tableau célèbre, signé Kautsky, dont on aurait changé le cadre, protégé par deux gardiens à proximité, pour éviter les vols...

L'essentiel est dit, démontré. Nous allons voir maintenant que le projet de ce « nouvel Etat populaire » garantit de manière totale ce que le programme présente dans un autre chapitre comme la « nouvelle économie » qui, tout aussi « neuve » que l'Etat bourgeois, garantit la propriété privée des moyens de production, le système capitaliste.

### **La « nouvelle économie »... les « comités de l'Union populaire »**

Sous le titre « *La nouvelle économie* », le programme de l'U.P. commence d'abord par distinguer un « secteur public » et un secteur privé : le premier étant constitué par les entreprises nationalisées ou expropriées, formées par :

- les grandes mines de cuivre, nitrate, fer, charbon ;
- le système financier et bancaire, le commerce extérieur ;
- les grandes entreprises et monopoles de distribution ;
- les monopoles industriels stratégiques, l'énergie électrique ;
- les transports ferroviaires, maritimes, aériens, etc.

« *Toutes ces expropriations sont réalisées en sauvegardant toujours les intérêts du petit actionnaire.* »

Cette notion de « petit actionnaire », extensible à souhait, s'inscrit dans ce que nous avons déjà analysé : ces nationalisations - ou expropriations, ce qui n'est pas identique - aboutiront à des entreprises d'Etat, dont la nature ne sera pas modifiée dans le « nouvel Etat populaire », pouvoir de la bourgeoisie assurant la défense de la propriété privée. Ainsi, les rapports sociaux chez Renault, à E.D.F., à la S.N.C.F., ne sont-ils pas différents de ceux qui s'exercent dans les entreprises contrôlées par le capital privé. L'Etat bourgeois intervient ici comme facteur garantissant la pérennité de la propriété privée des moyens de production. Mais le programme de l'U.P. ne laisse plus aucune ambiguïté sur ces problèmes d'une extrême gravité, pour les petits et... les gros actionnaires. En effet, le secteur privé « *comprend l'industrie, les mines, l'agriculture et les services où continue à exister la propriété privée des moyens de production* ».

Nous touchons là au veau d'or du système capitaliste, les formules générales ne sont plus de mise ; il faut être précis comme un bilan de société.

Et le programme note : « *Ces entreprises seront la majorité pour ce qui est du nombre. Ainsi, en 1967, sur 30 500 entreprises existantes (en incluant l'industrie nationale), 150 contrôlaient, sous forme de monopole, tous les marchés, captant toute l'aide de l'Etat et le crédit bancaire, et exploitant le reste des entreprises industrielles de notre pays en leur vendant à un prix élevé les matières premières et en leur achetant à bon marché leurs produits.* »

Cette situation dramatique, pour les capitalistes, ne pouvant durer, le programme prévoit que « *l'Etat fournira l'assistance financière et technique nécessaire aux entreprises de ce secteur [le secteur privé], afin qu'elles puissent remplir la fonction importante qu'elles ont dans l'économie nationale, si l'on considère le nombre de personnes qui y travaillent, ainsi que le volume de leur production.* »

Si bien que les rédacteurs du programme ont raison d'indiquer qu'en définitive « *les entreprises de ce secteur seront finalement bénéficiaires d'une planification générale de l'économie nationale* ».

Défense de l'Etat bourgeois, défense de la propriété privée, par un secteur public dont les actionnaires petits et grands seront grassement indemnisés - et un secteur privé majoritaire en nombre, chiffres d'affaires et volumes de transaction, bénéficiant d'une position privilégiée. Quant au problème de la propriété foncière dont nous avons déjà souligné l'importance, le programme de l'U.P. titre : « *Approfondir et étendre la réforme agraire* ». Le lecteur a bien lu : le programme de l'U.P. se propose d'étendre et d'approfondir la « réforme agraire » promulguée par le gouvernement Frei aux ordres des propriétaires latifundiaires...

Dans les sept points consacrés à cette question, les concessions faites aux paysans sans terre sont purement... littéraires.

C'est volontairement que nous avons analysé les principales sections du programme de l'U.P. Ce document, rédigé et rendu public alors que les masses s'apprêtent à intervenir directement dans l'arène de l'histoire, porte la marque de cette activité révolutionnaire : ce document est d'autant plus important qu'il maintient sur tous les points fondamentaux la politique de front populaire, c'est-à-dire de défense de l'Etat bourgeois, de la propriété privée des moyens de production. Les dirigeants du P.C. et du P.S. font sans doute des concessions verbales aux masses, pour mieux préserver l'essentiel - l'Etat bourgeois, dont la coalition de front populaire est l'instrument actif. A partir de la fin 1969, ce n'est plus seulement à une radicalisation de la lutte des classes qu'on assiste, mais au départ d'une véritable lame de fond. Au mois de novembre 1969, le P.C. tient son XIV<sup>e</sup> Congrès à Santiago, face à l'activité révolutionnaire des masses. Corvalan affirme : « *Le peuple ne saurait rester à la fenêtre.* » C'est le moins qu'on puisse dire car déjà à cette époque on s'inquiète à juste titre dans les

luxueuses demeures de Barrio Alto - le « Neuilly » de Santiago : le peuple est dans la rue et les grèves gagnent toutes les entreprises alors que la syndicalisation des ouvriers agricoles croît à une allure vertigineuse, ou plutôt au rythme des occupations de domaine...

Son programme promulgué, l'U.P. édite un second document, intitulé : « *Accord sur la conduite et le style de la campagne* », qui accuse plus nettement que le programme lui-même la radicalisation de la lutte des classes, et se prononce pour la constitution des « comités de l'Unité populaire » :

*« La croissance des forces laborieuses, quant à leur nombre, leur organisation, leur lutte et la conscience de leur puissance, renforce et propage la volonté de changements profonds, la critique de l'ordre établi et le conflit avec ses structures [...]. Ces forces, et tout le peuple à leurs côtés, en mobilisant tous ceux qui ne sont pas compromis avec le pouvoir des forces réactionnaires, nationales et étrangères, c'est-à-dire grâce à l'action unitaire et combative de l'immense majorité des Chiliens, pourront briser les structures actuelles et avancer dans la voie de leur libération.*

*« L'Unité populaire est faite pour cela. Les impérialistes et les couches dominantes du pays combattront l'Unité populaire et essaieront de tromper le peuple., une fois de plus. Ils diront que la liberté est en danger, que la violence va s'emparer du pays, etc. Mais les masses populaires croient de moins en moins à ces mensonges. Leur mobilisation collective augmente de jour en jour et la voilà aujourd'hui renforcée et encouragée par l'union des forces de gauche.*

*« Pour stimuler et orienter la mobilisation du peuple chilien en vue de conquérir le pouvoir, nous constituerons partout les comités de l'Union populaire, organisés dans chaque usine, fundo (grande propriété), commune, bureau ou école, par les militants des mouvements et des partis de gauche et composés de cette foule de Chiliens qui se, définissent par leur volonté de changements fondamentaux.*

*« Les comités de l'Unité populaire ne seront pas seulement des organismes électoraux, ils seront les interprètes combatifs des revendications immédiates des masses et surtout, ils se prépareront à exercer le pouvoir populaire. »*

La « mobilisation collective » à laquelle ce document fait référence est une réalité qui échappe à la volonté des états-majors. Nous l'avons vu, la mobilisation politique des masses a imposé contre vents et marées - c'est-à-dire contre les dirigeants du P.C. et du P.S. - la candidature de Salvador Allende, qui, s'il est candidat de l'U.P.-U.G., l'est au titre d'un parti ouvrier, le P.S., permettant à la classe ouvrière de se centraliser, classe contre classe, dans la campagne électorale comme dans les élections elles-mêmes. Dans les partis, dans la C.U.T., dans les entreprises, à la ville comme à la campagne, militants et travailleurs se ruent dans la brèche ouverte pour organiser l'élection d'Allende. La puissance de la mobilisation est reconnue par le document que nous venons de citer. Incapables de s'opposer de front à cette aspiration, les dirigeants du P.C. et du P.S. tentent de la canaliser. La constitution des comités de l'Unité populaire est décidée par le haut, par peur qu'ils ne se constituent en bas sans autorisation des directions. C'est pour éviter ce débordement qu'en particulier les dirigeants du P.C. se prononcent pour ces comités; la révolution chilienne, comme toute révolution, pose donc d'emblée le problème de l'auto-organisation des masses, le rassemblement de la classe ouvrière et des masses opprimées à travers « leurs » comités. Comme toutes les révolutions prolétariennes, la révolution chilienne met à l'ordre du jour la question des organes soviétiques.

La campagne électorale ? De l'avis de tous les journalistes qui ont couvert l'événement, elle sera politiquement tendue. Meetings, rassemblements populaires, manifestations se déroulant sur une toile de fond de grèves et d'affrontements à la ville comme à la campagne. Les comités d'Unité populaire, qui centralisent le mouvement des masses, quadrillent le pays et confèrent à la campagne électorale sa véritable signification politique, en appelant à lutter, à voter contre les « momies », c'est-à-dire contre les candidats, les politiciens de la droite : Allende parcourt le pays, et à chaque étape la masse des exploités et des opprimés est au rendez-vous. L'accueil dans les campagnes est particulièrement chaleureux. Malgré la dictature des propriétaires terriens et l'appui de l'Eglise aux candidats des partis bourgeois, l'ouvrier agricole, le petit propriétaire, le paysan sans terre, viennent saluer le candidat du parti ouvrier, le P.S. à la présidence et applaudir à tout rompre lorsque ce dernier affirme « qu'on leur donnera la terre. Et Allende doit « gauchir » ses discours.

La bourgeoisie, elle, s'affole et lance sur les ondes et sur les murs un slogan prometteur : « *Si vous aimez le poteau d'exécution, votez Allende.* »

Rien n'y fait, rien n'y fera. Le 4 septembre 1970, Allende arrive en tête ; de peu : 40 000 voix de différence avec Alessandri.

La Constitution chilienne, que le front populaire respecte et défend, implique que soixante jours doivent s'écouler avant la désignation par le Congrès du président de la République chilienne. La situation est explosive : mobilisées, les masses sont prêtes à agir pour garantir leur victoire aux élections. Tomic, candidat de la démocratie chrétienne, les chefs de l'armée, mesurent l'ampleur du danger. Refuser l'élection d'Allende, c'est prendre le risque d'un affrontement avec les masses dans les plus mauvaises conditions pour la bourgeoisie. La démocratie chrétienne, la mort dans l'âme, décide de « jouer le jeu », c'est-à-dire de remettre aux dirigeants du front populaire-unité populaire le soin d'affronter la classe ouvrière pour préserver l'appareil d'Etat.

Mais Tomic pose ses conditions, alors qu'il ne dispose pas des moyens politiques de les imposer...

La bourgeoisie a combattu de toutes ses forces la révolution montante. La démocratie chrétienne et la droite classique battues aux élections présidentielles, elle soutient l'U.P. en exigeant que l'attachement de la coalition d'Allende au régime capitaliste, à l'Etat, soit nettement affirmé. Allende qui le 13 septembre s'adresse en ces termes au peuple : « *Le peuple doit faire confiance aux dirigeants politiques de l'Unité populaire et aux dirigeants de la Centrale unique des travailleurs. Et ce même peuple doit faire confiance à celui qui lui parle.* »

C'est dans ces conditions que le 24 septembre, le parti démocrate-chrétien exprime son point de vue au sénateur Salvador Allende, « *en lui demandant de se prononcer sur certaines questions, démarche indispensable pour que le parti détermine*

*la position qu'il adopterait finalement* ». Le préambule de ce texte déclarait : « Nous avons la conviction que nombre de points en vue de la transformation et du développement de la société, défendus par la candidature de Salvador Allende, ont été et sont aujourd'hui nôtres, sans que cela signifie ni identité ni totale coïncidence en ce qui concerne les options fondamentales et la stratégie définie devant le pays. Nous répétons que notre position ne sera pas de priver "de sel et d'eau" le prochain gouvernement, qui peut compter sur notre appui pour toute mesure contribuant au bien-être du peuple. »

Parmi ces mesures réclamées par le parti de l'impérialisme et de l'Eglise, on trouvait pêle-mêle le maintien du pluralisme politique, la défense de la liberté de presse et de la liberté syndicale, l'indépendance de l'Université, la reconnaissance et le soutien de l'enseignement privé, le respect de l'armée...

Deux paragraphes sont particulièrement importants, car ils définissent la signification de la démarche de la D.C. :

*« Nous voulons un Etat de droit. Cela requiert l'existence d'un régime politique à l'intérieur duquel l'autorité soit exclusivement exercée par les organes compétents. Exécutif, législatif, judiciaire... Sans intervention d'autres organes "de fait" qui agiraient au nom d'un soi-disant pouvoir populaire... »*

*« Nous voulons que les forces armées et le corps des carabiniers continuent d'être une garantie de notre système démocratique. Ce qui implique que soient respectées les structures organiques et hiérarchiques des forces armées et du corps des carabiniers ... »*

A l'onctuosité du préambule succède l'exigence nettement formulée du respect de l'Etat bourgeois, contre tout « organe de fait », contre la classe ouvrière et les organismes « ad hoc », dont à juste titre le parti de l'Eglise craint l'émergence. Dès le 29 septembre, Salvador Allende répond. Avec fougue et fermeté, il s'affirme le défenseur de la Constitution : « Je dois affirmer que je suis un défenseur intransigeant des prérogatives du chef de l'Etat. J'affirme, en tant que premier mandataire, que l'Unité populaire elle-même n'aura aucun droit de regard sur la nomination du haut commandement, car c'est une prérogative exclusive du président de la République, et je préserverai jalousement mes attributions constitutionnelles. » Et, plus loin, Allende précise : « que toutes les transformations politiques, économiques et sociales se fassent à partir de l'ordre juridique actuel, et selon l'Etat de droit ».

Vexé qu'on ait mis en doute son attachement à l'Etat de droit, Allende enfile - avant même d'y être autorisé - son habit de président de la République et défend avec passion les « prérogatives » de sa charge.

Mais la démocratie chrétienne exige plus encore de l'U.P. et juge les réponses d'Allende « décourageantes ». Malgré cela, la démocratie chrétienne pressée par les dirigeants du P.C. et du P.S. accepte de participer à une commission paritaire avec les dirigeants de l'U.P. pour élaborer le « Statut des garanties ». Ce document sera présenté à la Chambre et adopté le 15 octobre. Sur deux points essentiels, le « Statut des garanties » donne entièrement satisfaction à Tomic, comme à Alessandri. « Le régime de la propriété et le fonctionnement de ces moyens d'information ne pourront être modifiés que par une loi. Leur expropriation ne pourra être réalisée qu'en vertu d'une loi approuvée par chaque Chambre à la majorité des membres en exercice. »

Par ailleurs : « L'éducation privée et gratuite, qui ne poursuit pas de but commercial, recevra de l'Etat une contribution économique qui permettra son financement en accord avec les normes établies par la loi. » Cette garantie sera étendue aux universités, l'enseignement public et laïque et l'enseignement privé et cléricale étant mis sur un pied d'égalité.

De surcroît, par ce document, l'U.P. « garantissait » l'inamovibilité des fonctionnaires mis en place par la démocratie chrétienne.

Enfin, le Statut adoptait un nouvel article qui se substituait avantageusement à l'article 22 de la Constitution concernant l'armée et son rôle : « La force publique est uniquement et exclusivement constituée par les forces armées et le corps des carabiniers, institutions essentiellement professionnelles, hiérarchisées, disciplinées, obéissantes et non délibérantes. Seule la loi peut fixer les effectifs de ces institutions. Le recrutement de nouveaux effectifs des forces armées et des carabiniers est réservé aux seules écoles spécialisées de ces institutions sauf pour le personnel remplissant des fonctions exclusivement civiles. »

Ainsi, avant même d'entrer en fonctions, l'unité populaire-front populaire garantissait, à la demande de la démocratie chrétienne, les secteurs clefs de la Constitution, se livrant pieds et poings liés à la majorité des Chambres où l'U.P. disposait de la minorité des sièges. La signification de la référence dans le programme de l'Unité populaire à l'« Etat populaire » trouve ici sa concrétisation.

### **Renforcement de l'armée et de la caste des officiers**

Ainsi, ce n'est qu'après avoir plié le genou devant la bourgeoisie en proclamant son attachement à l'Etat de « droit » opposé aux « organes de fait », que Salvador Allende sera couronné président. En fait, le « Statut des garanties » est un véritable avenant du programme de l'Unité populaire. Si le document « Accord sur la conduite et le style de la campagne », que nous avons étudié plus haut, accusait la pression de la classe ouvrière et des paysans pauvres, le « Statut », lui, est le produit de l'accord scellé entre les dirigeants du P.C. et du P.S. avec Tomic pour la D.C. et Alessandri pour le parti national, pour faire front à l'assaut des masses. Nous l'avons dit - répétons-le : jamais au Chili comme dans le monde entier, la fraction dominante de la bourgeoisie n'a voulu du front populaire. En effet, le « front populaire » signifie qu'une crise révolutionnaire se prépare, que la révolution approche et surgit et que les partis bourgeois n'ont pu l'empêcher de surgir par leurs seuls moyens ; la révolution prolétarienne prend son essor ; la bourgeoisie participe au front populaire par l'intermédiaire de certains de ses partis, mais contenir et refouler les masses revient aux partis ouvriers qui participent à ce front populaire. La bourgeoisie peut être amenée à reculer, protégée par le front populaire, sans pour autant cesser de combattre. En toutes circonstances, la fraction dominante de l'impérialisme combat pour maintenir son pouvoir. Et lorsque les dirigeants des partis ouvriers occupent l'avant-scène du pouvoir, par les organes de l'Etat bourgeois tout autant que par ses partis à l'extérieur et au sein des fronts populaires, la bourgeoisie conserve, lorsque ceux-ci ne sont pas disloqués, l'essentiel du pouvoir réel. Lorsque les fronts populaires, combinaison particulière, en raison des circonstances, nécessaire pour la défense du système capitaliste, forment des gouvernements pour la défense du système capitaliste, la bourgeoisie

n'abdique en rien ses responsabilités de classe dominante. Au contraire. La bourgeoisie continue à contrôler les principaux rouages de l'Etat bourgeois ; de plus, installée au côté du cocher, elle le contrôle, et de la voix et du fouet elle continue à diriger l'attelage qui tire le char de l'Etat bourgeois.

Le « Statut des garanties » illustre parfaitement la nature de l'Unité populaire.

- *Prenez garde*, disent les dirigeants de la démocratie chrétienne, *les masses sont en mouvement*.

- *Oui*, répond Salvador Allende, *mais comptez sur nous, nous nous tenons à la hauteur de la tâche...*

Nous n'exagérons rien ; la preuve de ce que nous avançons est donnée par la modification de la Constitution acquise à l'unanimité des Chambres, donnant plus de pouvoir que dans l'ancienne Constitution aux forces armées.

Nous avons déjà vu que le programme de l'Unité populaire volait au secours des sous-officiers et des officiers, en leur garantissant moyens et rémunérations, en progression. La modification de l'article de la Constitution insiste sur deux points :

- a) seules les forces armées et les carabiniers constituent la force publique, cette précision étant dirigée contre les milices ouvrières et paysannes, « organes de fait » que la révolution peut mettre à l'ordre du jour ;
- b) le recrutement des forces armées et des carabiniers est réservé aux seules écoles spécialisées.

Le second point est aussi important que le premier. Tous le savent, dirigeants ouvriers et députés bourgeois, l'armée chilienne défile au pas de l'armée prussienne, mais est formée, encadrée, équipée par l'armée américaine et la C.I.A.

Qu'on en juge : de 1950 à 1965, 2 064 officiers chiliens avaient reçu un entraînement aux Etats-Unis et 599 dans les camps situés en Amérique latine. Précisons que ces stages étaient consacrés à la lutte contre « *le guérillisme et le communisme* ». Entre 1950 et 1965, les forces armées chiliennes ont reçu 66 190 000 dollars, à titre de « dons », ce qui les place au second rang, après le Brésil, des pays d'Amérique latine...

La caste des officiers bénéficiait naturellement d'un régime de faveur. Les futurs officiers de l'armée chilienne passent tous en stage à l'école anti-guérilla de Fort Qulick, à Panama, sous les ordres d'instructeurs américains, tous vétérans du Vietnam. La police, elle, n'est pas oubliée. Alain Joxe, note à ce propos : « *Durant les dernières années, les carabiniers ont bénéficié de la priorité de l'aide des Etats-Unis.* »

Ce corps d'élite de 24 000 hommes dépend du ministère de l'Intérieur ; composé exclusivement de professionnels, il dispose d'un équipement et de munitions particuliers au moins égaux à ceux des forces armées elles-mêmes.

Ainsi forces armées et carabiniers sont-ils formés, l'école de la guerre de classe contre le prolétariat et la paysannerie pauvre. En témoigne l'action du « Groupe mobile » - formation des carabiniers spécialisée dans la répression des grèves et des occupations de domaine. C'est cette structure militaire et policière que l'Unité populaire, à la demande expresse de la bourgeoisie, accepte de maintenir et de renforcer. De 1970 à 1973, commentateurs aux ordres, dirigeants staliniens et sociaux-démocrates, vanteront le « loyalisme » des forces armées et des carabiniers, insistant sur les traditions « démocratiques » de l'armée chilienne : maudits soient les fossoyeurs du prolétariat chilien !

## Chili : 1970-1973

### **Les beaux jours de l' « Unité populaire »**

Les soixante jours qui séparent l'élection du 4 septembre de l'installation d'Allende au palais de la Moneda sont donc essentiellement occupés par l'aménagement entre les partis bourgeois battus aux élections présidentielles et l'« Unité populaire » de la défense de l'Etat bourgeois. L'« Unité populaire » n'a d'armes et de bagages que pour contenir et faire refluer les masses.

Si la démocratie chrétienne, par crainte du processus révolutionnaire, affirme son respect de la légalité, elle ne baisse pas pour autant les bras : le patronat pendant ces deux mois désorganise la production jusqu'à la paralyser, par des lock-out généralisés. Les banques stoppent le crédit, transfèrent des sommes énormes à l'étranger, accentuent la hausse des prix, déclenchant panique et spéculation. On a calculé qu'en quelques semaines les latifundiaires ont vendu à l'étranger – illégalement – quelque 200 000 têtes de bétail. La caste des officiers liée au parti national et aux groupes complot et commence à faire parler la poudre.

Le 22 octobre, le général Schneider, commandant en chef de l'armée, est tué dans un attentat; *El Mercurio*, journal à gros tirage de la bourgeoisie, insinue que c'est l'œuvre du M.I.R., or le M.I.R. avait quelques jours auparavant dénoncé la préparation de l'attentat par les groupes fascistes. L'Unité populaire de son côté pleure le général « républicain » victime des groupes d'extrême droite. L'assassinat de Schneider permet notamment aux dirigeants du P.C.C. de célébrer le « loyalisme » des forces armées.

Les grands secteurs de la bourgeoisie s'opposent à la politique de l'extrême droite : l'heure n'est pas encore venue.

A l'issue d'un entretien avec Salvador Allende, le cardinal Silva Enriquez s'exclame : « *Vous pouvez compter sur moi, Président.* »

Le 3 novembre, Allende prête serment comme chef de l'Etat et assiste à un *Te Deum* à la cathédrale de Santiago. Dieu est avec l'Unité populaire...

C'est soutenu par les masses exploitées et opprimées du Chili que le premier gouvernement de l'U.P., composé de quatre socialistes, trois communistes, trois radicaux, deux sociaux-démocrates, un M.A.P.U., un A.P.I. et un indépendant, entre en fonctions. Ce premier gouvernement va bénéficier d'un soutien sans faille de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre. Les masses considèrent ce gouvernement comme « leur » gouvernement, Allende comme leur président.

Des couches illettrées, analphabètes, à la ville mais surtout à la campagne, vont être gagnées par le microbe de la révolution. Des siècles de réaction et d'obscurantisme se brisent. Ça va changer, pensent l'ouvrier et le paysan sans terre. Et ils attendent le changement.

Les six premiers mois de la crise révolutionnaire chilienne, loin d'être un round d'observation entre le prolétariat et la bourgeoisie, sont marqués par un lent mais puissant développement de l'action politique de la classe ouvrière. L'ouvrier fait confiance au « camarade Allende », et se tourne vers le paysan pauvre, le petit commerçant, l'enseignant, l'étudiant et les entraîne vers la révolution pour la réalisation des tâches démocratiques, la satisfaction des revendications. Les premières mesures prises par le gouvernement de l'Unité populaire traduisent cette pression politique.

En novembre, c'est l'amnistie pour les prisonniers politiques qui profite aux militants gauchistes du M.I.R., qui sont libérés. La hausse des tarifs d'électricité est annulée. La Sécurité sociale est élargie à tous les travailleurs ; le programme de construction de 120 000 logements est mis en route, le gouvernement accorde des prêts à 8 000 petits propriétaires de mines... et décide la dissolution du « Groupe mobile » haï pour le transformer... en « Unité des services spéciaux », dont le rôle consistera... à venir en aide aux habitants des bidonvilles Ce qui en France signifierait changer le sigle des C.R.S., en leur fixant comme tâche de protéger la jeunesse !

En décembre, le gouvernement exproprie l'entreprise textile Bellavista-Tomé, dont la production était paralysée par le patron et qui était occupée par les ouvriers ; des mesures de même type sont prises dans quelques grands domaines latifundiaires.

C'est encore en décembre que la C.U.T. signe un protocole d'accord avec le gouvernement qui annonce la participation des travailleurs à l'intérieur des Caisses de prévision sociale, et la constitution d'une Commission centrale des rémunérations, tripartite : gouvernement, travailleurs, patrons...

Et, c'est enfin en décembre que le gouvernement souhaite bon Noël aux actionnaires de la Compagnie des aciers du Pacifique, en signant avec eux un accord qui prévoit le rachat, à bon prix, de 57 millions d'actions...

Des dizaines de milliers d'étudiants volontaires partent dans le Sud pour alphabétiser les paysans, construire, donner des soins.

Augmentation des salaires, des retraites, blocage du prix du pain, du lait, les mesures ponctuelles du gouvernement se multiplient ; nul ne s'y trompe, ni les dirigeants de l'U.P. ni la bourgeoisie chilienne : c'est le moins qu'on puisse faire, face à une mobilisation aussi large, aussi profonde. Calmement, mais sans attendre, les paysans sans terre occupent les domaines, convaincus qu'ils appliquent la volonté politique du gouvernement : le ministre de l'Agriculture, Jacques Chonchol, doit monter en première ligne et s'installe dans la province du Cantin, zone mapuche, pour tenter de canaliser, de freiner le processus. Mais rien n'y fait, la campagne bascule tout d'un bloc dans la révolution. Le gouvernement recule. Dans les villes, la situation est identique. La classe ouvrière se sent forte ; le gouvernement accélère les opérations de rachat d'actions et de nationalisations. En janvier, ce sont les mines de charbon, en avril, les mines de fer, en mars, les fabriques de ciment...

## **Les élections municipales**

Avril. C'est le premier rendez-vous électoral depuis l'élection d'Allende, avec les élections municipales.

En septembre, l'U.P. obtenait 36,3 % des suffrages. Le 4 avril, l'U.P. obtient la majorité absolue avec 50,87 % des suffrages !

Etudions de plus près ces résultats.

Le P.S. passe de 12,2 % des voix qu'il avait obtenues en 1969 à 22,89 %. Le P.C. passe de 15,9 % à 17,36 %.

A l'inverse, les partis bourgeois de la coalition de l'U.P. s'effritent au feu de la lutte des classes. Les radicaux perdent 80 000 électeurs, soit plus de 5 % des suffrages avec 8,18 %. Le parti de l'Eglise avait obtenu 24,8 % aux élections de 1969, son candidat Tomic 27,8 % aux présidentielles ; le 4 avril, les démocrates-chrétiens se retrouvent avec 26,28 % et la même désaffection marque le parti national.

Kissinger avait déclaré en octobre 1970 : « *Les élections, en plaçant au pouvoir Allende, vont poser les problèmes majeurs pour nous et pour les forces démocratiques en Amérique latine.* »

Le secrétaire d'Etat américain ne croyait pas si bien dire, et le résultat des élections municipales effraie les dirigeants des partis bourgeois chiliens, comme ceux de l'Unité populaire.

Ouvriers, paysans, petits bourgeois des villes et des campagnes, ont voté contre les partis bourgeois, y compris ceux qui se réfugient dans l'U.P. grâce au P.S. et au P.C.

Alors que le P.C. et le P.S. avaient abordé ces élections sans agitation particulière, ils obtiennent plus de 40 % des voix, alors que l'U.P. a la majorité absolue. Au même moment, une élection sénatoriale partielle se déroule dans le Sud, traditionnellement favorable à la démocratie chrétienne : le candidat du P.S. obtient 52 % contre 31 % au candidat clérical. Les paysans votent en occupant les domaines et se rallient aux partis ouvriers, qui leur promettent la réforme agraire. Les ouvriers votent pour les partis ouvriers qui affirment vouloir Marcher au socialisme, à l'exclusion des partis bourgeois.

## **La tension commence à monter**

Au lendemain de ces élections qui marquent la première phase de la crise révolutionnaire chilienne, la bourgeoisie chilienne resserre ses rangs, et le parti national lance un appel à la démocratie chrétienne, « *pour l'union des forces d'opposition* », alors que l'impérialisme U.S. commence à brandir la menace du blocus économique. Le 11 juillet, le Parlement vote à l'unanimité la nationalisation des grandes mines de cuivre par une loi réformant la Constitution. Sept jours plus tard - lors d'une nouvelle élection partielle - le parti national et la démocratie chrétienne, unis, l'emportent. Alors que les dirigeants de l'U.P. contiennent la mobilisation des masses dans le cadre de la légalité, la bourgeoisie refait son unité et se prépare à combattre la révolution, minée de l'intérieur par le front populaire.

Mais où en est l'économie chilienne en 1971 ? Le pays s'est remis au travail, et sérieusement. Les hausses de salaire ont donné un coup de fouet à la consommation intérieure qui s'élargit considérablement. La production des biens de consommation monte en flèche :

- + 30 % pour les pâtes ;
- + 9 % pour le lait condensé ;
- + 81,3 % pour le sucre, etc.

Il en est de même pour la production minière qui, de 1970 à 1971, croît dans d'importantes proportions :

- cuivre : + 10,3 % ;
- charbon : + 6,3 % ;
- salpêtre : + 50 % ;
- plus le pétrole : + 5 %.

L'année 1971 est une bonne année pour le patronat qui conserve la majeure partie de ses positions et dont l'U.P. garantit la propriété privée. Pedro Vuskovic, ministre de l'Economie, peut annoncer pour l'année 1971 une augmentation de 8 % du produit national brut, soit le chiffre le plus élevé des dernières quinze années, et une croissance industrielle supérieure à 10 %.

Alain Joxe, dans son livre *Le Chili sous Allende*, peut écrire : « *Le bilan de la première année, sur le plan économique, est donc l'un des plus positifs que l'on ait enregistré depuis dix ans au Chili. La relance profite à la fois aux salariés et aux industriels, aux ouvriers et aux bourgeois, aux producteurs et aux commerçants.* »

En fait, c'est une vue superficielle : l'inflation donne cette apparence trompeuse. Il va falloir que l'une ou l'autre des classes paie. Pour l'instant : la classe ouvrière a arraché droits et positions. La bourgeoisie, elle, a maintenu la propriété privée des moyens de production, l'Etat bourgeois, sous l'impulsion et le contrôle de l'Unité populaire, en même temps qu'elle a accru son taux de profit. En outre, les échéances sont différées. Cela ne peut durer ainsi. Dans les mois et les années qui viennent, les échéances devront être acquittées par l'une ou l'autre classe tant sur le plan économique que sur le plan politique. Ce sont seulement les classes exploitées qui peuvent avoir des illusions à ce sujet, que l'Unité populaire entretient.

Mais la classe dominante n'a aucune illusion sur la signification politique de la situation qui ne peut durer. Dès cette époque, elle s'oriente vers la préparation d'un affrontement direct avec la classe ouvrière.

Le 29 juillet, 6000 ménagères se réunissent au stade «Chile» et exigent des mesures contre les spéculateurs et les prévaricateurs qui organisent hausse des prix alimentaires et marché noir. Le ministre de l'Economie Vuskovic lance l'idée des J.A.P., collectifs populaires de contrôle du ravitaillement et des prix. Pour le ministre, il s'agit d'une « idée », les masses, elles, vont s'emparer de la forme et lui donner un contenu d'organismes « ad hoc » chargés d'organiser le ravitaillement, de contrôler les prix, de chasser spéculateurs et organisateurs du marché noir.

De part et d'autre, pour le prolétariat et pour la bourgeoisie, la lutte s'intensifie, traversant toutes les organisations.

Le 29 juillet, une scission affecte la démocratie chrétienne en réaction à son rapprochement avec le parti national. La Gauche chrétienne rallie l'Unité populaire.

### **Les « sceptiques » ...**

Le même jour, le parti radical fait scission. L'aile centriste forme le P.I.R. qui demeure dans l'U.P. alors que le parti radical rejoint la démocratie chrétienne. Quant au M.I.R.<sup>1</sup>, qui forme la garde personnelle d'Allende, il dénonce le « *réformisme de l'U.P.* » qu'il soutient, tout en critiquant telle ou telle mesure jugée par lui insuffisante : il n'empêche, les faits sont têtus, le M.I.R. critique l'U.P., mais il y participe et c'est bien là l'essentiel.

En août, septembre, la tension monte au Chili, alors que le gouvernement américain coupe certains crédits. Les compagnies américaines et la C.I.A. s'engagent ouvertement sur la voie du sabotage économique, du sabotage tout court en finançant des groupes d'extrême droite, en multipliant les provocations. Au Parlement, les partis bourgeois majoritaires s'opposent aux projets gouvernementaux, et s'attaquent au ministre de l'Economie Vuskovic.

Allende dans une adresse au Parlement expose avec lucidité l'enjeu de la bataille dans laquelle son gouvernement est engagé.

Après avoir fait référence à la révolution d'Octobre de 1917 et y avoir opposé le modèle « chilien vers le socialisme », il s'attaque d'abord aux « sceptiques », c'est-à-dire aux militants, travailleurs et jeunes qui commencent à s'interroger sur l'unité populaire-front populaire :

*« Les sceptiques disent que cela est impossible. Ils disent qu'un Parlement qui a si bien servi les intérêts des classes dominantes ne pourra pas changer et devenir le Parlement du peuple chilien. »*

*« D'après eux, les forces armées et les carabiniers, soutiens de l'ordre institutionnel que nous avons dépassé, n'accepteraient pas de garantir la volonté du peuple et de construire le socialisme dans notre pays. Ils oublient la conscience patriotique, la tradition professionnelle, et la soumission au pouvoir qui sont propres à nos forces armées et à notre police [...]. »*

Ainsi, après avoir garanti le Parlement, l'armée et la police, dénoncé les « sceptiques », Allende se tourne vers les commis parlementaires de la bourgeoisie pour les mettre en garde contre toute « irresponsabilité » qui pourrait déclencher la tempête :

*« Mais il est de mon devoir de lancer un avertissement face aux dangers qui peuvent menacer notre émancipation. Le chemin qui nous est tracé par notre tradition et notre conscience collective pourrait être radicalement bouleversé. Le danger, c'est la violence déchaînée contre la décision du peuple. »*

*« Si notre gouvernement suit son cours normal et que les conquêtes des travailleurs sont menacées par la violence interne ou externe, par n'importe quelle sorte de violence physique, économique, sociale ou politique, la continuité institutionnelle, l'Etat de droit, les libertés politiques et le pluralisme courraient un très grave danger. Dans ce cas, le combat pour l'émancipation sociale et pour la libre détermination de notre peuple adopterait obligatoirement des formes autres que celles que nous nommons, avec un réalisme historique et un légitime orgueil, la voie chilienne vers le socialisme. »*

Prenez garde, messieurs de la bourgeoisie, la classe ouvrière et la paysannerie peuvent balayer l'Etat de droit si vous vous opposez frontalement à nous qui tentons de les canaliser...

Classique discours d'un social-démocrate à la tête de la contre-révolution de l'unité populaire-front Populaire. La bourgeoisie comprend l'avertissement : elle augmente sa pression, combat, mais à l'abri de l'unité populaire-front populaire. Elle ne s'affronte pas encore directement aux masses : sa presse, ses partis, ses parlementaires aiguillonnent du geste et de la voix les dirigeants de l'U.P. pour qu'ils s'acquittent de cette tâche : leur tâche.

La première année est consacrée par la bourgeoisie à refaire son unité, à surmonter sa frayeur, testant les dirigeants de l'U.P., appréciant leur capacité à contenir la révolution, à protéger l'Etat bourgeois, réorganisant ses troupes, se disposant, protégée par le gouvernement Allende, à croiser à une deuxième étape le fer avec la classe ouvrière et les masses opprimées.

Et la classe ouvrière ?

La classe ouvrière, elle, a fortifié ses positions, élargi son intervention politique, multiplié ses liens avec la paysannerie pauvre, forçant les barrages de la division placés par les dirigeants du P.C. et du P.S. L'année 1971 pour la classe ouvrière, c'est le temps nécessaire pour apprécier l'attitude exacte des dirigeants de l'U.P. en qui elle a placé sa confiance. L'année 1971, c'est également l'année des illusions : les masses veulent le changement radical. Les dirigeants de l'U.P. le promettent dans leurs discours, ils ne peuvent pas faire autrement, mais dans la réalité tendent la main à la bourgeoisie déséquilibrée par l'irruption des masses dans la vie politique, et protègent l'Etat de droit, l'Etat de fait. A la fin de cette année, la classe ouvrière s'impatiente. Déjà, les prix flambent, la spéculation fait rage, la hausse des prix attaque les salaires... Quelque chose ne va pas, se dit l'ouvrier ; Allende est depuis un an à la Moneda, et les patrons sont toujours au pouvoir. Que se passe-t-il ? s'inquiète le paysan, ils parlent de réforme agraire, et l'essentiel de la terre reste aux mains des gros propriétaires terriens.

---

<sup>1</sup> Comme l'a remarqué le lecteur, nous n'évoquons pas l'action du M.I.R. Dans un autre chapitre consacré à l'analyse du « Front populaire de combat » nous analyserons son action.

## **Les paysans aussi**

Le gouvernement de l'U.P. tente de coiffer la révolution à la campagne, pour la freiner, et forme des conseils paysans chargés d'appliquer la réforme agraire. Les conseils dans bien des cas s'« écartent » de la loi et exproprient purement et simplement les *fundos*. Dans certains secteurs, les paysans élisent directement les délégués à ces conseils. J.A.P. à la ville, conseils à la campagne : pour résoudre les problèmes de la révolution, les masses tentent de se doter de comités qui les rassemblent pour agir. Dans la région du Cantin, 72 % de la population est mapuche, c'est-à-dire indienne. La réforme agraire est ici doublement souhaitée : pour vivre il faut la terre, et les propriétaires latifundiaires viennent du Nord et sont ressentis comme des étrangers colonisateurs. Les paysans pauvres débordent le cadre de la loi qui permet le rachat ou l'expropriation jusqu'à concurrence de 80 hectares de terres irriguées. Les terres du Sud ne sont pas irriguées. L'équivalent de 80 hectares de terres irriguées est dans cette région des domaines de centaines d'hectares. Les Mapuches oublient la loi et exproprient à l'appel de leurs conseils paysans. Les propriétaires se réclament de la loi, tirent, tuent.

Le 22 octobre, le militant paysan mapuche Huentelaf, membre du M.I.R., est abattu.

Le ministre de l'Intérieur condamne... les occupations de domaine. Les faits entrent en contradiction avec les illusions que l'Unité populaire entretient parmi les masses. Mais, en l'absence d'un parti révolutionnaire, ces illusions subsistent comme un brouillard troué de temps en temps par des éclaircies mais qui rapidement s'obscurcissent. D'autant que le parti le plus radical situe son action dans le cadre de l'Unité populaire, source des illusions des masses.

A la ville, dans les entreprises, l'année se termine mal.

Le 1er décembre, les maîtresses de maison organisent une « marche des casseroles vides » à Santiago. La bourgeoisie descend dans la rue en mobilisant les femmes des beaux quartiers et les domestiques. Elles sont 20 000, encadrées et protégées par les groupes fascistes et les milices armées de « Patrie et Liberté ». Le cortège se heurte aux carabiniers. La droite organise une campagne nationale de dénonciation. Le gouvernement se tait. Le 22 décembre, le Congrès vote un projet de réforme de la Constitution présenté par la démocratie chrétienne dont l'objet est de défendre la propriété privée.

Le 24 décembre, les mineurs de cuivre de Chiquicainata exigent un rajustement des salaires.

C'est dans cette atmosphère tendue que s'ouvre l'année 1972. Crises parlementaires et extra-parlementaires succéderont à des périodes de détente. Sans relâche, la démocratie chrétienne, le parti national, l'oligarchie terrienne, soutenue par l'impérialisme américain, attaquent, exigeant toujours plus de soumission des dirigeants de l'U.P. Mais cette année marque l'entrée d'un nouvel acteur sur la scène de la révolution chilienne. L'armée intervient, via la caste des officiers, dans les affaires civiles : en mars, à l'appel de l'U.P., un général devient ministre. Ministre des Mines. Plus qu'un symbole, cette nomination éclaire avec quel cynisme les bâtisseurs de l'U.P. sont prêts à défendre l'Etat de droit, en faisant appel contre les travailleurs des mines, contre le prolétariat chilien, à la caste des officiers réactionnaires.

Au mois de janvier, le 16, des élections partielles se déroulent dans les provinces de Colchagua, O'Higgins et Linares : elles sont favorables à l'opposition de droite. Ouvriers et paysans s'inquiètent de ce qui leur apparaît comme des « fautes », des « erreurs » du gouvernement devant l'offensive de la réaction.

A la base dans les entreprises, les partis, les syndicats, les discussions se multiplient. Que font-ils dans les états-majors ? Qu'attendent-ils pour pousser plus loin la révolution ?

Dans les campagnes, l'éveil de la conscience politique de milliers de paysans pauvres se manifeste par une pression directe sur les organisations de l'U.P., par des tendances très nettes à déborder le cadre de la pseudo-réforme agraire du gouvernement. Dans la province de Linares, un manifeste est adopté, signé par tous les partis de l'U.P., le M.I.R. et le conseil provincial paysan. Ce document ne remet pas en cause la politique de l'U.P. sur la question déterminante de l'Etat, mais manifeste très nettement la radicalisation politique de la lutte des classes à la campagne.

Parmi les mots d'ordre mis en avant, relevons :

- l'élimination immédiate des latifundiaires ;
- rabais de 80 à 40 hectares pour la limite d'expropriation des domaines ;
- la terre expropriée ne doit pas être payée
- impulser les conseils paysans.

Le manifeste qui se conclut par la formule « A L'ATTAQUE », est immédiatement désavoué par la direction rationale du P.C. : il n'empêche que le représentant du P.C. à Linares l'a signé.

Les dirigeants de l'U.P. décident d'agir... et se réunissent en séminaire dans une maison de campagne, à El Arrayan, au pied de la Cordillère des Andes. Le texte connu comme « Document d'El Arrayan » est une sorte d'autocritique de l'action de l'U.P. depuis le 4 septembre 1970. Loin de décider de rompre la coalition avec les partis bourgeois, de s'engager dans la voie que veulent et que cherchent les masses, le document est en réalité un document de critique des masses par les appareils du P.C. et du P.S.

Après avoir dénoncé pêle-mêle le « sectarisme », le « bureaucratisme » qui règnent dans l'appareil d'Etat, le document adopté s'oppose nettement à l'action des masses révolutionnaires : *« Nous réaffirmons notre politique contraire à l'occupation sans discrimination de domaines qui met en difficulté le processus de la réforme agraire et ne résout pas les problèmes des paysans. »*

Après avoir ainsi douché les paysans en lutte contre les latifundiaires, les dirigeants de l'U.P. mettent l'accent sur l'insuffisante « mobilisation et niveau de conscience des masses » !

Naturellement, il suffit de traduire ces formulations pour trouver là un leitmotiv des dirigeants des partis ouvriers engagés dans la désastreuse politique de l'unité populaire-front populaire : les masses sont insuffisamment mobilisées lorsqu'elles agissent concrètement contre le pouvoir du capital à la ville et à la campagne ; leur action est marquée par un « niveau de conscience » d'autant plus détestable qu'il pose les problèmes politiques les plus élevés !

Allende en personne descend dans l'arène, taquant certains dirigeants du P.S. sensibles aux critiques de la base, soutenu et félicité par Corvalan, qui ne bouge pas d'un pouce et s'oppose avec fermeté à tout ce qu'il nomme des actions « gauchistes ».

Au cours d'une rencontre entre le président Allende et les représentants de cinq fédérations paysannes, Anselmo Cancino, délégué élu du conseil paysan de la province de Linarès, se fait prendre à partie en ces termes par le président :

**ALLENDE** : *Occuper des terres, c'est violer un droit. Et les travailleurs doivent comprendre qu'ils font partie d'un processus révolutionnaire, que nous sommes en train de réaliser avec le minimum de souffrances, le minimum de morts, le minimum de faim. Pensez-y. Si on agissait de la même façon avec les entreprises importantes que nous voulons nationaliser - il y a 35 000 entreprises - qu'est-ce qui se passerait si nous avions l'intention de les contrôler toutes ?*

**CANCINO** : *Le changement, compañero presidente...*

**ALLENDE** : *Non, le chaos. J'ai l'obligation de vous montrer que vous vous trompez. Le problème ne réside pas seulement dans la forme de propriété, mais aussi dans la production. Il y a des pays socialistes comme la Bulgarie dans lesquels un grand pourcentage de la terre appartient au secteur privé.*

### **L'Union populaire et la classe ouvrière**

Ce dialogue illustre parfaitement l'opposition naissante entre les sommets de l'U.P., et la base ; entre l'unité populaire-front populaire qui bavarde sur le socialisme pour mieux protéger le capital et les masses exploitées et opprimées qui tentent de faire des pas significatifs dans la voie du succès contre la réaction.

Face à un tel soutien de l'U.P., la bourgeoisie soutenue par l'impérialisme s'enhardit, accentuant sa pression au Parlement mondial où elle est majoritaire, et dans les conseils d'administration, où elle l'est également : sabotage, stockage des produits alimentaires, campagne menée par les grands groupes en direction des petits industriels et commerçants qui hésitent... Le 3 février s'ouvrent à Paris les négociations sur le Paiement de la dette chilienne.

La tension monte. Sous la pression conjuguée de la lutte des masses et du combat de la bourgeoisie, la coalition de l'U.P. commence à se disloquer. A l'intérieur de l'U.P.-F.P., l'A.P.I., le P.I.R. (radicaux), les sociaux-démocrates se regroupent face au P.C. et au P.S., lorgnant ouvertement vers la démocratie chrétienne. C'est ainsi que le ministre de la Justice, leader du P.I.R., engage des négociations avec la D.C. Les concessions faites sont telles que l'U.P. le désavoue : il démissionne... et le P.I.R. quitte l'U.P. Au même moment, un complot militaire fomenté par deux officiers à la retraite, le major Marshal et le général Comboa, est démasqué. Le *Washington Post* révèle dans une série d'articles l'existence d'un plan de « déstabilisation » défini par le trust I.T.T. en liaison avec le C.I.A., mis en pratique avec la bénédiction du prix Nobel de la paix... Henry Kissinger.

La tension monte : la presse est pleine de rumeurs de complots, de coups d'Etat militaires. C'est à ce moment qu'Allende modifie son cabinet et y fait entrer, pour la première fois, un militaire. L'Unité populaire s'élargit à la caste des officiers réactionnaires...

La droite plastronne et appelle la bourgeoisie et la petite bourgeoisie à descendre dans la rue pour défendre la « démocratie ». Le 11 avril, ils sont 200 000 à manifester devant une tribune où siègent les chefs de la démocratie chrétienne, dont Frei, ceux du parti national, de la démocratie radicale et de « Patrie et Liberté ». La particularité de cette manifestation ? La présence visible, spectaculaire, de groupes militaires du parti fasciste « Patrie et Liberté ».

Sous la pression des militants, le gouvernement décide une riposte. Le 18 avril, 400 000 manifestants défilent dans une marche de la Patrie, en lieu et place, de la manifestation fasciste... La presse bourgeoise s'inquiète : c'est la plus imposante manifestation ouvrière depuis l'accession d'Allende à la Présidence. Allende parle longuement. I.T.T. est la cible de son discours. Il annonce la mise sous séquestre des biens du groupe nord-américain, et Puis... rien. L'U.P. se poursuit ; à la tribune, le Ministre des Mines, général de l'Aviation salue les manifestants...

Malgré la pression conjointe des forces réactionnaires traditionnelles, de l'U.P., malgré l'unité du P.C. et du P.S. contre les masses, malgré la répression des propriétaires latifundiaires qui ne cesse pas, ouvriers et paysans accentue leur action. Témoin cette lettre :

« Au camarade Allende,

« Nous vous adressons cette demande, camarade Président.

« Nous avons demandé l'expropriation du fundo.

« Nous sommes huit camarades qu'ils ont menacés de mort. Nous sommes pères de famille et n'avons plus rien pour vivre que d'aller par les chemins, vie douloureuse et triste pour nos enfants.

« Nous voulions l'expropriation « à portes fermées » sans paiement d'indemnité au patron.

« Jeudi 20, à 5 heures du matin, avec le sang que nous avons versé, nous avons bien assez payé le fundo. Ils nous ont attaché les pieds et les mains avec du fil de fer barbelé, puis à 6 heures du matin, ils ont amené notre drapeau chilien, nous avons vu comment ils le piétinaient. Ils finirent par le brûler jusqu'à ce qu'il n'en reste ni feu, ni cendre.

« Comment les momios peuvent-ils brandir des armes de toutes espèces, et nous, avec nos mains nues, lutter ?

« Signent les *inquilinos* et les *afuerinos* U.C.R. »

A la ville, la classe ouvrière accentue également sa pression, cherchant les moyens politiques d'approfondir son action, de maintenir ses conquêtes en allant de l'avant ; les J.A.P. se chargent à cette période d'un contenu révolutionnaire présoviétique. Les attributions vagues et mal définies de ces comités dont l'horizon se limite aux quartiers, à la lutte pour le contrôle des prix, sont dans la pratique largement élargies et modifiées.

Le ministre de l'Economie le reconnaît et déclare :

*« Au cours de ce développement, les J.A.P. sont en train de prendre la signification suivante : en définitive c'est le pouvoir populaire qui est en train de surgir de la base et à partir duquel la nature même de l'Etat ira en se transformant. »*

La réalité est différente. Les J.A.P. ne modifient pas la nature de l'Etat bourgeois, mais posent le problème d'un autre Etat, d'un autre pouvoir. En fait les J.A.P. vont pendant cette période cristalliser la tendance des masses à l'auto-organisation. Dans les J.A.P. se développe à travers l'expérience pratique - lutte contre les spéculations, contrôle des commerçants, chasse au stockage des marchandises, saisies - comme à travers les débats politiques qui sont menés essentiellement par les militants de la C.U.T., du P.C. et du P.S. et du M.I.R., la nécessité pour la classe ouvrière de la date de comités « ad hoc »<sup>1</sup>, pour régler les tâches de la transformation révolutionnaire de la société. Les J.A.P. annoncent en fait les « cordons industriels » qui se formeront dans quelques mois.

La prise de conscience dans la classe ouvrière du fait que l'U.P.-front populaire tourne le dos au socialisme ne s'effectue pas de façon idéologique : confrontés à l'inflation, à la hausse des prix, militants et ouvriers s'interrogent, cherchent des solutions, utilisant les J.A.P. pour agir contre la réaction, s'adressant dans le même temps aux « sommets », au gouvernement de Salvador Allende. Ainsi, cette lettre du dirigeant J.A.P. de la Granja :

*« Nous voulons demander, avec tout notre respect, aux autorités, qu'elles nous expliquent l'origine de ces hausses, car dans le programme de l'Unité populaire, il est dit que si hausse il doit y avoir, il faut qu'elle soit très précisément justifiée et qu'on consulte d'abord les travailleurs, c'est-à-dire les syndicats, les pobladores, les centres de mères, et la vérité, camarades, c'est qu'ici personne n'a rien expliqué à personne.  
« Nous croyons qu'on ne peut pas continuer dans cette voie. Un balai dans notre quartier, ça vaut 70 escudos, Ça monte à des prix incroyables. Les spéculateurs veulent faire leur pelote. »*

Interrogations, critiques, suggestions... L'année 1972 est celle de la maturation dans la classe ouvrière et la paysannerie pauvre. L'euphorie n'est plus de mise, pas plus que la confiance inconditionnelle dans l'U.P. Cette tension politique se manifeste par une vague de grèves que le gouvernement, malgré l'accord. passé avec la C.U.T., ne parvient pas à enrayer : ainsi, 1763 grèves éclateront le premier semestre de 1972, contre 1261 pendant le premier semestre de 1971...

Au sein de la C.U.T. elle-même, ces processus politiques s'expriment lors des élections de juin. Le P.S. et surtout le P.C. cherchent à rallier à l'U.P. les quelques syndicats indépendants de la démocratie chrétienne. Le scrutin a lieu par listes présentées directement par les partis. Les résultats sont significatifs des processus interne à la classe ouvrière. Le P.C. passe de 50 % à 30 % des voix. le P.S. progresse et obtient 26.5%; quant à la D.C., elle gagne plus de 50 % des voix avec 26.1% des suffrages exprimés. Le M.I.R. allié à la Gauche chrétienne n'obtient que... 3% et un élu sur les trente-cinq membres du conseil général qui constitue la direction nationale.

Ces résultats indiquent que la crise révolutionnaire est à la croisée des chemins. Les secteurs les plus combatifs syndicalement se détournent du P.C. qui, dans les usines, est la force d'« ordre » la plus marquée politiquement : ces travailleurs votent P.S. dont l'aile gauche, et, particulier, leur apparaît plus en mesure de réaliser leurs aspirations. En revanche, les nouveaux venus à la C.U.T., déçus par l'U.P., amorcent un mouvement vers la droite en votant pour la D.C. Quant au M.I.R., sa politique de soutien gauchiste à l'U.P. l'amène à intervenir essentiellement dans les secteurs marginaux au prolétariat et à ses organisations : paysans pauvres, bidonvilles, jeunes, *pobladores*... Pour le M.I.R. ces élections donnent l'exacte mesure de son influence dans la classe ouvrière.

Ces résultats, liés à la tentative du M.I.R., du P.S., de la C.U.T., de Concepción, de constituer une « assemblée populaire », provoquent une réunion des dirigeants de l'U.P. en conclave d'une semaine.

L'assemblée populaire de Concepción tente confusément, de poser le problème des « organismes populaires »... Après avoir participé aux premières discussions, le P.C. brise net et dénonce cette « assemblée du peuple » qui aurait la prétention de vouloir désigner l'intendant, pouvoir du seul ressort du gouvernement provincial ! *« Pour les communistes, il est clair que toute action tendant à brûler les étapes du processus révolutionnaire va à l'encontre du programme de l'U.P., va contre le gouvernement du camarade Allende. »*

Lors du conclave de « Lo Curro », les dirigeants de l'U.P. s'engagent résolument dans une offensive... contre la classe ouvrière. C'est toujours la même orientation : celle de l'union populaire-front populaire sans rivage à droite. Mais la pression de la coalition contre-révolutionnaire se fait plus forte. Ainsi, Vuskovic, ministre de l'Economie, « coupable » d'avoir lancé les J.A.P., est démis de ses fonctions. A la ligne « *avancer pour consolider* » est substituée celle préconisée par le P.C. : « *consolider pour avancer* ». C'est la « pause » chilienne. Le conclave de « Lo Curro » marque la volonté de faire refluer plus fort, plus vite, la révolution qui s'avance. Dans le quotidien du P.C., El Siglo, on peut lire le 5 juin sous la plume d'Orlando Millas :

*« [...] Le gouvernement populaire résulte de la politique patriotique de rattachement du processus révolutionnaire au développement démocratique ; dans l'application de cette politique, la classe ouvrière inspirée par les enseignements du léninisme a pris entre ses mains les revendications légitimes de toutes les classes et couches sociales anti-impérialistes et anti-oligarchiques. Les ennemis ont parfaitement pris conscience que cette corrélation de forces leur est nuisible, et c'est pourquoi ils se proposent de réduire la base sociale d'appui du gouvernement populaire et d'isoler la classe ouvrière. Ils profitent de toutes les concessions faites à l'opportunisme d'extrême gauche. Ils font de la publicité à la phraséologie révolutionnaire [...]. Ils jubilent chaque fois qu'il y a des occupations sauvages qui portent atteinte aux droits des moyens et petits propriétaires et ils crient au scandale contre les actes arbitraires dans lesquels tombent parfois certains fonctionnaires. Toutes ces transgressions au programme de l'Unité populaire aident les contre-révolutionnaires à former une plate-forme à une échelle de masse pour le fascisme.*

<sup>1</sup> Le texte de l'édition originale est ainsi formulé. (NdE)

« [...] Il faut regretter que l'indiscipline et le volontarisme qui, en matière agricole, ont conduit à la transgression du programme de base de l'U.P., aient éloigné de nous de grandes masses paysannes et les agriculteurs moyens ; on observe la même chose dans l'industrie et le commerce. Tout cela apporte aux monopolistes l'appui d'une grande masse de la bourgeoisie petite et moyenne et même un pourcentage important de la petite bourgeoisie.

« [...] Notre situation est différente de celle de l'Union soviétique en 1921. Il serait absurde de comparer des circonstances historiques aussi différentes [...]. Mais l'attitude léniniste est une source d'enseignements profonds qui transcende les conjonctures particulières.

« La corrélation de forces a été affectée aux dépens de la classe ouvrière par une série d'erreurs politiques et économiques qui [...] constituent des transgressions au programme de l'Unité populaire. Il convient donc de mettre l'accent sur la défense du gouvernement populaire, et le maintien de la continuité de son œuvre. Il serait funeste de continuer à augmenter le nombre des ennemis, et, bien au contraire, on devra faire des concessions et tout au moins neutraliser certaines couches sociales et certains groupes en corrigeant des erreurs tactiques.

« Dans ces conditions, cela n'est d'aucune utilité pour le processus révolutionnaire de mettre l'accent sur l'annonce de ce que nous ferons dans l'avenir lorsque des conditions plus favorables se seraient développées [...]. Cela pourrait contribuer à réveiller des soupçons, des incompréhensions et des résistances absolument inutiles. »

« Consolider », c'est tout faire pour élargir l'U.P. à la démocratie chrétienne ; sur ce point le P.C. ne mâche pas ses mots. Dans une interview, Diaz, dirigeant du P.C., déclare : « Consolider [cette partie de l'A.P.S.], c'est avancer, et dans cette mesure même, un accord avec la démocratie chrétienne, éventualité qui devient possible, est un fait positif. »

### **Une police « populaire »**

Cette politique se traduit brutalement : le 5 août, la police dirigée par un « socialiste » tire sur les habitants de la población de Lo Hermida ; bilan : un mort et plusieurs blessés. Il ne s'agit pas d'une « bavure », mais d'une véritable provocation. Francisco Herrera, l'un des dirigeants pobladores, raconte :

« A 6 h 15 du matin, arrivèrent au camp 32 camionnettes des Renseignements, 4 bus du Groupe mobile, 2 blindés, 2 camions de transport de chevaux et 3 ambulances. Ils coupèrent l'électricité du secteur et avec une camionnette à haut-parleurs, ils nous appelaient à sortir dans la rue pour défendre le gouvernement populaire qui avait été renversé. Les pobladores commencèrent à sortir dans les rues sombres. A ce moment, la police tirant des feux de Bengale qui éclairaient quelque peu le secteur, se mit à mitrailler les pobladores.

« Ils entraient dans les maisons, donnant des coups de pied, criaient que les dirigeants devaient se rendre et continuaient de tirer. C'était fou et personne ne comprenait rien. Les femmes couraient, mais elles étaient aussi battues, ils ne respectaient personne et détruisaient tout. Ils continuaient à entrer dans d'autres camps, les gens qui sortaient étaient arrêtés même s'ils étaient blessés. On aurait dit une guerre, mais une guerre qui signifiait un massacre.

« Bon, je ferais mieux de ne plus rien dire ; on connaît le résultat : un mort, trois blessés graves, quatre blessés légèrement, cent soixante-huit arrestations et plusieurs disparus... »

Interrogé de son côté, le chef « socialiste » de la police donne évidemment une autre version des faits et, à la question : « Existe-t-il une politique de l'U.P. pour orienter des actions comme celle-ci ? », il répond froidement : « L'Unité populaire dans son ensemble n'a jamais défini une politique policière. »

Malgré ces fusillades, malgré les gages donnés par les dirigeants de l'U.P. à la démocratie chrétienne, celle-ci rompt les négociations... et tente de pousser son avantage en organisant rassemblements et manifestations de rue. Encadrés par le parti national et les groupes fascistes de « Patrie et Liberté », ces rassemblements et manifestations prennent un caractère ouvertement provocateur. Des bombes explosent et les attentats contre les sièges de partis ouvriers se multiplient. A la campagne, les propriétaires fonciers font également parler la poudre. Dans les faubourgs ouvriers et dans les quartiers populaires, la hausse des prix tend la situation. Des rumeurs de coup d'Etat circulent ; la crainte du golpe hante les militants des syndicats et des partis ouvriers. L'aile fascisante de la démocratie chrétienne exige, par la bouche du sénateur Juan Hamilton, la « démission » d'Allende. Le parti national fait monter les enchères et déclare le gouvernement « hors la loi ». A ces déclarations répondent celles de la caste réactionnaire des officiers ; parmi eux, l'ex-général Canales, limogé par l'U.P. pour son activisme anti-gouvernemental, indique dans une interview au journal *Chile Hoy* que des préparatifs contre-révolutionnaires sont en cours dans les sommets de l'armée :

**CANALES** : Mais il y a par moments, dans la vie des pays, des situations de crise politique, sociale, économique et morale qui, si elles donnaient la preuve qu'il existe une situation de chaos national, une possibilité d'affrontement armé, de guerre civile, obligent l'armée à entrer dans une phase transitoire, qui est une phase d'analyse profonde du problème, pour constater elle-même l'existence prouvée du chaos et ne pas se baser sur les spéculations journalistiques sur ce chaos. A partir de cette profonde analyse, les forces armées doivent tirer des conclusions et créer leurs propres schémas.

**Chile Hoy** : Mais cette doctrine dont vous parlez n'a pas d'expression dans la Constitution chilienne ?

**CANALES** : C'est logique, quand la Constitution est dépassée, les forces armées ne peuvent continuer à obéir à une Constitution qui n'existe plus. Il faut comprendre ce que c'est qu'une situation de chaos.

**Chile Hoy** : Et qu'est-ce que c'est que cette situation ?

**CANALES** : Le chaos existe à partir du moment où il y a un affrontement armé. Il y a des forces armées qui sont intervenues avant l'affrontement pour l'éviter. Il y en a d'autres qui l'ont fait pendant l'affrontement et il y en a d'autres, et je ne suis pas d'accord avec elles, qui interviennent après un affrontement qui aura coûté des milliers de vies.

On ne peut être plus clair... Relevons pour la petite histoire la non moins édifiante conclusion de cette interview qui donne la pleine mesure du cynisme - mais aussi de la compréhension politique - de ce général quant à l'œuvre de l'union populaire-front populaire, en matière de soutien à l'armée bourgeoise :

**Chile Hoy** : Ce gouvernement a pris beaucoup de mesures, plus que d'autres, pour incorporer les forces armées au développement économique du pays. Quelle opinion avez-vous de cet effort ?

**CANALES** : je serais infiniment injuste si je ne reconnaissais pas en premier lieu au président de la République son comportement inné de soldat. J'ai pu le voir par mes propres yeux. Quand il est parmi nous, c'est un soldat comme les autres. On a parlé beaucoup de cette première réunion avec les généraux. Elle a été très cordiale. C'est la réunion la plus cordiale que j'aurai pu avoir avec un président. J'ai écouté sa façon de penser. Il respecte les forces armées. Les forces armées n'avaient jamais été aussi respectées et considérées.

C'est dans cette ambiance que le gouvernement décide d'appeler la classe ouvrière à se mobiliser contre les menaces de « coup d'Etat ». En réponse aux manifestations de la droite dans le centre de Santiago, près d'un million de personnes défilent le 4 septembre dans les rues... *C'est la plus puissante manifestation de l'année 1972.* Les forces de la classe ouvrière sont là, intactes. Tout est encore possible, mais sur une autre politique que celle de l'unité populaire-front populaire.

### **Les « cordons industriels »**

Déjà au moins de juin 1972, le 27 s'est constitué à Cerrillos (zone industrielle) le premier « cordon industriel ». Les travailleurs des entreprises de ce secteur se mettent en grève en exigeant la nationalisation de leurs usines. Le gouvernement alors en pourparlers avec la démocratie chrétienne refuse... et envoie les carabiniers dans cette zone. La réaction est immédiate : dix-huit usines se mettent en grève, élisent leurs délégués qui constituent le « commandement communal », tandis que les travailleurs décident de se constituer en assemblée permanente...

Le « commandement communal » négociera avec le ministre du Travail sous le contrôle de l'assemblée permanente. Effrayé, le gouvernement recule, et la grève se termine par un compromis à l'avantage des travailleurs.

Le travail reprend, mais le cordon industriel demeure, les travailleurs ne désarment pas. Au contraire, cette forme d'organisation va se développer dans un grand nombre d'entreprises.

Le cordon industriel, forme d'organisation autonome du prolétariat, rassemble les travailleurs contre le patronat... mais également contre le gouvernement de l'U.P.

J.A.P., comités de vigilance, juntas des voisins à la campagne, cordons industriels ..., la multiplication de ces comités plus ou moins structurés, plus ou moins actifs, voilà ce qui va marquer ce que l'on a à juste titre qualifié d'« Octobre chilien », extraordinaire mobilisation politique - donc pratique - des masses pour tenter de franchir victorieusement l'obstacle dressé par les dirigeants du P.C. et du P.S. dans la lutte pour le pouvoir. Mais les cordons industriels, parce qu'ils se constituent dans les usines et qu'ils tendent à prendre en charge les tâches concrètes de la lutte pour le pouvoir seront les formes d'organisation les plus élevées que le prolétariat chilien se donnera. L'absence d'une organisation marxiste digne de ce nom, combattant contre l'Unité Populaire pour la victoire de la révolution chilienne, interdira leur centralisation, qui aurait alors posé le problème de la dualité de pouvoirs dans les conditions où la victoire pouvait être emportée par le prolétariat et la paysannerie pauvre. La crise d'Octobre va révéler la profonde maturité politique qui caractérise de larges secteurs de la classe ouvrière. Parce qu'il produit des documents d'un intérêt exceptionnel l'ouvrage d'Alain JOXE, *Le Chili sous Allende*, mérite d'être mentionné, malgré l'orientation de l'auteur de soutien critique à l'Unité populaire. Ainsi, cette lettre d'un dirigeant syndical d'une petite entreprise témoigne de l'extraordinaire réflexion politique qui s'opère, même si de nombreuses illusions demeurent :

*« Je dis ce que je pense parce que je l'ai vu et vécu. J'ai manqué de beaucoup de choses pendant longtemps et souffert de l'exploitation pendant une quinzaine d'années. A tout hasard, j'étais de gauche. Avec ce gouvernement, je pensais que nous allions y aller fort, jusqu'à toucher au but. Au début, on y a été fort pendant huit mois, un an, puis nous avons ralenti. Je pense que nous avons perdu beaucoup de terrain et que nous sommes sombres moqués du plébiscite au moment où nous étions les plus forts, et maintenant, en ce moment, la droite réactionnaire, antipatriotique, fait ce qu'elle veut. Je pense que cela est la faute des faiblesses que l'on a vues apparaître dans la gauche, de la Constitution, de la légalité dont on parle beaucoup, et d'un secteur de l'U.P. qui met des bâtons dans les roues des travailleurs dans leurs luttes et leurs décisions, parce qu'ils ont sûrement des intérêts nouveaux depuis qu'ils sont en place.*

*« Comme travailleur conscient, je sens que nous sommes en train de reculer au lieu de renforcer le processus vers le vrai socialisme.*

*« Je veux aussi me référer au fait qu'on dit aux travailleurs : "non aux grèves", "non aux occupations", qu'on ne les acceptera pas et qu'on appliquera la loi avec rigueur. Et je me demande : quelle autre arme avons-nous, nous les travailleurs pour frapper l'ennemi qui a toujours refusé de négocier les contrats ? Je me souviens d'un camarade qui fit un discours dans une assemblée de dirigeants le 10 août et qui dit : "On ne peut pas faire de grèves, occuper les entreprises et les fundos, parce qu'on fait le jeu de la droite. Nous résoudrons les problèmes ici." Moi, je crois que les problèmes ne s'arrangent pas derrière un bureau.*

*« Ceux qui disaient cela étaient des camarades du P.C., mais il y a deux ans, un an, ils poussaient fortement en avant et maintenant ils traitent de gauchistes les camarades qui occupent une industrie ou un fundo et les traitent en ennemis. Où veut-on exactement en venir avec ça ? C'est ce qui m'énervait avec les camarades de ma propre classe qui ne savent pas penser avec leur propre tête et qui transmettent ce qu'on leur dit. Sommes-nous là pour avancer ou pour pratiquer le sectarisme ? »*

Tirée du même livre d'Alain Joxe, livrons cette réflexion d'un responsable de comité de vigilance qui pose le problème de la centralisation de l'action du prolétariat en un front des comités de vigilance : *« Je pense qu'il faudrait former un comité départemental qui s'occuperait exclusivement de répondre aux préoccupations des comités de vigilance et de les coordonner. Qu'il y ait une participation réelle des travailleurs, car actuellement, il n'y a pas de participation dans le secteur privé, mais si ce gouvernement est bien celui des travailleurs, il est logique que nous participions. D'abord, toutes les entreprises privées devraient avoir des comités de vigilance. Même si les camarades savent que la leur ne va pas passer au secteur nationalisé, il est important qu'ils aient quelque chose en haut sur quoi s'appuyer. Deuxièmement, il faudrait constituer, par départements ou par communes, des organismes propres aux travailleurs qui canaliserait tous les*

*problèmes du secteur privé en même temps que du secteur nationalisé. Dans ce comité, il y aurait des représentants de la C.O.R.F.O., de la C.U.T., et des travailleurs des entreprises privées de la localité. Ça pourrait s'appeler un front de comités de vigilance. Peu importe le nom qu'on leur donnerait ; et puis que fonctionnent des assemblées départementales auxquelles participeraient tous les travailleurs du secteur. Il faudrait leur donner une grande publicité, que les comités soient tout le temps en train de donner des informations à la presse, à la radio, et que le public et le gouvernement lui-même soient ainsi au courant de tous les problèmes. De cette façon, beaucoup d'autres travailleurs auraient l'idée de faire la même chose. »*

Après la manifestation du 4 septembre, la bourgeoisie chilienne recule... pour mieux combattre. La puissance de la manifestation ouvrière, la combativité manifeste à la ville comme dans la campagne, l'amènent à éviter l'affrontement direct avec la révolution. La bourgeoisie décide de frapper un grand coup en provoquant la paralysie totale de l'économie chilienne ; par la grève du patronat, tentative de lock-out à l'échelle du pays, la bourgeoisie espère précipiter le cours des choses et créer une situation irrémédiable pour les masses.

### **L' « Octobre chilien »**

L'« Octobre chilien » commence... à Paris. Le 4 octobre, un tribunal français décide de donner droit à la Kennecott Cie qui exige l'embargo sur une cargaison de cuivre en réponse à la nationalisation des entreprises de cuivre par le gouvernement Allende. Cette décision est accueillie au Chili comme un véritable défi... Le 9, la C.U.T. appelle les travailleurs à se mobiliser. L'opposition, vertébrée par la démocratie chrétienne, organise le lendemain une manifestation contre le gouvernement accusé d'« illégalité »...

Le 11, le syndicat des transporteurs routiers appelle à la grève générale illimitée... Les commerçants de détail, l'ordre des architectes, celui des médecins, des avocats, entrent dans la « grève » qui devient une mobilisation de la petite bourgeoisie et des professions libérales à l'initiative du grand capital chilien... Le patronat entre alors directement dans la danse et multiplie provocations et sabotages pour arrêter la production et rendre effectif le lock-out.

La riposte du gouvernement est timide et limitée réquisition de camions, réouverture des commerces, saisie de stocks. Prompt à se mobiliser contre les organes de « fait » constitués par les paysans et les ouvriers, le gouvernement de l'U.P. recule devant la tentative de sabotage quasi insurrectionnel fomentée par la bourgeoisie chilienne...

Aux mobilisations des *pobladores*, Allende répond en envoyant les carabiniers ; aux manifestations du Barrio Alto (le « Neuilly » de Santiago), le même Allende répond par des mesures sans efficacité ni contraignantes.

Mais la classe ouvrière, elle, riposte avec force et promptitude. Spontanément, dans les usines et les quartiers, la classe ouvrière s'organise, se lève en masse. A Santiago et dans la proche banlieue surgissent et se multiplient les « cordons industriels ». Des assemblées générales élisent leurs délégués d'usines qui se coordonnent par quartier, constituent des « coordinations ouvrières locales ». Il ne s'agit pas de l'œuvre d'une avant-garde : la caractéristique de l'« Octobre chilien », c'est la mobilisation en masse de toute la classe ouvrière rassemblée en comités, en véritables soviets. Ouvriers du P.C., du P.S., du M.I.R., syndiqués, non syndiqués, du secteur privé ou nationalisé, tous participent au « cordon », à ses actions. Mieux, les ouvriers influencés par la démocratie chrétienne participent à l'action de ces comités. A partir du 15 octobre, les cordons s'institutionnalisent, bousculant les prévisions patronales et... des dirigeants de l'U.P. Les cordons prennent la production en main dans les usines et organisent la lutte contre les attentats terroristes que le patronat provoque contre les zones industrielles. Prenant contact avec les délégués des juntas des voisins, des J.A.P., des centres de mères et volontaires de la junte, les organes ouvriers assurent l'ensemble des activités nécessaires au maintien de la production, au ravitaillement et aux services de santé. Les commandements communaux centralisent les activités au niveau de plusieurs quartiers... Le mouvement gagne la campagne qui, grâce aux conseils communaux paysans, assure la réalisation du bon ravitaillement des villes, brisant net la grève des « circuits commerciaux ». Les étudiants viennent à la rescousse et élisent également leurs comités de vigilance.

En quelques jours, le tableau de la situation politique est bouleversé. A l'action de la réaction, à l'inertie du gouvernement de l'U.P., a répondu avec force et détermination l'action indépendante de la classe ouvrière et de ses alliés naturels les paysans pauvres, les travailleurs agricoles, au travers de leurs comités, véritables organes embryonnaires de double pouvoir...

A travers ce foisonnement de comités, c'est à un niveau élevé, très élevé, le front unique ouvrier, le rassemblement des exploités dans leurs comités, qui s'organise contre l'Etat bourgeois, protégé par le gouvernement de l'unité populaire-front populaire. La crise révolutionnaire est devenue révolution.

La crise d'octobre marque la rupture entre la classe ouvrière et les sommets des partis ouvriers qui mettent tout en œuvre pour soutenir une bourgeoisie fragile dont le pouvoir chancelle. A la base, toutes les tendances de la classe ouvrière se rassemblent dans les « cordons ». Témoin cette discussion dans une entreprise :

- *Que s'est-il passé ici dans l'usine pendant la grève patronale ?*
- *Ils avaient l'intention de tout arrêter, finalement ils n'ont pas osé quand ils ont vu notre fermeté. Ils ont voulu stopper les ventes, mais les camarades l'ont appris et les ont obligés à rouvrir et à vendre. Nous avons formé une commission de vigilance chargée de veiller à ce que les prix restent normaux et de ravitailler les entreprises, comme la C.O.R.V.I. et d'autres.*
- *Quels changements se sont produits à partir de l'occupation ?*
- *Bien, la leçon que tous les ouvriers ont apprise est la suivante : sans patrons et sans employés, tout marche très bien et même mieux ; nous avons un sens plus grand de la responsabilité ; nous produisons davantage et meilleur marché.*
- *Avez-vous eu l'appui d'autres camarades, d'autres usines ?*
- *Non seulement des usines, mais des centres de mères, des juntas de voisins, de travailleurs de la santé, des étudiants, c'est-à-dire du système de coordination de ce secteur, du secteur nord qui comprend Conchali. Il y a ici environ 39 usines : Ceresita, Ferrilloza, Nobis, etc. Ah, et il y a aussi les paysans.*

- *Tout d'abord, que les patrons ne reviennent pas, ensuite que nous passions au « secteur social ».*
- *La décision d'occuper l'usine a-t-elle été appuyée par les ouvriers de tous les partis politiques ?*
- *La direction ici est entre les mains des camarades du F.T.R. (M.I.R.). Je suis socialiste, mais nous sommes tous unis.*

( La conversation se déroule dans un des bureaux de l'usine où d'autres ouvriers écoutent le dialogue. L'un d'entre eux, une femme, demande à intervenir.)

- *Cette occupation n'est pas une occupation des partis politiques, camarades, c'est une occupation d'un groupe d'ouvriers exploités qui luttent pour une cause juste. Depuis un an, je suis à la crèche, mais cela fait huit ans que je travaille à l'usine.*
- *Quel âge avez-vous ?*
- *Quarante-trois ans et je suis militante du parti communiste.*
- *Depuis combien de temps ?*
- *Trois ans, mais depuis que j'ai commencé à travailler en usine dans une fabrique de sacs, cela fait de nombreuses années, j'ai toujours été sympathisante du parti.*
- *Et vous êtes d'accord avec la direction F.T.R. ?*
- *Oui, les camarades représentent l'expression de tous les travailleurs ; ici, il n'y a pas de sectarisme, que cela reste bien clair, il n'y a qu'unité des exploités.*
- *Mais ne pensez-vous pas que le F.T.R. soit extrémiste ?*
- *Non, et je ne crois pas non plus qu'il créera des problèmes au gouvernement ; les communistes d'ici luttent aussi pour que les patrons ne reviennent pas, et bien que nous ayons reçu l'ordre d'évacuer, nous resterons fermes jusqu'au bout.*

Il convient d'ajouter que, si précieux que soient ces témoignages, l'histoire des « cordons industriels » dont les documents et journaux furent emportés par la réaction fasciste de Pinochet reste à écrire. Ce qui est évident, c'est la signification politique du développement de ces « comités » face à la réaction bourgeoise.

Quelque vingt jours après le début de l'attaque patronale, la bourgeoisie recule en désordre, terrorisée par la classe ouvrière et ses comités. Que va faire le gouvernement de l'U.P. ? S'appuyer sur la force de la classe ouvrière, sur ses comités, pour en finir une fois pour toutes avec l'Etat bourgeois chilien, les Chambres dominées par les partis réactionnaires et putschistes ?

Fort de ce nouveau rapport de force, le gouvernement de l'U.P. va-t-il prendre la tête des comités pour les coordonner et les unifier à l'échelle du pays ? Non. L'unité populaire-front populaire va, au contraire, mobiliser toutes ses énergies pour faire contre-feu... à la mobilisation de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre.

Qu'on en juge.

Le 29 octobre, Tomic adresse au nom de la démocratie chrétienne une lettre ouverte au gouvernement, proposant la constitution d'un nouveau cabinet d' « union nationale » ! Le lendemain, Allende annonce la constitution d'un nouveau gouvernement ouvert aux militaires de haut rang et aux dirigeants de la... C.U.T. Rassurés, les patrons annoncent que leur « grève » prend fin...

### **La loi sur le contrôle des armements**

Mais il y a plus. Plus grave - si l'on peut écrire - plus infâmant encore pour ceux qui se réclament du « communisme » ou du « socialisme ». Le 21 octobre, en pleine effervescence contre-révolutionnaire, paraît au Journal officiel une loi sur le contrôle des armements. Elaborée et présentée par le sénateur démocrate-chrétien Juan de Dios Carmona, cette loi sera votée grâce au P.C. et au P.S. Si l'on en croit les journalistes, les parlementaires du P.C. et du P.S. furent pris « de court » par le projet de loi et arrivèrent... en retard à la séance qui discutait de cette question. Laissons là les naïfs intéressés, ou tout simplement inconscients. Le P.C. et le P.S. sont des partis parlementaires qui connaissent tous les arcanes de la démocratie parlementaire et qui, selon les cas, arrivent en retard pour siéger, ou non... Arrivés en retard pour repousser par veto ce projet anti-ouvrier, le P.C. et le P.S. furent présents et bien présents pour amender un projet qui, sous couvert de lutter contre ceux qui possèdent des armes, laissait à l'autorité militaire le soin et le pouvoir, sur simple dénonciation, de perquisitionner chez des particuliers et dans les entreprises, pour y chercher armes à feu, armes coupantes ou contondantes qui demeurent interdites « *sauf autorisation de l'autorité compétente* ».

La réalité, si amère soit-elle, c'est que le P.C. et le P.S. ont participé à l'élaboration et au vote d'une loi qui, en pleine action révolutionnaire du prolétariat, était directement dirigée contre lui. En admettant l'hypothèse selon laquelle les groupes parlementaires de l'U.P. furent mis en défaut par la rapidité du vote de cette loi, il suffisait que le gouvernement, le P.C., le P.S. et la C.U.T. appellent travailleurs et jeunes à se mobiliser contre le Sénat et l'Assemblée nationale. Nul doute que cette loi eût alors été promptement abrogée... et le Parlement bourgeois avec. En fait, la loi du 21 octobre votée, la participation de militaires de haut niveau au nouveau gouvernement de l'U.P. s'éclaircit d'un jour particulier. Le général Prats, ministre de l'Intérieur, devient vice-président de la République dès que le président est en voyage à l'étranger...

L'amiral Huerta obtient le portefeuille des Travaux publics, quant au général Sepulveda, il devient ministre des Mines. D'abord Tomic, puis toute la droite, célèbrent la victoire du 21 octobre et du 3 novembre. Loi sur les armements et entrée en force des militaires au gouvernement forment en effet... un tout.

Écoutons le général Prats interviewé après sa nomination au gouvernement :

**Chile. Hoy :** *Comment expliquez-vous le fait que vous conserviez le poste de commandant en chef de l'armée de terre ?*

**PRATS :** *C'est un poste qui a la confiance du président de la République. Si je l'abandonnais, je devrais partir à la retraite, et ainsi, en tant que militaire je n'aurais plus de représentativité institutionnelle. En conséquence,*

*l'actuel chef d'état. major, le général Augusto Pinochet, me remplace dans mes fonctions de commandant en chef.*

**Chile Hoy :** Vous avez défini la participation des forces armées au gouvernement comme un « devoir patriotique », pour contribuer à la paix sociale au Chili. Quelles mesures concrètes pensez-vous adopter pour atteindre ce but ?

**PRATS :** Appliquer avec autorité et sans discrimination les normes légales en vigueur, de façon que tous les secteurs réaffirment leur conviction et leur confiance dans le fait que les changements structuraux se feront dans la légalité démocratique, comme l'établit fermement le programme du gouvernement.

**Chile Hoy :** Le gouvernement prépare un projet de nouvelle Constitution, qui correspondrait à une étape de « transition au socialisme ». Quel rôle, croyez-vous, devrait être attribué aux forces armées ?

**PRATS :** Une nouvelle charte fondamentale devrait préciser leur mission permanente de protection de la souveraineté nationale dans le cadre géo-économique et leur mission éventuelle de participation dans le maintien de l'ordre, tout cela sous la direction du pouvoir exécutif.

**Chile Hoy :** Récemment a été promulguée une loi qui donne aux forces armées le contrôle des armes dans les mains des particuliers. Au cours de la grève ont eu lieu Plus de, deux cents attentats de tout genre, exécutés par des groupes armés d'extrême droite. En tant que ministre de l'Intérieur, appliquerez-vous contre ces groupes la nouvelle législation ?

**PRATS :** je ne fais pas de distinction parmi les groupes armés. L'esprit de la loi sur le contrôle des armes est de garantir la tranquillité publique. Il s'agit de confisquer les armes interdites par la loi.

**Chile Hoy :** Certains secteurs de la gauche pensent que la présence des forces armées dans le gouvernement risque de freiner le développement du mouvement des masses. Que pensez-vous de ce jugement ?

**PRATS :** Le développement du mouvement des masses est légitime dans la dynamique du monde actuel, canalisé par la légalité qui lui est consubstantielle. Les dirigeants populaires chiliens comprennent par ailleurs que l'armée n'est pas au service des structures sociales particulières, mais que son rôle est de protéger les intérêts permanents de la patrie.

**Chile Hoy :** Une des caractéristiques du nouveau cabinet est la présence des dirigeants les plus importants de la C.U.T., à côté des représentants des forces armées. Quelle signification a ceci pour vous ?

**PRATS :** C'est une réponse très adéquate aux circonstances politiques actuelles. Les travailleurs du pays ont donné un exemple de grande responsabilité civique pendant le développement du mouvement de grèves, et leur conscience sociale du sens de l'ordre et de la volonté productrice mérite le respect de tous les militaires. L'armée n'a pas de complexes de classe ; ses cadres reflètent la réalité sociale du Chili, parce qu'ils sont issus proportionnellement des différents niveaux de la communauté nationale.

Cette interview est intéressante à plus d'un titre. Le général Pinochet, légalement nommé par le gouvernement de l'U.P., s'y voit décerner un brevet de « constitutionnalisme », alors que le général Prats, évoquant les « événements d'octobre », réaffirme la nécessité de restaurer l'autorité de l'Etat, donnant toute sa signification au rôle de l'armée à la tête du gouvernement.

L' « Octobre chilien », c'est d'abord une offensive politique de la classe ouvrière, à laquelle l'unité populaire-front populaire oppose le nouveau gouvernement C.U.T. militaires disposant de pouvoirs considérables par la loi sur les armes.

En confiant aux militaires l'Intérieur, le Ravitaillement et les Mines, Allende les place en premières lignes... là même où la classe ouvrière s'est dotée d'organismes soviétiques. L'objectif du gouvernement est de disloquer le réseau d' « organes de fait » que le prolétariat a bâti en réponse à la bourgeoisie.

L'année se termine sur cette situation. La classe ouvrière campe sur les positions conquises en octobre. La bourgeoisie met tous ses espoirs dans les ministres-généraux du gouvernement et prépare une nouvelle bataille... En attendant, le 12 décembre, - une cour martiale ramène en appel de vingt ans à deux ans la peine infligée au général Viane pour l'assassinat du général Schneider... Décidément, l'armée n'oublie pas les siens...

### **Les militaires au gouvernement**

L'année 1973 s'ouvre sur une situation intolérable pour l'impérialisme mondial et la bourgeoisie compradore chilienne : la dernière offensive d'octobre de la réaction a été défaite par la magnifique riposte des cordons et des différents comités, mais une fois encore le gouvernement de l'U.P.-F.P. a protégé la retraite de la bourgeoisie, lui évitant la destruction complète. L'absence au Chili d'une organisation révolutionnaire implantée dans la lutte des classes, combattant pour la rupture des partis ouvriers d'avec les partis bourgeois, intervenant dans les différents comités de type soviétique, agissant pour leur centralisation, a interdit à l'action d'octobre de porter les coups mortels à la bourgeoisie qui s'imposaient. Effrayée par les conséquences politiques de sa tentative de lock-out économique, la bourgeoisie chilienne va se replier, et se préparer au coup d'Etat, laissant au gouvernement de l'U.P. le soin d'affronter les masses, de désorganiser ses conseils, de les démoraliser.

Dès le début janvier, Allende agit. Le secrétariat national à la distribution et à la commercialisation passe des mains d'un militant socialiste à celles d'un militaire, le général Bachelet. Il s'agit pour lui de briser l'obstacle des J.A.P., de réaffirmer dans ce secteur l'action de l'Etat. Ce général d'aviation fait une découverte économique fondamentale : on règle d'autant plus vite le problème du ravitaillement que travailleurs et paysans... consomment moins...

« Si l'on fume moins, il n'y a plus de grèves, surtout que la cigarette donne le cancer », explique le nouveau responsable chargé de mater les J.A.P.

L'action du général Bachelet n'est pas isolée. Le 24 janvier, un projet de loi est transmis au Congrès. Son objet : « clarifier » la situation d'octobre, c'est-à-dire expulser les cordons des entreprises d'où les patrons ont été chassés durant la crise. Contre la rétrocession aux patrons des industries concernées, les ouvriers de la zone industrielle de Maipo se mobilisent à l'appel de leurs cordons. Les 25 et 26 janvier, ils occupent le quartier et dressent des barricades. Le gouvernement recule, retire son projet et le sous-secrétaire (P.S.) à l'Economie démissionne. Au mois de février, les délégués des cordons de

Santiago se réunissent et adoptent une plate-forme. Véritable programme d'action de la classe ouvrière, cette plate-forme en douze points atteste de la formidable maturation politique que la crise d'octobre a engendrée. Et ce d'autant plus - répétons-le - en l'absence de toute organisation marxiste digne de ce nom. Ce document adopté par les délégués des cordons de Santiago stipule :

*Nous, travailleurs des cordons industriels, avançons comme programme d'action de classe immédiate :*

- 1. La lutte pour le passage aux mains des travailleurs du secteur socialisé de toutes les entreprises qui produisent des biens de première nécessité, du secteur alimentaire et des usines de matériaux de construction.*
- 2. La lutte pour l'expropriation immédiate des grandes entreprises privées de distribution.*
- 3. L'expropriation des exploitations de plus de 40 hectares (irrigués) ; confiscation de la terre et nationalisation de l'exploitation.*
- 4. Constituer un contrôle ouvrier de la production et un contrôle populaire de la distribution. Les travailleurs décideront de ce qu'on produira pour le peuple, de l'utilisation des profits, et des lieux où l'on entreposera les aliments. Pour cela, nous appelons à la constitution immédiate de comités de vigilance ouvrière dans toutes les entreprises du secteur privé.*
- 5. La lutte pour implanter une direction ouvrière dans toutes les entreprises du secteur socialisé.*
- 6. Qu'on ne rende aucune entreprise, ni celles du secteur de la construction, ni les autres entreprises qui sont aux mains des travailleurs. Retrait immédiat du projet Millas. [...]*
- 8. Pouvoir de sanction des J.A.P. et des commandos des communaux. Contrôle de ce qui est fourni aux commerçants, et châtiment pour ceux qui ne vendent pas, accaparent et spéculent. Fermeture de leurs commerces et vente directe aux pobladores. Les ouvriers des cordons industriels se mobiliseront pour rendre ce pouvoir effectif. [...]*
- 12. Nous appelons tous les travailleurs à constituer les commandos industriels par cordons et les commandos communaux, unique moyen pour la classe ouvrière de disposer d'un organisme d'action, efficace, capable de la mobiliser et de lui proposer de nouvelles tâches.*

*Nous croyons que, contrôler les moyens de production et la distribution, c'est consolider le processus, c'est créer une nouvelle économie aux mains de la classe ouvrière, c'est d'aller de l'avant. C'est pour cela que nous nous opposons à tout type de concession à la bourgeoisie.*

*Nous comprenons l'immense responsabilité qui nous incombe comme travailleurs, mais nous exigeons que nos propositions soient écoutées et acceptées ; nous exigeons que l'on nous ouvre les portes pour participer directement à la recherche des solutions aux problèmes du processus.*

L'intérêt de ce document est évident : non seulement il s'oppose en tous points à la politique de l'U.P.-F.P., visant à remettre en cause les positions conquises par la classe ouvrière depuis le début de la révolution chilienne, mais encore, intègre comme une revendication de la classe ouvrière - point 3 - la question d'une véritable réforme agraire. Cette question est fondamentale, l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre est dressée ici contre la politique de collaboration de classe à la ville comme à la campagne menée par l'U.P.-F.P. La déclaration de Santiago est sans nul doute le manifeste politique le plus élevé de l'avant-garde ouvrière se heurtant à l'U.P.-F.P. et tentant de s'y opposer victorieusement.

Loin de se borner à riposter à l'offensive de la bourgeoisie, les cordons tentent de se coordonner, d'exercer une activité permanente définissant des tâches qui remettent en cause la politique du P.C. et du P.S. de défense de la propriété privée, à travers la protection de l'Etat bourgeois. Ajoutons que la forme de la plate-forme de Santiago manifeste tout autant une maturation politique sur le fond.

La lutte de la classe ouvrière chilienne arrive à un tournant. Une avant-garde qui s'est dégagée dans ces trois années de tempête révolutionnaire bande toutes ses forces pour aller de l'avant et dégager des objectifs politiques. Que l'on en juge ; les 22 et 23 mars, un congrès populaire sur le ravitaillement se réunit. Si la composition de ce congrès est hétérogène, la résolution adoptée stipule : «*Nous devons unir les efforts de tous les camarades dans une seule organisation, les commandements de travailleurs, capables de représenter leurs intérêts et de faire que nous nous levions comme un seul homme dans la lutte contre nos ennemis de classe, contre la bureaucratie et contre la conciliation gouvernementale, pour la défense de nos intérêts.* »

Ainsi, une avant-garde de la classe ouvrière tente de centraliser l'activité des comités, face à la «*conciliation gouvernementale* ».

La bourgeoisie chilienne en étroite liaison avec la C.I.A. et Kissinger entreprend de «*déstabiliser* » économiquement et politiquement le Chili. Economiquement d'abord : fuite des capitaux, spéculation, organisation du marché noir... l'inflation fait rage.

Le gouvernement de l'U.P. «*riposte* » par une bataille constitutionnelle et parlementaire pour tenter d'imposer le capital... ce qui permettrait de financer une augmentation des salaires les plus bas... Mais, en quelques mois, l'inflation et la hausse des prix ont réduit à néant les augmentations de salaires arrachées ou concédées...

### **Les forces se regroupent**

C'est dans ce climat que vont se dérouler les dernières élections au Chili avant le coup d'Etat. Et, déjà, la bourgeoisie s'aligne sur la solution du coup d'Etat.

Le 22 février 1973, Roberto Thiene, dirigeant de «*Patrie et Liberté* », déclare dans une interview : «*Il se pourrait que le gouvernement actuel de M. Allende doive transgresser définitivement la loi et la Constitution après les élections de mars. Il est probable que cette transgression soit suivie d'un coup d'Etat ou d'une intervention militaire.* »

On ne peut être plus clair.

Si les cercles dirigeants de la bourgeoisie s'alignent sur la solution fasciste, la classe ouvrière, elle, se regroupe politiquement pour la défense de ses intérêts.

Les forces se regroupent, alors que le Chili s'avance vers la guerre civile. A la veille des élections législatives du 4 mars, la presse américaine comme les observateurs « avertis » de la politique chilienne annoncent une victoire des partis de droite... Las ! l'impérialisme mondial déçante : malgré l'U.P.-front populaire, malgré les conditions extraordinairement difficiles pour la classe ouvrière chilienne, le résultat des élections législatives manifeste la volonté, l'acharnement des classes laborieuses de garantir les droits et positions arrachés à la bourgeoisie contre la réaction qui relève la tête.

L'Union populaire obtient 45,4 % des voix, soit 10 % de plus que lors de l'élection d'Allende à la présidence, et 6 % de moins que lors des élections municipales.

Les masses votent U.P., à défaut de pouvoir voter selon leurs aspirations classe contre classe, P.C.-P.S. La répartition des voix mérite d'être indiquée. Les classes moyennes, désorientées par l'inaction du gouvernement face à la réaction, après avoir rallié la classe ouvrière, opèrent un mouvement de repli vers les partis bourgeois qui leur promettent une solution. En revanche, l'immense majorité des ouvriers et des paysans pauvres votent pour la coalition des partis ouvriers et bourgeois. Encore faut-il tenir compte du fait que les jeunes de dix-huit ans n'ont pu voter, alors que les sondages indiquent qu'une écrasante majorité aurait voté pour les partis se réclamant du socialisme.

Dans le camp de la bourgeoisie, c'est la consternation. Les partis bourgeois, D.C. en tête, espéraient une victoire électorale leur permettant de démettre « légalement » Allende et de reprendre directement les rênes du pouvoir. Mais la classe ouvrière résiste. Malgré la politique du front populaire, elle combat, campe sur ses positions, radicalise sa lutte : la presse chilienne analyse le vote du 4 mars comme un « vote de classe ». Dans leur immense majorité, travailleurs et paysans pauvres ont voté P.C.-P.S... contre la « conciliation gouvernementale ».

Au point que dès le lendemain des élections, Allende recule et forme un nouveau gouvernement de F.P., mais composé *uniquement de civils*.

### **Le P.C. contre la classe ouvrière**

La pression des travailleurs et, comme reflet de cette activité, la pression des militants du P.S., du P.C. et du M.I.R. se manifestent. Les dirigeants du P.C.C. qui jusqu'alors, nous l'avons vu, s'opposaient frontalement à la construction de comités, tournent, tenant compte de cette nouvelle situation. Corvalan déclare à *Chile Hoy* :

*Q. - Dans votre rapport, tout en maintenant l'idée qu'il faut remplacer l'appareil d'Etat bourgeois, il semble qu'on écarte le développement d'organes de pouvoir populaire indépendants du gouvernement...*

*R. - La nécessité de remplacer l'appareil bourgeois est indiscutable, mais le problème est le suivant : qu'allons-nous faire ? Est-ce que nous le remplaçons aujourd'hui ? Comment le remplacer, en comptant un, deux, trois ? Il me semble qu'en posant les pieds sur terre, si véhéments que soient nos désirs, nous devons nous rendre compte qu'il n'existe pas de conditions pour le matérialiser immédiatement. Nous devons donc profiter, comme nous le faisons, de l'appareil d'Etat [...] et développer parallèlement, simultanément, tous les types d'organisation populaire qui peuvent remplir les tâches que l'appareil bureaucratique bourgeois est incapable de gérer... Nous sommes donc partisans des commandos communaux, des conseils paysans, des cordons industriels, des J.A.P., etc., mais nous estimons que ces nouvelles organisations, qui sont des formes de pouvoir populaire, tout en maintenant leur indépendance, ne peuvent néanmoins être conçues et orientées contre la politique du gouvernement Allende. Dans le cas particulier des cordons industriels, nous les concevons comme partie intégrante de la C.U.T., comme organisation de base de la C.U.T., et non comme organisations parallèles et divisionnistes du mouvement syndical.*

Les dirigeants du P.C. reculent dans la forme, pour mieux affirmer l'essentiel de la politique du F.P. : « *Nous devons profiter, comme nous le faisons, de l'appareil d'Etat.* »

Tout est dit : Corvalan maintient intégralement la lutte pour la défense de l'Etat bourgeois, pierre de touche de toute politique contre-révolutionnaire quelle que soit la combinaison exacte qui l'incarne, en fonction des développements vivants de la lutte des classes.

Ainsi, moins de six mois avant le tragique dénouement du coup d'Etat de Pinochet, les élections législatives indiquent que, contrairement à tous les espoirs de la bourgeoisie chilienne, des cercles dirigeants de l'impérialisme américain, la classe ouvrière est debout, prête à répondre à l'appel des dirigeants des partis ouvriers. Malgré l'opposition du gouvernement Allende à une authentique réforme agraire, de larges secteurs de la paysannerie pauvre - totalement analphabète - ont voté contre les partis de l'impérialisme ; malgré le refus de l'U.P. de faire droit aux revendications des travailleurs qui exigent l'expropriation des saboteurs capitalistes, l'immense majorité des travailleurs a voté contre les partis de la bourgeoisie. La classe ouvrière, entraînant toujours de larges secteurs de la petite bourgeoisie, donne une fois encore l'avantage électoral au P.C. et au P.S... en vain : le nouveau gouvernement Allende ne s'écarte pas de la ligne de l'U.P.-front populaire. Forte de cette certitude, la bourgeoisie chilienne poursuit l'application de son plan de « déstabilisation »... en prenant garde cette fois de se heurter frontalement à la classe ouvrière. Mieux. Alors que les mineurs d'El Teniente - fer de lance de la classe ouvrière - se mettent en grève pour défendre leurs salaires, la démocratie chrétienne se paie le luxe de soutenir - verbalement - les grévistes des mines de cuivre... contre le gouvernement qui prétend les représenter !

Les mineurs d'El Teniente ont massivement voté pour le P.C. et le P.S., et ces partis, au gouvernement coalisé avec les partis bourgeois, s'opposent - une fois le résultat des élections proclamé aux travailleurs de cette corporation. Pour le gouvernement de l'Unité populaire, il s'agit de faire un exemple. En refusant de céder aux mineurs d'El Teniente, le gouvernement d'Allende entend mettre un terme à l'« escalade » des revendications, dans toute la classe ouvrière. Commencée le 17 avril, la grève ne se terminera que le 2 juillet. Elle donnera l'occasion à la démocratie chrétienne de dénoncer - à bon compte - la politique du gouvernement, isolant ainsi l'avant-garde de la classe ouvrière du pays...

Le 26 juin, une manifestation des grévistes à Santiago dégénère et se heurte à la police. Le P.C. et le P.S. dénoncent la rencontre entre Salvador Allende et le comité de grève d'El Teniente comme inopportune...

Le message annuel que le président de la République adresse au Congrès, à la fin mai, illustre cette politique qui se heurte directement à la classe ouvrière, à ses intérêts.

### ***L'offensive de la bourgeoisie***

Sous le titre « *Pour la démocratie et la révolution, contre la guerre civile* », Allende met en garde... la bourgeoisie contre les risques d'un affrontement avec la classe ouvrière. En même temps, il signale « *que l'affrontement quotidien entre conservation et révolution a accumulé une charge intense de violence sociale qu'il a été possible de contenir jusqu'à présent dans les limites raisonnables ou d'étouffer en cas de débordement* ».

Après avoir ainsi nettement établi le bilan positif de l'unité populaire-front populaire (défense de l'Etat), il proclame : « *Contrairement à ce qui se passait autrefois, l'ordre public a cessé d'être au service du système capitaliste et il est aujourd'hui un facteur qui contribue à l'avance du processus révolutionnaire.* »

... Arrêtons-nous un instant ; ce discours a son importance politique. Le président du front populaire chilien affirme que « *l'ordre public a cessé d'être au service du système capitaliste* », alors que le gouvernement refuse satisfaction aux ouvriers, aux paysans pauvres, aux comités qui se dressent pour lutter contre le sabotage capitaliste, aux ménagères qui combattent contre le marché noir... Un mois à peine après qu'à Santiago un militant communiste eut été abattu par un franc-tireur devant le siège du parti démocrate-chrétien...

Alors que la bourgeoisie appelle ouvertement à la guerre civile, qu'elle arme les groupes fascistes, fait tirer sur la classe ouvrière, le président de l'Unité populaire se dresse et avec son autorité s'affirme une fois encore garant des institutions bourgeoises, très précisément de l'Etat.

En réponse à ce discours, la droite se déchaîne au Congrès pour faire obstacle au gouvernement, et passe de la guérilla parlementaire à la guerre ouverte. Appelé à la rescousse par Allende, le Tribunal constitutionnel se déclare incompétent : toutes les forces de la bourgeoisie se rassemblent pour l'assaut. La presse évoque ouvertement les préparatifs de coup d'Etat militaire.

Le 21 juin, la C.U.T. mobilise : 700 000 manifestants viennent assurer Allende de leur soutien contre la racaille fasciste et la camarilla des officiers supérieurs. Les masses en alerte sont là, prêtes à agir pour défaire la réaction. Allende, qui subit cette pression, n'en refuse pas moins d'armer la classe ouvrière, et pour la première fois, il préconise le renforcement du « *pouvoir populaire* » à travers les cordons. Une fois encore, les chefs du front populaire maintiennent, avec les variations verbales nécessaires, la « *légalité* », l'ordre.

L'ordre ? Il faut précisément le restaurer, affirme la bourgeoisie. Le 27 juin, le général Prats est agressé par un groupe d'officiers « *de droite* ». Le gouvernement réagit... en faisant arrêter quelques officiers trop compromis.

Le 24, éclate le *Tancazo* (« *coup des tanks* »). Le 2ème régiment blindé se soulève et, entraînant quelques unités, encercle le palais de la Moneda.

L'opération est limitée, plus qu'un coup d'Etat, c'est en fait un ballon d'essai. La hiérarchie militaire divisée sur l'opportunité, la possibilité d'un succès, « *tâte* » les défenses de l'Unité populaire.

Le général Prats, à la tête des troupes fidèles au gouvernement, obtient la reddition des mutins ; quelques coups de feu sont échangés, mais l'affaire se termine sans dommage.

Si le gouvernement d'Allende laisse aux militaires fidèles le soin de le défendre, le *Tancazo* est pour l'avant-garde de la classe ouvrière l'occasion d'affirmer sa propre organisation militaire, comme instrument de ses aspirations : le commando communal.

### ***La signification des « commandos communaux »***

Ecoutons ce que dit Manuel Dinamarca, secrétaire général de la C.U.T., à propos des commandos : « *Le commando communal est une organisation nouvelle qui tend à réaliser un transfert de l'institutionnalité prolétarienne. Il faut que cela débouche sur un exercice concret du pouvoir. Par exemple, dans le nord de Santiago, les commandos ont [...] fait appliquer des décisions en matière de santé et de transports en commun (prolongation ou modification d'itinéraires). Il va arriver un moment où le commando va donner des ordres sur l'affectation des crédits d'une succursale bancaire locale, décider de l'implantation d'une industrie dans la zone et finalement va donner des ordres aux autres types d'organismes comme les municipalités. Les commandos vont agir avec ou sans l'accord du Congrès, et se fortifieront comme organes de pouvoir populaire par la résolution de problèmes concrets et la capacité de mobilisation de la population dans cette recherche de solutions. Ce qu'il faut entendre par "indépendance idéologique" de ces organismes, c'est la chose suivante : les cordons comme la C.U.T. sont des organisations de travailleurs indépendants du gouvernement, des partis, des institutions du pays.* »

Voilà l'appréciation officielle par les dirigeants de la C.U.T. du rôle des cordons et des commandos communaux. Voyons maintenant quelle fut la riposte de la classe ouvrière au coup d'Etat militaire.

**Q.** - *Quelle fut la riposte du cordon Vieuna-Mackenna aux événements de vendredi ?*

**R.** (Un dirigeant de Easton-Chile.) - *A 9 h 15 nous avons convoqué une réunion générale. On a décidé de rester pour garder l'usine et d'envoyer les brigades de choc se joindre aux brigades des autres entreprises. Nous avons eu des problèmes avec certains camarades qui considéraient que sortir les mains nues, c'était aller au massacre. Les sympathisants de la D.C. ne voulaient pas sortir, ils disaient qu'il fallait suivre les instructions du cordon.*

**Q.** - *Quelles étaient ces instructions ?*

**R.** - Envoyer les brigades de choc à Fabrilana, où elles devaient se concentrer. La première tâche de ces brigades était de trouver à tout prix les moyens de locomotion et les amener à l'usine afin de ne pas rester paralysés si la situation devenait critique.

**Q.** - Comment êtes-vous organisés ?

**R.** - En voyant l'activité du cordon, d'autres entreprises ont décidé de s'y intégrer. Nous nous sommes divisés en quatre secteurs.

**Q.** - Quand vous êtes-vous divisés en quatre secteurs ? Lors des événements ?

**R.** - Non. Nous avons organisé le cordon bien avant de cette manière, il est plus souple, plus structuré, plus efficace, parce que ce cordon est très long. Après nos premières expériences, nous avons pensé que pour qu'il devienne opérationnel en cas d'urgence, lors d'événements comme ceux de vendredi par exemple, il fallait le diviser en quatre secteurs et choisir les entreprises qui prendraient la tête de chacun des secteurs.

Dans une entreprise du cordon O'Higgins :

**Q.** - Qu'avez-vous fait vendredi quand la nouvelle des événements vous est parvenue ?

**R.** - Nous étions en train de travailler. Vers 9 h 15, nous connaissions les événements. Les camarades dirigeants étaient au ministère, mais nous ici (car selon moi, même si les dirigeants ne sont pas là, on peut commencer à s'organiser), nous avons arrêté le travail, obéissant à l'appel du gouvernement qui disait que nous devions être organisés à l'intérieur des entreprises. Nous étions disposés à défendre le camarade Allende jusqu'aux dernières conséquences. Je veux aussi dire quelque chose sur les militaires. C'est bien qu'une partie des forces armées ait défendu le gouvernement, mais pour moi, l'armée est là pour défendre les intérêts de la bourgeoisie, et personne ne me convaincra du contraire, ni le camarade Allende, ni le parti auquel j'appartiens. Voilà ce que je pense. Nous les ouvriers, nous devons nous préparer. Quand nous sommes allés à la manifestation, j'ai eu l'impression que le camarade Allende n'avait pas confiance dans les travailleurs [...]

**Q.** - Après cette nouvelle expérience, que pensez-vous qu'il faille faire dans l'avenir ?

**R.** - Il faut s'organiser encore mieux. Il faut prendre les armes et défendre le gouvernement à tout prix. Quant aux militaires, il faut les tenir à l'œil, parce qu'en fait, ils sont tous des fils de riches, ils ne sont pas comme nous, qui bâtissons l'avenir. Ils défendent le droit de leurs pères et de tous les millionnaires. Je crois que la C.I.A. a trempé dans cette histoire et maintenant, nous voyons comment les messieurs de Patria y libertad vont sonner aux portes pour s'échapper du pays. Je crois qu'ils pensaient que d'autres militaires allaient aussi se mutiner, mais il semblerait que ça ait raté, je ne suis pas sûr... Les militaires sont divisés. Il y a des militaires honnêtes comme le général Prats. Mais la droite a essayé de le provoquer. Il faut pas oublier que quand un capitaliste veut séduire un ouvrier, il lui donne des tapes sur le dos, rigole avec lui, lui dit qu'il est un bon travailleur ; mais quand l'ouvrier vieillit et qu'il ne sert plus, alors il le renvoie. C'est la même chose qui est arrivée avec le général Prats. Les journaux de droite ne tarissaient pas d'éloges lorsqu'il fut nommé ministre de l'Intérieur ; mais après, quand ils ont vu qu'il ne défendait pas ce qu'ils voulaient, ils l'ont traité de lâche, de femmelette.

[...]

**Q.** - Pour revenir au problème du pouvoir populaire, comment l'imaginez-vous ? Croyez-vous qu'il existe déjà un embryon de ce pouvoir ?

**R.** - Bien entendu, pour moi le pouvoir populaire, c'est lorsque les travailleurs sont au pouvoir. En ce sens, ici, par exemple, il y a un comité d'administration. Avant, l'entreprise était administrée par le patron ou le gérant, maintenant les camarades du gouvernement sont là pour créer ce pouvoir populaire. Du moins, c'est ça que je comprends, peut-être je me trompe. La nationalisation des mines du Teniente... tout ça a créé un pouvoir populaire.

Je pense que tant qu'on n'éliminera pas la classe dominante, la classe dominée n'aura pas le pouvoir populaire. Pour moi, la guerre est inévitable. Je la vois venir depuis que le « Chicho » est au pouvoir. La classe dominante ne va pas se laisser emporter comme ça ; elle va défendre ses privilèges [...].

**Q.** - Quel fut l'impact des événements de vendredi sur les travailleurs ? Croyez-vous qu'ils aient servi à leur faire prendre conscience ?

**R.** - Vendredi, tout le monde a compris qui étaient les types qui provoquent des situations de ce genre et donc je crois que la gauche en sort renforcée, et les travailleurs ont compris une fois pour toutes qu'il est difficile de continuer avec la « voie chilienne », cette voie pacifique, et le camarade Allende devra peut-être renoncer à ce prix de la Paix qu'on lui a donné, pas à cause de lui, mais à cause des conditions qui se sont créées.

Ces quelques citations empruntées à l'ouvrage d'Alain Joxe, *Le Chili sous Allende*, indiquent les forces et les faiblesses du prolétariat chilien, seul, sans parti révolutionnaire, face à la réaction impérialiste protégée par la politique de l'unité populaire-front populaire.

Une avant-garde commence à régler son compte à la notion de « pouvoir populaire » englobant, nous l'avons vu, la participation de partis bourgeois aux côtés des partis ouvriers au gouvernement.

« Je pense que tant qu'on n'éliminera pas la classe dominante, la classe dominée n'aura pas le pouvoir populaire. Pour moi, la guerre est inévitable. »

Trois années d'unité populaire-front populaire forment l'expérience pratique des masses ; les idées se dégagent lentement, mais sûrement, des illusions distillées par les chefs de l'Unité populaire.

« C'est bien qu'une partie des forces armées ait défendu le gouvernement, mais pour moi, l'armée est là pour défendre les intérêts de la bourgeoisie, et personne ne me convaincra du contraire, ni le camarade Allende, ni le parti auquel j'appartiens », déclare ce travailleur probablement militant du P.C. qui s'inquiète et s'interroge sur l'absence de confiance manifestée par Allende dans la classe ouvrière.

Le Tancazo fouette la réflexion politique de l'avant-garde de la classe ouvrière, qui cherche un moyen de résister victorieusement à l'offensive de la réaction face à l'incurie manifeste et évidente de l'Unité populaire.

Mais, loin d'amener les dirigeants du P.C. et du P.S. à s'appuyer à fond sur l'organisation de la classe ouvrière en cordons et en commandos, le coup d'Etat raté du 29 juin déclenche un tir de barrage des chefs de l'U.P... pour protéger l'armée chilienne et vanter ses mérites. La classe ouvrière cherche à s'organiser politiquement et militairement pour faire front à la réaction fomentée par la bourgeoisie à travers l'armée chilienne, et les chefs du P.C. et du P.S. se précipitent pour désarmer la classe ouvrière et... chanter les louanges de l'armée « républicaine ».

### **L' « estime des militaires »...**

Jorge Godoy, président de la C.U.T., dirigeant du P.C.C., déclare : « *Les forces armées sont toujours, en fait, très proches des travailleurs, et je dirais qu'elles ont une grande estime pour les travailleurs, et apprécient notre fonction peut-être mieux que ne le fait aucun autre secteur, parce que leur fonction propre, qui consiste à défendre et à protéger le pays, est inséparable de ce que les travailleurs font dans l'économie.* »

L'« estime des militaires » pour la classe ouvrière chilienne ne va pas, hélas ! tarder à se manifester. Relevons ici avec quel cynisme, avec quelle indécence, des chefs se réclamant du « communisme » ont pu jusqu'au dernier moment fouler aux pieds les principes d'indépendance de classe du prolétariat.

Forte de ce soutien, la bourgeoisie poursuit son action. Le 8 juillet, Frei dénonce la formation de milices ouvrières, et le lendemain... le quotidien *Mercurio* lance un appel à la formation de milices pour appuyer la grève des transporteurs routiers ! Le même jour commence l'application par l'armée de la « loi de contrôle des armements » votée en octobre 1972 grâce au P.C. et au P.S.

Chaque jour, un quartier ouvrier, un groupe d'usines... sont perquisitionnés, « légalement ».

Ce sont de véritables opérations militaires, on fouille, parque, frappe travailleurs et militants. A l'occasion de ces manifestations de force, la hiérarchie militaire restaure la discipline, reprend la troupe en main, l'habitue à quadriller usines et quartiers ouvriers.

Que fait le gouvernement ?

Lance-t-il un appel à la classe ouvrière, rompt-il avec la bourgeoisie et ses partis, distribue-t-il des armes aux « cordons » ?

Non. Il augmente les salaires... de l'armée ; 60 % pour un soldat, 28 % pour un adjudant-chef, 38 % pour un sous-lieutenant, etc.

Quant au P.C., il engage une campagne pour la dissolution des cordons et le retour à une activité « normale » déterminée par la C.U.T.

Les actes terroristes des groupes fascistes se multiplient. En toute impunité.

Le 26 juillet commence une nouvelle et longue grève des transporteurs routiers, directement organisée par la C.I.A. Cette grève fait mal, dans un pays où la quasi-totalité du trafic de marchandises se fait par camions. Le même jour, l'attaché naval du gouvernement d'Allende est assassiné. La réaction frappe à visage découvert.

Démoralisée, la classe ouvrière recule. Elle attendait des ordres et des armes, le gouvernement lui a envoyé l'armée, les coups, la répression, en même temps que dirigeants du P.C. et de la C.U.T. s'employaient à disloquer les « cordons » et les « commandos communaux ».

Allende reprend la négociation avec la démocratie chrétienne et le 9 août un nouveau cabinet est formé. Il comprend les chefs militaires des trois armes et des carabiniers : c'est le « cabinet de sécurité nationale ». Les « cordons » qui attendaient au contraire un gouvernement civil, de combat contre la réaction, manifestent contre Allende. Rien n'y fait : l'Unité populaire suit son cours. Un cours brutal, sanguinaire pour les centaines de marins et de sous-officiers de la marine connus pour leurs liens avec les partis ouvriers et arrêtés à Valparaíso et à Talcahuano. Arrêtés et torturés à mort. L'armée se « prépare ». Dans tous les régiments, c'est la chasse aux soldats et sous-officiers qui sympathisaient avec le gouvernement légal ! La terreur est instaurée au sein des troupes, pour mieux l'imposer demain à la classe ouvrière... La bourgeoisie, la presse, les officiers supérieurs entreprennent une offensive dirigée contre le général loyaliste Prats, coupable d'avoir combattu le Tancazo.

Le 23 août, la Chambre des députés déclare le gouvernement illégal, et invite l'armée à choisir.

Le 24, le général Prats démissionne de ses postes de ministre de l'Intérieur et de commandant en chef de l'armée de terre. Allende accepte cette démission et nomme le général Pinochet. La justice militaire ouvre une instruction contre les secrétaires généraux du P.S., du M.I.R. et du M.A.P.U., « coupables » d'avoir pris la défense des marins et de leurs officiers antiputschistes.

Le 4 septembre, ils sont encore 800 000 travailleurs, paysans, jeunes, à manifester pour le troisième anniversaire de l'arrivée d'Allende au pouvoir...

Le lendemain, les femmes des beaux quartiers organisent une marche des casseroles vides...

Le 11 septembre, Valparaíso est occupé militairement par la marine. Allende lance un appel radio-diffusé à la résistance. Il rejette un ultimatum des chefs des trois armes et des carabiniers. L'aviation attaque le palais de la Moneda à la roquette...

Allende sera retrouvé mort, assassiné les armes à la main ; 50 000 militants, travailleurs, paysans, jeunes, allaient être assassinés.

Une fois encore, la politique du front populaire permettait à la bourgeoisie de défaire la classe ouvrière, son action révolutionnaire.

## Fronts populaires, fascisme, front unique ouvrier

### Sur la démocratie et le parlementarisme

Tant en France qu'en Espagne, les programmes de « front populaire » ne se donnaient pas comme tâche la transformation de la société, d'une société capitaliste en société socialiste. Leurs objectifs proclamés étaient de « défendre » les libertés contre le fascisme. En revanche, le programme de front populaire au Chili affirmait son ambition de transformer la société, de mener au socialisme. La différence est importante. Elle révèle une différence de situation. En 1935-1936, alors que Mussolini, Hitler, étaient au pouvoir, que partout en Europe le fascisme menaçait, que la Seconde Guerre mondiale se préparait, il était possible aux dirigeants d'opposer à la révolution sociale « la défense de la démocratie et de la paix » aux côtés de tous les démocrates et des pacifistes. Ce n'était pas possible au Chili en 1970-1973, pas plus que cela ne l'est en France actuellement. En France, le « programme commun de gouvernement » n'a pas pour objectif le socialisme mais une « démocratie avancée ». Il reste qu'il est nécessaire de dégager l'idéologie commune de ces « fronts populaires » qui vise à mystifier les masses.

Le premier thème mystificateur est celui que la vieille formule radicale et radicale-socialiste résume : « La démocratie est une création continue. » Le vieux thème réformiste qui veut que l'on passe de la démocratie politique à la démocratie sociale l'exprime d'une autre façon. Les deux formules travestissent l'histoire de la démocratie bourgeoise dont le sommet serait le parlementarisme. Tous les opportunistes, tous les révisionnistes, tous ceux qui trahissent le marxisme au nom du marxisme, ne manquent pas de se référer à la préface qu'Engels écrivit en 1889 à la brochure de Marx analysant la révolution de 1848 en France, *La Lutte des classes en France*. Engels s'exprimait ainsi : « Depuis longtemps déjà, le suffrage universel existe en France, mais il était tombé en discrédit par suite du mauvais usage que le gouvernement bonapartiste en avait fait. Après la Commune, il n'y avait pas de parti ouvrier pour l'utiliser. En Espagne aussi, le suffrage universel existait depuis la République, mais, en Espagne, l'abstention aux élections fut de tout temps la règle chez les partis d'opposition sérieux. Les expériences faites en Suisse avec le suffrage universel étaient tout sauf un encouragement pour un parti ouvrier. Les ouvriers révolutionnaires des pays romans s'étaient habitués à regarder le suffrage universel comme un piège, comme un instrument d'escroquerie gouvernementale. En Allemagne, il en fut autrement. Déjà, le Manifeste communiste avait proclamé la conquête du suffrage universel, de la démocratie, comme une des premières et plus importantes tâches du prolétariat militant, et Lassalle avait repris ce point. Lorsque Bismarck se vit contraint d'instituer ce droit de vote comme le seul moyen d'intéresser les masses populaires à ses projets, nos ouvriers prirent aussitôt la chose au sérieux et envoyèrent Auguste Bebel au premier Reichstag ; aux différentes diètes, aux conseils municipaux, aux conseils de prud'hommes, on disputa à la bourgeoisie chaque poste à l'occupation duquel une partie suffisante du prolétariat avait son mot à dire. Et c'est ainsi que la bourgeoisie et le gouvernement en arrivèrent à avoir plus peur de l'action légale que de l'action illégale, des succès aux élections que de ceux de la rébellion. »

Engels appréciait quels avantages le parti ouvrier, le prolétariat, les masses, pouvaient tirer de l'exercice des libertés démocratiques dans le cadre parlementaire bourgeois, ou même dans un régime politique semi-parlementaire (en effet, le Reichstag dans l'Empire allemand d'avant 1918 n'avait que des droits limités de contrôle : l'empereur désignait le chef du gouvernement, fixait les orientations politiques, décidait du budget). Les épigones de la social-démocratie voulurent en tirer la conclusion que le suffrage universel était « le » moyen d'émancipation de la classe ouvrière, qu'il permettait la conquête politique du pouvoir, et la transformation progressive de l'Etat bourgeois et de ses institutions. Jamais Engels n'avait prétendu cela, tout au contraire. Le 1er avril 1895, il écrivait à Kautsky :

« A mon étonnement, je vois aujourd'hui dans le Vorwaerts [organe central de la social-démocratie allemande] un extrait de mon introduction reproduit à mon insu et arrangé de telle façon que j'y paraîtrais adorateur de la légalité à tout prix. Aussi désirerais-je d'autant plus que l'introduction paraisse sans coupure dans le Neue Zeit [organe théorique de la S.D.] afin que cette impression honteuse soit effacée. Je dirai très nettement à Liebknecht mon opinion à ce sujet, ainsi qu'à ceux, quels qu'ils soient, qui lui ont donné cette occasion de dénaturer mon opinion. »

### Brefs rappels sur la démocratie bourgeoise

La démocratie bourgeoise, le parlementarisme, ne sont absolument pas le produit d'une progression continue, la forme politique idéale se perfectionnant sans cesse (une création continue). Ils sont la forme politique qui convient le mieux au régime capitaliste, à la bourgeoisie à un certain stade de son développement. Il est vrai que la bourgeoisie a constamment tendu à une forme de représentation parlementaire depuis qu'elle s'est constituée et a pris conscience d'elle-même en tant que classe. Cela tient à ses caractéristiques de classe. La féodalité reposait sur des rapports de personne à personne et sur une stricte hiérarchie, qui ne pouvait être bouleversée que pour imposer une hiérarchie nouvelle mais de même nature, ou encore sur des hiérarchies parallèles et similaires. La nature des rapports de production bourgeois exige un droit égal pour tous. Les individus sont formellement égaux en droits, le droit à la propriété privée étant le droit fondamental. C'est sur cette base que les différenciations sociales sont fondées. La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 peut être considérée comme le manifeste des principes de la bourgeoisie en tant que classe. Toutes les bourgeoisies reconnaissent en elle leurs principes politiques. « Les hommes naissent libres et égaux en droits », et ces droits sont « la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression ». Déterminant tout le reste, se situe le droit de propriété (la propriété privée) qui est considéré comme « droit naturel ». La démocratie bourgeoise, c'est d'abord et avant tout la démocratie de ceux qui possèdent, étant entendu que tous les hommes ont droit d'accéder à la propriété privée des moyens de production. Le parlementarisme bourgeois, c'est la représentation des possédants, la forme politique qui donne à chacun d'eux le droit de participer à la direction de l'Etat par le truchement de leurs représentants. Il n'y a aucune contradiction en ce que les constituants de 1789 aient élaboré et voté la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et aient codifié une Constitution fondée sur la propriété privée qui divisait les citoyens en citoyens actifs et citoyens passifs, et qui établissait des différenciations entre ces derniers en fonction des impôts payés, c'est-à-dire du degré de propriété supposé. Etaient citoyens actifs les citoyens qui payaient des contributions égales à la valeur locale de trois journées de travail (d'une livre et

demie à trois livres). Ils désignaient les municipalités et les électeurs de l'Assemblée législative. Pour pouvoir devenir électeur de l'Assemblée législative, il fallait payer une contribution égale à la valeur locale de dix journées de travail (de cinq à dix livres). Enfin, pour être éligible député à l'Assemblée législative, il fallait posséder une propriété foncière et payer un impôt direct de cinquante-deux livres. Albert Soboul écrit : « *Le rapporteur du Comité de Constitution faisait valoir que l'établissement d'un cens électoral entraînerait une émulation certaine parmi les passifs qui n'auraient d'autres désirs que de s'enrichir pour devenir actifs, puis électeurs (c'est déjà "l'enrichissez-vous" de Guizot).* »

Le droit de chacun à devenir possédant était affirmé ; était également affirmé que le droit de faire le droit n'appartenait qu'aux possédants. Il fallut l'insurrection parisienne du 20 juin 1792, où les sans-culottes exercèrent sans en demander l'autorisation des droits politiques en envahissant une première fois les Tuileries, pour que l'Assemblée législative sanctionne le fait par le droit. Le 30 juillet, elle accordait aux citoyens passifs le droit d'entrer dans la garde nationale. Le 10 août 1792, les masses renversèrent le trône. Alors, l'Assemblée législative convoqua une Convention élue au suffrage universel, ce qui abolissait la différenciation politique entre citoyens passifs et actifs. L'activité révolutionnaire des masses, appuyées sur la Commune de Paris, balaya les Girondins le 2 juin 1793. Alors, la Convention consacra l'égalité politique en inscrivant dans la Constitution de l'an II le suffrage universel. Cette Constitution allait jusqu'à faire de l'insurrection un devoir politique : « *Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple, et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des devoirs.* »

Cette Constitution établissait un système politique qui n'était plus parlementaire au sens strict du terme, mais un régime d'assemblée. L'Assemblée législative devait être élue pour un an seulement et au suffrage universel direct. Le Conseil exécutif (gouvernement) devait être élu par l'Assemblée législative qui choisissait 24 membres sur une liste de 83 candidats eux-mêmes élus au suffrage universel par les départements. La Convention et l'Assemblée législative que la Constitution de l'an II prévoyait établissaient l'unité du législatif et de l'exécutif.

La Révolution française est, par excellence, la révolution bourgeoise classique. Elle donne un schéma significatif du développement de la démocratie bourgeoise et du parlementarisme. De son propre mouvement, la bourgeoisie limite à elle-même l'exercice des droits politiques et la représentation parlementaire, et encore à ses couches dominantes. Les masses doivent arracher les libertés démocratiques, le droit d'élire des représentants parlementaires. Aux côtés de la petite bourgeoisie, ce sont elles qui poussent jusqu'au bout la révolution bourgeoise. Si bien que l'on doit s'interroger : en quoi la révolution était-elle bourgeoise ? Les masses arrachent jusqu'en ses racines l'ancien régime aristocratique, détruisent totalement ses institutions. Les masses déblayaient le terrain politique. Les institutions, l'Etat bourgeois, peuvent s'édifier dans les meilleures conditions. Le mode de production capitaliste est libéré de toute entrave. Mais ce sont les masses qui sont radicales. Elles affrontent une grande partie de la bourgeoisie, qui, pourtant, sera la bénéficiaire du radicalisme de la révolution.

La bourgeoisie en tant que classe aspire à la démocratie parlementaire, mais l'histoire démontre cependant que c'est loin d'être un absolu. A peine le pouvoir et les institutions de l'aristocratie renversés, la bourgeoisie liquide le « régime d'assemblées » et la Constitution de l'an II. L'exécutif et le législatif ne doivent plus être une seule et même chose. Le Parlement ne sera plus jamais le gouvernement qui désigne ses commissions, nomme les représentants en mission, lesquels assurent sous son contrôle la gestion de l'Etat et du pays. Jusqu'en 1848, la représentation parlementaire sera censitaire. Désormais, le gouvernement jouit d'une autonomie plus ou moins grande, sinon d'une indépendance totale par rapport au Parlement. La bourgeoisie va abandonner le pouvoir politique à celui qui va finir de constituer son Etat : Bonaparte. Elle ne retrouvera une représentation parlementaire réelle que sous la monarchie de Juillet : encore cette représentation est-elle principalement celle de la finance, la bourgeoisie industrielle étant plus ou moins écartée par un cens élevé ; à côté de la Chambre existe la Chambre des pairs ; le gouvernement dépend du « roi bourgeois » ; l'Etat garde son indépendance.

Dans toutes les grandes puissances capitalistes d'Europe, longtemps les libertés politiques et la représentation parlementaire ont été réservées, en utilisant le cens et d'autres moyens, à la bourgeoisie, voire à la grande bourgeoisie.

En Angleterre, ce palladium de la démocratie bourgeoise et du parlementarisme, un siècle de lutte a été nécessaire, depuis les années 1815-1820, au prolétariat pour arracher le suffrage universel. En Allemagne, jusqu'en 1918. « *Le Parlement est la feuille de vigne de l'absolutisme* » (W. Liebknecht). Le suffrage universel y est tout relatif. Pierre Broué écrit :

« *Le Landtag de Prusse est élu par le système compliqué des "classes" groupant les électeurs suivant leur fortune ; il donne en 1908 à Cologne autant de pouvoir électoral à 870 électeurs riches de première classe qu'aux 22 324 électeurs de troisième classe... Le pouvoir législatif est partagé entre le Bunderstadt formé des délégués des Etats et le Reichstag, assemblée nationale élue au suffrage universel... Ce régime est caractérisé par la domination de la Prusse dans le gouvernement impérial. Le roi de Prusse est empereur, le chancelier d'empire, Premier ministre prussien. Les dix-sept délégués prussiens du Bunderstadt peuvent y arrêter toute mesure qui déplaît à leur gouvernement, de qui ils ont reçu mandat impératif. Rien n'est possible dans le Reich sans l'accord de ce gouvernement lui-même émanation d'un Landtag élu selon le système des classes.* » (La Révolution en Allemagne - Introduction – Editions de Minuit). En Belgique, le suffrage universel n'a été institué qu'à la suite de la grève générale de 1905.

Le suffrage universel n'est pas pour autant une panacée : le deuxième Bonaparte a montré quel usage pouvait en être fait. Engels n'en avait pas moins raison d'insister sur l'utilisation que pouvait en faire de son côté le prolétariat. Le suffrage universel, la représentation parlementaire des masses, ont été arrachés par le prolétariat à la bourgeoisie. Ils restent cependant dans le cadre bourgeois et sont donc également utilisables par la bourgeoisie contre le prolétariat.

Le prolétariat en combattant pour les libertés démocratiques, le suffrage universel, luttait pour s'organiser, jouir des droits politiques. C'est-à-dire se constituer comme classe pour soi.

### **La base matérielle de la démocratie bourgeoise**

Toutes ces superstructures politiques, ce fonctionnement de la société et de l'Etat bourgeois, exigent du grand capital d'énormes moyens : une base matérielle est indispensable à l'institution de ces relations à l'intérieur de la classe

bourgeoise, et entre les classes. La démocratie bourgeoise, le parlementarisme, nécessitent un capitalisme florissant, en pleine expansion, accumulant d'énormes sur-profits, en un mot qui écume l'économie mondiale, qui dispose de réserves considérables. C'est seulement dans les pays capitalistes économiquement développés qui se partageaient le monde en Europe et aux U.S.A., que la démocratie bourgeoise, le parlementarisme, ont pu fonctionner durablement. Il faut cependant apporter de nombreuses et importantes restrictions à cette proposition. Cela dépendait encore de l'histoire du développement capitaliste dans chaque pays. Les U.S.A., l'Angleterre, la France, étaient les pays les plus avancés de ce point de vue. En Allemagne, en revanche, l'incapacité de la bourgeoisie à réaliser la révolution démocratique bourgeoise, le fait que c'est sous la direction de la bureaucratie et de la caste militaire prussienne héritée du régime féodal que s'est réalisée l'unité nationale, ont laissé en place les vieilles structures héritées du régime aristocratique : le pouvoir était centralisé entre les mains de l'empereur, de la bureaucratie, de la caste militaire. Le Parlement était la « *feuille de vigne de l'absolutisme* » (Liebknecht). Les libertés démocratiques ont été plus immédiatement et directement qu'ailleurs arrachées par le prolétariat.

Le crépuscule de la démocratie bourgeoise, du parlementarisme, a commencé en 1914. L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, est parvenu à « maturité ». Alors, ainsi que Lénine l'analysa, s'ouvrait une nouvelle période de crise, de guerres et de révolutions. La démocratie bourgeoise, le parlementarisme, ne convenaient plus à aucune classe de la société, pas plus au prolétariat qu'à la bourgeoisie. La base matérielle, qui le conditionne, disparaissait. Le processus n'est pas linéaire et ne se développe pas dans tous les pays simultanément à la même allure. L'histoire semble parfois faire des retours en arrière. Démocratie bourgeoise et parlementarisme se survivent ou renaissent de leurs cendres. Pour irrégulier et sinueux qu'il soit, le cours de l'histoire suit malgré tout cette pente. Le prolétariat n'accepte pas de faire les frais de la décadence et de la crise des rapports économiques, sociaux, politiques, bourgeois. Appuyé sur ses conquêtes (les éléments de démocratie prolétarienne construits à l'intérieur de la démocratie bourgeoise), le prolétariat met en cause la société, l'Etat bourgeois. La petite bourgeoisie s'agite d'autant plus fébrilement qu'elle n'a pas de solution propre. Le capital financier doit reprendre au prolétariat les concessions économiques, sociales, qu'il a dû faire. Il lui faut détruire les éléments de démocratie prolétarienne constitués à l'intérieur de la société bourgeoise. La base d'un consensus social et politique n'existe plus.

### **La fonction du fascisme**

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, la base matérielle de la démocratie bourgeoise, du parlementarisme, est détruite en Italie et en Allemagne. Les deux pays ont été minés par la guerre. Le prolétariat, les masses, ont terriblement souffert. L'histoire politique d'après guerre des deux pays n'est pas identique. Pourtant, en Italie comme en Allemagne, le prolétariat s'est dressé et a tenté de briser le cadre et les limites de la société bourgeoise. Dès 1923 en Italie, à partir de 1930 en Allemagne, le grand capital a été confronté à un problème décisif et urgent : broyer les os du prolétariat et lui briser le crâne. « *Le fascisme a comme fonction essentielle et unique la destruction de la démocratie prolétarienne* », ainsi que l'écrit Trotsky.

En Allemagne, de la révolution de novembre 1918 à la grande crise économique de 1929, l'histoire semble hésiter et zigzaguer. La révolution allemande défaite en 1919, le prolétariat n'est pas écrasé. La République parlementaire bâtarde de Weimar oscille mais se maintient. De 1923 à 1929, l'aide, les investissements américains, la haute conjoncture économique donnent un ballon d'oxygène au parlementarisme. En 1930, le capital financier allemand n'a plus la base matérielle nécessaire à la démocratie bourgeoise, au parlementarisme. Au contraire, tout s'effondre. A nouveau, c'est la misère noire, la ruine, pour des millions et des millions de prolétaires et de petits bourgeois. Le capital allemand n'a qu'une voie : constituer et renforcer les bandes fascistes, se préparer à appeler Hitler au pouvoir. Les gouvernements bonapartistes Brüning, Papen, Schleicher, sont une transition. Le capital financier appelle Hitler au pouvoir, plus un instant à perdre : il faut broyer les os, briser la tête du prolétariat, avant que de préparer et d'entreprendre la Seconde Guerre impérialiste mondiale.

L'Espagne est un cas différent. Jamais la base matérielle de la démocratie bourgeoise et du parlementarisme n'y a existé. C'est l'effondrement de la dictature de Primo de Rivera, impuissante à rien résoudre, qui a ouvert une période de révolution et de contre-révolution, de luttes de classes aiguës. Les moments de démocratie bourgeoise relative et de parlementarisme sont des entractes entre deux dictatures, ainsi que c'est la règle générale dans les pays économiquement arriérés.

En France, en 1932-1938, bien moins brutalement qu'en Allemagne, la base matérielle de la démocratie bourgeoise, du parlementarisme, se décompose. La République parlementaire devient exsangue. La lutte des classes prend des caractères nouveaux : le prolétariat se dresse, la petite bourgeoisie s'agite, le capital financier a besoin de faire supporter aux masses les conséquences de la crise, de la désagrégation de la position mondiale de l'impérialisme français et des tentatives pour la défendre. Une tendance à ce que les gouvernements s'affranchissent des contrôles parlementaires s'affirme. Le capital, sans encore leur donner le pouvoir, constitue les bandes fascistes, Croix-de-Feu et autres. Et, de son côté, le prolétariat agit au-delà de la démocratie bourgeoise et du parlementarisme : ainsi la grève générale de juin 1936. La tradition démocratique française est en grande partie une fiction.

Les « théoriciens » des fronts populaires vont d'une position purement conservatrice à un évolutionnisme totalement en dehors de l'histoire et de son cours véritable. Les uns prétendent pour éviter le fascisme se cramponner à une forme politique périmée, lui prolonger éternellement la vie. Les autres veulent utiliser cette forme politique pour, dans l'harmonie des classes sociales, s'acheminer progressivement vers la transformation de la société, et aller jusqu'au socialisme. En vérité, et la révolution prolétarienne et le fascisme résultent de la crise de tous les rapports économiques, sociaux, politiques, lorsqu'elle devient aiguë, de la société bourgeoise à l'époque de l'impérialisme stade suprême du capitalisme.

Aucune classe ou couche sociale ne peut plus respecter les cadres et les rapports de la démocratie bourgeoise, du parlementarisme. Le prolétariat cherche la voie de la révolution. Il ne peut vaincre, prendre le pouvoir, se constituer en classe dominante, qu'en brisant les formes politiques bourgeoises, qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat bourgeois, qu'en constituant ses propres organismes politiques, qu'en établissant son propre Etat. Le capital financier ne peut pas s'accommoder plus longtemps de la démocratie bourgeoise, du parlementarisme. Son seul recours, c'est la dictature ouverte exercée soit par l'armée, la police, soit par les chefs des bandes fascistes, en coopération d'ailleurs avec l'appareil

d'Etat bourgeois purgé de tout élément de démocratie. L'appareil d'Etat bourgeois reste toujours l'instrument de la dictature du capital.

### **La question de l'Etat : l'« Etat populaire »**

C'est ici que nous rencontrons l'un des principaux sophismes du « front populaire » : celui de l'« Etat Populaire ». Vieille rengaine en vérité. Tout aussi vieille et usée que peut l'être celle de « la démocratie sociale prolongeant la démocratie politique », ou celle sur « la démocratie création continue ». Les unes et les autres sont d'ailleurs indissociables, ce sont différents aspects d'une même question. Marx a depuis longtemps établi que l'Etat était toujours l'instrument d'oppression d'une classe sur les autres classes. Mais même la dénomination d'« Etat populaire » est une vieille guenille idéologique. Faut-il rappeler la fureur de Marx passant au crible le **programme de Gotha**, sur lequel se réalisait en 1875 la fusion entre les disciples de Lassalle et ceux se réclamant de Marx pour donner naissance au parti social-démocrate allemand ? Il écrivait :

« D'après ce qu'on a vu au chapitre 11, le parti ouvrier allemand cherche l'Etat libre. Qu'est-ce que c'est ?

« Faire l'Etat libre, ce n'est nullement le but des travailleurs qui se sont dégagés d'un étroit esprit de sujets. Dans l'Empire allemand, l'« Etat » est presque aussi « libre » qu'en Russie. La liberté consiste à transformer l'Etat, organe supérieur de la société, en un organe entièrement subordonné à elle et même de nos jours les formes de l'Etat sont libres ou non libres selon que la « liberté de l'Etat s'y trouve plus ou moins limitée.

« Le parti ouvrier allemand, du moins s'il fait sien ce programme, montre que les idées socialistes ne sont pas même chez lui à fleur de peau ; lui au lieu de traiter la société présente (et cela vaut pour toute société future) comme le fondement de l'Etat présent (ou futur pour la société future), il traite au contraire l'Etat comme une réalité indépendante, possédant ses propres fondements intellectuels, moraux et libres.

« Et, maintenant, quel méchant abus fait le programme des mots « Etat actuel », « société actuelle », et quel malentendu, plus méchant encore, il prépare au sujet de l'Etat auquel s'adresse ses revendications !

« La « société actuelle », c'est la société capitaliste qui existe dans tous les pays civilisés, plus ou moins expurgée d'éléments moyenâgeux, plus ou moins modifiée par l'évolution historique particulière à chaque pays, plus ou moins développée. Au contraire, l'« Etat actuel » change avec la frontière. Il est, dans l'empire prusso-allemand, autre qu'en Suisse et en Angleterre, autre qu'aux Etats-Unis. L'« Etat actuel » est, par conséquent, une fiction.

« Cependant, les divers Etats des divers pays civilisés, en dépit de la diversité de leurs formes, ont tous ceci de commun qu'ils reposent sur le sol de la moderne société bourgeoise, seulement plus ou moins développée au point de vue capitaliste. Certains caractères essentiels leur sont par là communs. C'est en ce sens qu'on peut parler d'« Etat actuel » pris comme expression générique, par contraste avec l'avenir où la société bourgeoise dans laquelle est actuellement sa racine, a cessé d'exister.

« Vient ensuite cette question : quelle transformation subira l'Etat dans une société communiste ? Autrement dit : quelles fonctions sociales s'y maintiendront-elles qui soient analogues aux fonctions actuelles de l'Etat ? Cette question ne peut avoir de réponse que par la science, ce n'est pas en accouplant de mille manières le mot Peuple avec le mot Etat qu'on fera avancer le problème d'un saut de puce.

« Entre la société capitaliste et la société communiste, se place la période de transformation révolutionnaire de la première en la seconde. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat. »

Engels dans une **lettre** à Bebel, datée 18-28 mars 1875, met les points sur les « i » : « Le libre Etat populaire [de Lassalle - N.D.L.R.] est transformé en Etat libre. Or, grammaticalement, un Etat libre est un Etat qui est libre vis-à-vis des citoyens, par conséquent un Etat à gouvernement despotique. Il faudrait se décider, une fois pour toutes, à laisser là tout le bavardage sur l'Etat, surtout depuis la Commune qui déjà n'était pas un Etat au sens propre du mot. Les anarchistes nous ont déjà suffisamment cassé la tête avec l'« Etat populaire », bien que déjà l'écrit de Marx contre **Proudhon** et après cela le Manifeste communiste disent expressément qu'à l'avènement de l'ordre socialiste, l'Etat se dissoudra de lui-même et disparaîtra. Comme l'Etat n'est après tout qu'une organisation provisoire, dont on se sert dans la lutte, pendant la révolution, pour abattre l'adversaire par la force, c'est un non-sens que de parler d'un Etat libre populaire. »

C'est, en effet, une absurdité théorique que de parler, soit d'un Etat au-dessus des classes, émanation de la morale et du droit, infiniment perfectible, soit d'un Etat libre, soit d'un Etat populaire, mais cette absurdité correspond à des fins politiques précises : subordonner la classe ouvrière, les masses exploitées, à l'Etat en place, à son armée, à sa police, à sa justice, à tous ses corps constitués, à son administration, etc., prétendument démocratisés. Ce n'est pas que l'Etat bourgeois soit toujours égal à lui-même dans tous les pays et dans tous les temps.

### **La question de l'Etat : évolution des Etats bourgeois**

Engels, critiquant cette fois le projet de **programme d'Erfurt** de 1891, qui devait remplacer l'ancien programme de Gotha, écrit : « L'on fait accroire à soi-même et au parti « que la société actuelle peu à peu pénètre dans le socialisme », sans se demander si par là elle n'est pas obligée de sortir de sa vieille constitution sociale, de faire sauter cette vieille enveloppe avec autant de violence que l'écrevisse crevant la nasse : comme si, en Allemagne, elle n'avait pas en outre à rompre les entraves de l'ordre politique encore à demi absolutiste et, par-dessus encore, indiciblement embrouillé. » Engels poursuit : « L'on peut concevoir que la vieille société pourra pénétrer pacifiquement dans la nouvelle dans les pays où la représentation concentre en elle tout le pouvoir, où, selon la Constitution, on peut faire ce que l'on veut, du moment que l'on a derrière soi la majorité de la nation ; dans les républiques démocratiques comme la France et l'Amérique, dans les monarchies comme l'Angleterre, où le rachat imminent de la dynastie est débattu tous les jours dans la presse, et où cette dynastie est impuissante contre la volonté du peuple. »

A ce point, les partisans des « *voies pacifiques vers le socialisme* » poussent généralement leur cocorico. N'est-ce pas la preuve qu'il est possible de modifier progressivement la société et de « démocratiser » l'Etat ? Engels suppose seulement qu'une telle hypothèse est concevable dans les pays où existe une démocratie parlementaire. La question qui se pose est simplement : l'histoire a-t-elle confirmé une telle « supposition » ? Lénine a déjà répondu à cette question :

*« La révolution prolétarienne est impossible sans la destruction violente de la machine d'Etat bourgeoise et son remplacement par une nouvelle qui selon Engels "n'est plus un Etat au sens propre du mot". Tout cela, Kautsky a besoin de l'escamoter, de l'avilir : sa position de renégat le veut ainsi.*

*« Voyez à quels misérables subterfuges il a recours :*

*« Premier subterfuge... "Ce qui prouve que Marx ne pensait pas à la forme de gouvernement, c'est qu'il estimait qu'en Angleterre et en Amérique la transition pouvait se faire pacifiquement, donc par voie démocratique."*

*« La forme de gouvernement n'a absolument rien à voir ici, car il y a des monarchies qui ne sont pas caractéristiques de l'Etat bourgeois, par exemple celles qui se distinguent par l'absence de militarisme ; et il y a des républiques qui en portent tous les caractères, le militarisme et la bureaucratie par exemple. C'est un fait historique et politique universellement connu, et Kautsky ne réussira pas à le falsifier.*

*« Si Kautsky voulait raisonner d'une façon sérieuse et honnête, il se demanderait : existe-t-il des lois historiques concernant la révolution et qui ne connaissent pas d'exception ? Et la réponse serait : non, il n'y en a pas. Ces lois n'ont en vue que ce qui est typique, ce que Marx a qualifié un jour d' "idéal" au sens du capitalisme moyen, normal, typique.*

*« Ensuite, y avait-il dans les années 70 quelque chose qui fût de l'Angleterre et de l'Amérique une exception sous le rapport envisagé ? Pour tout homme tant soit peu initié aux exigences de la science dans l'ordre des problèmes historiques, il est évident que cette question demande à être posée. S'en abstenir, c'est falsifier la science, c'est jouer avec les sophismes. Cette question une fois posée, on ne saurait douter de la réponse - la dictature révolutionnaire du prolétariat, c'est la violence exercée contre la bourgeoisie ; et cette violence est nécessitée surtout comme Marx et Engels l'ont expliqué maintes fois et de la façon la plus explicite (notamment dans **La Guerre civile en France**) par l'existence du militarisme et de la bureaucratie. Or, ce sont justement ces institutions, justement en Angleterre et en Amérique, qui justement dans les années 70 du XIX<sup>e</sup> siècle n'existaient pas (maintenant, elles existent et en Angleterre et en Amérique). » (La **Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky**.)*

Or, en France, en Espagne, au Chili, ces « institutions » étaient en 1936 comme en 1970, et sont plus que jamais, l'armature du pouvoir d'Etat. La courbe de l'évolution historique montre que depuis les années 1870-1890, dans tous les pays, aux U.S.A., en Angleterre, se sont constitués, en raison du stade où le capital est parvenu, un extraordinaire militarisme, un énorme bureaucratisme, et que là où ils existaient déjà, ils se sont considérablement renforcés. Ainsi, si l'Etat bourgeois évolue, ce n'est pas dans le sens d'une sorte d' « Etat du peuple entier », ce qui n'a aucun sens, mais au contraire dans le sens d'un « Etat libre » qui, comme l'expliquaient Marx et Engels, évolue du bonapartisme plus ou moins affirmé vers des dictatures ouvertes, « des Etats à gouvernement despotique ».

### **Parlementarisme, participation classique des partis ouvriers au pouvoir**

Sans mettre au jour les grandes tendances historiques, il est impossible de s'orienter en politique, et plus particulièrement de mener le combat pour la victoire des intérêts du prolétariat. Mais ces tendances historiques ne se développent pas de façon linéaire et elles se développent à l'échelle mondiale de façon inégale et combinée. De même que la démocratie parlementaire ne s'est appliquée généralement que dans les pays impérialistes dominants et sous des formes spécifiques sous des formes spécifiques qui dépendaient de l'histoire du pays en relation à l'histoire mondiale, de même la liquidation du parlementarisme bourgeois, de la démocratie parlementaire, si elle est une tendance historique, ne se réalise pas sans que se produisent des retours en arrière, partout à la fois, et de la même manière. La bourgeoisie elle-même hésite à confier son Etat aux bandes fascistes, ou aux militaires, ou à un Bonaparte et à sa Société du 10-Décembre. L'expérience historique lui a appris que la démocratie bourgeoise, le parlementarisme, sont des formes de domination politique qui, rodées au cours des années, sont d'une grande souplesse.

Utilisant le Parlement, les différentes couches de la bourgeoisie règlent « démocratiquement » leurs relations et leurs conflits. A vrai dire, le capital financier reste toujours le maître du jeu, et en dernière analyse utilise tous les partis bourgeois. Cependant, les intérêts de chaque couche particulière sont représentés et se font entendre. Le parlementarisme a l'avantage de permettre une certaine représentation des masses des villes et des campagnes, et les échos de leurs intérêts et de leurs besoins se font entendre au Parlement. Ces couches parviennent à arracher accommodements et concessions. Le parlementarisme permet une représentation populaire. Il s'est façonné au cours d'années et d'années d'expérience, de luttes politiques de la bourgeoisie, au sein de celle-ci, et entre les classes. Dans chaque pays capitaliste économiquement développé, il a une histoire et des traditions particulières, et en même temps, l'expérience parlementaire de chaque pays a alimenté la constitution du parlementarisme dans les autres pays. Longtemps, le prolétariat comme classe n'était pas représenté aux Parlements. La classe ouvrière votait pour les partis libéraux et radicaux. La constitution des partis ouvriers a permis au prolétariat d'avoir ses propres candidats et ses propres députés. La bourgeoisie des pays capitalistes avancés, d'abord effrayée de la participation au Parlement des partis ouvriers, aperçut bientôt tout l'avantage qu'elle pouvait en tirer de son côté. Elle parvint à intégrer les partis sociaux-démocrates au parlementarisme bourgeois et, ultérieurement, à la participation au gouvernement. Les partis sociaux-démocrates devenaient des partis ouvriers parlementaires. Au moyen du parlementarisme, la bourgeoisie ouatait, en quelque sorte, les relations entre les classes, sans supprimer les antagonismes fondamentaux. Le prisme du Parlement faisait apparaître l'Etat ainsi que l'Etat de toutes les classes, l'« Etat du peuple entier », obscurcissait la conscience de la division de la société en classes, en imposant l'image prépondérante d'une certaine géographie politique : l'extrême gauche, la gauche, le centre, la droite, l'extrême droite. Le parlementarisme a

même l'énorme avantage de permettre la participation des partis ouvriers au gouvernement bourgeois, ce conseil d'administration de la bourgeoisie, voire la direction de ces gouvernements par les partis sociaux-démocrates.

Lorsque les dirigeants des partis ouvriers participent à des gouvernements aux côtés des partis bourgeois, voire dirigent de tels gouvernements, ou même les forment à eux seuls en respectant les cadres politiques institués, c'est toujours que la société et l'Etat bourgeois sont menacés, d'une façon ou d'une autre, et pour les défendre.

Le plus souvent, de tels gouvernements se sont constitués pour faire face, endiguer une poussée des masses s'exprimant à l'échelle du pays ou à l'échelle internationale. Dans certains cas, la participation ou la direction par les représentants des partis ouvriers de gouvernements bourgeois devenait nécessaire à la bourgeoisie pour faire face à de grandes crises nationales et internationales. Il s'agissait alors de faire appel aux masses exploitées, à leur esprit de sacrifice, à leur dévouement « au service du pays », dans l'union des classes sociales, malgré leur différenciation. Les première et deuxième guerres mondiales ont été des moments de ce genre. Pendant ces guerres, et plus encore pendant la seconde, les représentants des partis ouvriers ont participé à de tels gouvernements au nom de la croisade « des démocraties contre le fascisme ». Le gouvernement Churchill unissait au service de Sa Gracieuse Majesté « tories » et travaillistes. Les représentants du Labour Party siégeaient au gouvernement et Attlee, à l'époque principal dirigeant du L.P., partageait, au moins formellement, la responsabilité de la direction du gouvernement avec Churchill. Il faut se rappeler que le programme du Front populaire en France en 1936 préparait une semblable éventualité. Lorsque Duclos parlait du « Front populaire de la paix », il préparait l'étape suivante. Dès août 1936, **Thorez** appelait à dépasser le Front populaire, par la formation du « Front des Français » qui devait aller de « Thorez à Paul Reynaud ».

A la fin de la guerre et dans l'immédiat après-guerre, les gouvernements d'union nationale en France, en Italie, en Belgique, en Hollande, étaient nécessaires à la bourgeoisie en raison de la poussée des masses et en fonction de la nécessité contradictoire de leur imposer les « sacrifices indispensables à la nation », indispensables à la reconstruction de l'Etat bourgeois et de l'économie capitaliste en ruine. Maurice Thorez résume parfaitement la fonction des gouvernements dirigés de 1944 à fin 1945 par de Gaulle et jusqu'en 1947 des gouvernements tripartites (M.R.P.-S.F.I.O.-P.C.F.), lorsqu'il dit au comité central du P.C.F. en février 1945 : « *Il faut une seule armée, une seule police, un seul gouvernement.* » Il complétait ce que les dirigeants de la C.G.T., alors unifiée, proclamaient : « *il faut produire, produire, la grève est l'arme des trusts.* » A la mort de Maurice Thorez, de Gaulle lui rendit un juste hommage. Il envoya à Jean Thorez la lettre

*« J'adresse à vous-même et aux vôtres mes sincères condoléances dans le deuil qui vous frappe par la mort de votre père. Pour ma part, je n'oublie pas qu'à une époque décisive pour la France, le président Maurice Thorez quelle qu'ait pu être son action avant et après a, à mon appel, et comme membre de mon gouvernement, contribué à maintenir l'unité nationale. »*

En Angleterre, le Labour Party formait après la guerre le gouvernement. Il prenait en charge la tâche de consolider l'économie britannique vieillissante et épuisée par la guerre. Lui seul était en mesure d'imposer aux travailleurs l'« austérité ». Dans les pays scandinaves, des gouvernements formés par les P.S. ont longtemps pris en charge la gestion des intérêts de la bourgeoisie. Au prix de concessions limitées, le capital obtenait la « paix sociale ». Dans tous ces cas de participation aux gouvernements, ou de direction de gouvernements par les partis ouvriers, la bourgeoisie s'en remet au mécanisme « démocratique » pour contenir et refouler le prolétariat et les masses exploitées.

Le fonctionnement normal de l'Etat bourgeois est assuré et les formes démocratiques protègent la dictature du capital et les rapports de production bourgeois.

### **Particularités des fronts populaires**

Les « principes » (pour autant que l'on puisse parler de principes) des programmes et de la politique des fronts populaires, et ceux de la participation ou de la gestion du pouvoir bourgeois par les partis ouvriers sont les mêmes. Dans l'un et l'autre cas, les dirigeants des organisations et partis ouvriers défendent l'Etat bourgeois et sauvegardent la société bourgeoise. Une des différences provient de rapports politiques différents entre les classes et à l'intérieur des classes.

Dans les pays où le mouvement ouvrier est unifié, la constitution de fronts populaires classiques ne se pose pas, bien que la coalition du parti unique de la classe ouvrière et d'un des partis bourgeois dits « de gauche », libéral ou autre, ne soit pas différente dans son contenu fondamental des fronts populaires. Les fronts populaires se forment dans les pays où il existe plusieurs organisations et partis ouvriers, et parfois plusieurs centrales syndicales. Plus précisément, là où aux côtés d'autres organisations et partis ouvriers existe un parti communiste ayant un important rôle politique.

Il faut que se pose la question du front unique des organisations et partis ouvriers pour que se constituent des fronts populaires, et cela dans une situation de crise telle que le prolétariat exige des organisations et partis ouvriers qu'ils combattent ensemble pour former un gouvernement que les masses considèrent comme le leur. Mais les fronts populaires n'unissent pas seulement les organisations et partis ouvriers, ils intègrent des partis bourgeois, leurs programmes sont des programmes de défense de la société et de l'Etat bourgeois. Même lorsque les partis bourgeois inclus dans les fronts populaires sont faibles, même si ce ne sont que des ombres de partis, ils sont indispensables aux coalitions de front populaire, car ils donnent à celles-ci leur sens politique. Ce sont les joints, les anneaux, qui relient les partis ouvriers aux partis bourgeois. Si petits soient-ils, si faibles soient-ils, les partis bourgeois inclus dans les fronts populaires sont des partis du grand capital : le grand capital n'a pas un « parti », utilise tour à tour chacun des partis bourgeois, chacun à son tour ou chacun à sa place pour jouer un rôle particulier. Les fronts populaires sont les réponses mystificatrices traîtresses des dirigeants des organisations et partis ouvriers aux besoins et aux aspirations des masses qui veulent l'unité, qui veulent imposer un gouvernement ouvrier. Les fronts populaires peuvent aller, ainsi que ce fut le cas au Chili, jusqu'à des formules apparemment radicales comme « Etat populaire », « étape vers le socialisme », leur politique vise toujours à contenir les masses et à protéger l'Etat bourgeois. Les fronts populaires ne sont pas égaux à la simple collaboration de classe, les gouvernements de « front populaire » n'égale pas la participation classique à des gouvernements bourgeois. Ce sont des formes politiques qui sont constituées lorsque des crises profondes secouent la société, l'Etat bourgeois, où les masses se mettent en mouvement. Toujours les fronts populaires sont des barrages dressés devant les masses.

Trotsky l'a souligné : le gouvernement Kerensky avait quelque chose d'un gouvernement de front populaire : il était un gouvernement de coalition entre les mencheviques et les partis libéraux bourgeois ; il bénéficiait de la couverture des soviets où ces partis étaient majoritaires ; la contre-révolution parlait au nom de la révolution, et se couvrait de son manteau. Depuis, la révolution d'Octobre a été victorieuse. Rien ne peut effacer que la révolution russe ait été la première révolution prolétarienne victorieuse. Rien ne peut effacer qu'elle ait été la première révolution de la série des révolutions dont l'ensemble constitue la révolution prolétarienne mondiale. Et il ne s'agit pas d'une addition de révolutions, mais d'un processus organique et historique. Inévitablement, toute révolution prolétarienne se réfère à la révolution russe, car elle en est la continuité. Les masses considèrent très généralement les partis communistes comme liés à la révolution d'Octobre 1917. C'est vrai en ce sens que c'est elle qui a été, sur la base de la lutte des classes, à l'origine de leur constitution. Lorsque s'ouvre une révolution prolétarienne, au moins en un premier stade, les masses considèrent que ces partis sont les héritiers du parti bolchevique qui dirigea la révolution d'Octobre. Une partie des masses se tournent vers les P.C. Elles croient qu'ils sont les continuateurs de la révolution russe, que ce sont des partis bolcheviques, qu'ils veulent diriger leur révolution sur le chemin de la révolution russe.

Tout front populaire doit avoir de nos jours la caution d'octobre 1917, et ce sont les P.C. qui la leur donnent. C'est ainsi qu'à l'époque actuelle, la contre-révolution se couvre du manteau de la révolution.

### **Gouvernements de front populaire, ultime recours**

Pourtant, la bourgeoisie craint toujours d'avoir à recourir à des gouvernements de front populaire. C'est une arme ultime qu'elle n'utilise que lorsqu'il lui est impossible d'avoir recours aux solutions politiques classiques. Elle ne redoute pas les gouvernements de front populaire en eux-mêmes. Elle sait parfaitement ce qu'ils sont et ce qu'ils veulent. Elle sait combien ils sont respectueux de l'Etat et de la société bourgeoise. Mais les gouvernements de front populaire impliquent que les masses soient mobilisées. Elles n'ont pas le même respect de l'Etat et de la société bourgeoise, tout au contraire, c'est pour les renverser qu'elles se sont mobilisées. La question de savoir si elles vont subir le carcan du front populaire, et pour combien de temps, reste ouverte. Toutes les expériences de front populaire, en France, en Espagne, au Chili, ont montré la contradiction explosive qui existe entre les aspirations des masses et les fronts populaires. Les masses ont tendance à agir par leurs propres moyens, selon leurs propres méthodes, à l'encontre des gouvernements et de la politique de front populaire. En France, ce fut juin 1936. En Espagne, ce fut la révolution de juillet 1936. Au Chili, les travailleurs occupèrent et contrôlèrent nombre d'usines, d'entreprises, qui n'étaient pas nationalisées, et de nombreuses terres. Les « cordons industriels » étaient des embryons de soviets qui s'opposaient à l'Etat bourgeois. Les relations entre les masses, les partis et les gouvernements de front populaire sont toujours ambiguës et contradictoires. Les masses ont des aspirations directement contraires au contenu des fronts populaires, quel que soit le contenu qu'elles leur attribuent. Instruments du maintien de la société bourgeoise, de défense de l'Etat bourgeois, les gouvernements de front populaire sont donc les instruments de la contre-révolution. Dans tous les pays où de tels gouvernements ont accédé au pouvoir, ils sont entrés en contradiction directe avec le mouvement des masses. Contre les masses, ils ont utilisé tout l'arsenal des moyens politiques, l'encadrement et la pression politique exercée par les appareils des partis ouvriers et des centrales syndicales, mais aussi en Espagne, en France, au Chili, les moyens de l'appareil d'Etat, de la répression, de la violence. Sous l'équivoque du front populaire et de ses gouvernements, s'affrontent révolution et contre-révolution. La tendance des masses est toujours de briser le carcan des fronts populaires et d'engager le processus de la révolution prolétarienne.

Les fronts populaires témoignent à leur façon de la faillite du parlementarisme, de la démocratie bourgeoise.

Leurs initiateurs n'en prétendront pas moins redonner souffle et vie à la démocratie bourgeoise, au parlementarisme. Bien plus, ils prétendent les implanter et les faire vivre là où les moyens matériels et politiques de leur existence n'ont jamais été réalisés. Or, lorsque viennent au pouvoir des gouvernements de front populaire, cela signifie que les conditions d'une existence durable de la démocratie bourgeoise, du parlementarisme, ont cessé d'exister, ou n'ont jamais existé. Lorsque de tels gouvernements sont au pouvoir, la démocratie bourgeoise, le parlementarisme, ne fonctionnent déjà plus de façon classique. La société bourgeoise est en pleines convulsions. La façade parlementaire reste, mais ce sont les appareils des partis ouvriers et des centrales syndicales qui contiennent les masses et étayent l'Etat bourgeois. En juin 1936, en France, le Parlement a joué un rôle de troisième ordre. Ce sont les appareils du P.S. et du P.C.F., qui ont contenu et ensuite refoulé C'est Blum qui, face à la grève, représentait l'Etat. La Chambre des députés, le Sénat, ont été cantonnés, à ce moment, au rôle de chambres d'enregistrement. En Espagne, à partir de juillet 1936, les Cortes n'ont pratiquement joué aucun rôle. Au Chili, les relations politiques furent différentes en apparence, mais de même nature en réalité. Les partis démocrate-chrétien, national, démocrate radical, avaient la majorité au Parlement. Le gouvernement de l'Unité populaire protégea le Parlement contre les masses. Il le maintint en place. Il s'inclinait devant lui (et l'armée). Mais c'était l'Unité populaire qui étayait l'Etat bourgeois, et montait la garde contre les masses autour du Parlement.

Comme dans toute période révolutionnaire, et les gouvernements de front Populaire viennent au pouvoir lors de telles périodes, les libertés démocratiques peuvent n'avoir jamais été aussi développées. Il ne s'agit pas d'un renouveau de la démocratie bourgeoise, ou du parlementarisme. Les masses en mouvement occupent le terrain politique et s'emparent de droits et libertés inconnus jusqu'alors, y compris, éventuellement, celui de s'organiser en comités, en juntas, etc., c'est-à-dire de constituer leurs organismes de classe et de les dresser de façon plus ou moins développée face au pouvoir bourgeois. Ce n'est pas encore le pouvoir ouvrier, l'Etat ouvrier, mais une virtualité, et ce sont déjà des éléments de démocratie ouvrière.

### **Aggravation de la crise des rapports sociaux bourgeois**

La bourgeoisie s'abrite derrière les fronts populaires. Mais la crise de tous les rapports économiques, sociaux et politiques s'aggrave. La bourgeoisie, le capital financier, utilisent les gouvernements de front populaire comme un barrage face à la montée des masses, mais non seulement ils n'y ont recours qu'en dernière instance, mais ils ne peuvent se contenter de ce barrage. De toute manière, ce genre de rapports entre les classes ne peut s'éterniser, et la bourgeoisie craint que les masses ne rompent le carcan du front populaire, ne le disloquent, exigent la rupture des partis ouvriers d'avec les partis bourgeois, arrachent de nouvelles concessions et posent finalement la question du pouvoir en termes d'un gouvernement

ouvrier qui détruit l'Etat, bourgeois, exproprie le capital, s'appuie sur la classe ouvrière et les masses exploitées organisées dans leurs propres organismes de classe.

Pour défendre la société bourgeoise, préserver l'Etat bourgeois, pour contenir et dévoyer les masses, les gouvernements de front populaire sont contraints de faire des concessions aux masses. La politique économique et sociale des gouvernements de front populaire est fatalement facteur de crise économique. Que ce soit en France, en Espagne, au Chili, les mêmes causes ont produit les mêmes effets. Les concessions faites aux masses ne modifient pas la nature du mode de production, et elles sont contradictoires aux exigences de son fonctionnement. C'est toujours trop et trop peu. Le plus souvent, la crise économique a été un des facteurs décisifs de la tension des antagonismes de classes qui ont abouti à la constitution des fronts populaires. Les charges que le front populaire impose au système capitaliste aggravent ses difficultés économiques dans le pays et sur le marché mondial. Lorsque de larges mesures de nationalisation sont obligatoires pour répondre aux aspirations des masses, qu'elles soient faites sans que l'ensemble de la production et de la distribution de l'économie passe sous contrôle ouvrier, sans que les principaux secteurs soient arrachés au capital, sans que l'Etat bourgeois soit détruit et un Etat ouvrier constitué, elles sont des éléments d'anarchie dans la production, qui dans son ensemble reste capitaliste et subordonnée aux lois du profit (sauf naturellement lorsque ces nationalisations, pour des raisons de rentabilité, d'investissement, ou autres, sont désirées par le capital financier lui-même). Les investissements capitalistes s'arrêtent ; les capitaux sont utilisés à spéculer sur tout ; la hausse des prix, l'inflation, sont inévitables ; les matières premières, les marchandises, sont stockées et détournées du cycle normal de la production et de la consommation.

Ce n'est pas tout. Inévitablement, les capitaux fuient les pays où couve, et à plus forte raison où se développe, une crise révolutionnaire. La bourgeoisie n'est pas une classe homogène et disciplinée : chacun pour soi et Dieu pour tous. Toutes les couches de la bourgeoisie, pratiquement chaque capitaliste en particulier, tentent de tirer leur épingle du jeu, de combiner, de spéculer, de mettre à l'abri leur capital argent. En plus, l'économie d'un pays n'est qu'une fraction de l'économie mondiale. Les exportations sont obérées par la hausse des cours, la pénurie, la désorganisation de la production, les importations le sont par la dépréciation de la monnaie nationale, la diminution des réserves d'or et de devises. La pression du capital étranger, des grandes banques et des monopoles les plus puissants sur le marché mondial se fait écrasante.

Ce tableau n'est pas changé. En 1936 en France, à peine la grève générale était-elle canalisée et disloquée que l'inflation et la hausse des prix remettaient en cause les hausses de salaires. La fuite des capitaux avait commencé avant les élections. Et le 28 septembre 1936, c'était la dévaluation du franc. Ce n'est qu'en imposant aux masses de renoncer partiellement à leurs conquêtes, d'accepter une diminution de leur pouvoir d'achat, que le gouvernement Léon Blum redonnait confiance à la bourgeoisie et préparait la... liquidation du gouvernement de Front Populaire. En Espagne, jamais les gouvernements de Front populaire n'ont été capables de réorganiser l'économie. Au Chili, l'effort demandé par le gouvernement de l'Unité populaire à la classe ouvrière et aux masses a permis au cours de la première année d'accroître le produit national brut. Mais déjà, la flambée des prix, la dépréciation de la monnaie, la fuite des capitaux s'accéléraient. Au fur et à mesure où il devint clair que le gouvernement d'Unité populaire ne parvenait pas à refouler les masses, et même de moins en moins à les contenir, l'anarchie économique se développait, la spéculation, le marché noir, s'accroissaient. La fuite des capitaux prenait des dimensions inouïes. Les réserves de change s'épuisaient. Le gouvernement Allende sollicitait, pour combler les déficits des balances commerciales et des comptes, des crédits internationaux aux organismes monétaires internationaux et aux grandes banques privées. Amère ironie, Allende allait jusqu'à demander en 1971 un crédit de 5 milliards de dollars aux U.S.A. pour équiper les forces armées.

En barrant la route du pouvoir à la classe ouvrière, en la subordonnant aux règles d'un parlementarisme failli qui n'est plus qu'une apparence, les fronts populaires ne font qu'aggraver la crise de la société et empêchent la classe ouvrière de la résoudre selon ses méthodes et sur son propre terrain. Par conséquent, ils laissent le champ libre aux « solutions » les plus brutales du capital financier : la dictature ouverte, les diverses variétés de fascisme.

### **Et les « classes moyennes » ?**

Mais, suprême argument des « théoriciens » des fronts populaires, « *les classes moyennes sont attachées à la démocratie bourgeoise, au parlementarisme* » ; « *le prolétariat ne peut prendre le pouvoir sans elles* », et « *elles sont pacifiques* » ; « *elles sont contre la révolution* », « *elles sont contre le collectivisme* ». Ces arguments ne valent pas plus cher que les autres. Les « classes moyennes » sont attachées à la démocratie bourgeoise, au parlementarisme, elles sont pacifiques, en temps normal, lorsque les contradictions de la société bourgeoise sont supportables. Lorsque la crise de la société atteint son paroxysme, elles deviennent tout au contraire littéralement enragées, prêtes aux pires violences. Ce qui s'explique fort bien. Elles occupent une position intermédiaire instable au sein de la société entre le prolétariat et le grand capital. La crise économique et sociale les ruine. La crise politique les affole. Elles n'ont aucune solution propre. Elles deviennent politiquement folles. Tout naturellement, au moins une grande partie d'entre elles sont prêtes à se dresser contre le grand capital. Et tous les mouvements fascistes le savent, qui déploient une démagogie anticapitaliste d'autant plus virulente qu'elle est formelle, et mensongère, pour les attirer à eux. Mais elles sont extrêmement sensibles à l'impuissance du prolétariat à résoudre les questions fondamentales de la société. Les fronts populaires les rejettent obligatoirement du côté du fascisme. Encore une fois, le front populaire empêche la classe ouvrière de prendre le pouvoir, alors que s'aggrave la crise de la société. Les classes moyennes rendent le prolétariat et ses organisations responsables de la crise et de son aggravation. Elles se tournent alors vers le fascisme qui, lui, « agit », « n'hésite pas », « se bat ». C'est une des plus importantes leçons politiques de ces cinquante dernières années. Alors, en effet, la petite bourgeoisie devient la base de masse du fascisme, ou pour le moins appelle de ses vœux une dictature militaire capable d'en finir avec l'agitation sans fin, mais sans perspective, du prolétariat. Chemises noires, Sections d'assaut, ont été recrutées en grande majorité au sein de la petite bourgeoisie désespérée par la crise de la société bourgeoise, mais à laquelle la classe ouvrière désorientée par les dirigeants sociaux-démocrates et du parti communiste allemand apparaissaient incapables d'apporter une solution.

La liaison entre la classe ouvrière et les masses exploitées petites-bourgeoises des villes et des campagnes dépend du programme et de la politique des partis ouvriers. Au nom de l'« alliance avec les classes moyennes », s'aligner sur le programme et la politique des démocrates républicains, c'est à coup sûr se couper des masses petites-bourgeoises. Un des aspects politiques de la crise de la société se manifeste en ce que les partis classiques, qui assumaient le contrôle du

capital financier sur les masses petites, bourgeoises, font faillite, et sont désertés par les masses petites-bourgeoises. En Italie, en Allemagne, en France, en Espagne, au Chili, à chaque fois, cet aspect de la crise politique était constatable. Nous revenons à un problème déjà évoqué : si les partis classiques auxquels la petite bourgeoisie faisait confiance en période calme répondaient toujours à leurs besoins et à leurs espoirs, cela signifierait qu'il n'y a pas de crise sociale profonde, que la société reste stable. Alors, une action réformiste classique dans les cadres bourgeois serait seule à l'ordre du jour. La menace fasciste est la contrepartie de la crise révolutionnaire menaçante.

Les masses petites-bourgeoises ont besoin, cherchent d'autres moyens, d'autres réponses, un autre programme, une autre politique. Toute la situation les y contraint. Le prolétariat peut les leur fournir se situe sur son terrain, car il s'agit d'abord et avant tout de les libérer du poids écrasant que fait peser sur elles le capital financier, et de la crise économique qui les étirent. C'est une question de programme : expropriation des banques, des grandes sociétés, crédits à bon marché, impôts allégés, etc., vont ensemble. Seul le prolétariat est en mesure d'exproprier le grand capital, et de faire fonctionner l'économie sur d'autres bases. S'aligner sur le programme des partis capitalistes démocratiques revient à dire aux masses petites-bourgeoises : vous serez toujours écrasées par le capital financier. C'est une question politique : le prolétariat est-il capable de résoudre ces questions en prenant le pouvoir ? Adopter la politique des partis démocratiques bourgeois, c'est dire aux masses petites-bourgeoises : le prolétariat est politiquement impuissant, vous resterez sous la coupe des politiciens bourgeois plus ou moins véreux et en tout cas totalement faillis. Les conséquences sont inéluctables : rejetée sous la coupe des partis démocratiques bourgeois, sans autre perspective qu'un sombre désespoir, la petite bourgeoisie, qui dans ses grandes masses pouvait être gagnée par la classe ouvrière, ne s'en détourne pas moins des partis démocratiques bourgeois, et est disponible pour être enrôlée et encadrée sous les bannières du fascisme qui développe la démagogie adéquate. Une fois encore, une constatation s'impose : les fronts populaires sont l'antichambre du fascisme. D'autant que l'impuissance politique finit par dérouter et démoraliser le prolétariat lui-même, s'il ne se libère pas du carcan bourgeois, et ne brise pas l'alliance des partis ouvriers et des partis démocratiques bourgeois.

### ***La défense des libertés démocratiques et le prolétariat***

La classe ouvrière ne peut être indifférente à la forme politique de la dictature de la bourgeoisie. Elle ne peut mettre un signe égal entre la dictature ouverte du capital (dictature militaire, bonapartisme, fascisme) et la démocratie bourgeoise, le parlementarisme. Lorsque les fascistes, le corps des officiers, la police, à l'instigation du capital financier, veulent en finir avec la démocratie bourgeoise, le parlementarisme bourgeois, le prolétariat, ses partis et organisations ne sont pas neutres, et ne peuvent l'être. Sauf à se suicider, il leur est impossible d'attendre placidement lorsque les partisans de la dictature ouverte ont décidé de régler son compte à la démocratie bourgeoise, au parlementarisme, le résultat de l'affrontement. D'autant qu'en règle générale, il n'y a pas d'affrontement. C'est le capital financier qui commande, tant aux bandes fascistes qu'aux partis bourgeois. Les dirigeants politiques de ces partis sont brutalement congédiés. Ils s'inclinent au moment décisif, et ils ne peuvent que s'incliner. L'appareil d'Etat bourgeois est pour eux sacro-saint. Ils ne peuvent envisager d'action politique sérieuse qu'au travers et au moyen de l'appareil d'Etat. Or, au moment où les partisans de la dictature ouverte engagent des actions, ou l'action politique, pour prendre le pouvoir, ils le font en liaison avec l'appareil d'Etat, quand ce ne sont pas les forces armées de celui-ci qui passent directement à l'action. C'est là une vieille question quelle que soit la forme nouvelle où elle se présente.

L'exemple évidemment classique est l'exemple de la politique des bolcheviques en août 1917, placés face au coup d'Etat de Kornilov. Le parti bolchevique a appelé à la lutte inconditionnelle contre le coup d'Etat militaire. C'est-à-dire qu'il n'a posé aucune condition politique au gouvernement Kerensky pour participer à la lutte contre Kornilov, pas plus qu'il n'a pris d'engagement vis-à-vis de la politique pratiquée par Kerensky. Le parti bolchevique a appelé les masses à lutter contre Kornilov selon leurs propres méthodes et non sous la bannière, les méthodes, la discipline, du gouvernement Kerensky. Mais même la bureaucratie ultra-réformiste de la centrale syndicale allemande a, en mars 1920, su réagir selon cette méthode politique contre le coup d'Etat militaire dirigé par von Liittwitz et Kapp. Legien, dirigeant la centrale, a pris l'initiative d'appeler à la grève générale qui a brisé le putsch. En février 1934, en France, les ligues fascistes ne sont pas allées jusqu'au bout. Mais, les masses ont contraint les dirigeants à s'engager sur la voie de la riposte en utilisant la méthode du parti bolchevique en 1917 contre Kornilov et de Legien en 1920, contre Kapp. En juillet 1936, en Espagne, spontanément les masses ont également utilisé cette méthode. Revenons à ce qui est fondamental : *« A l'intérieur de la démocratie bourgeoise, se servant d'elle et luttant contre elle, les ouvriers édifient leurs fortifications, leurs bases, leurs foyers, de démocratie prolétarienne. »* Mettre un signe égal entre les différentes formes de dictature ouverte du capital et sa forme démocratique et parlementaire, ainsi que l'**Internationale communiste** le faisait sous la direction de Staline entre 1929 et 1934, revient à mépriser toute l'histoire, toutes les luttes antérieures, toutes les conquêtes du prolétariat, qui en ont fait d'une classe seulement exploitée une classe combattante, d'une classe en soi, une classe pour soi. La « théorie » du « social-fascisme » niait l'histoire, les luttes du prolétariat, et aboutissait, en utilisant les formules les plus radicales en paroles, à la destruction des conquêtes, des acquis, des formes d'organisation de la classe ouvrière.

Les gauchistes d'aujourd'hui dont rien inventé. Ils reprennent en étendant l'application les prémisses « théoriques » qui ont servi à l'élaboration de la « théorie » stalinienne du « social-fascisme ». Pour eux, ce sont toutes les organisations ouvrières - partis et syndicats - qui sont traitées à la façon dont les staliniens traitaient la social-démocratie au cours des années 1929-1934. La méthode est simple : ils prennent un trait, et un seul, des organisations ouvrières traditionnelles, leur lien, leur dépendance à l'égard de la bourgeoisie, le fait qu'elles défendent la société et l'Etat bourgeois, et l'isolent des autres traits. Dès lors, étant donné que les organisations bourgeoises en général, les organisations fascistes en particulier, défendent également la société, l'Etat bourgeois, ils mettent un signe égal. Ainsi, plus rien n'est distingué, ni distinguable. De même en ce qui concerne les conquêtes du prolétariat. Ce ne sont que des fortifications, des bases, des foyers de démocratie ouvrière à l'intérieur de la démocratie bourgeoise. En eux-mêmes, ils n'émancipent pas le prolétariat qui reste dépossédé des moyens de production, obligé de vendre sa force de travail, producteur de plus-value, qui reste subordonné socialement, économiquement, politiquement, à la société bourgeoise, à l'Etat bourgeois. La bourgeoisie est toujours la classe dominante. Dès lors, quelle différence entre la démocratie bourgeoise, le parlementarisme, le fascisme ? Le fascisme n'a d'autre objectif fondamental que de détruire les conquêtes et les organisations du prolétariat. Ne pas voir la différence entre une forme politique à laquelle, *« se servant d'elle et contre elle »*, le prolétariat a arraché ses conquêtes, ce qui lui a

permis de constituer ses organisations, et une forme politique dont le but est de détruire les organisations du prolétariat, de lui arracher ses conquêtes, revient à laisser écraser, pulvériser, atomiser politiquement le prolétariat, sous les coups des fascistes ou des autres formes de dictature ouverte du capital, militaire ou bonapartiste. C'est, par conséquent, permettre que la classe ouvrière soit rejetée des décennies en arrière, c'est concourir à sa destruction en tant que classe combattante, la faire revenir d'une classe pour soi en classe en soi. L'I.C., sous la direction de Staline, a au cours des années 1929-1934 participé de tous ses moyens à cette destruction politique du prolétariat allemand.

Mais alors, n'est-il pas contradictoire de condamner les fronts populaires et de déclarer que ce sont les antichambres du fascisme ? L'Internationale communiste, en préconisant à partir de 1934-1936 la constitution de fronts populaires, n'aurait-elle pas tiré les leçons de ses tragiques erreurs de 1929-1934 ?

Malheureusement non, car c'était une autre façon de subordonner le prolétariat à la bourgeoisie et de l'amener à la défaite. Il faut remarquer d'ailleurs la similitude méthodologique entre les « théories » du « social-fascisme » et des « fronts populaires ». La méthode qui justifie les fronts populaires isole également un aspect d'un ensemble de rapports et se situe non moins en dehors du développement historique concret des conquêtes ouvrières. Les organisations du prolétariat sont présentées ainsi que de simples développements de la démocratie bourgeoise, du parlementarisme, et non ainsi que des fortifications, des bases, des foyers de la démocratie ouvrière édifiés à l'intérieur de la démocratie bourgeoise en se servant d'elle et contre elle. En conséquence, tout est subordonné à la survie de la démocratie et au parlementarisme bourgeois. L'indépendance de classe du prolétariat n'existe plus.

Le mouvement historique du prolétariat est nié. La tendance profonde de la démocratie prolétarienne est, en effet, de se dresser contre la dictature politique de la classe dominante (celle-ci eût-elle une forme démocratique), d'en finir avec elle et de constituer le prolétariat en classe dominante. Le conflit est constant, et en dernière analyse, il ne peut se résoudre pacifiquement, mais par l'affrontement entre classes fondamentales : bourgeoisie et prolétariat. D'une autre façon, mais non moins sûrement que celle du « social-fascisme », la « théorie » des « fronts populaires » désarme politiquement le prolétariat. L'une et l'autre sont contraires au mouvement historique du prolétariat. Elles empêchent de saisir le développement historique et organique du prolétariat, l'unité et les ruptures de son mouvement, de ses organisations, leurs contradictions, les rapports entre les classes et à l'intérieur des classes, qui eux aussi ont une histoire et se développent dialectiquement aux travers des contradictions.

### ***D'accord épisodiques à la constitution d'un front***

Personne ne peut exclure un accord pratique entre organisations ouvrières et partis démocratiques bourgeois contre un coup d'Etat militaire, un assaut fasciste, la venue d'un Bonaparte, ou même des atteintes aux libertés démocratiques. Encore convient-il de rappeler que la tendance profonde des partis démocratiques bourgeois est de s'incliner devant les ordres du capital financier. Mais on ne saurait nier absolument cette éventualité.

*« Les bolcheviques ont passé des accords d'ordre pratique avec les organisations révolutionnaires petites-bourgeoises pour le transport clandestin des écrits révolutionnaires, parfois pour l'organisation en commun d'une manifestation dans la rue ou pour riposter aux bandes pogromistes. Lors des élections à la Douma, ils ont eu recours dans certaines circonstances et au deuxième degré, à des blocs électoraux avec les mencheviques ou avec des socialistes révolutionnaires. C'est tout. »*

Remarquons, avant de poursuivre, qu'il s'agissait de partis ouvriers ou petits-bourgeois, et non de partis du capital financier tel que le parti radical en France.

*« Ce genre d'accords et de compromis épisodiques strictement limités à des buts précis – Lénine n'avait en vue que ceux-là – n'avaient rien de commun avec le Front Populaire qui représente un conglomerat d'organisations hétérogènes, une alliance de classes différentes liées pour toute une période – et quelle période – par une politique et un programme communs – par une politique de parade, de déclamations et de poudre aux yeux. »*  
(Trotsky, **Où va la France ?**)

En aucun cas, une politique et un programme communs ne peuvent être réalisés entre organisations et partis ouvriers qui se réclament du socialisme et des partis bourgeois, sauf à subordonner les intérêts du prolétariat à la société et à l'Etat bourgeois. Cela est d'autant plus clair que l'on revient aux racines de la crise de la démocratie bourgeoise, du parlementarisme, qui met de façon antagoniste à l'ordre du jour ou la révolution prolétarienne, ou la dictature ouverte de la bourgeoisie, bonapartisme, dictature militaire, fascisme. C'est la crise de tous les rapports économiques, sociaux, bourgeois, parvenus au stade de l'impérialisme, du capitalisme pourrissant, qui est à l'origine de la crise de la forme de domination politique démocratique bourgeoise, du parlementarisme.

Cette forme de domination politique de la bourgeoisie devient inadaptée à la solution des rapports internes à la bourgeoisie, aux rapports entre les classes. Le capital financier doit faire prévaloir brutalement ses intérêts, au détriment des intérêts des autres couches de la bourgeoisie, et imposer les charges et conséquences de tous ordres au prolétariat et aux masses exploitées. Il est engagé dans une lutte sans pitié, qui peut être « pacifique » ou armée, mais qui est une lutte à mort avec les impérialismes rivaux. Il n'a pas le choix, instituer un régime politique de dictature ouverte, telle est la seule solution dont il dispose.

De son côté, le prolétariat, en défendant ses conquêtes, les éléments de démocratie prolétarienne qu'il a constitués au sein de la démocratie bourgeoise, tend tout naturellement à les développer jusqu'au terme normal : la prise du pouvoir, la dictature du prolétariat fondée sur la démocratie ouvrière. Tout succès remporté dans la défense des libertés démocratiques par le prolétariat aboutit inéluctablement à engager ce processus. Le front populaire endigue ce mouvement et tend à le refouler. Ainsi que tout front, et non bloc, accords épisodiques, le front populaire doit se réaliser sur une politique, sur un programme, qui ne peuvent être que ceux de la démocratie bourgeoise, du parlementarisme, qui justement sont en faillite. Si bien que cette politique, ce programme, dont la justification est soi-disant de défendre la « liberté », reviennent à exiger des masses qu'elles n'exercent pas pour elles-mêmes les libertés démocratiques conquises au cours de décennies de lutte et par leur action de classe. Ce qui est vrai dans les pays de vieille tradition parlementaire ne l'est pas moins dans ceux où

la démocratie bourgeoise n'existe pas ou n'a existé que de façon épisodique, faute de base matérielle. En effet, dans ces pays, les libertés démocratiques sont toujours arrachées par le premier acte de la révolution prolétarienne. Le prolétariat en quelques semaines, ou en quelques jours, construit les bastions de démocratie prolétarienne que les prolétariats d'autres pays capitalistes ont arrachés au cours de décennies de lutte. Mais c'est un premier acte. La situation ne peut se stabiliser longtemps sur cette base. Ou la révolution fera de nouveaux bonds en avant jusqu'à ce que le prolétariat se constitue en classe dominante ; ou la bourgeoisie contiendra, puis refoulera le prolétariat, en utilisant une combinaison politique du genre front populaire, et aura finalement recours aux forces les plus réactionnaires qui institueront une dictature ouverte broyant le prolétariat, ses organisations, liquidant les libertés démocratiques récemment conquises.

### **La lutte contre les « deux cents familles », les « monopoles »**

Mais les fronts populaires doivent se teinter d'une nuance anticapitaliste, sans quoi les dirigeants des partis ouvriers ne parviendraient pas à les imposer à la classe ouvrière et aux masses exploitées. Il s'agit alors de « la lutte contre les deux cents familles », de « la lutte contre les monopoles », ou encore, de « la lutte contre l'impérialisme et les couches du grand capital qui lui sont liées ». A cela, Trotsky a répondu de façon décisive : « Croire que Herriot-Daladier sont capables de déclarer la guerre aux "deux cents familles" qui gouvernent la France, c'est duper impudemment le peuple. Les deux cents familles ne sont pas suspendues entre ciel et terre, elles constituent le couronnement organique du système du capital financier. Pour avoir raison des deux cents familles, il faut renverser le régime économique et politique au maintien duquel Herriot et Daladier ne sont pas moins intéressés que Tardieu et La Rocque. Il ne s'agit pas de la lutte de la "nation" contre quelques féodaux comme le présente L'Humanité, mais de la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, de la lutte des classes qui ne peut être tranchée que par la révolution. Le complot anti-ouvrier des chefs du Front populaire est devenu le principal obstacle dans cette voie. » (Où va la France ?)

Le capital financier, les « monopoles », les « deux cents familles », etc., n'existent pas en dehors du régime capitaliste dont ils sont l'expression achevée. Tout le fonctionnement du régime capitaliste à l'époque de l'impérialisme conduit aux monopoles, au capital financier. Le capital financier trouve toujours les moyens de contrôler l'économie, de se reconstituer et de se renforcer tant que subsistent les fondements du mode de production capitaliste. La théorie indique, l'expérience prouve, que les nationalisations partielles et limitées, accompagnées de grosses indemnités que les gouvernements de front populaire ont parfois réalisées, n'ont jamais porté atteinte aux fondements du régime capitaliste, ni aux « monopoles », ni au capital financier. Elles furent toujours des vaches à lait du capital financier et réalisées avec son accord. Le plus souvent, ont été nationalisées des industries non rentables et déficitaires du point de vue capitaliste, ou encore des industries de base aux équipements vétustes, entièrement à rééquiper et à moderniser, aux frais de l'Etat, mais indispensables au fonctionnement de l'économie. L'Etat investissait Le capital financier, en utilisant toutes sortes de combinaisons, exploitait.

La coloration anticapitaliste donnée aux fronts populaires est un trompe-l'oeil. On ne lutte pas contre les « deux cents familles », les « monopoles », aux côtés des représentants « démocratiques » des monopoles, des « deux cents familles ». Les gouvernements de front populaire ont au contraire suivi étroitement, y compris sur le plan économique, les intérêts du capital financier. Mais la réciprocité n'est pas vraie pour autant. Le capital financier, les monopoles, les « deux cents familles », ont recours aux fronts populaires lorsque le mouvement du prolétariat, entraînant derrière lui les masses exploitées, met en cause la société capitaliste, l'Etat bourgeois, pour le canaliser et le refouler.

Pourtant, autant par peur des masses, par crainte qu'elles ne brisent le carcan du front populaire, qu'elles ne submergent les obstacles politiques qu'il dresse entre elles et le pouvoir, que pour faire pression sur ces gouvernements, le capital financier organise la fuite des capitaux, la hausse des prix, et quelquefois paralyse l'économie. Car le problème de fond subsiste : les gouvernements de front populaire sont instables. Ils ne peuvent que préparer la solution radicale contre les masses, la dictature ouverte. Les gouvernements de front populaire durent plus ou moins longtemps. Cela dépend d'un ensemble de facteurs nationaux et internationaux. Mais s'ils parviennent à subordonner les masses au maintien de l'ordre bourgeois, à reconstruire ou à protéger l'Etat bourgeois, ils aboutissent toujours et partout à une seule et même conclusion : la dictature ouverte de la bourgeoisie, bonapartisme, dictature militaire, fascisme.

### **L'unité du prolétariat**

Les partisans ouverts ou honteux des « fronts populaires » affirment que ces fronts sont des extensions de la politique de front unique définie par l'Internationale communiste en ses III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Congrès. Rien n'est plus faux. La politique de front unique a été définie en fonction de la nécessité d'engager le combat classe contre classe contre la bourgeoisie. Dans le combat contre le capital, l'unité de classe du prolétariat est indispensable, et d'autant plus qu'il s'agit de lutter pour le pouvoir.

Dès l'aube de l'exploitation capitaliste, les prolétaires ont résisté à cette exploitation. Très rapidement, ils ont commencé à constituer des organisations, à s'organiser ne serait-ce que de façon élémentaire pour lutter contre l'exploitation capitaliste : face à la bourgeoisie qui possède les moyens de production, les ouvriers sans organisation sont une poussière d'individus qui ne possèdent en propre que leur force de travail. Ils sont impuissants. L'organisation est le premier acte indispensable de la constitution du prolétariat en classe consciente d'elle-même et combattant pour elle-même. Pourtant, ainsi que Marx le disait, une classe n'est vraiment consciente d'être une classe que lorsqu'elle combat sur le plan politique de façon indépendante. Le prolétariat ne devient vraiment une classe pour soi qu'au tant qu'il a constitué un ensemble d'organisations qui recouvrent l'essentiel de sa vie sociale et politique : principalement partis et syndicats. Syndicats et partis lui sont indispensables, y compris au cours des périodes de lutte de classes ne posant pas immédiatement la question du pouvoir. Dès cette période, alors qu'il s'agit d'arracher seulement l'amélioration des conditions de travail et de vie, du pouvoir d'achat, d'obtenir droits et garanties, d'arracher des droits politiques, le prolétariat a besoin de s'unifier en tant que classe. Le prolétariat allemand avait construit entre 1871 et 1914 un ensemble d'organisations couvrant tous les aspects de sa vie sociale et politique d'une puissance extraordinaire. L'histoire a démontré que cela ne protégeait pas le prolétariat de l'opportunisme et qu'en conséquence, disposer de puissantes organisations unifiant la classe ouvrière ne garantissait pas la victoire du prolétariat contre la bourgeoisie. La contrepartie, ce fut le développement d'une bureaucratie d'origine ouvrière

considérable, conservatrice de mentalité, et s'adaptant au système social capitaliste, s'y intégrant. Inévitablement, une telle situation devait nourrir des réactions gauchistes, rejetant la nécessité de l'organisation et de l'unité du prolétariat, et se fiant au spontanéisme. Mais la classe ouvrière française, par exemple, ne disposait pas d'un réseau d'organisations comparable à celui dont disposait le prolétariat allemand : les dirigeants de la C.G.T. et du P.S. ne s'en sont pas moins alignés sur leur bourgeoisie dès 1914, et ils ont subordonné à celle-ci le prolétariat français. En Espagne, les « spontanéistes » de la C.N.T. et de la F.A.I. n'en ont pas moins capitulés, et ils sont entrés dans le gouvernement qui reconstruisait l'Etat bourgeois, le gouvernement **Caballero**. L'opportunisme et la capitulation devant la bourgeoisie ne procèdent pas de la puissance, de l'étendue, de la diversité des organisations ouvrières. Renoncer à l'organisation, c'est au contraire accepter la pulvérisation du prolétariat, et donc capituler devant la bourgeoisie, pour éviter le danger de l'opportunisme et d'éventuelles capitulations. C'est Gribouille se jetant à l'eau pour éviter que la pluie ne le mouille.

Tout au contraire, la tension de la lutte des classes, la lutte pour la défense des acquis remis en cause par la bourgeoisie en crise et aux abois, l'actualité de la lutte pour le pouvoir, posent en termes plus brutaux et exigeants la nécessité de l'organisation et de l'unité du prolétariat, à l'époque de l'impérialisme stade suprême du capitalisme, époque des guerres et des révolutions.

L'Internationale communiste a été très rapidement confrontée à ce problème. En période révolutionnaire, la constitution de soviets résout ce problème. En 1917, retrouvant la tradition de 1905 et l'élargissant, les masses de Petersbourg et de l'immense Russie constituaient les soviets. Qu'étaient les soviets ? Trotsky devait l'expliquer plus tard : « *Comme le syndicat est la forme élémentaire de front unique dans la lutte "économique", de même le soviét est la forme la plus élevée du front unique dans les conditions où le prolétariat dans l'époque de la lutte pour le pouvoir.* »

Les soviets de 1905 et 1917 étaient le parlement et l'exécutif révolutionnaires du prolétariat, dans lequel se retrouvaient, y défendant leur programme et leur politique, les partis ouvriers et même petits bourgeois. Ils étaient par excellence le cadre où tout à la fois l'ensemble des représentants du prolétariat, de ses organisations, ses partis, s'affrontaient et où pouvait se nouer accords et compromis. Lorsque Lénine lança le mot d'ordre : « *Tout le pouvoir aux soviets* », il en appelait aux autres partis représentant le prolétariat, qui avaient la majorité au sein des soviets : rompez avec la bourgeoisie, prenez le pouvoir, formez un gouvernement de front unique, un gouvernement responsable devant le parlement et l'exécutif prolétariens, les soviets.

Trotsky poursuit à juste titre : « *Si le parti communiste avait réussi pendant cette période préparatoire à éliminer complètement des rangs ouvriers tous les autres partis après avoir réuni sous son drapeau, politiquement aussi bien qu'organisationnellement, la majorité écrasante des ouvriers, il n'y aurait eu aucune nécessité d'avoir des soviets.* » Ajoutons : pour prendre le pouvoir, mais pour centraliser le pouvoir, l'Etat ouvrier, réaliser la dictature du prolétariat, les soviets sont indispensables.

En effet, l'unité du prolétariat serait réalisée derrière la bannière du parti révolutionnaire, ses mots d'ordre, son programme. En octobre 1917, Lénine était pour la prise du pouvoir immédiate sans attendre la réunion du II<sup>e</sup> Congrès panrusse des soviets, car il estimait que la grande majorité des masses suivraient le drapeau du parti bolchevique. Mais c'est là une situation exceptionnelle qui dans la plupart des cas n'arrive qu'au moment où le parti révolutionnaire prend le pouvoir. Trotsky à juste titre estima en octobre 1917 qu'il fallait faire coïncider la prise du pouvoir avec la réunion du II<sup>e</sup> Congrès panrusse des soviets. Le gouvernement issu de la révolution d'Octobre bénéficiait ainsi de la légitimité et de la continuité soviétiques. D'autre part, le premier gouvernement soviétique comprenait des socialistes révolutionnaires de gauche.

Mais, ajoute Trotsky : « *Comme le montre l'expérience historique, il n'y a aucune raison de croire que dans un pays quelconque, dans les pays de vieille culture capitaliste encore moins que dans les pays arriérés, le parti communiste arrive, surtout avant l'insurrection prolétarienne, à occuper une situation aussi indiscutablement et inconditionnellement dominante dans les rangs ouvriers.* »

La lutte des classes n'attend cependant pas, elle se poursuit. Le parti révolutionnaire, en tout état de cause, ne peut entraîner la majorité, et éventuellement la quasi-totalité du prolétariat qu'en intervenant et combattant dans la lutte des classes, en tenant compte des rapports internes au sein du mouvement ouvrier, tels qu'ils sont à un moment donné, des organisations et partis qui le composent.

### **L'I.C. confrontée au problème du front unique**

Un problème décisif est soulevé : celui des rapports dans lesquels le prolétariat aborde toute nouvelle période de la lutte des classes, toute nouvelle période de sa propre histoire ; comment il s'élève à une conscience politique supérieure ; comment il est soustrait à l'influence des vieilles organisations et partis ouvriers qui, liés à l'ordre bourgeois, ont fait faillite, et passe sous l'influence de l'organisation révolutionnaire qui construit le parti révolutionnaire.

Le prolétariat a son histoire, ses traditions, ses organisations, organisations nées au cours de ses luttes passées et qui les ont dirigées. Le prolétariat ne peut s'engager sur la voie de la réalisation de ses nouvelles tâches politiques qu'en utilisant ses vieilles organisations. D'ailleurs, il s'élève à la conscience de ces nouvelles tâches politiques en partant de ses conquêtes et acquis antérieurs. Parfois, il s'élève à la conscience politique de nouvelles défendant simplement les conquêtes et les acquis antérieurs contre la réaction bourgeoise. Le mouvement du prolétariat est un processus historique et organique qui se développe de façon contradictoire et non une création spontanée. C'est un mouvement dialectique. Mais même ce mouvement, s'il doit être compris et appréhendé ainsi qu'un mouvement global qui concerne l'ensemble du prolétariat, doit être également saisi dans ses diverses composantes. Le prolétariat est la classe la plus homogène de la société bourgeoise, il n'en est pas moins socialement différencié. Il est composé aussi de différentes couches politiques qui résultent de l'histoire politique propre de chaque prolétariat. Les couches politiquement les plus arriérées rejoignent les organisations traditionnelles, en périodes d'agitations révolutionnaires qui mettent en mouvement le prolétariat jusqu'en ses profondeurs, même si celles-ci sont liées au système social et à l'Etat bourgeois. Les raisons en sont simples et compréhensibles : les organisations traditionnelles n'ont pas toujours été liées à la société et à l'Etat bourgeois ; elles ont organisé et dirigé les luttes antérieures du prolétariat ; elles regroupent une grande partie des militants et organisateurs de

la classe ouvrière. D'autres couches militantes sont imprégnées par la politique opportuniste des appareils autour desquels elles se regroupent. Enfin, il y a les appareils eux-mêmes, qui encadrent et dirigent les organisations et partis ouvriers traditionnels. Une faible couche seulement est immédiatement disponible et est prête à rejoindre le parti révolutionnaire ou son noyau. La jeunesse, en revanche, est plus largement et rapidement disposée à s'engager sous le drapeau du parti le plus radical, du parti révolutionnaire.

Très rapidement, le parti bolchevique, l'Internationale communiste, se sont trouvés confrontés à ces données. En Russie, en raison de conditions historiques particulières, le parti bolchevique disposait dès avant la révolution de février 1917 d'une influence immense sur le prolétariat, ainsi que les luttes de la classe ouvrière, les résultats des élections à la Douma ou aux caisses ouvrières le démontraient. Pourtant, après février, les partis socialiste révolutionnaire et menchevique étaient très largement majoritaires à l'intérieur des soviets. Sous une forme spécifique pendant des mois, le parti bolchevique dut opposer à la coalition de ces partis avec les partis bourgeois, la politique de front unique des partis ouvriers : *« Rompez avec la bourgeoisie, prenez le pouvoir, tout le pouvoir aux soviets. »*

La révolution d'Octobre, la prise du pouvoir par le parti bolchevique a donné une fantastique impulsion à la création de partis communistes. La révolution d'Octobre agissait ainsi qu'un puissant aimant et attirait les masses. L'exemple du parti bolchevique fascinait les militants les plus résolus de tous les pays. Pourtant, Trotsky le constate, les vieux partis sociaux-démocrates, réformistes, les appareils des centrales syndicales, ont gardé une très grande influence sur le prolétariat de chaque pays ; le plus souvent, cette influence était largement majoritaire. De plus, la forme la plus évoluée du front unique des partis ouvriers, les soviets, est une forme qui ne se constitue qu'au moment où la révolution prolétarienne déferle. Il devint bientôt clair que les partis de l'I.C., et l'I.C. elle-même, ne pouvaient espérer unifier et diriger la grande majorité du prolétariat de chaque pays à partir de l'impulsion donnée par la révolution russe, et du prestige du parti bolchevique. Il fallait gagner les masses, construire au cours d'une lutte pied à pied de véritables P.C. La lutte des classes n'attendait pas. Faire face à la bourgeoisie, à ses empiétements quotidiens, et plus encore à sa contre-offensive réactionnaire, à son Etat et à ses gouvernements, tel était le problème qui se posait aux masses et aux militants de toutes les organisations, de tous les partis ouvriers. Pour y parvenir, masses et militants avaient besoin de l'unité, ils avaient besoin que les organisations et partis de la classe ouvrière réalisent le front unique.

Le III<sup>e</sup> (juin 1921) et le IV<sup>e</sup> (novembre 1922) congrès de l'I.C. consacrèrent l'essentiel de leurs travaux à la définition de la politique de lutte pour le front unique des partis ouvriers.

Il appartient au IV<sup>e</sup> Congrès d'aboutir à une élaboration claire de cette politique. La « tactique » du front unique avait un caractère stratégique. Elle partait des offres d'unité aux partis sociaux-démocrates, réformistes, aux centrales syndicales dirigées par des appareils conservateurs, sur le terrain immédiat de la défense des libertés, des acquis, des conquêtes de la classe ouvrière, de ses revendications de toutes sortes, afin de mener un combat commun en vue de la défense des acquis et la satisfaction des revendications. Sans conditionner la réalisation du front unique des organisations ouvrières sur ces questions à la réalisation du front unique sur la question du gouvernement, les résolutions du IV<sup>e</sup> Congrès ouvraient la perspective de gouvernements résultant du front unique des partis ouvriers : *« Les partis de la II<sup>e</sup> Internationale cherchent dans ces pays à "sauver" la situation en prêchant et en réalisant la coalition des bourgeois et des partis sociaux-démocrates [...]. A la coalition ouverte ou masquée bourgeoise et sociale-démocrate, les communistes opposent le front unique de tous les ouvriers et la collaboration politique et économique de tous les partis ouvriers contre le pouvoir bourgeois pour le renversement définitif de ce dernier. Dans la lutte commune de tous les ouvriers contre la bourgeoisie, tout l'appareil d'Etat devra tomber dans les mains du gouvernement ouvrier et les positions de la classe ouvrière en seront renforcées. »*

Cette politique se fondait sur les données de la situation objective qui contraignait le capital à remettre en cause toutes les conquêtes économiques et sociales, politiques, du prolétariat.

Les directions sociales-démocrates et réformistes étaient contraintes d'esquisser une résistance, en tout cas les militants et les masses cherchaient obligatoirement les voies et les moyens de résister et d'engager la lutte. C'est ainsi que *« la profonde évolution intérieure provoquée dans la classe ouvrière d'Europe et d'Amérique par la nouvelle situation économique et du prolétariat oblige même les dirigeants et les diplomates des Internationales socialiste et d'Amsterdam à mettre au premier plan le problème de l'unité ouvrière »*. Les résolutions du IV<sup>e</sup> Congrès de l'I.C. estimaient que *« dans la situation actuelle du mouvement ouvrier, toute action sérieuse, même si elle a comme point de départ des revendications partielles, amènera fatalement les masses à poser les questions fondamentales de la révolution »*. Toute revendication importante est contraire aux besoins profonds du capitalisme en crise, et pose la question du pouvoir. De plus, du point de vue politique, subjectif, l'unité a sa dynamique, les masses conscientes de la force que leur donne le front uni des partis ouvriers ont tendance s'orienter vers la lutte pour « leur » gouvernement.

La méthode du programme de transition était élaborée : partir des besoins profonds des masses, économiques, sociaux, politiques, de leurs revendications, et dégager en fonction des données objectives, d'es relations politiques concrètes au sein du prolétariat et des masses exploitées, de la dynamique politique, la voie de la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan ; combiner en un même processus l'action politique pour le front unique ouvrier et la construction du parti révolutionnaire, et non opposer l'un à l'autre.

### ***Toujours le même aboutissant : « Le front populaire est l'antichambre du fascisme »***

La politique des fronts populaires s'oppose radicalement à celle du front unique ouvrier. Le point de départ de cette dernière, c'est la faillite de la société bourgeoise, la décomposition de la démocratie bourgeoise et du parlementarisme, la nécessité pour les travailleurs et les masses de faire front et de se défendre. Défense des masses contre les conséquences économiques, sociales, politiques, du régime capitaliste et offensive pour imposer une solution ouvrière à la question du gouvernement et de l'Etat sont indissolublement liées. Les fronts populaires entendent se situer dans le cadre de l'ordre démocratique bourgeois, ils défendent contre les masses ce cadre, laissant les mains libres aux forces les plus réactionnaires de la bourgeoisie qui préparent ouvertement, ou clandestinement, et au sein de l'appareil d'Etat, la dictature ouverte. Il ne s'agit même pas du type de gouvernement évoqué par les résolutions de l'I.C. : *« Si tout gouvernement bourgeois est en même temps un gouvernement capitaliste, il n'est pas vrai que tout gouvernement ouvrier soit un »*

*gouvernement vraiment prolétarien.* » Ils ne sont même pas ces deux types de gouvernement : « 1) *Un gouvernement ouvrier libéral. Il y a déjà un gouvernement de ce type en Australie. Il est également possible dans un délai proche en Angleterre.* 2) *Un gouvernement ouvrier social-démocrate (Allemagne)* », dont la même résolution disait :

*« [Ces] types de gouvernement ouvrier ne sont pas des gouvernements ouvriers révolutionnaires, mais des gouvernements camouflés de coalition entre la bourgeoisie et les leaders ouvriers contre-révolutionnaires. Les " gouvernements ouvriers " sont tolérés dans les périodes critiques de la bourgeoisie affaiblie pour tromper le prolétariat sur le véritable caractère de classe de l'Etat, ou même pour détourner l'attaque révolutionnaire du prolétariat et gagner du temps avec l'aide des leaders ouvriers corrompus. »*

Mais la crise de tous les rapports bourgeois est là, le parlementarisme est en faillite, les masses s'agitent et combattent les forces bourgeoises les plus réactionnaires qui s'organisent sous le patronage du capital financier.

Cela ne peut se perpétuer. Une solution politique est nécessaire. Les masses n'ont qu'un seul moyen de s'en sortir : briser le carcan politique bourgeois des fronts populaires. Le problème n'est pas celui, *a priori*, de la lutte armée ou non, mais celui de savoir si les masses sont politiquement armées. Si elles disposent d'un programme, d'une politique, d'une organisation, capables d'ordonner leur combat, de le centraliser, de l'orienter sur la voie de la lutte pour un gouvernement ouvrier, la prise du pouvoir. A défaut, si violentes et puissantes que soient les explosions révolutionnaires du prolétariat, des masses exploitées des villes et des campagnes, de la jeunesse, elles ne parviennent pas à briser le carcan des fronts populaires. Alors, l'issue est inévitable et fatale, bien qu'elle puisse avoir des variantes. Au lieu de restaurer la démocratie bourgeoise, le parlementarisme, les fronts populaires et leurs différentes variantes et dénominations masquent ce qui se passe à l'intérieur de l'appareil d'Etat bourgeois, de la police, de l'armée, du corps des officiers, du corps des hauts fonctionnaires, de la magistrature. Dans les profondeurs de l'appareil d'Etat bourgeois, les forces les plus réactionnaires attendent le moment favorable pour intervenir et briser par la violence les masses, noyer dans le sang le prolétariat, détruire ses organisations, y compris celles qui ont participé au fronts populaires.

En même temps, au grand jour, sous le couvert de « *la liberté, de la démocratie pour tous* », l'agitation réactionnaire s'étale, s'organise publiquement, regroupe très officiellement toute la racaille fascisante. Lorsque le capital financier estime que le moment est venu, il n'a plus qu'à donner le signal, et la « *démocratie* » est noyée dans le sang. C'est ce qui s'est produit au Chili.

L'Espagne a connu une autre variante. Rappelons-la : le gouvernement de Front populaire a couvert la préparation du coup d'Etat militaire ; le coup d'Etat militaire a provoqué le mouvement révolutionnaire de juillet 1936, ce qui l'a mis en échec ; le gouvernement de Front populaire ont reconstruit l'appareil d'Etat bourgeois et ils ont réprimé et brisé le mouvement révolutionnaire des masses ; Franco n'eut plus qu'à écraser militairement le Front populaire impuissant et sans objet après qu'il eut porté les coups mortels au prolétariat.

En France, la situation évolua encore différemment. Dès 1937, le Front populaire était en liquidation. C'est le Parlement, « *protégé* » en 36 par le Front populaire, qui renvoyait les gouvernements de Front populaire. Déjà, les masses refluaient. La grève générale du 30 novembre 1938, organisée et préparée de telle façon qu'elle ne pouvait qu'être défaite, portait un ultime coup à la classe ouvrière. Bientôt, ce fut la guerre, la mise hors la loi du P.C.F. et des militants du P.C.F. responsables syndicaux. Après la défaite, la Chambre du Front populaire votait les pleins pouvoirs à Pétain. C'en était fini des libertés démocratiques et du parlementarisme. Le Front populaire, « *du pain, de la paix, de la liberté* » avait conduit : à la guerre, à la suppression de toute liberté, de toutes conquêtes sociales, et même au sens littéral à la mise en cause du pain quotidien.

*« Plus la démocratie est développée et plus elle est près, en cas de divergences profondes et dangereuses pour la bourgeoisie, des massacres et de la guerre civile. » (Lénine.)*

Les fronts populaires surgissent au moment de crise profonde de tous les rapports bourgeois. C'est la réponse traîtresse aux aspirations à l'unité des masses, à leur volonté d'imposer un gouvernement à elles. Ces aspirations, cette volonté des masses de porter des coups décisifs à la société bourgeoise, sont bien des « *divergences profondes et dangereuses pour la bourgeoisie* ». Justement, lorsque les masses par leur action politique imposent « *la démocratie la plus développée, la bourgeoisie prépare les massacres et la guerre civile* ». Les « *fronts populaires* », si l'élan révolutionnaire des masses ne les brise pas, sont bien l'« *antichambre du fascisme* ».

## Union de la gauche : front populaire d'aujourd'hui

### ***Le parti radical hier et aujourd'hui : parti du capital financier***

L'aboutissement est toujours le même le front populaire est l'antichambre du fascisme. Le tragique exemple du Chili l'a de nouveau démontré. Or, à l'horloge de l'histoire sonne à nouveau l'heure des fronts populaires ; en France notamment. L'« union de la gauche » n'est en effet qu'une nouvelle mouture du front populaire. Ses composantes politiques rappellent celles du Front populaire de 1935-1936 : le parti communiste français, le parti socialiste, le parti radical. A cette constatation d'évidence, de subtils analystes politiques, dont certains se réclament même du trotskysme, objectent : *« Mais le parti radical qui participe à l'union de la gauche depuis 1971 n'est plus le parti radical des années 1935-1938. Alors, et depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le parti radical était le principal parti de la III<sup>e</sup> République. C'est ce parti qui dirigeait la plupart des gouvernements de la III<sup>e</sup> République, ou y participait, que ceux-ci soient axés à droite ou à gauche. On peut admettre qu'il était le parti démocratique du capital financier français. Désormais, il n'en est plus ainsi. Les groupes radicaux ne sont plus que des vestiges du passé. Ils ne sont plus "le" parti du capital financier. L'un des deux groupes se rattache aux partis de la V<sup>e</sup> République dont il n'est qu'une brce d'appoint. L'autre groupe, dit des radicaux de gauche, vit à l'ombre du parti socialiste, et à la remorque de l'union de la gauche. En conséquence, un changement qualitatif s'est produit : il n'y a plus vraiment de parti radical parti du capital financier, mais deux groupes marginaux. Hier, le parti radical marquait de son sceau le Front populaire. Aujourd'hui, le groupe des radicaux de gauche est un simple ajout à l'"union de la gauche" qui est essentiellement composée du P.C.F. et du P.S. L'union de la gauche n'est donc pas un front populaire. »*

Que le parti radical ne soit plus que l'ombre du parti qu'il fut sous la III<sup>e</sup> République est évident. La fin lamentable de la III<sup>e</sup> République en 1940 ne pouvait que porter un coup irréparable au parti par excellence de la III<sup>e</sup> République que le parti radical incarnait. Il n'a pas pour autant disparu. La tradition a en politique une grande résistance, lorsque les relations sociales et politiques entre les classes ne sont pas totalement bouleversées. Or, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les rapports entre les classes et à l'intérieur des classes, les relations politiques, ont été tels que le passé sous une certaine forme a survécu.

Les masses, le prolétariat français, se sont, à partir de 1943, relevés de leurs défaites consécutives au Front populaire. Leur mouvement a participé de la vague révolutionnaire qui, à la fin de la guerre, a mis en question les Etats bourgeois et le régime capitaliste en Europe. Syndicats et partis ouvriers se sont reconstruits et renforcés dans la clandestinité. En 1944, le prolétariat français émerge de la guerre fort d'une puissance politique sans égale. Ainsi sur le plan électoral - qui déforme au détriment des masses l'expression des rapports de force : le 21 octobre 1946, aux élections à la première constituante, les députés élus de la S.F.I.O. et du P.C.F. obtiennent la majorité absolue. En revanche, l'Etat bourgeois est disloqué. La S.F.I.O. et le P.C.F. participent, aux côtés du M.R.P., au gouvernement que dirige de Gaulle. Lorsque celui-ci démissionne, au début de 1946, ils forment jusqu'en avril 1947 avec le M.R.P. des gouvernements tripartites, et font voter la Constitution qui institue la IV<sup>e</sup> République. Grâce à leur participation à ces gouvernements, la classe ouvrière est contenue, l'Etat bourgeois reconstruit, avec l'aide des crédits américains et en imposant la politique du « *produire d'abord, revendiquer ensuite* », l'économie capitaliste « redémarre ». Ce que la participation au pouvoir bourgeois des partis ouvriers a commencé, la division imposée à la classe ouvrière à partir de 1947 au nom de la guerre froide, les grèves tournantes de 1947-1948 vont le poursuivre.

Le moment n'est pas encore venu où un régime fort, un régime bonapartiste, doit et peut être imposé aux masses. Au début de 1946, de Gaulle a quitté le pouvoir, conscient que tenter d'imposer une forme de dictature contre les masses au faite de leur puissance, c'est prendre le risque d'exacerber la lutte des classes. Cela aurait en effet risqué de nourrir la tendance à la révolution prolétarienne. Le capital financier français a préféré s'en remettre au tripartisme et faire revivre le parlementarisme. La carte gaulliste n'était pas pour autant abandonnée : en 1947, de Gaulle fonde le Rassemblement du peuple français. Le programme du R.P.F. se résume rapidement : en ce qui concerne les rapports politiques et sociaux en France, Etat fort, « *en finir avec le régime des partis* » l'« *association capital-travail* », c'est-à-dire : liquidation des libertés démocratiques, intégration et destruction des organisations syndicales et politiques de la classe ouvrière, corporatisme. Sur le plan international, défense de l'« Union française », faire prévaloir les intérêts du capital financier français en Europe en empêchant le capitalisme allemand de se relever et de redevenir la plus forte puissance capitaliste d'Europe, en conséquence, déploiement d'une politique nationaliste et chauvine. Cette politique ne correspondait pas aux possibilités de l'impérialisme français, tant en fonction des rapports entre les classes en France qu'en fonction des rapports à l'intérieur du système impérialiste. L'« Union française » ne pouvait être défendue que dans le cadre de l'alliance Atlantique avec le soutien de l'impérialisme U.S., donc de la politique U.S. dans le monde et en Europe, pour impulser l'économie capitaliste française. Les injections de crédits américains restaient indispensables, avec le plan Marshall, pour impulser l'économie capitaliste française. La participation de la S.F.I.O. au pouvoir pendant la « guerre froide » était un impératif catégorique découlant des rapports entre les classes, bien que la politique de pression du P.C.F. sur la bourgeoisie au moyen d'une succession de grèves tournantes n'ait pas remis en cause l'Etat et le pouvoir bourgeois. Le R.P.F., le pouvoir fort, le nationalisme ne correspondaient pas aux exigences du moment. Le démarrage tonitruant du R.P.F. en 1947, ses succès électoraux aux élections municipales d'octobre 1947, ont fait long feu. Le capital financier l'abandonnait définitivement : la « troisième force » devenait sa formule politique du moment. Bloc politique formé du M.R.P. et de la S.F.I.O., auquel les rescapés du parti radical, les débris des vieilles formations de la III<sup>e</sup> République participaient, plus quelques groupuscules bourgeois, telle l'Union démocratique et socialiste de la Résistance, de François Mitterrand en 1951. Un formidable trucage électoral - la loi des apparentements - donnait la majorité des députés à la troisième force, laminait le R.P.F. et le P.C.F. Mais de son côté, la S.F.I.O. était rejetée dans l'opposition, après avoir été au premier rang de la troisième force. Peu après, de Gaulle dissolvait le R.P.F. Nombre des « compagnons députés » se ralliaient aux gouvernements de troisième force. Dans l'immobilisme, l'impuissance, la IV<sup>e</sup> République agonisera encore sept ans jusqu'en mai-juin 1958.

Cette conjoncture politique a donné aux partis moribonds de la III<sup>e</sup> République - dont le parti radical - l'occasion de jouer à nouveau un important rôle politique, car ils étaient indispensables au fonctionnement de la IV<sup>e</sup> République. Pendant les années de IV<sup>e</sup> République, de René Mayer jusqu'à Bourgès-Maunoury, en passant par Queuille, Mendès France, Edgar Faure, Félix Gaillard, nombreux vont être les présidents du Conseil radicaux, et plus nombreux encore les ministres.

La fin de la IV<sup>e</sup> République, non moins lamentable que celle de la III<sup>e</sup>, devait nécessairement porter un nouveau coup, très dur, aux partis et organisations bourgeois, au premier rang desquels le parti radical.

Bien plus, la S.F.I.O., en tant que parti ouvrier-bourgeois parlementaire, est morte du fait que son secrétaire général d'alors, Guy Mollet, a ouvert en 1958 les avenues du pouvoir à de Gaulle et qu'il a été l'un des maîtres d'œuvre de la Constitution de la V<sup>e</sup> République. Mais il y a place au sein de la classe ouvrière et des masses pour un parti de tradition socialiste, et le capital financier a besoin d'un tel parti tant que la classe ouvrière et ses organisations ne peuvent être brisées. Le P.S. a surgi des cendres de la S.F.I.O. Ce n'est plus la vieille S.F.I.O., vieux parti ouvrier social-démocrate. Le P.S. est un conglomérat de différents courants aux origines diverses. Occupant la place et remplissant les fonctions de la S.F.I.O., il n'en recueille pas moins - en partie - son héritage, et doit être caractérisé comme un parti ouvrier bourgeois au même titre que le P.C.F.

Certes, le problème ne peut être posé de la même façon en ce qui concerne le parti radical, formation bourgeoise disloquée : il ne peut absolument pas retrouver une influence de masse, une large assise. Ce serait une erreur d'en conclure de « gauche » et de « droite » n'ont plus aucun rôle politique à jouer. Si les dirigeants P.C.F. ont fait le maximum pour que le groupe numériquement insignifiant des radicaux dits de gauche signe le « programme commun », ce n'était pas un acte politique gratuit. Le parti radical, dont le M.R.G., reste un des partis du capital financier. *Le capital financier utilise tel ou tel parti bourgeois, telle ou telle formation bourgeoise, et tous à la fois, en fonction de la conjoncture et des exigences politiques du moment.* L'intégration des radicaux dits de gauche au sein de l'« union de la gauche », formellement sur un pied d'égalité avec le P.S. et le P.C.F., était nécessaire pour affirmer la nature de l'« union de la gauche » en tant que regroupement se situant dans la tradition bourgeoise, respectant et défendant l'ordre, l'Etat, le pouvoir bourgeois. C'est une ouverture vers tous les autres partis et organisations bourgeois. En cas d'effondrement de la V<sup>e</sup> République, quels seront les organisations et partis bourgeois qui subsisteront ? Au cas où un retour au parlementarisme se révélerait nécessaire, quels organisations et partis bourgeois incarneront la tradition « républicaine » ? Si faibles qu'ils soient, la participation des radicaux de « gauche » à un gouvernement aux côtés du P.S. et du P.C.F. suffirait à donner le caractère de gouvernement de coalition entre les partis bourgeois « républicains », « démocratiques », à un tel gouvernement. Les radicaux de gauche constituent un pont vers les autres partis bourgeois. L'« union de la gauche » est une nouvelle mouture du front populaire. Pour affirmer ce caractère, les dirigeants du P.S. et du P.C.F. y ont fait participer le M.R.G. Alliance politique de type front populaire, l'« union de la gauche », au cas où les circonstances politiques l'exigeraient, formerait un gouvernement de type front populaire largement ouvert à droite.

### **Au bout : la catastrophe ...**

Le programme de l'union de la gauche est tout aussi significatif. Actuellement, le P.C.F. exige la « *re-discussion* » de certaines de ses parties. Cela ne changera pas sa nature. Elle ne dépend pas de l'extension des nationalisations, ou de telle ou telle réforme, si importantes puissent-elles être, mais des dispositions prises par rapport à l'Etat, à ses institutions, à ses corps constitués, l'armée, la police, l'administration, la magistrature, etc.

Le programme commun de gouvernement ne se propose même pas d'en finir avec la V<sup>e</sup> République, tout au plus de l'amender, et d'y introduire une certaine dose de parlementarisme ; quant à l'Etat, il restera intact, « démocratisé ».

L'article de Gilles Masson que *Les Cahiers du communisme* de juillet-août 1977 ont consacré à la « *re-discussion* » du programme commun de gouvernement, et qui a fait beaucoup de bruit, est encore plus net : « *Une transformation démocratique du fonctionnement des institutions n'appelle pas de révision constitutionnelle d'ensemble par le biais d'une Constituante. Militer actuellement pour une Constituante pourrait laisser croire que le régime actuel est fidèle au texte de la Constitution. Or, la légalité, fût-elle la leur, est contradictoire et gênante pour les monopoles. Le référendum constitutionnel, les responsabilités du Premier ministre, le refus du gouvernement d'engager dès après sa nomination sa responsabilité devant l'Assemblée nationale, sont plus que de simples déviations, des violations de la loi par le régime lui-même ; le retour au respect de la lettre de la Constitution permettrait déjà des changements.* »

On ne peut clamer avec plus de conviction : « *Vive la V<sup>e</sup> République !* »

Toutes les autres parties du programme commun ne sont là que pour faire « passer » la défense des institutions, des corps constitués, des organes de l'Etat bourgeois. Considéré dans son ensemble, le programme commun semble incohérent, éclectique, un fouillis. A la vérité, ce programme est inapplicable : c'est aussi qu'il n'est pas fait pour être appliqué. L'« union de la gauche » et son programme ont été constitués ainsi qu'une ultime ligne de défense de la V<sup>e</sup> République, à la crise révolutionnaire, à la révolution prolétarienne. De là l'incohérence « programmatique » du programme de l'« union de la gauche ». Incohérent en tant que programme, il répond à une logique politique extrêmement claire. Cette incohérence ne serait pas moins, en cas de venue au pouvoir de l'« union de la gauche », lourde de conséquences économiques, sociales, politiques. Le programme de nationalisations plus ou moins appliqué sans que soit remis en cause le fait que le moteur de la production est l'extraction et la réalisation de la plus-value, l'anarchie économique qui en résulterait, la fuite des capitaux en raison des circonstances économiques et politiques, l'accentuation du déséquilibre des balances commerciales et des comptes, conduiront inéluctablement à une crise économique et financière profonde et grave.

Actuellement, les contradictions du mode de production capitaliste ont atteint un point de tension extrême. Une crise économique et financière rampante sévit de façon endémique. Un événement contingent peut libérer et faire exploser ces contradictions. Or, la venue au pouvoir d'un gouvernement de l'union de la gauche-front populaire résulterait d'une exacerbation extrême de la lutte des classes. Il viendrait au pouvoir afin de défendre l'ordre, le pouvoir, l'Etat bourgeois. Les concessions qu'éventuellement il devrait faire aux masses pour les contenir exacerberaient encore toutes les tensions économiques, sociales et politiques. Il tenterait d'interdire à la classe ouvrière d'utiliser les moyens, la méthode, la ligne politique qui seuls peuvent résoudre les contradictions économiques : détruire l'Etat bourgeois, constituer un Etat et le pouvoir ouvrier, porter au pouvoir un gouvernement ouvrier, exproprier le capital, planifier sous contrôle ouvrier l'économie. et la faire fonctionner en fonction des besoins des masses et non plus de la production et de la réalisation de la plus-value, le tout impulsant un processus révolutionnaire qui s'étend à l'Europe et dont l'un des principaux objectifs doit être la

constitution des Etats-Unis socialistes d'Europe. *Un gouvernement de l'union de la gauche-front populaire précipiterait la crise économique et sociale sans être capable de la résoudre, ni du point de vue de la classe ouvrière, ni du point de vue du capital.*

L'union de la gauche-front populaire ne vise pas d'ailleurs en tant que telle à accéder au pouvoir. Son objectif est d'empêcher que la crise du système politique de domination de classe en place en France, la V<sup>e</sup> République, ne débouche sur l'ouverture d'une crise révolutionnaire. C'est en relation - et en réaction - avec la nouvelle période de la révolution prolétarienne ouverte en 1968 qui trouve son expression la plus concentrée en Europe, que l'union de la gauche-front populaire a été constituée. Pour le comprendre, il suffit de saisir dans son unité et sa diversité le développement dans le temps et l'espace de la révolution prolétarienne mondiale.

### **Une nouvelle période de la révolution prolétarienne**

Comme nous l'avons vu au chapitre 1 les dirigeants de la révolution russe Lénine et Trotsky espéraient que la révolution allemande relancerait la révolution russe rapidement, qu'elle s'étendrait dans des délais relativement courts à l'Europe. Lénine et Trotsky avaient raison de s'orienter sur cette perspective : entre 1917 et 1938, les situations révolutionnaires, les crises révolutionnaires, les révolutions n'ont cessé de se produire en Europe, et pas seulement en Europe, de la révolution allemande de 1918-1919 à la révolution espagnole de 1936-1937. Mais le vieux monde était armé pour résister aux assauts révolutionnaires, tandis que la classe ouvrière ne l'était pas ou mal pour vaincre. Les vieilles organisations ouvrières sociales-démocrates défendaient efficacement l'ordre bourgeois. Les partis communistes n'existaient pas ou étaient des partis manquant d'expérience et de maturité politique, y compris le plus puissant d'entre eux, le parti communiste allemand. Le mort a fini par saisir le vif : les défaites du prolétariat européen ont isolé la révolution russe, entraîné sa dégénérescence, la formation d'une bureaucratie parasitaire et contre-révolutionnaire en U.R.S.S., la dégénérescence du parti bolchevique, la subordination de la III<sup>e</sup> Internationale à cette bureaucratie. La **III<sup>e</sup> Internationale**, les P.C., devenaient les agents contre-révolutionnaires du Kremlin et les organisateurs des plus tragiques défaites que le prolétariat ait jamais subies. Telle a été la dialectique de l'histoire.

Mais, en 1943, la marche de la lutte des classes s'inversait. La force des rapports de production nés de la révolution d'Octobre et rattachement des masses d'U.R.R.S. à ces rapports de production, conjugués aux contradictions impérialistes, ont brisé la machine de guerre de l'Allemagne nazie, de l'Italie et du Japon. Tout le système impérialiste en a été ébranlé et disloqué. L'« ordre européen » reposait, depuis l'occupation de la plupart des pays d'Europe par l'impérialisme allemand, sur les épaules de ce dernier : il s'effondrait avec lui. La révolution prolétarienne était à nouveau à l'ordre du jour. La conjonction de l'action de l'impérialisme U.S., de la bureaucratie du Kremlin, des P.C., des partis sociaux-démocrates, des appareils syndicaux l'a certes endiguée.

A Yalta et à Potsdam, un nouvel ordre européen a été mis en place, fondé sur la division de l'Europe et de l'Allemagne en deux. L'action politique des P.C. a permis la reconstruction des appareils d'Etat bourgeois en Italie, en France, etc. La bureaucratie du Kremlin bénéficiait aux yeux des masses européennes du prestige usurpé de la victoire remportée sur l'impérialisme allemand. Le prolétariat de l'U.R.S.S. était une fois encore épuisé. La bureaucratie du Kremlin avait les mains libres en U.R.S.S. et en Europe de l'Est ; elle était au sommet de sa puissance politique.

Mais la portée des mouvements de masse qui, à partir de 1943, se sont développés en Europe et dans le monde, ne s'est vraiment révélée qu'en 1953. En juin 1953, le prolétariat de l'Allemagne de l'Est se dressait contre la bureaucratie du Kremlin. Il ouvrait la voie au mouvement révolutionnaire d'octobre 1956 en Pologne, à la Révolution des conseils ouvriers en Hongrie en novembre 1956. C'était là le mouvement qui dresse les masses contre les bureaucraties parasitaires et tend à les renverser, le mouvement de la révolution prolétarienne qui reprend vie et s'attaque à la réaction thermidorienne. Il va vers la restauration ou l'instauration de la démocratie soviétique en chassant du pouvoir la caste bureaucratique qui l'usurpe.

La révolution politique commençait. C'était un tournant historique. D'autant qu'en août 1953, en France, se produisait une grève générale spontanée, que d'autres mouvements avaient lieu en 1953 et en 1957, que l'impérialisme français subissait l'historique défaite de Dien Bien Phu. Ces événements n'étaient pas indépendants les uns des autres. Des liens internes profonds les unissaient. Les uns et les autres participaient de la crise conjointe du système impérialiste et des bureaucraties parasitaires dont, au premier chef, celle de la bureaucratie du Kremlin. La véritable disposition des forces de classe à l'échelle mondiale commençait à apparaître au grand jour. Les véritables rapports entre l'impérialisme, les bureaucraties, leurs agences, d'un côté, et le prolétariat mondial de l'autre, commençaient à s'éclaircir.

Les rapports entre les classes et à l'intérieur des classes qui se dégageaient alors annonçaient ce que cristallisera l'année 1968. Cependant, le cours de la lutte des classes n'est pas uniforme et rectiligne.

Le prolétariat, les masses exploitées, ont subi, à la fin des années 50 et au début des années 60, d'importantes défaites. La bureaucratie du Kremlin a écrasé militairement la révolution hongroise, de Gaulle a accédé au pouvoir en France : l'impérialisme reprenait, dans une certaine mesure, l'initiative. Les bourgeoisies européennes espéraient infliger aux prolétariats, de leurs pays des défaites décisives. De son côté, l'impérialisme américain s'orientait vers une politique agressive en Asie. Il en mettait en place les éléments. Il concourait à la préparation du coup d'Etat militaire qui devait renverser Sukarno et à la suite duquel des dizaines de milliers de militants du parti communiste indonésien, des centaines de milliers d'ouvriers, et de paysans, ont été massacrés. Il est intervenu de plus en plus massivement au Vietnam. Le dispositif militaire qu'il mettait en place en Indochine complétait l'encerclement militaire de la Chine, et la menaçait d'une intervention militaire directe. La bureaucratie du Kremlin entreprenait tout ce qui était en son pouvoir pour isoler politiquement et économiquement la Chine. L'impérialisme américain a soutenu les cliques militaires qui ont organisé des coups d'Etat en Amérique latine, en Asie, en Afrique. L'Europe était aussi un de ses champs d'action contre-révolutionnaire. Franco et Salazar bénéficiaient toujours de son soutien. En Grèce, après quelques années de vie politique « plus démocratique », un autre coup d'Etat militaire écrasait à nouveau les masses grecques. Le prolétariat européen et mondial allait-il subir une nouvelle période d'écrasements comparables à ceux des années d'avant la Seconde Guerre mondiale ? Les attaques des bourgeoisies européennes et des autres continents, la politique de l'impérialisme américain, malgré les

défaites et les durs coups assenés aux masses, n'ont pu amoindrir la puissance du prolétariat, la force des positions reconquises et conquises depuis 1943. Les faiblesses et contradictions de toutes les bourgeoisies européennes s'aggravaient. La coalition atlantique se fissurait. A l'intérieur de la bourgeoisie américaine, les conflits et oppositions s'accroissaient. Les problèmes de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites, ainsi que de la bureaucratie chinoise, s'aggravaient. Tout cela sur la toile de fond de la puissance du prolétariat, de la force de ses positions acquises.

Alors que l'impérialisme, à la faveur de l'écrasement de la révolution hongroise sous les coups de la bureaucratie du Kremlin, de la défaite pour la classe ouvrière française que représentait la prise du pouvoir par de Gaulle, s'efforçait d'utiliser ces avantages, la classe ouvrière, les masses, résistaient. De puissants mouvements se déclenchaient. Pour ce qui est de l'Europe de l'Ouest : grève générale belge de la fin 1960 au début 1961 ; redressement et nouvel élan du prolétariat grec qui créait en 1964-1965 une situation prérévolutionnaire que le coup d'Etat préventif empêcha de se transformer en crise révolutionnaire ouverte ; grève générale des mineurs français de mars-avril 1963, qui portait un coup fatal à la politique de destruction du mouvement ouvrier en France ; nouvel éveil du prolétariat espagnol ; combat d'envergure que la classe ouvrière allemande engageait afin d'arracher la satisfaction d'importantes revendications ; grèves des marins britanniques en 1965, etc. Au Vietnam, les masses s'engageaient dans une nouvelle guerre révolutionnaire et résistaient héroïquement à l'agression de l'impérialisme U.S. La révolution cubaine éclatait et expropriait l'impérialisme et la bourgeoisie compradore. Sur ce fond de l'activité du prolétariat international, un phénomène particulier se dessinait à partir des luttes que les étudiants engageaient au Japon : la formation et l'intervention d'un mouvement étudiant de masse. La puissance du prolétariat des U.S.A. restait intacte. Quant à l'U.R.S.S. et à l'Europe de l'Est, les convulsions de la bureaucratie du Kremlin, que la liquidation de Khrouchtchev soulignait, se poursuivaient et démontraient que les bureaucraties satellites étaient incapables de maîtriser les rapports sociaux en U.R.S.S. et en Europe de l'Est. Tout juste leur était-il possible de juguler, de contenir sous la dalle de la répression les antagonismes sociaux. Les vicissitudes et l'histoire tourmentée de la bureaucratie chinoise démontraient qu'il en était de même en Chine. En revanche, dans ces pays, un gigantesque prolétariat s'est développé, dont la puissance énorme s'exprime dans une résistance sourde à la bureaucratie, et qui peut se transformer rapidement en énergie révolutionnaire.

Au total, les charges explosives se sont accumulées au sein de la vieille société capitaliste, en U.R.S.S., en Europe de l'Est, en Chine ; les antagonismes se sont accentués entre les classes, mais aussi à l'intérieur de chaque classe dominante et dans les rapports entre les pays capitalistes ; de même, au sein de la bureaucratie du Kremlin et de chacune de ses bureaucraties satellites, comme à l'intérieur de son appareil international. Les puissantes explosions de classe de 1968, la grève générale française, le mouvement révolutionnaire des peuples et des prolétariats de Tchécoslovaquie, ont redonné l'initiative au prolétariat. Toutes les tendances que les grands mouvements de classe des années 1953-1956 ont dégagées ont resurgi, mais beaucoup plus marquées et développées. Une nouvelle période de la lutte des classes mondiale s'est ouverte, qui accentue la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin. Manifestement, une nouvelle période de la révolution prolétarienne mondiale s'est ouverte, dont l'enjeu est le renversement du système capitaliste, de l'impérialisme et, conjointement, des bureaucraties parasitaires dans les pays où le capitalisme a déjà été exproprié. Tous les continents, tous les prolétariats, sont concernés.

Mais, en Europe, elle atteint son plus haut degré de concentration. En Europe, les contradictions économiques, sociales et politiques qui sont à l'origine de la révolution prolétarienne, et qu'elle doit résoudre, atteignent leur plus haut degré de concentration et d'imbrication.

### **La chaîne européenne**

Aux anciennes et classiques contradictions de l'Europe s'ajoutent de nouveaux problèmes. Non seulement la vieille question européenne n'a pas été résolue, mais elle s'est considérablement aggravée. Nulle part plus qu'en Europe la contradiction entre la propriété privée des moyens de production, l'étroitesse des frontières nationales et le développement des forces productives n'est aussi aiguë. L'Europe capitaliste, l'Europe et sa mosaïque de frontières nationales, est inéluctablement vouée à la décadence.

La bourgeoisie a démontré qu'elle était incapable d'unifier l'Europe. Toutes ses tentatives revenaient à imposer l'hégémonie d'une grande puissance sur les autres, que ce soit l'Allemagne, ou, plus médiocrement, à la fin de la Première Guerre mondiale, la France. L'unité de l'Europe sous l'égide d'une grande puissance impérialiste signifiait obligatoirement : oppression nationale sur les autres peuples, pillage, et subordination de leur économie, de leur vie politique et culturelle aux exigences de la puissance dominante. Finalement, les rapports économiques et politiques en Europe et dans le monde vouaient au désastre ces tentatives.

La dernière tentative, l'Europe d'Hitler, fut un tragique et sanglant épisode, qui n'a laissé que deuils et décombres fumants.

Mais depuis ? L'économie européenne ne s'est-elle pas constituée, ainsi qu'une unité cohérente et indépendante, ou n'est-elle pas en voie de l'être ? L'Europe des Six et ensuite l'Europe des Neuf n'est tout au plus qu'une partie de l'Europe. Elle laisse en dehors toute l'Europe de l'Est, dont l'U.R.S.S. La géographie et l'histoire, le développement des rapports économiques et de la division internationale du travail, ont, depuis des centaines d'années, établi la complémentarité de l'Europe de l'Est et de l'Ouest, leur unité organique. La coupure en deux de l'Europe, qui passe au cœur de l'Allemagne, pays déterminant à tous égards en Europe, va à l'encontre du progrès historique. Elle constitue une anomalie historique, produit de la combinaison de l'action contre-révolutionnaire de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, qui pour maîtriser le prolétariat européen l'ont coupé artificiellement en deux.

Sans doute, le prolétariat ne prend pas le pouvoir simultanément dans tous les pays, l'expropriation de la bourgeoisie ne suit pas un cours logique et continu. La sinuosité du cours de la révolution prolétarienne est inévitable. Elle implique des coupures, partielles ou totales, mais provisoires, qui semblent, a priori, aller à contre-courant de l'unification des rapports économiques, et autres, à l'échelle internationale. L'U.R.S.S. a été obligée de se protéger de la pénétration des marchandises et des capitaux des pays capitalistes, d'instituer le monopole d'Etat du commerce extérieur pour être à même de planifier son économie. La nature différente des rapports sociaux de production de l'U.R.S.S. et des pays capitalistes limite obligatoirement les rapports économiques. Mais cette coupure n'est pas un acquis, tout au plus un mal nécessaire afin

d'éviter un plus grand mal. C'est une contrainte qui prouve que la révolution prolétarienne est limitée, inachevée, instable, fragile, soumise à des reculs et susceptible de subir de terribles déformations. Etendre les nouveaux rapports de production aux autres pays est l'impératif catégorique de la formation d'une économie qui intègre les acquis de la division internationale du travail débarrassée des contradictions et entraves de la propriété privée des moyens de production et de l'étroitesse des frontières nationales. Alors, les fondements économiques du socialisme existeront, c'est-à-dire d'un monde nouveau, où l'humanité fera des progrès prodigieux. Les bolcheviques estimaient que la situation de l'U.R.S.S., après la révolution d'Octobre, était transitoire, qu'il s'agissait d'un moment du développement de la révolution prolétarienne en Europe et dans le monde.

La coupure de l'Europe en deux systèmes sociaux est d'autant plus insupportable pour les pays de l'Europe de l'Est et l'U.R.S.S., que les rapports de production de ces pays sont ceux nécessaires à l'unification de l'Europe. Ils ont besoin de cette unification. Leur dynamique sociale l'exige. En même temps, de façon générale, les moyens de production y restent considérablement moins développés qu'à l'Ouest. De plus, sous la direction de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites, la gestion de l'économie aboutit à des distorsions catastrophiques, au pillage et à l'oppression nationale. Le nationalisme économique et politique pousse ainsi que du chiendent sur des rapports sociaux de production qui impliquent la coopération internationale et directement européenne. La bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites sont radicalement opposées à la solution conforme aux intérêts du prolétariat, la révolution prolétarienne à l'Ouest. Les nécessités économiques n'en sont que plus brutales. Les bureaucraties parasites de l'Europe de l'Est s'efforcent d'y répondre en appelant au secours, à la « coopération », les pays capitalistes.

La coupure de l'Europe en deux semble être moins grave pour les pays capitalistes de l'Ouest que pour les pays de l'Europe de l'Est dont l'économie est planifiée. La « prospérité » de l'Allemagne de l'Ouest, une des premières puissances économiques du monde, tranche sur les retards, les déséquilibres, les faiblesses irrémédiables de l'Allemagne de l'Est. Le phénomène est plus complexe qu'il n'apparaît. La coupure a accentué la dépendance économique de l'Europe de l'Ouest par rapport au marché mondial. Mais, le système capitaliste, le marché mondial, la division internationale, ce sont des rapports concrets. Les U.S.A. y occupent une place déterminante. La décadence historique des impérialismes européens dont l'origine est l'étroitesse des frontières nationales, l'incapacité d'unifier l'Europe, a été accentuée par la division de l'Europe et de l'Allemagne. Les U.S.A. dépendent du reste de l'économie mondiale, mais l'ensemble de l'économie capitaliste ne dépend pas moins des U.S.A., des besoins et exigences du capital américain, de l'impulsion ou au contraire des contradictions qu'il imprime au système capitaliste. Le redémarrage de l'économie, la reconstruction économique du système capitaliste en Europe et au Japon a été l'œuvre des U.S.A. Aujourd'hui encore, toute crise aux U.S.A. entraînera une catastrophe en Europe et au Japon, ainsi que pour tout le système (la réciproque est également vraie). La C.E.E., à six ou à neuf, ne constitue pas une zone économique homogène. Dès que l'activité économique internationale marque un fléchissement, de redoutables craquements se font entendre au sein de la C.E.E. qui annoncent sa dislocation. Chaque pays capitaliste de la C.E.E. garde ses structures économiques propres, sa politique économique et financière particulière, ses intérêts spécifiques et antagonistes à ceux des autres pays de la C.E.E. Loin d'amener à un affaiblissement des Etats nationaux, la C.E.E. exige au contraire que chacun d'entre eux se renforce et défende les intérêts de sa bourgeoisie nationale. Les institutions européennes sont : soit des façades qui masquent le vide, tel le Parlement européen de Strasbourg ; soit des organismes trompe-l'œil auxquels les syndicats sont associés pour qu'ils cautionnent la « politique européenne » ; soit des organismes qui préparent les compromis constants entre les Etats nationaux, dont vit la C.E.E.

La libre pénétration des marchandises et des capitaux en Europe de l'Est et en U.R.S.S. est toujours un des objectifs majeurs des pays de la C.E.E. Ils s'efforcent collectivement, et chacun pour son propre compte, de rompre les barrages que dresse le monopole du commerce extérieur que détiennent les Etats de l'U.R.S.S. et de l'Europe de l'Est.

Plus s'accroissent les difficultés économiques et les contradictions sur le marché mondial, plus il devient important pour les pays capitalistes européens de « rouvrir » l'est de l'Europe à leurs marchandises et à leurs capitaux. L'Allemagne de l'Ouest a déjà noué d'importantes relations économiques avec les pays de l'Est. Cela exprime sa position centrale et déterminante en Europe, sa puissance économique. Elle tend à renouer les vieux liens et à en tisser de nouveaux.

Une importante crise économique contraindra l'impérialisme U.S. à peser d'un poids écrasant sur l'Europe. La C.E.E. s'écroulera, ainsi qu'un château de cartes. Un nationalisme économique exacerbé s'emparera de chaque Etat bourgeois d'Europe. La coupure de l'Europe en deux systèmes économiques deviendra intolérable, et au premier chef celle de l'Allemagne. La division économique et politique de l'Europe devra cesser.

Certes, les rapports politiques et toutes les super structures sociales reposent sur les rapports de production. Ils en sont des expressions, des manifestations. Lénine disait que la politique, c'est de l'économie concentrée. Cependant, les rapports politiques, l'action politique, la lutte des classes, les luttes à l'intérieur des classes, sont les facteurs actifs, décisifs, par lesquels se réalisent les bouleversements économiques et sociaux nécessaires. C'est cette dialectique qui en 1968 s'est exprimée au travers de la grève générale française et du processus de révolution politique en Tchécoslovaquie, et qui depuis n'a cessé de se développer. Tout mouvement de masse en Europe est un élément d'une unité plus vaste et complexe, la lutte de classe européenne, elle-même composante de la lutte de classe mondiale. Bien que se développant de façon inégale et particularisée, cette lutte de classe est parvenue à un tel point d'homogénéité en Europe que chaque crise révolutionnaire doit être comprise ainsi qu'un chaînon de la chaîne des révolutions qui constituent la révolution européenne. Dans chaque pays européen, tout mouvement de classe important du prolétariat soulève plus ou moins directement la question du gouvernement et de l'Etat, dans le pays où il se produit, mais aussi celle des rapports entre les classes à l'échelle de toute l'Europe, contre la bourgeoisie et les bureaucraties parasites.

### ***Tournant dans la situation mondiale : à l'Ouest...***

Depuis 1968, tous les développements à l'échelle mondiale sont dominés, sinon ordonnés, par la perspective de la révolution européenne. Dans un premier temps, l'impérialisme américain a dû rajuster sa stratégie internationale. A l'orientation de l'encerclement de la Chine, voire de la préparation de la guerre contre celle-ci, il a substitué une politique dont Kissinger et Nixon ont été les initiateurs, qui vise à utiliser à fond contre la révolution menaçante la bureaucratie du

Kremlin et la bureaucratie chinoise. Tel est l'axe de la nouvelle sainte-alliance contre-révolutionnaire, qu'il a réussi à constituer et à animer avec Pékin et Moscou. Grâce à elle, il a pu faire ratifier les accords de Paris par le gouvernement de la République démocratique du Vietnam au bout de cinq années de discussion et de poursuite de la guerre. Signés en janvier 1973, ces accords maintenaient la division du Vietnam, laissaient en place l'administration et le gouvernement de Thieu, renforçaient considérablement son armée qui contrôlait toutes les villes. Les rapports à l'intérieur de la sainte-alliance contre-révolutionnaire sont entièrement à l'avantage de l'impérialisme U.S. Minée, menacée, la bureaucratie du Kremlin a une peur panique de la révolution en Europe et défend inconditionnellement l'ordre mondial impérialiste, l'ordre européen que les accords de Yalta et de Potsdam ont institué. La bureaucratie chinoise n'est pas moins instable et déchirée. L'une et l'autre ont un pressant besoin de l'aide de l'impérialisme, ce qui rend d'autant plus efficace la pression que celui-ci accentue sur elles.

La sainte-alliance contre-révolutionnaire n'est pas toute-puissante. Elle a réussi à porter des coups très durs aux prolétariats, notamment en Amérique latine, dont la terrible défaite subie par le prolétariat chilien. Mais elle n'a pu bloquer la marche à la révolution en Europe et les processus de la lutte des classes dans le monde entier. Bien plus, un tournant dans la situation mondiale s'est produit au cours de ces dernières années. Il exprime et impulse une nouvelle maturation révolutionnaire. La crise politique qui a secoué l'impérialisme U.S. et a amené Nixon à démissionner de la présidence des Etats-Unis est une crise politique fondamentale qui résulte des difficultés que l'impérialisme U.S. éprouve à maîtriser les rapports entre les classes aux U.S.A. et dans le monde, les rapports politiques nationaux et internationaux, en dépit du soutien des bureaucraties du Kremlin et chinoise. L'effondrement des accords de Paris, conséquence de la putréfaction du gouvernement, de l'Etat compradore de Thieu de son administration, de son armée, au début de 1975, l'a surabondamment démontré. A l'autre bout du monde, au Portugal, un an plus tôt, le 25 avril 1974, la révolution portugaise éclatait : elle était - elle est encore le prologue de la révolution européenne. Après le Portugal, l'Espagne, la France, l'Italie, sont à la veille de l'ouverture d'une crise révolutionnaire.

Faut-il insister à propos de l'Espagne ? Bien avant la mort de Franco, l'édifice du franquisme était lézardé, ébranlé. Mais les institutions du régime franquiste sont restées en place. Leur effondrement, le renversement de l'héritier du bourreau des masses d'Espagne, le roi Juan Carlos, sont une simple affaire de temps. Sur les décombres du régime franquiste, le prolétariat d'Espagne, les masses exploitées, danseront une nouvelle carmagnole révolutionnaire. Des profondeurs remonteront toutes les traditions révolutionnaires, et surtout celles de 1936 : la révolution prolétarienne déferlera sur l'Espagne.

La chute du franquisme, l'ouverture de la révolution en Espagne, constitueront un irrésistible appel à la révolution pour tous les prolétariats d'Europe. A tous les prolétariats d'Europe, mais plus particulièrement au prolétariat français. Les liens entre les prolétariats français et espagnol sont étroits ; ils sont physiques, faits d'une histoire qui les a unis : à la montée de la révolution espagnole en 1932 et 1936 a correspondu en France un développement de la lutte des classes qui a débouché sur la crise révolutionnaire de juin 1936 ; à juin 36 en France a succédé juillet 36 en Espagne ; et à la défaite du prolétariat français en novembre 1938 est intimement lié l'écrasement du prolétariat espagnol en 1938-1939. Les deux prolétariats payaient plus ou moins durement les tragiques conséquences de la politique des fronts populaires. Pourtant, il n'est pas exclu que ce soit l'inverse qui se produise : que la crise révolutionnaire française appelle les masses espagnoles à abattre en un dernier effort le franquisme et à s'engager sur la voie de la révolution.

Toute l'Europe capitaliste est engagée dans ce processus, qui évidemment diffère en ses formes et n'est pas au même point de maturité dans tous les pays.

En Angleterre, la grève des mineurs de 1974 a scellé l'échec du retour des conservateurs au pouvoir. La présence au pouvoir des travaillistes devenait indispensable à l'équilibre entre les classes. La crise économique et sociale n'a pas pour autant cessé de se développer. Elle ne peut que s'approfondir et déboucher sur une crise politique sans issue prévisible. Le « colosse » du capital européen, le capitalisme allemand, est un colosse aux pieds d'argile. Sur lui pèsent des exigences écrasantes auxquelles il n'a pas les moyens de répondre : servir de locomotive au capitalisme européen. Sa défaite de 1940-1945 le marque de façon indélébile : division de l'Allemagne, ébranlement et destruction des anciennes structures étatiques.

La perte d'immenses débouchés à l'Est l'a rendu encore plus dépendant du reste du marché mondial. Le capitalisme allemand est vorace : or il a une fantastique puissance de production sur une base extrêmement étroite. Son atout majeur a été la division en deux du prolétariat allemand, la peur du stalinisme. Mais de ce côté aussi, les choses changent : il commence à devenir clair que le dilemme n'est pas capitalisme ou stalinisme, *mais capitalisme et stalinisme OU socialisme*. La revendication de l'unité de l'Allemagne et du prolétariat allemand a un contenu révolutionnaire.

La crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin expose au grand jour les liens qui unissent l'impérialisme et la bureaucratie, leur solidarité contre-révolutionnaire. Elle montre que la bureaucratie du Kremlin est le plus efficace soutien de la bourgeoisie en Europe de l'Ouest, précisément parce qu'elle redoute le mouvement des masses qui se dirige contre elle en Europe de l'Est, qui vise à l'abattre. Inversement, l'impérialisme lui apporte son plein appui contre les masses d'Europe de l'Est. Cela ne se dégage pas de leçons au sens scolaire, mais du processus de la révolution politique en Tchécoslovaquie en 1968, des mouvements à caractère révolutionnaire en Pologne, de toute la fermentation politique en Europe de l'Est et en U.R.S.S. qui montrent la véritable nature du stalinisme et de ses rapports avec l'impérialisme.

Les mouvements qui ont eu lieu, ceux qui se préparent contre la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites, sont reliés à ceux qui dressent contre le capitalisme en crise le prolétariat d'Allemagne et tous les prolétariats de l'ouest de l'Europe.

### **... à l'Est**

Après la Tchécoslovaquie, la Pologne est au centre des processus révolutionnaires. Depuis 1971-1972, où la grève des travailleurs des chantiers navals de la Baltique a renversé **Gomulka**, la lutte ne s'apaise que pour reprendre un peu plus tard.

Gierek a utilisé les mêmes méthodes que Gomulka : la répression progressive. Au printemps et au début de l'été 1976, il a tenté d'imposer une réduction du niveau de vie des masses polonaises, une hausse massive des prix. A nouveau, le prolétariat polonais s'est levé. L'épicentre de son combat est situé cette fois à Ursus, mais il avait le même contenu et le même sens. Une fois encore, la bureaucratie polonaise a dû reculer et annuler les mesures prévues. Et, une fois encore, elle a déchaîné la répression politique : emprisonnant et condamnant des dizaines et des centaines de travailleurs qui avaient participé à la grève et aux manifestations. C'est un phénomène d'une grande importance politique que se soit constitué en Pologne un comité pour que cesse la répression contre les travailleurs d'Ursus, comité composé d'intellectuels, rencontrant un large écho dans la classe ouvrière, qui a obligé la bureaucratie polonaise à reculer partiellement en annulant certaines condamnations. La bureaucratie louvoie, bien qu'à leur tour les intellectuels qui ont formé ce comité soient victimes de la répression.

Fait d'une grande signification : alors que les difficultés économiques ne cessent de croître en U.R.S.S., la bureaucratie du Kremlin a ouvert un crédit d'un milliard de roubles à celle de Pologne. Mieux que quiconque, elle apprécie combien la situation est explosive en Pologne. Elle voudrait huiler les rouages sociaux, détendre les antagonismes. Ce n'est pas de la Pologne seulement dont il s'agit. La Pologne est le cas le plus extrême où les tensions sociales arrivent au point de rupture, mais ces tensions existent et s'accroissent dans tous les pays de l'Europe de l'Est et en U.R.S.S. Elles se conjuguent aux problèmes nationaux que l'oppression du Kremlin, les rapports des bureaucraties entre elles, entretiennent et exaspèrent. Les regroupements qui s'organisent en Europe de l'Est et en U.R.S.S., qui luttent contre la répression, pour les libertés, sont quelquefois confus. Ils sont souvent hétérogènes. Mais ils témoignent de la fermentation sociale et politique qui existe en ces pays. L'intervention de la classe ouvrière se prépare derrière l'action de ces intellectuels, de ces groupes, de ces individualités. Alors, la lutte prendra un contenu précis et déterminé : le combat pour expulser la bureaucratie spoliatrice, parasitaire et contre-révolutionnaire ; revenir aux sources de la révolution d'Octobre, à ses normes, à la démocratie soviétique ; la classe ouvrière et les masses reconstruiront l'Etat ouvrier et géreront les rapports collectifs de production en fonction de leurs besoins.

C'est une constatation objective : neuf ans après l'intervention des troupes répressives de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites en Tchécoslovaquie, la fermentation n'a pas cessé. La bureaucratie ne parvient pas à maîtriser le prolétariat, les masses, les jeunes, les intellectuels tchécoslovaques.

Ils subissent mais ne capitulent pas et continuent à résister. La « Charte 77 » est ce qu'elle est. Elle montre les illusions qui existent quant à la signification des accords d'Helsinki, les illusions par rapport aux gouvernements des pays où, plus ou moins amputée, la démocratie bourgeoise se survit. Il n'empêche que le combat pour les libertés se poursuit. Et il ne peut se poursuivre qu'autant que les masses dans leur ensemble le soutiennent, le nourrissent, y participent plus ou moins activement.

Ce qui se passe en Union soviétique n'a pas l'éclat des mouvements tchécoslovaque et polonais, mais les contradictions n'y sont pas moins explosives. L'action d'hommes comme Grigorenko et tant d'autres a de profondes racines. Elle démontre qu'un processus moléculaire est en cours. La lutte pour les droits civiques, les libertés politiques, en art et en littérature, le Samizdat, sont les prémisses de profonds mouvements de masse. La nature des relations sociales de l'U.R.S.S. fait que la bureaucratie ne peut régner que sous une seule forme politique : la dictature brutale. Lorsque celle-ci est mise en cause, en arrière-plan se dresse le prolétariat. On ne peut exclure que le prochain déferlement des masses en Europe de l'Est, et même en Europe en général, se produise en U.R.S.S. Et il est certain que l'irruption révolutionnaire en Europe s'étendra l'U.R.S.S.

Voilà ce qui s'est affirmé et confirmé ces dernières années. L'évolution de ces rapports entre les classes et à l'intérieur des classes se combine à la crise économique et financière endémique qui, bien qu'encore limitée, ronge le mode de production capitaliste depuis des années. Elle répond aux contradictions inhérentes au mode de production capitaliste, mais à l'époque de l'impérialisme et après plusieurs décennies d'un pourrissement en profondeur de tout le système, que le parasitisme fantastique des Etats bourgeois, les dépenses d'armement massives, indispensables au fonctionnement de l'économie capitaliste à l'époque actuelle, ont entraîné. Une gigantesque inflation mondiale limite encore la crise, qui n'élude la catastrophe que pour la rendre plus terrible et dévastatrice à terme. L'inéluctable aboutissant ne peut être qu'une nouvelle dislocation du marché mondial, facteur révolutionnaire extraordinaire. A moins que la crise économique et financière aiguë ne soit précipitée par la crise révolutionnaire. La dislocation du marché mondial que le capital domine se répercutera brutalement sur l'économie de l'U.R.S.S. et de l'Europe de l'Est, déjà malade et, bien sûr, exacerbera les antagonismes sociaux et politiques dans ces pays, c'est-à-dire la lutte des classes.

### **A nouveau le front populaire**

Bien entendu, ni l'impérialisme ni les bureaucraties parasitaires n'acceptent passivement que la révolution prolétarienne s'avance, notamment en Europe.

Ils réagissent et combattent. En juillet 1975, une séance solennelle de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe s'est tenue à Helsinki, au cours de laquelle les accords du même nom ont été signés. Se tenant quelques mois après la dislocation des accords de Paris, alors que la révolution portugaise se développait, que la menace de la révolution à l'échelle de l'Europe s'affirmait, que s'accroissait la crise conjointe de l'impérialisme et des bureaucraties du Kremlin et satellites, la conférence d'Helsinki réaffirmait l'unité de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires contre le prolétariat, pour la défense de l'« ordre » européen que les conférences de Yalta et de Potsdam ont consacré, sinon établi.

Mais, aujourd'hui, ce qui marque la nature véritable des rapports, c'est la prédominance des intérêts de l'impérialisme, et de l'impérialisme américain en premier lieu, parmi la somme des intérêts des contre-révolutionnaires associés. C'est ainsi que la bureaucratie du Kremlin et la bureaucratie chinoise ont tenté d'imposer aux ouvriers et paysans vietnamiens la « paix sanglante » qui maintenait la division du Vietnam en deux, le gouvernement Thieu à la solde de Washington. C'est ainsi que la bureaucratie du Kremlin a travaillé sans même obtenir un pourboire au compte de l'impérialisme U.S. au Moyen-Orient. C'est ainsi que les exigences américaines deviennent de plus en plus draconiennes vis-à-vis du Kremlin : pas de crédits

importants, pas d'élargissement répondant aux besoins des bureaucraties sans concessions fondamentales qui permettent la libre circulation des hommes, des marchandises, des capitaux, c'est-à-dire ouvrant largement la porte à la pénétration capitaliste en U.R.S.S., en Europe de l'Est et, éventuellement, en Chine.

Les rapports au sein de la nouvelle sainte-alliance contre-révolutionnaire traduisent l'affaiblissement politique de la bureaucratie du Kremlin, et des bureaucraties satellites, comparée à ce qu'elle fut au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

La révolution menace immédiatement à l'Est de l'Europe, en U.R.S.S., le pouvoir et l'existence des bureaucraties parasites. Tout ébranlement social et politique sous l'action du prolétariat en Europe de l'Ouest, ne peut qu'impulser, et cela directement, les mouvements révolutionnaires en Europe de l'Est, en U.R.S.S. Inconditionnellement, la bureaucratie du Kremlin met en action son appareil international, les P.C., au service de la défense des bourgeoisies menacées.

Là est l'origine de la résurgence de la politique des « fronts populaires ». La révolution menace : la contre-révolution s'organise. L'« union de la gauche » - front populaire et le « programme commun », s'inscrivent dans le cadre que les accords d'Helsinki constituent.

### **L' « eurocommunisme »**

Le parti communiste italien a tiré à sa façon les « enseignements » du désastre auquel l'Unité populaire a conduit les masses et le prolétariat chiliens : le front populaire ne suffit pas ; une majorité de 51 % dans le pays et au Parlement ne suffit pas ; il faut aller plus loin, beaucoup plus loin, a expliqué Berlinguer, jusqu'au « compromis historique » entre le P.C.I. et la démocratie chrétienne en Italie. Est-ce vraiment une nouveauté historique ? Les fronts populaires ont toujours été sans frontière... à droite. Dès 1936, Maurice Thorez proposait de « dépasser » le Front populaire et de constituer un « Front des Français » du P.C.F. à Paul Reynaud. Les circonstances et les motifs invoqués ne sont pas les mêmes, les raisons profondes le sont. L'« union de la gauche » à peine constituée, le P.C.F. proposait d'aller bien au-delà, vers l'« union du peuple de France », englobant non seulement les radicaux, qu'ils soient de gauche ou de droite, mais toutes les forces « antimonopolistiques, démocratiques et nationales », les « démocrates de progrès jusqu'aux gaullistes nationaux », sans oublier les « chrétiens progressistes ». Santiago Carrillo et le parti communiste espagnol ont montré jusqu'où peut s'étendre à droite la politique des P.C. : jusqu'aux franquistes, jusqu'à l'héritier de Franco, le roi Juan Carlos.

Cette politique s'accompagne d'une certaine « critique » de la répression en U.R.S.S. et en Europe de l'Est, et de la renonciation officielle à la « dictature du prolétariat ». Chaque pays aurait sa « voie spécifique » qui le conduirait... ultérieurement... au socialisme : une voie « démocratique » bien sûr. Les positions que le P.C.I., le P.C.F., le P.C.E., ont prises ces dernières années, ainsi que d'autres P.C. d'Europe occidentale et même le parti communiste japonais, représenteraient une nouvelle orientation que d'aucuns ont appelée l'« eurocommunisme ». Elle s'opposerait à la politique du Kremlin et prouverait que ces P.C. sont devenus indépendants par rapport à la bureaucratie de l'U.R.S.S. La preuve en résiderait en ce que la *Pravda* a attaqué à plusieurs reprises les P.C., et les dirigeants de ces P.C., qui ont abandonné la référence à la « dictature du prolétariat », et qui critiquent la répression en U.R.S.S. et en Europe de l'Est.

Ces prises de position ont une grande importance politique. Encore est-il indispensable de les situer exactement. Elles s'imbriquent aux contradictions qui déchirent la bureaucratie du Kremlin, lesquelles exacerbent son impasse politique. De plus en plus, au sommet de la bureaucratie, s'affirme la tendance à mettre en cause les rapports de production nés de la révolution d'Octobre, à faire droit aux revendications de l'impérialisme, à ouvrir les portes de l'U.R.S.S. et de l'Europe de l'Est et le territoire de ces pays à la libre circulation des marchandises et des capitaux.

Ces tendances, ces courants, utilisent comme couverture idéologique l'aspiration légitime et révolutionnaire aux « droits et libertés ». Mais de quels « droits et libertés » s'agit-il ? Du droit du capital à circuler librement, ou bien de la liberté du prolétariat et des masses de s'organiser pour balayer la bureaucratie et restaurer ou instaurer le pouvoir des soviets ? La bureaucratie comme telle n'est pas mise en cause. L'exigence du retrait des troupes de la bureaucratie du Kremlin de Tchécoslovaquie, d'Allemagne de l'Est, de l'Europe de l'Est, n'est pas soulevée, le droit des peuples d'U.R.S.S. à disposer d'eux-mêmes ne l'est pas davantage. Les accords qui depuis Yalta et Potsdam jusqu'à Helsinki organisent l'ordre contre-révolutionnaire européen, la division de l'Europe et de l'Allemagne en deux, ne sont pas dénoncés. L'utilisation des contradictions qui déchirent la bureaucratie du Kremlin, son appareil international, les bureaucraties satellites, pour arracher de leurs griffes les victimes de la répression, combattre pour les libertés démocratiques, est normale et légitime. Les libertés démocratiques sont indispensables au prolétariat de ces pays pour combattre, vaincre, chasser les bureaucraties parasites. Elles sont parties intégrantes du programme de la révolution politique. Il faut d'autant plus se rappeler que le capital et la bureaucratie sont pleinement d'accord pour exercer la répression la plus brutale contre les masses lorsqu'elles se dressent et combattent pour leurs propres objectifs.

Les prises de position des P.C. français, espagnol, italien, et autres, doivent être appréciées dans le contexte de la nouvelle période révolutionnaire ouverte en 1968, du tournant de la situation mondiale, qui met, de façon plus nette encore, conjointement à l'ordre du jour la révolution sociale et la révolution politique en Europe, dans le cadre des contradictions qui déchirent la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites. Ces P.C. ne mettent pas en cause la « légitimité » historique de la bureaucratie du Kremlin, tout au contraire : ils la défendent. Ils sont pour qu'elle se réforme. Qu'est-ce que cela signifie ? Pour le comprendre, il importe de se souvenir que la bureaucratie du Kremlin est une caste parasite, de nature sociale petite-bourgeoise, réaction contre la révolution d'Octobre. Trotsky expliquait qu'elle gère les rapports de production nés de la révolution d'Octobre faute de pouvoir les renverser, car c'est d'eux qu'elle tire ses privilèges, mais sa tendance historique est de revenir à l'appropriation privée des moyens de production. En revanche, l'existence du prolétariat d'U.R.S.S. dépend de ces rapports de production. Il a démontré au cours de la guerre qu'il y était physiquement attaché. Il se dresse objectivement contre le retour à l'appropriation privée des moyens de production, contre la liquidation de la planification et le retour plus ou moins progressif au mode de production capitaliste. Pour lui c'est une question de vie ou de mort.

Le cours du développement historique n'obéit pas à la logique formelle. Le prolétariat de l'U.R.S.S. est encore silencieux, mais il a acquis une formidable puissance potentielle. La bureaucratie du Kremlin se sent terriblement menacée, d'autant qu'en Europe de l'Est, la liste des explosions révolutionnaires est déjà longue, et que d'autres se préparent manifestement, en relation avec la révolution prolétarienne qui mûrit en Europe occidentale. La bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites sont dans l'impasse, sur tous les plans, économique, social, politique. La pression de l'impérialisme, de l'autre côté, ne cesse de s'accroître. Elles mêmes tendent à poursuivre leur évolution historique. Elles tremblent qu'une nouvelle révolution ne les balaie. Dès lors, de puissantes tendances se dégagent qui vont jusqu'au Kremlin pour, appuyées sur l'impérialisme, remettre progressivement en cause les rapports de production nés de la révolution d'Octobre, multiplier les concessions à l'impérialisme - cela en raison de l'incapacité de la bureaucratie à résoudre quelque problème que ce soit, en réaction et par peur du prolétariat.

Les P.C. français, italien, espagnol et autres restent des P.C. stalinien, car ce sont des partis historiquement et politiquement dépendants de la bureaucratie du Kremlin et de son existence. Mais leur situation politique les amène à traduire plus clairement, et surtout plus ouvertement, les aspirations de ces puissantes tendances à l'œuvre à l'intérieur de la bureaucratie du Kremlin, éventuellement à se faire leur porte-parole. La politique du « compromis historique », celle de soutien au gouvernement Andreotti, celle qui consiste à conclure un accord de gouvernement avec les partis bourgeois de « défense de l'ordre », impliquant l'austérité, que pratique le P.C.I., la politique de soutien à Juan Carlos et à Suarez du P.C.E., qui vient d'adopter le drapeau du franquisme, la politique du P.C.F., sont élaborées et appliquées en total accord avec le Kremlin. Cunhal au Portugal a lui aussi une politique de soutien total au régime en place. Les impératifs de la contre-révolution lient indissolublement les P.C. d'Europe occidentale à la bureaucratie du Kremlin. Mais il est vrai que les P.C. des pays capitalistes d'Europe tendent à s'adapter plus directement et plus étroitement aux besoins et aux exigences de l'impérialisme et de leurs bourgeoisies respectives, et partant, à se faire les porte-parole des tendances qui, en U.R.S.S. et en Europe de l'Est, vont le plus loin dans ce sens. Tel est le contenu du prétendu « eurocommunisme ».

La bureaucratie du Kremlin n'est certes pas unanime. Justement en raison de la formidable puissance du prolétariat. La politique de concessions à l'impérialisme, d'ouverture des frontières à la pénétration capitaliste, l'oblige à s'attaquer aux masses, et elle les redoute. Ce qui provoque en son sein des clivages, des déchirements, des crises : en témoigne le récent limogeage de Podgorny. Une suite d'oscillations fait de la ligne politique du Kremlin une ligne brisée, mais dont la direction est celle des concessions constantes à l'impérialisme, des tentatives pour faire renaître plus ou moins progressivement les rapports bourgeois de production. Les différends au sein de la bureaucratie s'expriment souvent au grand jour au moyen de la critique de la politique des P.C. occidentaux que publie tel ou tel organe de presse.

Cela traduit un phénomène d'une importance décisive : le processus de dislocation de la bureaucratie du Kremlin, de son appareil international, est en cours, leur éclatement est inévitable. D'ores et déjà, se dégagent des possibilités d'utilisation tactique.

Mais la bureaucratie du Kremlin, son appareil international, les bureaucraties satellites, subsistent comme tels. Les P.C. d'Europe occidentale restent des partis stalinien. Ils ne se « social-démocratisent » pas. Il n'y a d'ailleurs pas de place pour des partis stalinien « social-démocratisés ». Répétons-le : la politique de Berlinguer, de Marchais, de Carrillo, de Cunhal, de soutien au régime politique en place dans chacun de leurs pays, quel que soit celui-ci, est parfaitement conforme à celle de toutes les fractions de la bureaucratie du Kremlin sur ce plan.

### **L'échec de De Gaulle**

L'« eurocommunisme » vise à défendre les systèmes politiques en place. Les exemples de l'Espagne et de l'Italie sont probants. Le P.C.E. défend Juan Carlos, héritier de Franco, dont le régime prolonge le régime franquiste. La *Pravda* vient de décerner à Juan Carlos et à Suarez un brevet de « démocratisme », et d'appuyer chaleureusement la politique, sur ce plan, du P.C.E. Le P.C.I. vient de conclure un pacte d'unité nationale avec les partis bourgeois où sans même participer au gouvernement il s'engage à défendre l'ordre établi, et appelle à une « politique d'austérité » utilisée directement contre les masses. L'*Humanité* soutient chaleureusement la politique du P.C.I. Mais l'« union de la gauche »-front populaire, un gouvernement de type front populaire, ne peuvent être identifiés à l'union nationale et à un gouvernement d'unité nationale. La politique de l'« union de la gauche » serait-elle en contradiction avec le soi-disant « eurocommunisme » ? Absolument pas.

Depuis 1972, l'« union de la gauche » a mis en œuvre une politique qui a étayé la V<sup>e</sup> République, ses institutions, les gouvernements en place. Pour le comprendre, il faut en venir aux particularités de la situation et des rapports politiques en France.

La grève générale de mai-juin 1968 a marqué l'échec du bonapartisme gaulliste, et le référendum d'avril 1969 à la suite duquel de Gaulle, battu, a démissionné, a sanctionné cet échec. L'échec du bonapartisme gaulliste ne peut être assimilé à une crise gouvernementale sous la III<sup>e</sup> ou la IV<sup>e</sup> République : un système politique, une forme de domination de classe de la bourgeoisie, une forme d'Etat bourgeois, la tentative d'établir un certain type de relations entre les classes, étaient mis en échec.

Lorsqu'en 1958, de Gaulle est revenu au pouvoir, l'impuissance, le pourrissement de la IV<sup>e</sup> République, entraînaient l'éclatement de l'Etat. Il fallait un « sauveur ». De Gaulle devenait l'« homme providentiel ». Sa tâche était difficile. Il devait réunifier l'Etat bourgeois. Or, les échéances historiques étaient là inéluctables : le temps de l'« Union française » était révolu, l'indépendance politique des ex-colonies ne pouvait être longtemps différée ; le capital financier français devait se restructurer pour s'intégrer profondément au marché mondial et à la division internationale du travail. Or, de Gaulle accédait au pouvoir à la suite de la révolte des colonialistes qui se refusaient à « brader l'Algérie française ». Ils avaient l'appui de la plus grande partie des généraux et du corps des officiers. Les généraux et le corps des officiers n'acceptaient pas de subir un échec en Algérie après la défaite de 1940 et celle du Vietnam. De Gaulle proclamait « l'unité de la France de Dunkerque à Tamanrasset », et il devait concéder l'indépendance politique à l'Algérie, ainsi, qu'à la plupart des colonies françaises. Quatre longues années lui ont été nécessaires, et il fut contraint de casser à nouveau le corps des officiers, l'unité de l'Etat,

pour parvenir à imposer une solution conforme aux intérêts du capital financier français. Ce n'était qu'une partie des tâches que le bonapartisme gaulliste avait à réaliser.

Intégrer le capitalisme français plus profondément au marché européen et mondial exigeait qu'il puisse se restructurer, qu'il devienne capable de s'intégrer à la conjoncture internationale, et de faire face à ses variations, à la concurrence. Imposer une rigoureuse discipline à toutes les classes sociales, et d'abord et avant tout au prolétariat, à la classe ouvrière, devenait indispensable. Pendant quatre ans, de Gaulle dut différer la réalisation de cet objectif. Bien plus, c'est en s'appuyant sur les dirigeants du mouvement ouvrier qu'il put briser la résistance du corps des officiers et de l'aile colonialiste de la bourgeoisie française. La tâche fondamentale du gaullisme n'en était pas moins d'en « finir avec le régime des partis », d'intégrer les syndicats à l'Etat bourgeois, d'instaurer le corporatisme, c'est-à-dire de détruire le mouvement ouvrier organisé. La question de l'Algérie réglée, il s'y attaquait. Il exigeait que le président de la République soit élu au suffrage universel, et que l'Assemblée nationale soit réduite à un théâtre d'ombres. Ce fut l'objectif du référendum d'octobre 1962 qu'il gagna. Restait l'essentiel : briser la classe ouvrière, ses organisations, le mouvement syndical. En février 1963, il estima que l'agitation qui se développait chez les mineurs lui fournissait l'occasion propice de le faire. Le 1er mars, il réquisitionnait les mineurs, qui avaient imposé aux dirigeants la grève générale pour le 3 mars... Il perdit cette bataille décisive... Les mineurs dirent non. Pendant cinq semaines, la grève générale des mineurs fut totale. De Gaulle subissait une défaite politique irrémédiable.

Une situation et des rapports particuliers s'établissaient alors en France. Le Parlement n'était plus qu'une chambre d'enregistrement des décisions du pouvoir exécutif. L'appareil d'Etat - de Gaulle juché au sommet - gouvernait sans contrôle. C'était le chef de l'Etat qui contrôlait, faisait et défaisait l'Assemblée nationale dont la majorité dépendait de l'appareil d'Etat, deux fois disloqué en quelques années, pour fonctionner devait être pénétré par une organisation particulière, sorte de société du 10 Décembre, qui s'est appelée tour à tour U.N.R., U.D.R., et qui s'appelle aujourd'hui le R.P.R. Jusqu'à un certain point, l'U.N.R.-U.D.R. et ses alliés d'alors ont fusionné avec l'appareil d'Etat. La défaite politique que les mineurs ont infligée à de Gaulle n'a pas suffi pour renverser le régime. Elle a suffi pour que le mouvement ouvrier, ses organisations, partis et syndicats, restent debout, et que commence une fermentation politique à l'intérieur de la classe ouvrière qui devait amener à la grève générale de mai-juin 1968 et à la défaite de De Gaulle au référendum d'avril 1969.

Après la grève des mineurs, de Gaulle a poursuivi et ne pouvait pas ne pas poursuivre sa tentative d'intégration des syndicats à l'Etat, d'établir le corporatisme. De, même, il a engagé de multiples réformes réactionnaires destinées à renforcer l'omniprésence de l'appareil d'Etat, du pouvoir exécutif, et à réduire et finalement détruire nombre d'acquis arrachés par la classe ouvrière au lendemain de la guerre : réforme administrative, multiples réformes de l'enseignement, réforme de la Sécurité sociale, réforme hospitalière, etc. - sans pouvoir les mener à terme. La défaite de De Gaulle au référendum d'avril 1969 et sa démission ont sanctionné, l'échec de ce régime bonapartiste bâtarde, qui pourtant a survécu. Le long pourrissement de la V<sup>e</sup> République a commencé, mais le système a continué à fonctionner.

Pompidou, successeur de De Gaulle, renforçait le caractère bonapartiste du régime, il concentrait toujours plus de pouvoir entre ses mains, accentuait l'intervention et l'indépendance de l'appareil d'Etat, poursuivait l'application des réformes que de Gaulle avait engagées, sans être en mesure de les mener à terme. Le gouvernement Pompidou-Chaban-Delmas reprenait les tentatives d'intégration des syndicats à l'Etat sous l'étiquette de la « nouvelle société », dont l'un des premiers actes devait être la conclusion de « contrats de progrès » entre l'Etat, le patronat, les syndicats, subordonnant les salaires à la productivité et à la rentabilité.

Pourquoi en était-il ainsi ? Comment était-ce possible ? La chute du régime bonapartiste, de la V<sup>e</sup> République, de ses institutions, entraînerait une nouvelle crise, une nouvelle dislocation de l'Etat bourgeois, et risquerait d'ouvrir la vanne au déferlement des masses : en d'autres termes, d'ouvrir une crise révolutionnaire. En outre, quel autre système politique assurant le maintien de la domination de classe de la bourgeoisie peut succéder au bonapartisme bâtarde ? Au moment où s'accroît la crise générale de l'impérialisme, où les contradictions économiques mènent inéluctablement à une crise économique majeure, le capital financier doit plus que jamais s'attaquer aux acquis de la classe ouvrière, des masses exploitées, de la jeunesse. Prolonger la V<sup>e</sup> République ne résout rien, mais gagne du temps. Néanmoins, la complicité plus ou moins ouverte des organisations et partis ouvriers était indispensable. Elle n'a pas manqué. La défaite de de Gaulle au référendum d'avril 1969 devait beaucoup aux appels parallèles des centrales syndicales et partis ouvriers à voter « non ». Mais dès la démission de De Gaulle, la S.F.I.O. et le P.C.F. annonçaient qu'ils présentaient chacun leur candidat au premier tour, Defferre et Duclos, le P.S.U. et la Ligue communiste emboîtaient le pas et présentaient de leur côté Rocard et Krivine. Compte tenu de la loi électorale, les résultats ne faisaient pas de doute : au deuxième tour, les candidats des partis ouvriers étaient éliminés, restaient deux candidats de la bourgeoisie, Pompidou et Poher. Sur le terrain des luttes revendicatives, cette politique trouvait son expression dans la division, les grèves tournantes et disloquées.

### ***L'« union de la gauche » et l'agonie de la V<sup>e</sup> République***

Pourtant, bientôt se produisait un phénomène d'une très grande importance politique : la reconstitution d'un parti socialiste sur les bases de la vieille S.F.I.O. Le phénomène de reconstruction d'un parti socialiste alors que la vieille organisation traditionnelle était en voie de liquidation, ou même pratiquement liquidée, n'est pas particulier à la France. Il se produit là où les masses s'ébranlent, s'orientent vers la révolution (Espagne) ou s'y engagent (Portugal). Au-delà des particularités nationales, des épisodes divers, c'est un signe que les processus politiques vont vers de profonds bouleversements, un élément de la crise du régime en place. Ces partis socialistes ne sont pas identiques aux vieux partis socialistes classiques. Ils regroupent des courants extrêmement divers. Pourtant, ils occupent la place et remplissent la fonction des vieux partis sociaux-démocrates, et ce sont des partis ouvriers. Leur apparition avant la chute du régime politique en place modifie rapidement les dispositifs et les rapports politiques. En outre, en France, le nouveau P.S. s'est formellement constitué en réaction aux capitulations antérieures de Guy Mollet et du vieil appareil social-démocrate qui ont amené la quasi-destruction de l'ancien P.S., il s'affirme « unitaire », tout en proclamant son respect des institutions de la V<sup>e</sup> République.

La formation et l'impact électoral croissant du nouveau P.S. a contraint le P.C.F. à remplacer la politique cynique de division pratiquée notamment aux élections présidentielles de 1969 par une autre politique, celle de l'« union de la gauche ». Le nouveau P.S. y a pleinement adhéré ; la rédaction et la signature du programme commun de gouvernement l'ont consacrée.

Dès son origine, l'« union de la gauche » a affirmé être une opposition loyale qui se situe dans le cadre de la V<sup>e</sup> République. Les masses, le prolétariat, la jeunesse, voulaient, et veulent toujours, l'unité des partis ouvriers et des centrales syndicales pour arracher leurs revendications, mettre à bas les réformes réactionnaires, renverser la V<sup>e</sup> République, ses institutions, ses gouvernements, son président de la République. Au nom de l'« unité », les dirigeants du P.C.F. et du P.S., flanqués des radicaux de gauche, affirmaient leur respect de la V<sup>e</sup> République, de ses institutions, de ses gouvernements, de son président de la République. Qui ne se souvient du dialogue public entre Pompidou, Mitterrand, Marchais, à la veille des élections législatives de 1973, où ces derniers affirmaient leur respect du régime politique en place. Ce dialogue a contribué à sauver de la défaite la « majorité parlementaire » du président de la République déjà très menacée.

L'« union de la gauche » a donc bien été, dès son origine, une réponse négative aux aspirations des masses, qui leur impose la survie de la V<sup>e</sup> République et de ses institutions.

Or, le cadre de la V<sup>e</sup> République ne permet pas qu'à une majorité parlementaire de droite, à un gouvernement de droite, succèdent une majorité de gauche et un gouvernement de gauche : la V<sup>e</sup> République n'est pas un régime parlementaire bourgeois. *Le simple changement des rapports à l'intérieur des partis prébendiers de la V<sup>e</sup> République, qui dirigent et occupent l'Etat, ouvre une crise mortelle.* Ce régime s'identifie à l'U.D.R. à tel point que l'Etat bourgeois actuel a été dénommé l'« Etat-U.D.R. ». L'agonie de la V<sup>e</sup> République a commencé à la mort de Pompidou. L'événement contingent débridait la crise politique qui résulte du pourrissement et de l'impuissance du régime. Après s'être divisée entre plusieurs candidats, la bourgeoisie soutenait Giscard d'Estaing contre le candidat de l'U.D.R., Chaban-Delmas. C'était la « trahison », à l'instigation de Jacques Chirac, d'une partie de l'U.D.R. Au deuxième tour, Mitterrand et Giscard d'Estaing se trouvaient face à face. Mitterrand était devenu premier secrétaire du P.S. A son corps défendant, et malgré l'« union de la gauche », sa candidature prenait un caractère de classe - le premier secrétaire du P.S. contre le candidat des partis bourgeois. Giscard l'emportait à quelques centaines de milliers de voix près. L'ambiguïté voulue de la politique du P.C.F., le caractère sans principe de la campagne de Mitterrand l'aidaient considérablement.

L'U.D.R. était désavouée. Candidat du capital financier, Giscard devait trouver une transition de la V<sup>e</sup> République à un autre régime. Mais laquelle, et lequel ? Elargir la couverture parlementaire jusqu'aux socialistes ? Quitte à casser l'U.D.R. ? En son temps, Pompidou avait essayé : il avait organisé un référendum à propos de l'Europe en espérant que le P.S. appellerait à voter « oui », ou tout au moins se diviserait et se briserait, une partie ralliant la « majorité ». Le P.S. s'était abstenu, et la manœuvre avait échoué. Faire revivre un nouveau parlementarisme ? C'est une opération qui entraînerait la dislocation du régime. Elle exigeait une première mesure : la dissolution de l'Assemblée nationale, de nouvelles élections qui lamineraient tous les partis de la V<sup>e</sup> République, à commencer par l'U.D.R., mais également le parti de Giscard d'Estaing. La dissolution de l'Assemblée nationale précipiterait l'effondrement de la V<sup>e</sup> République. Giscard d'Estaing était paralysé.

Elu contre l'U.D.R., il appelait à la direction du gouvernement l'U.D.R. Jacques Chirac, garantissant donc à l'U.D.R. le maintien de sa position dominante à l'intérieur de l'appareil d'Etat. Elu pour faire revivre un minimum de parlementarisme pour contrebalancer l'U.D.R., il devait concentrer le maximum de pouvoir entre ses mains, et réduire plus encore le rôle du Parlement, tout en ne pouvant se passer de la couverture de cette Assemblée nationale désavouée par le suffrage universel. Le gouvernement Giscard-Chirac n'avait d'autre raison que de tenter de comprimer les contradictions irréductibles de la V<sup>e</sup> République agonisante. Il n'existait qu'en bénéficiant de la politique de l'« union de la gauche ». Le maintien ou la dissolution de cette Assemblée nationale devenait une question politique centrale dont l'enjeu était le prolongement ou la dislocation de la V<sup>e</sup> République. L'« union de la gauche » respectueuse de la V<sup>e</sup> République, de sa Constitution, de ses institutions, s'inclinait devant l'élection à la présidence de la République de Giscard d'Estaing. Elle ne mettait pas en cause la légitimité de l'Assemblée nationale que domine l'U.D.R. battue aux élections présidentielles. Elle reportait les échéances à 1978, sinon à 1981.

Bon gré mal gré, le gouvernement Giscard-Chirac devait poursuivre les réformes que de Gaulle et Pompidou avaient entreprises sans les mener à bien. Certaines d'entre elles, toujours reprises, jamais achevées face à la résistance des masses, devenaient sources de désordres, de contradictions ; bien loin de servir les intérêts du capital, elles les mettaient en cause du fait de leur non-achèvement. Il fallait les mener à bien une fois pour toutes - c'était le cas, par exemple, de la réforme de l'enseignement. La crise économique mondiale dont les premiers effets commençaient à se faire sentir exigeait plus impérieusement que les conquêtes de la classe ouvrière, et notamment la Sécurité sociale, les droits et garanties arrachés par les travailleurs, soient remis en cause, que soit imposée la polyvalence et la mobilité de la main-d'œuvre, donc la déqualification. Le gouvernement Giscard-Chirac devait poursuivre ce que ses prédécesseurs avaient commencé.

Situation très difficile. En mai-juin 1968, la classe ouvrière avait montré sa fantastique puissance. Mais la grève générale ne suffit pas : un objectif politique gouvernemental est indispensable pour vaincre. Le résultat des élections présidentielles de 1974 démontrait au prolétariat, à la jeunesse, aux masses exploitées, que la V<sup>e</sup> République, ses institutions, son gouvernement, pouvaient être balayés, qu'il était possible de porter au pouvoir un gouvernement de leurs partis, le P.S. et le P.C.F. Comment le gouvernement Giscard-Chirac pouvait-il non seulement perpétuer la V<sup>e</sup> République, mais encore appliquer sa politique réactionnaire ? L'explication est simple : la politique d'« union de la gauche » trouvait sa traduction sur le plan des luttes revendicatives du prolétariat, de la jeunesse, des masses exploitées. Tandis que les dirigeants du P.S. et du P.C.F. se tournaient vers l'horizon 78 ou 81, à la rentrée de septembre 1973, Séguéy définissait les objectifs de l'appareil de la C.G.T. :

*« Il est absurde ou perfide d'affirmer que par déception électorale ou par dépit, nous céderions à une attitude d'obstruction automatique et de boycott intégral pour ne penser qu'à une revanche au mépris des intérêts des travailleurs [...].*

*« [...] Nous harcèlerons le gouvernement et le C.N.P.F. de propositions de négociations, ne serait-ce que pour les mettre au pied du mur et ruiner les entreprises démagogiques qu'ils lancent sous le vocable de concertation, de participation ou de libéralisation [...].*

*« Nous sommes prêts à nous rendre à l'Elysée [...]. Mais ce n'est pas sur la seule question de l'inflation que nous entendons engager des négociations [...]. »*

*« [...] Cependant, nous avons conscience des limites de notre action revendicative par rapport aux solutions fondamentales qu'appellent les grands problèmes sociaux actuels [...]. »*

*« [...] Le problème ne se réduit pas à la seule conquête du demi pour cent qui manque à la gauche pour devenir majoritaire. Il s'agit de réaliser sur une base claire un vaste rassemblement qui deviendra une force matérielle irrésistible garantissant une éclatante victoire électorale et le succès de l'application d'une nouvelle politique. »*

Impossible d'être plus clair. Les luttes revendicatives ne doivent pas se développer de telle sorte qu'elles mettent en cause la V<sup>e</sup> République, l'Assemblée nationale, le gouvernement Giscard-Chirac. Remettons l'exigence que satisfaction soit donnée aux revendications jusqu'au moment où un rassemblement largement majoritaire, intégrant les partis de la V<sup>e</sup> République, aura permis une éclatante victoire électorale. Partant de là, la direction de la C.G.T. a tout fait pour disloquer les luttes de la classe ouvrière, de la jeunesse et des masses exploitées. La liste est longue des mouvements littéralement sabotés : dès juillet 1974, les travailleurs de l'O.R.T.F. engageaient la lutte contre la dislocation de l'Office et la liquidation de leur statut ; leur mouvement était disloqué ; le combat des travailleurs du paquebot France contre le désarmement du navire était isolé et saboté ; la grève des P.T.T. d'octobre-novembre 1974 était également disloquée ; le mouvement qui en février-mars 1975 se développait vers la grève générale des travailleurs de chez Renault était liquidé par les grèves tournantes ; la même politique disloquait de nombreux mouvements. Le 10 juillet 1975, la C.G.T. organisait une mascarade au Champ-de-Mars, avec saucissonnades et grandes rasades, qui mettait un point final à une année de sabotage systématique des luttes de la classe ouvrière. Les dirigeants de la C.F.D.T. emboîtaient le pas très naturellement aux dirigeants de la C.G.T. Quant à ceux de la F.E.N. et de F.O., ils s'adaptaient d'autres façons à la politique du gouvernement Giscard-Chirac. Ils signaient systématiquement des contrats salariaux fondés en principe sur la productivité de l'entreprise, et la prospérité économique générale, appliqués il est vrai avec beaucoup d'élasticité. A l'occasion, les dirigeants de la C.G.T. signaient également de semblables contrats, ainsi à E.D.F.-G.D.F. La classe ouvrière subissait des échecs. Surtout, elle se rendait compte des obstacles qui l'empêchaient de vaincre. Au cours des derniers mois de 1975, elle hésitait à engager de nouveaux combats d'envergure.

La force et la profondeur des contradictions à l'œuvre sont néanmoins trop grandes pour qu'elles ne continuent pas à opérer. Dès le début de 1976, des craquements se faisaient entendre : le laborieux édifice giscardien se lézardait. La situation économique et financière s'aggravait, et les échéances électorales approchaient. Le plan de relance de septembre 1975, 30 milliards injectés à l'économie, a surtout relancé l'inflation. Au début de l'année, au cours de son assemblée générale, le C.N.P.F. exigeait que la politique des contrats salariaux soit appliquée strictement, selon les « principes » des « contrats de progrès » que Chaban-Delmas proposait en 1969. C'était tendre dangereusement les rapports sociaux. Les dirigeants traditionnellement signataires des contrats salariaux pouvaient difficilement aller jusque-là. A l'initiative de F.O., le 13 janvier 1976 une grève de 24 heures de la R.A.T.P. rassemblait l'ensemble des travailleurs de cette corporation. Le gouvernement reculait sans pouvoir empêcher qu'une grève de 24 heures lancée à l'initiative de F.O. et de la F.E.N. chez les fonctionnaires ait lieu le 9 mars. Mais l'élasticité avec laquelle les contrats salariaux avaient été conclus et appliqués depuis 1972 n'en était pas moins en cause, le capital financier l'exigeait. Or, à nouveau la classe ouvrière et la jeunesse engageaient des combats : grève de la Solmer à Fos ; grève générale des étudiants contre la réforme du second cycle ; grève à la S.N.C.F. contre la création d'une nouvelle échelle divisant la catégorie des conducteurs, la T.5 ; grève des métallos de La Rochelle qui durait deux mois, en mai et juin, de très nombreux mouvements de moindre ampleur mais significatifs éclataient. Les résultats des élections cantonales de mars 1976 confirmaient et amplifiaient ceux des élections partielles : les élections municipales de 1977 et les législatives, même si elles n'ont lieu qu'en 1978, risquaient de tourner à la déroute pour tous les partis de la majorité. Dès lors, l'éclatement du gouvernement Giscard-Chirac était inscrit dans les faits. Il sera officialisé à la fin du mois d'août. Chirac, contre tous les usages de la V<sup>e</sup> République, démissionnait : *« Je ne dispose pas des moyens que j'estime nécessaires pour assumer efficacement mes fonctions de Premier ministre, et dans ces conditions j'ai décidé d'y mettre fin »*, affirmait-il.

L'éclatement du gouvernement Giscard-Chirac a ouvert la phase finale de l'agonie de la V<sup>e</sup> République. L'U.D.R. rapidement devenue le Rassemblement pour la République se dresse ainsi qu'un parti de semi-opposition contre le gouvernement Giscard-Barre. La lutte pour la mairie de Paris a montré combien âpre était cette bataille. Ce sont ses positions à l'intérieur de l'appareil d'Etat que défend le R.P.R., et avec quel acharnement ! Tout semble mis cul par-dessus tête. Le R.P.R., parti par excellence de la V<sup>e</sup> République, dont l'existence dépend absolument de la forme bonapartiste du régime, utilise l'Assemblée nationale pour combattre Giscard. Giscard d'Estaing est contraint d'accentuer encore le caractère bonapartiste du régime, alors qu'il s'efforce plus que jamais de réaliser une ouverture à gauche, d'intégrer le P.S. à une nouvelle majorité parlementaire, et que pour cela il faudrait redonner au Parlement au moins un certain rôle. Les partis de la pseudo-majorité, minoritaires dans le pays, ont subi aux élections municipales une défaite écrasante dont la conséquence logique aurait dû être la dissolution de l'Assemblée nationale. Mais l'interpénétration de l'appareil d'Etat et des partis de la V<sup>e</sup> République, de l'U.D.R. principalement, fait que changer de majorité parlementaire entraînerait la crise de l'Etat et amènerait à l'effondrement de la V<sup>e</sup> République. A la suite des élections municipales, Giscard d'Estaing a formé un nouveau gouvernement que Barre continue à diriger, mais les choses ont changé.

Le premier gouvernement Barre associait encore plus ou moins les partis de la pseudo-majorité : Guichard, U.D.R., Poniatowski, R.I., Lecanuet, centriste, étaient ministres d'Etat ! Le second gouvernement Barre s'est passé de ce trio. De plus en plus, Giscard est contraint de gouverner en dehors et au-dessus des partis de la pseudo-majorité, y compris le sien - voire contre eux - donc d'accentuer le caractère bonapartiste du régime. Situation d'autant plus périlleuse que l'U.D.R. et les autres partis de la V<sup>e</sup> République contrôlent, dirigent, pénètrent les organes de l'Etat. Les uns et les autres occupent les positions qu'ils occupent pour se combattre réciproquement, et aucun n'obéit aux directives de Giscard et du gouvernement. Giscard en est au point où il doit recourir au chantage pour conserver une couverture parlementaire : il défie l'U.D.R.-R.P.R., de prendre la responsabilité de la dissolution de l'Assemblée nationale, donc de la déroute de la majorité, en votant contre le gouvernement. prononçant le 9 juillet 1977 un important discours à Carpentras, Giscard d'Estaing avoue la situation désespérée de la V<sup>e</sup> République, au printemps, immédiatement après les élections municipales : *« Et maintenant, parlons*

de nous. D'abord, de nos problèmes. Le printemps avait mal commencé. La confiance était accordée au gouvernement du bout des lèvres, les spécialistes, ravis de l'aubaine, répandaient des rumeurs de crise. On pouvait se demander si les vieux démons n'allaient pas renaître et si les querelles des partis n'organiserait pas à nouveau l'impuissance de l'Etat. Pour faire face à cette situation, j'ai fait fonctionner les institutions de la V<sup>e</sup> République et j'ai utilisé les ressources qu'elles comportent. J'ai prévenu l'Assemblée qu'elle serait dissoute si elle renversait le gouvernement. »

L'évolution de la situation économique n'est pas plus brillante : le plan Barre n'a pas bloqué la hausse des prix, mais il a réduit le pouvoir d'achat de la classe ouvrière et des masses, et il aggrave le chômage. Barre applique ce que le patronat exigeait dès janvier 1976 à tel point qu'aucune organisation syndicale n'a pu signer les contrats salariaux que le gouvernement leur a proposés au printemps 1977. Sur un autre plan, obéissant aux injonctions du capital financier, les mêmes impératifs l'obligent à poursuivre les réformes de la Sécurité sociale, de l'Assistance publique, la nouvelle réforme de l'enseignement, dite réforme Haby.

La bourgeoisie - et plus particulièrement le capital financier - n'a pas pour autant la moindre confiance en ce gouvernement. Elle ne le considère pas comme son gouvernement. Mais elle n'a pas d'autre solution à mettre en avant.

Comment, dans ces conditions, Giscard-Barre, la V<sup>e</sup> République, ses institutions, son Assemblée nationale, peuvent-ils encore tenir ? Aucun doute n'est possible : grâce à l'« union de la gauche » et à la politique, dont le P.C.F. est l'aile marchante.

Lorsque le gouvernement Giscard-Chirac a éclaté, le P.C.F. s'est efforcé de nier les divisions et antagonismes de la pseudo-majorité. Il lui importait surtout d'affirmer que l'heure n'était pas venue d'engager la bataille pour en finir avec la V<sup>e</sup> République, ses gouvernements, ses institutions. L'« union de la gauche » dans son ensemble était d'accord sur un point fondamental : pas de dissolution de l'Assemblée nationale, donc pas de mobilisation pour l'imposer.

Déjà, au moment de l'éclatement du gouvernement Giscard-Chirac, de la discussion du plan Barre, l'« union de la gauche » utilisait les subtilités du règlement de l'Assemblée nationale et de la Constitution pour aider discrètement le gouvernement Giscard-Barre. Elle déposait une motion de censure qui n'avait aucune chance de passer. Ainsi, le 19 octobre 1976, le plan Barre était « *considéré comme adopté* » sans que les députés aient eu à se prononcer positivement : la motion de censure avait été rejetée en fonction du règlement de l'Assemblée nationale. Décidément, l'« union de la gauche » jouait le jeu jusque dans les détails. Au cours de la préparation des élections municipales, le P.S. et le P.C.F. étalaient leurs divisions, tout en ouvrant l'« union de la gauche » aux « gaullistes nationaux, démocrates de progrès » comme l'amiral Sanguinetti ou l'ex-ministre, champion de la C.F.T., Charbonnel, et autres Léo Hamon.

Bloquer les développements politiques au niveau de l'Assemblée nationale, des institutions, n'aurait eu aucune utilité si le prolétariat et la jeunesse, portait de leurs revendications, avaient engagé de grandes luttes de classe, qui inéluctablement auraient mis en cause le gouvernement et sa politique, et finalement le régime. Les appareils des centrales syndicales se sont employés à traduire sur ce plan la politique de l'« union de la gauche ». Les grandes manœuvres commençaient dès le 7 octobre 1976 : la C.G.T., la C.F.D.T., la F.E.N., appelaient à une grève générale de vingt-quatre heures, F.O. n'y appelait pas. C'était la grève « soupape de sûreté », sans perspective, sinon celle de permettre à l'Assemblée nationale de discuter ensuite sereinement du plan Barre, sans avoir à se prononcer formellement pour. A partir du mois de novembre, une succession de grèves tournantes commençait. Le 9 novembre, les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. appelaient les travailleurs d'E.D.F.-G.D.F. à une grève d'une demi-journée. Le 19, les fédérations C.G.T., C.F.D.T. des P.T.T. appelaient les postiers à « des grèves ». Toutes les fédérations d'E.D.F.-G.D.F. appelaient les travailleurs de cette entreprise à une grève de quarante-huit heures les 14 et 15 décembre. Une nouvelle vague de grèves successives de vingt-quatre heures était organisée par toutes les fédérations de toutes les centrales au cours de la dernière semaine de janvier et des premiers jours de février 1977. Toutes ces grèves étaient qualifiées de « grèves de protestation » contre la politique salariale du gouvernement pour 1977 qui applique strictement les « principes » de la politique des contrats salariaux. En réalité, elles empêchaient que s'organise une lutte réelle et visaient à gagner du temps, en évitant une explosion sociale avant et pendant les élections municipales. D'autres mouvements étaient bloqués et disloqués : au *Parisien libéré*, dans la presse et le labour, aux Chantiers de Saint-Nazaire, à la Caisse d'épargne de Paris, etc.

### ***Jusqu'où le P.C.F. peut-il aller ?***

Le verdict des élections municipales, oblige le P.C.F., l'« union de la gauche », les appareils des centrales syndicales, à s'engager plus encore dans la défense de la V<sup>e</sup> République et de ses institutions. Marchais réaffirme que l'Assemblée nationale n'a pas à être dissoute. Mitterrand est plus nuancé, mais n'entend pas provoquer la dissolution de l'Assemblée nationale. Il laisse le soin à Giscard d'Estaing d'en décider. Opportunément, le P.C.F. se rallie au principe de l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel. La question n'a en elle-même qu'une importance secondaire. Toutefois, ce ralliement permet une démonstration d'unité nationale, conforte le gouvernement et l'Assemblée nationale. D'un commun accord, toutes les centrales syndicales appellent à une grève générale de vingt-quatre heures pour exiger l'« *ouverture de négociations* » à propos des salaires, mais pour le 24 mai, à proximité du commencement des vacances, grève sans lendemain, grève manifestement destinée à gagner de nouveaux délais jusqu'en septembre-octobre. Après... ils évoqueront la proximité des élections législatives pour ne pas effrayer les électeurs par des conflits sociaux d'envergure.

Le soutien à la V<sup>e</sup> République, au gouvernement Giscard-Barre, se manifeste dans tous les domaines. Un des premiers actes de la V<sup>e</sup> République a été la loi Debré qui accorde d'importantes subventions à l'école privée, plus précisément aux écoles confessionnelles. Un des derniers actes de cette Assemblée nationale désavouée sera la loi Guemur, qui accorde 50 milliards de crédits supplémentaires aux écoles confessionnelles. C'est le moment où la direction du P.S. estime périmée la « querelle scolaire ». Pourtant, une fois encore, le P.C.F. est l'aile marchante d'une politique qui conforte la politique réactionnaire de la V<sup>e</sup> République. Au cours de son voyage en Alsace, Georges Marchais n'a pas hésité à affirmer : « *Nous*

*ne couperons jamais les crédits à l'école confessionnelle, et nous avons mis en garde les municipalités contre une telle attitude.<sup>1</sup> »*

Allant plus loin encore, une opération de grand style se dessine : provoquer la rupture entre le P.S. et le P.C.F. à l'occasion de la rediscussion du programme commun de gouvernement. La direction du P.C.F. « gauchit » certaines de ses propositions : elle exige l'extension des nationalisations, que le futur gouvernement d'« union de la gauche » soit un gouvernement collectif, qu'un calendrier d'application du programme commun soit élaboré, elle met en cause certaines des prérogatives du président de la République, tout en restant dans le cadre de la V<sup>e</sup> République et de ses institutions. Il est possible que la direction du P.C.F. en rajoute toujours et encore. Le programme commun n'est ici qu'un prétexte. Le moment venu, il sera abandonné aux collectionneurs de vieux papiers. Provoquer la rupture entre le P.S. et le P.C.F. relève d'une suprême manœuvre pour sauver la V<sup>e</sup> République. Et il n'est pas exclu que les dirigeants du P.C.F. la tentent, quel que soit le prix dont leur parti devrait la payer sur le plan électoral. Loin d'être en contradiction avec la politique d'« union de la gauche », cette opération s'inscrit dans la logique de cette politique. Il s'agit d'imposer aux masses l'idée que l'unité de front des partis ouvriers est impossible. Dans ce cas, les résultats des élections législatives de mars 1978 pourraient être moins désastreux que ce n'est prévisible aujourd'hui pour les partis de la V<sup>e</sup> République. Mais c'est loin d'être certain. La pseudo-majorité peut malgré cela être laminée. En tout cas, les processus fondamentaux qui mènent à la crise révolutionnaire se poursuivront.

La rupture n'est encore qu'une possibilité très difficile à concrétiser. Elle est peu probable, mais on ne saurait l'exclure. Mitterrand veut, à n'en pas douter, que le P.S. gagne les élections. Il prépare son parti à devenir un parti de gouvernement dans le cadre de la Va République. Mais la V<sup>e</sup> République, C'est l'Etat-U.D.R. Les partis de la V<sup>e</sup> République défaits aux élections législatives, l'effondrement, la mort du bonapartisme bâtard, l'irruption d'une crise révolutionnaire sont inéluctables. A moins que de puissants mouvements de classe ne lui portent le coup mortel auparavant.

La bourgeoisie, les partis de l'« union de la gauche », alliance de type front populaire, redoutent d'avoir à constituer un gouvernement de front populaire. Les alliances de type front populaire se nouent lorsque surgissent des situations révolutionnaires, pour éviter qu'elles ne débouchent sur des crises révolutionnaires, sur la révolution. Les gouvernements de type front populaire deviennent nécessaires lorsque la crise révolutionnaire a éclaté, que la révolution commence, pour l'endiguer et faire refluer les masses. La bourgeoisie, les partis de l'« union de la gauche », et avant tout le P.C.F., veulent éviter la crise révolutionnaire, que la révolution prolétarienne commence en France. Telle est et ainsi va l'« union de la gauche ».

---

<sup>1</sup> Quatre mois après que ces pages aient été écrites, la politique des dirigeants du P.C.F. confirme totalement l'analyse que nous faisons.

La polémique du P.C.F. contre le P.S., menée au nom de l'Union de la gauche et du programme commun, a le mérite de la clarté : suivant en cela les directives et la politique des dirigeants de Moscou, le P.C.F. tente de préserver coûte que coûte la V<sup>e</sup> République, le gouvernement Giscard-Barre. Au nom de l'Union de la gauche, les dirigeants du P.C.F. multiplient leurs efforts pour que les partis de la « majorité » l'emportent aux élections. Les dirigeants du P.C.F. qui bradaient la grève générale de 10 millions de travailleurs en 1968 au nom des élections, dénoncent aujourd'hui « l'électorisme » ! En clair, Georges Marchais menace de ne pas se désister au second tour pour les candidats du P.S. mieux placés, prenant le risque de permettre la victoire de Giscard. Cette criminelle politique menée au nom d'un « bon programme commun » s'accompagne d'attaques répétées contre le P.S. qui est ainsi présenté comme l'ennemi n° 1.

Cette politique, menée au nom de l'Union de la gauche, est rejetée, vomie par la classe ouvrière et la jeunesse, qui veulent en finir avec les partis bourgeois qui représentent la V<sup>e</sup> République à l'agonie. En combattant pour la victoire du P.C.F. et du P.S. aux élections législatives, l'O.C.I., fidèle à sa politique de front unique ouvrier, ne pose aucune « condition programmatique ». La victoire électorale du P.C.F. et du P.S., la défaite des partis de la V<sup>e</sup> République, entraînerait une modification radicale de la situation politique. Quelle que soit la volonté des dirigeants de l'Union de la gauche, une majorité du P.C.F. et du P.S. à l'Assemblée nationale est incompatible avec l'existence de la V<sup>e</sup> République. C'est d'ailleurs pourquoi les dirigeants du P.C.F. font tout pour éviter cette situation. Mais les masses combattront cette politique, s'y opposeront, et finalement la V<sup>e</sup> République sera balayée, la crise révolutionnaire s'ouvrira.

## « Front populaire de combat » ? Non : Front unique ouvrier

Ne faut-il pas alors se prononcer pour qu'un gouvernement d'union de la gauche accède au pou. voir, en quelque sorte pousser en avant l'union de la gauche ?

Ainsi raisonnent les partisans du « front populaire de combat ».

Les partisans du « front populaire de combat » se caractérisent en général par une référence au socialisme, à la révolution, sur le ton le plus radical qui soit, aboutissant à la nécessité, pour parvenir au but (la révolution), de pousser en avant le front populaire, de le « déborder », de le « gauchir » pour « aller plus loin »... Mais peut-on « déborder », « pousser » une coalition de partis ouvriers avec des partis bourgeois ? Peut-on « gauchir » une politique qui subordonne les intérêts du prolétariat à la défense de l'Etat ? Les exemples du M.I.R. chilien, de Pivert en 1936, du P.O.U.M. pendant la révolution espagnole répondent : non.

Avant de revenir sur ces situations historiques, sur ces exemples, il faut insister sur la responsabilité politique que portent et porteront demain les partisans du front populaire. Que des petits bourgeois comme Michel Rocard ou Gilles Martinet rejoignent, avec Delors ou d'autres, le camp du front populaire-union de la gauche, quoi de plus normal... Ces hommes ont, en toutes circonstances, défendu sans se masquer le régime de la propriété privée des moyens de production. Avec l'union de la gauche, ils poursuivent leur travail, espérant de surcroît conquérir un fauteuil ministériel.

Que des organisations qui se situent « à gauche » du P.C.F. et du P.S., se réclament du marxisme, voire du trotskysme, appellent - par exemple - à voter union de la gauche, pratiquant une politique de petits pas vers l'union de la gauche, caractérisée non plus comme un front populaire, mais comme une « alternative réformiste globale », voilà qui donne à réfléchir.

A propos de ceux qui voulaient ruser avec le front populaire, Trotsky écrivait : « *Les petits crimes et trahisons qui peuvent passer pratiquement inaperçus dans les périodes normales, connaissent une puissante répercussion dans une époque révolutionnaire. On ne devrait jamais oublier que la révolution crée des conditions acoustiques particulières.* »

Raisonnons : si le programme commun est un programme « réformiste » qui ouvre, avec l'union de la gauche - qui n'est pas un front populaire - une « alternative globale » au régime de la bourgeoisie, cela signifie que l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, peut tolérer une véritable ère de réformes favorables au prolétariat, et alors le programme de transition de la IV<sup>e</sup> Internationale est faux, caduc, lorsqu'il déclare : « L'Internationale communiste est entrée dans la voie de la social-démocratie à l'époque du capitalisme pourrissant, alors qu'il ne peut être question de réformes sociales systématiques, ni de l'élévation du niveau de vie des masses. » Et alors... un pont s'établit entre ceux qui caractérisent l'union de la gauche comme une « alternative réformiste globale » et les stalinien partisans de la « démocratie avancée » au nom de laquelle ils défendent l'Etat bourgeois. Tout se tient.

En réalité, le programme commun dont le contenu est, du point de vue des « réformes », incohérent, est un programme de défense de la V<sup>e</sup> République, de la propriété privée, du système capitaliste, de l'Etat bourgeois. Et la participation des radicaux de gauche, demain d'une « quatrième composante » gaulliste, etc., constitue le « pont » de l'alliance des partis ouvriers P.C.F., P.S., avec la bourgeoisie, quelle que soit - par ailleurs - l'importance numérique des radicaux de gauche et des gaullistes...

Peut-on « déborder » une telle alliance contre-révolutionnaire, peut-on « gauchir » le dispositif mis en place pour résister à la lutte de classe du prolétariat, pour protéger l'Etat bourgeois ? Non, mille fois non !

Au contraire, la participation au Front populaire (fût-ce du bout des lèvres) d'organisations qui se réclament du marxisme est une action d'autant plus criminelle que les masses, passé la première phase des illusions, se heurteront au front populaire et chercheront une voie, se tournant vers les organisations « à la gauche » du P.S. et du P.C... qui alors au nom du « front populaire de combat » les conduiront là où stalinien et sociaux-démocrates n'avaient pas la force de les mener : à la défaite. Écoutons ce que Trotsky écrit du P.O.U.M. dans une lettre adressée à Victor Serge le 30 juillet 1936 : « *Prenons maintenant le cas de Nin. Certains (parmi lesquels Rosmer) jugent sectaire ma très violente critique de sa politique. S'il en est ainsi, c'est le marxisme qui est sectaire, car il est la doctrine de la lutte des classes, et non pas de la collaboration de classes. Les événements actuels d'Espagne montrent en particulier à quel point l'alliance de Nin avec Azana a été criminelle : maintenant, les ouvriers espagnols paient de leur vie par milliers l'ignominie réactionnaire du Front populaire, qui avec l'argent du peuple a entretenu une armée dirigée par les bourreaux du prolétariat. Il s'agit là, cher Victor Lvovitch [Victor Serge], non pas de petits détails, mais de la nature du socialisme révolutionnaire.* »

Trotsky avait raison ; en Espagne, durant la révolution, la relative faiblesse du P.C. comme du P.S., l'implantation réelle des formations anarchistes dans le prolétariat, comme l'existence d'une puissante organisation se réclamant du marxisme, le P.O.U.M., ouvraient de grandes possibilités à la révolution... à condition que le P.O.U.M. ne vienne pas prêter main-forte au P.C. et au P.S. dans leur politique de front populaire. La participation du P.O.U.M. au gouvernement catalan ferma toutes les issues au prolétariat, permettant aux stalinien de mettre en place le dispositif politique, militaire et policier qui étranglerait le prolétariat et... le P.O.U.M. lui-même.

Si la formule de Marceau Pivert, « front populaire de combat », a une signification, c'est bien celle de renforcer « à gauche » l'alliance contre-révolutionnaire pour mieux écraser le prolétariat révolutionnaire. L'exemple du M.I.R. chilien n'est pas moins significatif. Fondé en 1965 par le regroupement d'éléments en rupture avec le stalinisme et la social-démocratie auxquels vinrent se joindre des militants du Secrétariat unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale, et des maoïstes, le M.I.R. devait connaître un développement réel, notamment à l'Université, dans les zones rurales les plus arriérées (mapuches), comme dans les bidonvilles où étaient rejetés les couches les plus pauvres du prolétariat, et aussi les déclassés qui forment le lumpen prolétariat. Influencé - sinon contrôlé - par Castro, le M.I.R. dont l'activité centrale se menait dans les secteurs marginaux du prolétariat s'orienta rapidement vers des actions gauchistes, menées avec résolution et succès : expropriations, prises d'otages, résis tance armée aux latifundiaires et occupation de terres, etc.

Jusqu'en 1970, le M.I.R. acquit ses « lettres de noblesse » par une politique gauchiste, inspirée des théories foquistes et guérilléristes, sans prendre réellement part à la maturation politique de la lutte du prolétariat. Au point que le M.I.R. fut surpris du résultat des élections du 4 septembre 1970, dont il ne s'était pas préoccupé, sans pour autant appeler à l'abstention. Ce qui est remarquable, c'est la rapidité avec laquelle, une fois Allende élu, le M.I.R. se mit politiquement, militairement, au service du front populaire ; dès le mois d'octobre 1970, le M.I.R. déclare dans un communiqué : *« Comme nous l'avons dit en mai et en août, nous avons développé notre appareil militaire naissant, et nous l'avons mis au service d'une éventuelle victoire électorale de la gauche. C'est ce que nous avons fait en 1970, le 4 septembre, et c'est ce que nous faisons actuellement... Nous soutenons que la majorité électorale de la gauche et un gouvernement d'unité populaire sont un excellent point de départ en vue de la lutte directe pour la conquête du pouvoir par les travailleurs. En incorporant de nouveaux contingents populaires et en suscitant de nouvelles formes de luttes, ils entraîneront un affrontement inévitable entre les exploiters nationaux et étrangers d'une part, et les travailleurs d'autre part... Les puissants d'aujourd'hui ne céderont pas leurs richesses et leurs privilèges gratuitement. La stratégie de la lutte armée est aujourd'hui plus que jamais à l'ordre du jour. »*

La participation du M.I.R. à l'Unité populaire se fera donc, l'accord politique étant scellé, sur le plan « militaire » : le G.A.P., « Groupe de protection armé », assurant la défense personnelle d'Allende, sera assuré pour l'essentiel par les militants du M.I.R. Lorsque nous écrivons que l'accord était scellé sur l'essentiel, nous n'exagérons rien. Au mois de décembre 1970, des militants contrôlée par le P.C.C. ouvrent le feu sur des colleurs d'affiches du M.I.R., tuent un militant, en blessent grièvement plusieurs autres. Luis Corvalan déclare : *« Il est évident qu'à propos de cela nous avons fait et nous faisons notre propre analyse autocritique... En conséquence, nous ne voyons aucun inconvénient à déclarer publiquement que, nous pensons que l'on va à une sorte d'accord entre le M.I.R. et l'Unité populaire. y compris bien sûr le P.C., afin que le M.I.R. appuie le gouvernement du camarade Salvador Allende. Nous pensons bien sûr que les différences entre communistes et miristes subsistent dans bien des domaines, et que la lutte idéologique reste à l'ordre du jour, mais sur un autre plan, sur un plan fraternel. »*

Quant à Miquel Enríquez, il déclarait au nom du M.I.R. : *« La politique qui doit prévaloir sur tous les plans et sur tous les fronts, est celle qui répond à la nécessité de regrouper les forces et de frapper l'ennemi principal. Pour cette raison, l'union de toutes les forces destinées à affronter l'ennemi était et reste fondamentale ; elle relègue au second plan les divergences qui séparent les différentes forces de gauche. »*

Il convenait de sceller cet « accord sur l'essentiel » : des délégations du P.C. assistèrent aux obsèques du militant du M.I.R. assassiné...

Au front populaire de combat de Marceau Pivert répond ici le « front populaire armé », « militaire » du M.I.R., qui, incapable d'analyser la signification de l'Unité populaire, ne mena jamais campagne pour la rupture des partis ouvriers d'avec les partis bourgeois, soutenant avec des « critiques » et des écrits « gauchistes » le front populaire dressé contre le mouvement révolutionnaire du prolétariat.

Le front populaire de combat ne peut pas exister. Etre « un peu » dans le front populaire, c'est y être complètement, pour le justifier, lui donner un contenu « révolutionnaire » par définition antinomique avec son existence. Le « front populaire de combat » n'est que la couverture gauche ou gauchiste d'une criminelle et funeste politique dirigée contre la révolution. Pour s'en convaincre, il suffit de lire ces lignes extraites de la revue *Que Faire ?*, fondée par André Ferrat, exclu - nous l'avons vu - de la direction du P.C. français au plus fort de la vague révolutionnaire de juin 1936.

Sous le sous-titre « les causes de l'échec », Ferrat écrit :

*« Il suffit de comparer l'œuvre du gouvernement Blum, dans les premières semaines, quand il se trouvait sous la pression directe des masses, avec les résultats négatifs de ses efforts ultérieurs, pour apercevoir que si les masses ont péché. dans cette période, c'est par l'insuffisance de leur pression, et non par son exagération. Si en septembre 1936 les ouvriers avaient su imposer au gouvernement une politique d'aide à l'Espagne, s'ils avaient su imposer en octobre une politique économique financière anticapitaliste, s'ils avaient empêché - malgré les appels de Blum au calme - le Sénat, en juin 1937, de perpétrer son premier coup d'Etat contre le suffrage universel, certes, la situation serait aujourd'hui autrement favorable pour le prolétariat.*

*« La tragédie consistait dans l'attachement trop grand des ouvriers à la légalité antidémocratique, couvrant la révolte des privilégiés contre la nation, dans la confiance trop grande dans le gouvernement formel n'ayant que l'apparence du pouvoir, dans le contrôle populaire insuffisant sur ce gouvernement. Les illusions légalistes et réformistes, l'absence d'une notion exacte des contradictions de classes, l'étroitesse nationale, les préjugés pacifistes et corporatistes - voici le terrain qui a préparé l'écroulement des forces révolutionnaires en automne 1938. Mal préparés à affronter les difficultés, les ouvriers réagissaient parfois d'une façon désordonnée, dans des conditions peu favorables. Mais si ces explosions affaiblissaient les forces ouvrières, à qui la faute ? N'incombe-t-elle pas, en premier lieu, à ceux qui ont freiné, par tous les moyens, la lutte en ne lui fixant pas les objectifs nécessaires dès juin 1936 et en cédant, l'une après l'autre, les positions conquises en juin ? »*

Ainsi, l'échec est dû, non à la victoire du Front populaire sur les masses, mais à l'« insuffisance de leur pression » sur le gouvernement Blum-Daladier. Le petit-bourgeois Ferrat, partisan du front populaire de combat, oppose l'œuvre du gouvernement Blum, sous la pression des masses, à une deuxième phase où le prolétariat, perdant pied, aurait renoncé à combattre... C'est le « bon » front populaire opposé au « mauvais »... Précisément, la fonction des fronts populaires est d'opposer au mouvement révolutionnaire, aux aspirations des masses, la coalition des partis ouvriers et des partis bourgeois, disloquant l'action prolétarienne, la minant de l'intérieur, en protégeant le système de la propriété privée des moyens de production.

En 1936, le Front populaire a vaincu : c'est-à-dire qu'il a contenu, combattu l'action des masses, préservé l'Etat bourgeois, fait refluer le prolétariat. Et Ferrat tire de cette situation la conclusion que la responsabilité en incombe au prolétariat !

Mais, pour Ferrat, tout espoir n'est pas perdu :

*« La victoire de la bourgeoisie en 1938 ne résout aucun des grands problèmes qui se posent devant ce pays. La classe ouvrière, dépossédée du pouvoir, continue à peser, du dehors, sur le cours des événements. Les classes moyennes qui acclament aujourd'hui Daladier, "sauveur de l'ordre et de la paix", se détourneront de lui en s'apercevant qu'il est incapable de leur donner l'ordre et la paix.*

*« L'heure du prolétariat, l'heure du Front populaire, en tant qu'alliance révolutionnaire des ouvriers et des petits bourgeois, peut sonner une fois encore, si la classe ouvrière sait tirer les enseignements nécessaires de l'échec et se réarmer en conséquence. »*

Pour l'animateur de la revue *Que faire ?*, la victoire viendra d'un nouveau Front populaire, présenté ici comme l'alliance révolutionnaire des ouvriers et des petits bourgeois, alors qu'en toutes circonstances il est l'alliance des partis ouvriers avec les partis bourgeois.

Ainsi, en Espagne avec le P.O.U.M., en France en 1936 avec Pivert et la revue *Que faire ?*, au Chili avec le M.I.R., en chaque occasion les partisans du front populaire de combat ont en fait aidé, fortifié, l'action contre-révolutionnaire menée par les chefs du front populaire. On ne peut contourner l'obstacle. En France, la Ligue communiste révolutionnaire qui se réclame du trotskysme est confrontée à la question du front populaire de combat.

### ***Mais c'est le prolétariat qui a l'initiative***

L'analyse rigoureuse de la politique des « fronts populaires », des terribles défaites qu'elle a coûtées au prolétariat mondial, ne procède d'aucun pessimisme. Cette politique est fondamentalement une politique défensive que la bourgeoisie et les appareils des partis et syndicats ouvriers qui sont inféodés à la société bourgeoise opposent à l'initiative du prolétariat, de la jeunesse, des masses exploitées. Contre l'aspiration des masses au front unique des organisations ouvrières, partis et syndicats en vue de combattre le capital, ses gouvernements, son Etat, les partis ouvriers et les appareils syndicaux dressent l'alliance des partis ouvriers avec les partis du capital. Les masses ont l'initiative mais les illusions que les tenants des fronts populaires leur inculquent, pour les contenir, les freiner, les faire refluer et disloquer leur mouvement vers la révolution et au cours de la révolution, les empêchent et peuvent causer leur perte. Les militants révolutionnaires - l'Organisation communiste internationaliste pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale - se fondent sur l'initiative, les besoins, les aspirations de classe du prolétariat, de la jeunesse, des masses exploitées, pour dégager les voies de la révolution prolétarienne, et contribuer à détruire la gangue des illusions. Toute la dimension historique de l'époque des guerres et des révolutions, de la révolution prolétarienne, de la nouvelle période de la révolution mondiale qui s'est ouverte en 1968, est indispensable pour mener ce combat. La continuité historique vivante que le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale et l'organisation qui combat pour la construction du parti révolutionnaire et la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale concrétisent et incarnent est indispensable à l'accomplissement de cette tâche. C'est bien pourquoi il ne peut s'agir de répandre une idéologie et de réduire l'activité de cette organisation et de ses militants à de la propagande. « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », et cela non à la suite d'on ne sait quelle conversion idéologique, mais au cours d'un mouvement pratique.

La seule solution à la crise conjointe de l'impérialisme et des bureaucraties du Kremlin, c'est la dictature du prolétariat sur la base de la démocratie soviétique, l'expropriation du capital, la planification de l'économie sous contrôle ouvrier, la constitution des Etats-Unis socialistes d'Europe. Le gouvernement nécessaire pour assumer la transition de la dictature de la bourgeoisie à la dictature du prolétariat est un gouvernement ouvrier et paysan qui détruit l'Etat bourgeois, commence à exproprier la bourgeoisie, s'appuie sur le prolétariat, la jeunesse, les masses organisées dans leurs comités, leurs conseils, leurs soviets. Mais, encore une fois, ce sont les masses qui, dans un mouvement pratique et en relation avec la construction d'un parti révolutionnaire, peuvent réaliser ces tâches historiques, en partant des conditions et des relations politiques réelles qui résultent de l'histoire du mouvement ouvrier, des organisations qui aujourd'hui restent leurs organisations.

Tout puissant mouvement du prolétariat à l'époque actuelle pose nécessairement la question du gouvernement. Combattant le capital, luttant pour leurs revendications, en France voulant en finir avec la V<sup>e</sup> République, le prolétariat, la jeunesse, les masses exploitées tendent à porter au pouvoir un gouvernement du prolétariat, des exploités, mais dont la forme concrète est forcément à leurs yeux un gouvernement de leurs partis, les partis ouvriers traditionnels, le P.S. et le P.C.F. La question se pose : est-il possible de satisfaire les revendications, d'exproprier le capital, si les organisations ouvrières, les syndicats et partis ne rompent pas avec les partis de la bourgeoisie, dont les radicaux « de gauche », avec la politique de l'« union de la gauche » sans rive à droite que le P.C.F. veut élargir sans cesse jusqu'à l'« union du peuple de France » ? La réponse est évidente : non. La condition nécessaire, bien qu'elle ne soit pas suffisante, est que les partis ouvriers rompent avec les partis bourgeois, y compris les radicaux de gauche, qu'ils réalisent le front unique des partis ouvriers, que soit porté au pouvoir un gouvernement des seuls partis ouvriers. Défenseurs de la société bourgeoise, de l'Etat bourgeois, au moment présent de la V<sup>e</sup> République et de ses institutions, les dirigeants du P.S. et du P.C.F. s'opposent de tous leurs moyens à cette politique. Sans doute, un gouvernement des seuls partis ouvriers peut aussi défendre la société bourgeoise, l'Etat bourgeois, mais en période révolutionnaire les masses attendent d'un tel gouvernement qu'il satisfasse leurs revendications et s'attaque à la société et à l'Etat bourgeois. Porter au pouvoir un gouvernement de ce genre exige déjà une très profonde et très puissante activité révolutionnaire des masses. Le fait qu'il soit au pouvoir ne peut qu'inciter les masses à aller plus loin sur la voie de la révolution.

Le combat politique pour un gouvernement des seuls partis ouvriers sans ministres représentants des organisations et partis de la bourgeoisie est un puissant moyen d'agitation, un ferment révolutionnaire au sein des masses, un facteur de modification des rapports politiques au sein de la classe ouvrière, de la jeunesse, des masses exploitées, car il répond à leurs besoins et aux exigences quotidiennes qui les confrontent, et épouse la logique de la lutte des classes. Toute revendication, même partielle, ne peut être satisfaite sans que se réalise l'unité de front de ceux qui luttent pour qu'elle soit satisfaite, et par conséquent elle soulève le problème de l'unité de leurs organisations. Toute revendication fondamentale ne soulève pas moins ce problème à une échelle beaucoup plus générale, et celui de la lutte politique contre le gouvernement du capital, pour un autre gouvernement : le gouvernement du front unique ouvrier.

Le mot d'ordre du gouvernement des seuls partis ouvriers implique qu'en fonction du moment politique des mots d'ordre politiques précis, allant dans ce sens, soient mis en avant à chacun de ces moments. L'O.C.I. a mené depuis les élections présidentielles toute une agitation circonscrite sur le thème : que le P.S. et le P.C.F. s'unissent et appellent les masses au combat pour imposer la dissolution de l'Assemblée nationale élue en 1973, mais qu'à maintes reprises depuis le suffrage universel a désavouée. Cette agitation politique participe, intègre, une activité qui utilise tous les canaux et répond à toutes les déterminations de la lutte des classes. Ainsi que le disait Trotsky, des processus moléculaires au sein des masses se déroulent qui préparent les plus grands bouleversements politiques. Il faut y intervenir, les dégager, les féconder, en prenant les initiatives politiques adaptées, en regroupant et en organisant une avant-garde qui se développera au feu de l'action et constituera l'instrument indispensable à la victoire de la révolution prolétarienne, le parti révolutionnaire. Mais encore faut-il les saisir, les appréhender, comprendre quelles sont leurs tendances.

Ce n'est pas un phénomène spécifique à la France. C'est précisément parce que ces processus existent dans tous les pays d'Europe que la révolution prolétarienne y est à l'ordre du jour, mais en France il nous est possible de les saisir et d'y intervenir de façon précise. Au cours de tous les mouvements du prolétariat, de la jeunesse, des masses exploitées, ils se manifestent. Ce sont de tels processus qui ont préparé les conditions de la grève générale de mai-juin 1968 que les masses ont imposée aux dirigeants des centrales syndicales. Les leçons politiques de la grève générale sont tirées, le prolétariat et la jeunesse se préparent à surmonter les obstacles que la politique de l'« union de la gauche » dresse contre leur action, ils se préparent à faire un bond politique en avant, au cours de ces processus moléculaires.

### **Ce qui se prépare**

Déjà, en 1968, par la voix des métallos, le prolétariat se dressait contre la politique des dirigeants qui voulaient brader la grève générale. Le lundi 27 mai 1968, Frachon et Ségué sont allés chez Renault vanter les accords de Grenelle, et tenter d'obtenir la reprise ; d'un seul cri les ouvriers de chez Renault ont répliqué : « *Ne signez pas !* » Frachon et Ségué ont provisoirement reculé pour mieux disloquer ultérieurement la grève générale. Le « *Ne signez pas !* » déclenchait la crise politique qui fit vaciller de Gaulle, et surtout exprimait le conflit fondamental qui oppose les masses aux appareils et à leur politique de défense de la société bourgeoise.

En d'innombrables mouvements, la contradiction entre les besoins et les aspirations des masses et la politique des dirigeants des partis et des syndicats s'est plus ou moins ouvertement et brutalement exprimée. En juin 1971, une puissante grève des cheminots déferlait et un véritable conflit s'ouvrait entre travailleurs de la S.N.C.F. et dirigeants syndicaux. En octobre 1971, les conducteurs de la R.A.T.P. se mettaient en grève malgré la volonté des dirigeants syndicaux. Ils imposaient, à ces dirigeants qui n'en voulaient pas, la tenue d'une assemblée générale. A cette assemblée générale, un conducteur lançait la fameuse formule : « *Les syndicats à nous, les permanents à notre service.* » Il énonçait ainsi ce qui depuis des années est devenu, et devient de plus en plus, une des préoccupations majeures de millions de prolétaires : se subordonner leurs organisations et les appareils de ces organisations, notamment les syndicats, leur imposer le front unique, avoir le contrôle de leurs mouvements.

En 1972, les travailleurs du bâtiment de Nantes imposaient la constitution d'un comité central de grève. Au cours d'autres mouvements, grève de la Sécurité sociale en 1973 par exemple, cette volonté s'exprimait également. Cette même exigence a trouvé une expression encore plus nette et claire au moment de la mobilisation des lycéens contre la loi Debré en 1973.

Au début de l'année 1974, les mineurs de Lorraine, en avril les travailleurs des banques, exprimaient à leur tour cette aspiration. Pendant les années 1974, 1975, 1976, le processus se poursuit : au cours de grands mouvements comme ceux de l'O.R.T.F., du *France*, des P.T.T., etc., comme au cours de centaines de mouvements partiels, aux objectifs limités. Mais ce sera la grande grève des étudiants en 1976 qui exprimera le plus clairement la tendance des masses à se donner les moyens d'organiser et de contrôler leurs combats, d'imposer l'unité contre toutes les manœuvres. A la veille et au lendemain des élections municipales de mars 1977, les dockers de Dunkerque ont constitué leur comité de grève avec leur syndicat. Ils ont déjoué toutes les manœuvres que le bureau confédéral C.G.T. a entreprises pour liquider leur grève, et ont remporté une brillante victoire.

Le conflit entre les besoins, les aspirations des masses et la politique de l'« union de la gauche » telle qu'elle se traduit au cours des luttes des classes est indubitable. Très souvent, jusqu'alors, les appareils syndicaux sont parvenus à contenir, à canaliser et à disloquer les mouvements de la classe ouvrière et de la jeunesse, et donc semble-t-il à imposer leur politique. C'est une vue à court terme et superficielle : la crise du régime, la crise de la bourgeoisie, ne cessent de s'approfondir. Les échecs que la classe ouvrière subit au cours des luttes revendicatives ne modifient pas les rapports de force entre les classes. Dans les conditions actuelles, ils deviennent des facteurs de maturation politique de la classe ouvrière. Les appareils bureaucratiques, en prenant en charge toutes les contradictions de la bourgeoisie, en étant de façon constante en opposition aux aspirations des masses, intègrent ces contradictions qui les déchirent à leur tour. Ces éléments nourrissent les processus moléculaires en cours au sein de la classe ouvrière, et à leur tour ceux-ci approfondissent la crise politique.

A ce jour, ils ne sont pas arrivés au degré de maturité, d'homogénéité, où la quantité se transforme en qualité, mais d'ores et déjà de multiples initiatives peuvent et doivent être prises qui ouvrent la voie du combat, celle de l'unité, aux masses, de la constitution des organismes indispensables au regroupement des masses, à leur action sur la ligne du front unique des organisations ouvrières, en des secteurs précis, sur des revendications données que soulève en foule la politique du gouvernement et du patronat. La revendication de la garantie de emploi aux maîtres auxiliaires de l'enseignement secondaire a, depuis le début 1977, permis qu'une telle initiative soit prise. Deux politiques s'affrontent sous une forme concrète à propos d'une revendication précise : celle du front unique ouvrier et celle de l'« union de la gauche »-front populaire. L'enjeu de la bataille, c'est d'arracher la garantie de emploi des M.A., mais au-delà, ce sont les formes d'organisation politiques qu'une avant-garde, sous l'impulsion de l'O.C.I., a constituées (le Comité de liaison des maîtres auxiliaires) qui est en cause. Son existence permet aux M. A. de se doter de formés d'organisation qui surmontent la division, et permettent d'agir. L'appareil stalinien du Syndicat national de l'enseignement secondaire, au compte du P.C.F. et de sa politique, s'efforce par tous les moyens d'empêcher que les maîtres auxiliaires soient victorieux, non seulement parce qu'il soutient la politique du gouvernement, qu'il s'apprête à faire appliquer la nouvelle réforme de l'enseignement, dite «

Haby », mais parce que ce que réalisent les M.A. est la réponse à ce que recherchent des millions et des millions de travailleurs - comment s'organiser pour vaincre.

Le non-renouvellement des contrats salariaux en 1977 crée un vide dans les relations sociales, qui est très dangereux du point de vue du gouvernement et du patronat. Bergeron<sup>1</sup> ne cesse d'en avertir le gouvernement Giscard-Barre. Les dirigeants de la C.G.T., de la F.E.N., de la C.F.D.T., sont tout aussi effrayés. Un dénominateur commun de lutte est donné à de grandes et décisives corporations, à la classe ouvrière, contre la baisse effective du pouvoir d'achat. Une gigantesque explosion sociale peut s'ensuivre, qui poserait d'emblée la question du gouvernement. Les initiatives politiques soulevant clairement la nécessité de s'organiser sur la ligne du front unique ouvrier, sont des composantes nécessaires de la maturation des processus en cours.

La classe ouvrière n'est pas encore parvenue à constituer les organismes nécessaires à son contrôle, à son unité, à son organisation comme classe et qui englobent syndicats et partis. L'expérience politique accumulée, la fermentation en cours ne laissent pas douter que de tels organismes vont surgir : comités de grève, éventuellement comités ouvriers, formes d'organisation à caractère soviétique, sinon les soviets. Voilà ce que préparent les processus moléculaires actuels. L'organisation révolutionnaire qui construit le parti révolutionnaire doit s'engager à fond, être l'élément conscient de leur développement et de leur réalisation, et non attendre passivement qu'ils viennent à maturité. La formation des comités ouvriers, des conseils, traduit le besoin de la classe ouvrière, de la jeunesse, des masses, de disposer d'organismes qui les unissent et organisent leur combat. Les soviets sont des parlements et des exécutifs prolétariens. Dans cette mesure, ils incluent nécessairement les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, les militants ouvriers ; les organisations qui entendent mener la lutte de classe du prolétariat jusqu'à la prise du pouvoir y ont également leur place. En conséquence, leur existence correspond à l'objectif d'un gouvernement des seuls partis ouvriers, sans ministres représentant des partis bourgeois, aujourd'hui un gouvernement du P.S. et du P.C.F. L'intervention sur tous les terrains, en utilisant toutes les formes de la lutte des classes, est ordonnée par cette perspective politique. Elle est incluse dans chaque lutte, dans chaque action en apparence partielle ou d'ordre plus général.

Aucune garantie n'existe que le P.S. et le P.C.F. en France devront former un tel gouvernement, bien que ce ne soit pas exclu. Dans un proche avenir, ils vont même tout faire pour ne pas avoir à former un gouvernement d'« union de la gauche », ainsi que nous l'avons montré plus haut. La crise révolutionnaire, qui est inévitable, les y amènera, en réponse à la volonté des masses qui se tourneront vers eux pour qu'ils prennent le pouvoir. A quel moment, après quels développements politiques, sous quelles formes ? Il est impossible d'apporter une réponse à ces questions. Mais toute la situation en France se développe dans ce sens. La revendication « qu'ils rompent avec la bourgeoisie, ses partis, qu'ils forment un gouvernement des seuls partis ouvriers » deviendra plus nécessaire encore. Les masses ressentiront plus clairement cette nécessité. Les rapports à l'intérieur du mouvement ouvrier évolueront, se modifieront. Les possibilités de construction du parti révolutionnaire croîtront, le renforcement de l'organisation qui construit le parti contribuera à clarifier aux yeux de tous ce que doit être et ce que, doit faire un authentique gouvernement ouvrier et paysan. La crise sociale et politique en France et en Europe, les rapports entre les masses et leurs organisations peuvent aussi contraindre à plus ou moins long terme le P.S. et le P.C.F. à former un gouvernement sans ministres représentant les partis bourgeois. Ce serait un bond en avant du processus révolutionnaire qui donnerait une fantastique impulsion au mouvement des masses, à la fermentation politique. La nécessité de la formation d'un authentique gouvernement ouvrier et paysan, qui s'appuie sur le prolétariat et les masses organisés dans leurs comités, leurs soviets, qui détruise la vieille machine de l'Etat bourgeois, qui exproprie la bourgeoisie, qui se prononce et agisse pour la constitution des Etats-Unis socialistes d'Europe, serait plus encore intensément ressentie. Les rapports à l'intérieur de la classe ouvrière, de la jeunesse, des masses exploitées, se transformeraient en faveur de la construction du parti révolutionnaire jusqu'au moment où les relations avec les masses en feraient le véritable parti ouvrier de telle sorte qu'il puisse engager la lutte pour le pouvoir, qu'il puisse former un authentique gouvernement ouvrier et paysan.

Assurément, il s'agit là d'une ligne de développement. La vie fera surgir un flot d'événements, de formes imprévues et imprévisibles. Il y aura des flux et des reflux. Le processus sera long et sinueux. Mille facteurs interviendront en France, en Europe, dans le monde. Qu'en sera-t-il concrètement des luttes de classes dans les autres pays, et comment s'enchaîneront-elles et se recouperont-elles concrètement aux luttes de classes en France ? Comment évoluera la crise de l'impérialisme, celle de la bureaucratie du Kremlin, de son appareil international, des autres bureaucraties parasitaires ? La ligne de développement peut être prévue, et elle doit l'être de façon générale. La vie sera plus riche et complexe que toutes les prévisions.

Il est clair, par exemple, que la dislocation de l'appareil international du Kremlin modifierait bien des données.

La clef de tout reste la construction de partis révolutionnaires et la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. La crise qui la disloqué la IV<sup>e</sup> Internationale complique à l'extrême la solution de ce problème. Mais la période révolutionnaire qui est ouverte fournira les matériaux nécessaires. Nous nous préparons à des années et des années de luttes politiques aux épisodes multiples et divers. Nous intégrons notre intervention dans la lutte des classes au mouvement spontané, instinctif, semi-conscient des masses, comme un élément, et finalement l'élément déterminant de la lutte de classe du prolétariat. Quels que soient les obstacles, le parti de la révolution prolétarienne sera construit. Nous pouvons donc conclure bien

---

<sup>1</sup> Depuis que ces lignes ont été écrites, la C.G.T.-F.O. a signé des accords salariaux à la R.A.T.P., à E.D.F.-G.D.F. et aux Charbonnages de France.

Ces « accords salariaux » sont l'application pure et simple de la politique des revenus que le gaullisme a toujours tenté d'imposer à la classe ouvrière. La signature de ces accords à l'initiative de la direction de la C.G.T.-F.O. correspond donc à l'application stricte du plan Barre de blocage des salaires. La signature de ces accords a la même signification que la défaite organisée par la C.G.T. au Parisien Libéré, sans avoir la même portée, étant donné les rapports comparés de la C.G.T. et de la C.G.T.-F.O. dans la classe ouvrière. Dans tous les cas, la signature des contrats salariaux est un soutien direct à la politique du gouvernement, comme l'est la tactique des « grèves tournantes » et des journées d'action sans lendemains organisées par la C.G.T. Les deux confédérations se partagent le travail sur le terrain.

simplement : les fronts populaires d'hier et d'aujourd'hui sont de même nature, ce sont des instruments de la contre-révolution. Mais, cette fois, le prolétariat brisera ces carcans et sortira victorieux de l'épreuve.

17 Juillet 1977